

سنة من الالام

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16543 - 7,50 F

SAMEDI 4 AVRIL 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

CAHIER SPÉCIAL

Voyages
en terres
d'Espagne



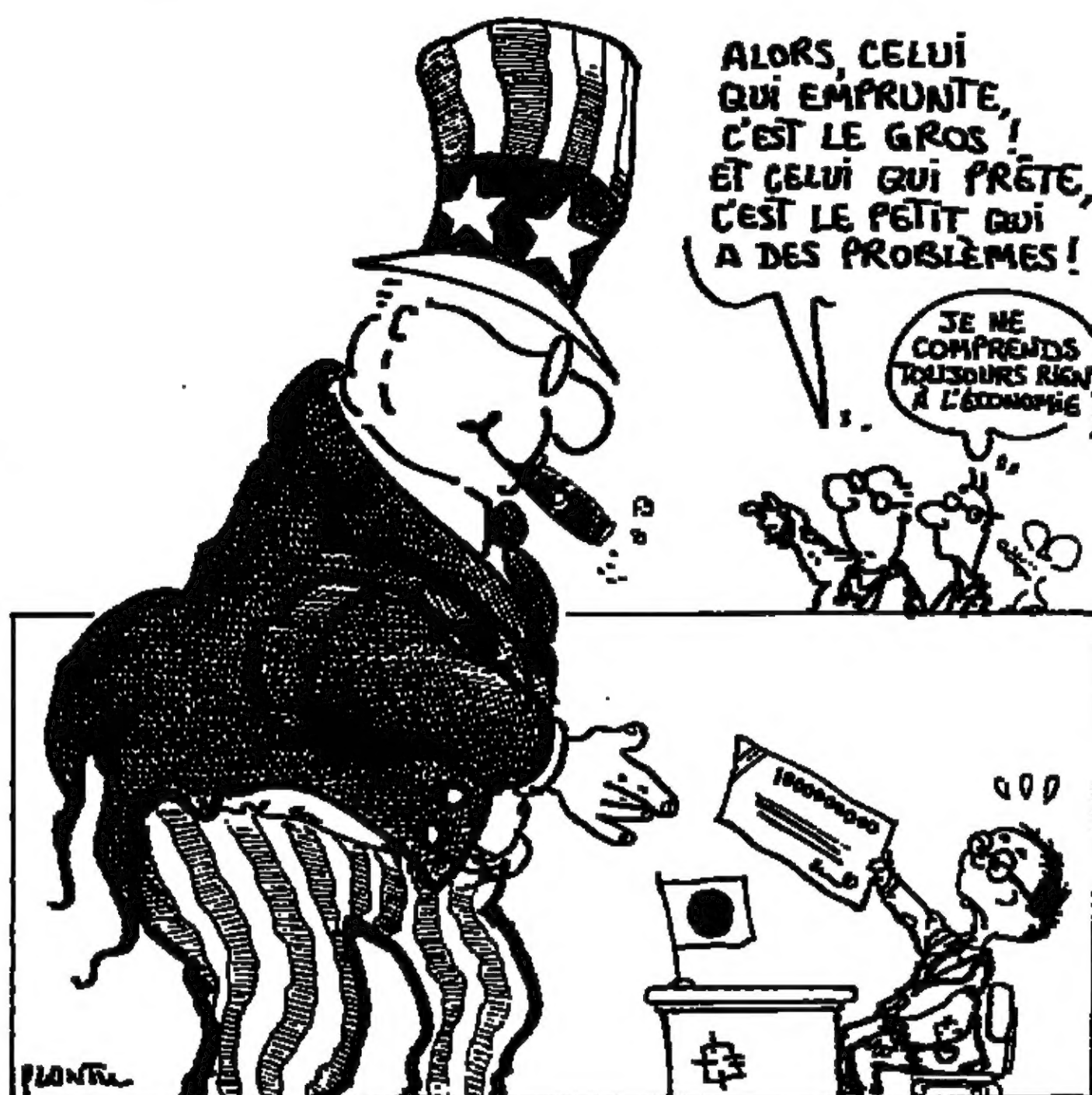
M. Le Pen privé de ses droits civiques et inéligible

LA CONdamnATION de Jean-Marie Le Pen, jeudi 2 avril, à deux ans de privation de ses droits civiques, ce qui entraîne son inéligibilité et la destitution de ses mandats de conseiller régional et de député européen, sera au centre de la réunion du conseil national du Front national, samedi, à Paris. Le chef de l'extrême droite devait faire savoir vendredi, en fin de matinée, s'il faisait appel du jugement du tribunal correctionnel de Versailles, qui l'a condamné au titre des « violences » commises, pendant la campagne électorale de 1997 dans les Yvelines, à l'encontre d'une candidate socialiste, d'Annette Pelva-Bergal, élue députée. L'appel suspendrait l'effet de la condamnation, dont les partisans de M. Le Pen veulent faire l'occasion d'une démonstration d'unité du FN autour de lui.

Lire page 6

Le Japon enlisé dans la crise

- La deuxième économie du monde connaît sa première récession depuis vingt-trois ans
- Le yen et la Bourse de Tokyo sont en net repli
- A Londres, les Européens confrontés à la tourmente financière asiatique



LE YEN a soudainement chuté, vendredi 3 avril à Tokyo, tombant à son plus bas niveau depuis sept ans face au dollar. La Bourse de Tokyo a cédé plus de 6 % en trois jours. La devise nipponne a été victime de l'annonce, par l'agence d'évaluation financière américaine Moody's, d'une baisse de la note attribuée aux dettes du Japon. L'agence met en avant les difficultés de Tokyo à sortir de la crise bancaire et la grande faiblesse de la conjoncture. Le cinquième plan de relance depuis octobre 1997, présenté le 26 mars par le gouvernement nippon, n'a pas plus convaincu que les précédents. Ce nouveau coup de bourse dans la tourmente monétaire asiatique intervient alors que les leaders européens, réunis pour le deuxième sommet de l'ASEM (Forum Asie-Europe) à Londres avec leurs homologues asiatiques, se voient reprocher de ne pas faire assez pour sortir l'Asie de la crise financière.

Lire page 2
et notre éditorial page 15

Savoir désobéir

« LE BIEN et le Mal doivent être également reconnus et assumés. C'est le moins que l'on puisse attendre d'un peuple adulte. » Ce souhait énoncé, le 5 décembre 1997, par le président



Chirac devant le Mémorial du martyr juif inconnu a trouvé, avec le procès, puis le verdict prononcé

contre Maurice Papon, une illustration bienvenue, qui témoigne d'une évolution positive de la société française. Le procès Papon doit en effet plusieurs décennies d'interrogations, celles des nouvelles générations, et de recherches historiographiques qui les ont accompagnées, sur le régime de Vichy. Au cours de cette période, les Français ont peu à peu accepté de scruter le vrai visage de la France des années noires : régime réactionnaire et autoritaire tenté par le fascisme, rallié à une idéologie fondée sur le corporatisme, l'exclusion, le racisme et instaurant un antisémitisme d'Etat.

Ce travail de mémoire avait certes commencé timidement, sous l'impulsion d'historiens étrangers, américains notamment comme Robert Paxton, ou de « militants de la mémoire », comme Serge Klarsfeld et

Pierre Vidal-Naquet ; et puis une génération d'historiens français a pris la relève. Leur vision devait enfin déboucher, le 16 juillet 1995, sur une lecture officielle de Vichy, à l'initiative de l'actuel président de la République : lecture détachée et critique, à l'inverse de ses prédécesseurs qui avaient maintenue la fiction d'un Vichy « nul et non avenu ». Non : Vichy fut, hélas, la France et son Etat, soutenu par une majorité, tandis qu'une minorité rebelle organisait la Résistance ; un Etat adepte de la « préférence nationale », ce qui voulait dire très exactement le choix délibéré de livrer aux nazis les juifs étrangers d'abord, puis des juifs français aussi. De ce point de vue, la qualification de complicité de crime contre l'humanité convient pour juger globalement du comportement de l'Etat vis-à-vis des juifs, dans la France de l'Occupation.

Paradoxalement, cependant, le procès Papon marque aussi le début d'une vision plus nuancée du régime de Vichy : ce ne fut pas un procès en blanc et noir ; les simplifications, les vérités toutes faites ont été écartées, au point parfois de blesser les descendants des victimes elles-mêmes.

J.-M. C.

Lire la suite page 15
et nos informations page 8

Les Parisiens reverront-ils couler la Bièvre ?

ILS NE POUVAIENT que se rencontrer. Les passionnés de marche et les amoureux de la Bièvre ont rendez-vous, samedi 4 avril à minuit, devant Notre-Dame de Paris. Plusieurs centaines de randonneurs partiront dans la nuit, à travers les 5^e et 13^e arrondissements, vers la poterne des Peupliers, aux portes de la capitale. Ils atteindront Verrières-le-Buisson (Essonne) vers 3 heures du matin, où ils seront rejoints par d'autres marcheurs. Ils arriveront à Bièvres, toujours dans l'Essonne, avec le soleil levant. Le groupe, qui devrait alors compter environ 1 500 personnes, se rendra en fin de matinée, dimanche, à proximité des sources de la Bièvre, à Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), après avoir parcouru les 50 kilomètres du cours de la rivière.

C'est la seizième édition de cette marche nocturne, mais pour la première fois il ne s'agit pas uniquement d'une randonnée sportive et conviviale. Les marcheurs vont être rejoints par des défenseurs de l'environnement. Une douzaine d'associations de Paris et du sud-ouest de l'Ile-de-France ont créé le collectif Renaissance de la Bièvre. Les marcheurs suivent depuis toujours le

cours souterrain de la Bièvre à travers la capitale. De la rue Mouffetard à la rue de Tolbiac, ils épiant le murmure de cette rivière mythique en se penchant sur les bouches d'égout... car le seul affluent de la Seine dans Paris n'est plus qu'un émissaire d'eaux usées. C'est pour éviter les remugles nauséabonds de ce cloaque qu'au début du siècle la Bièvre a été couverte de son entrée dans la ville jusqu'à son ancienne embouchure, près de la gare d'Austerlitz. Les eaux souillées y sont maintenant recueillies par un collecteur pour être amenées jusqu'à la station d'épuration d'Achères.

Les marcheurs doivent remonter jusqu'à Verrières-le-Buisson pour retrouver la Bièvre à l'air libre, là où elle est encore une rivière à truites. Jusqu'à sa source, la Bièvre est alors d'une grande pureté. Ses berges sont la plupart du temps nettoyées et parfois aménagées. Le petit cours d'eau de quelques mètres de large est une oasis de verdure dans l'urbanisation de l'Ouest parisien. Cette sauvegarde est, depuis 1945, le fruit du travail du Syndicat intercommunal pour l'assainissement de la vallée de la Bièvre (Siavb). Douze

communes riveraines se sont regroupées pour protéger cette rivière et aménager ses berges. Elles ont réalisé les travaux d'assainissement nécessaires pour rendre aux eaux leur pureté. En octobre, près de deux nouveaux kilomètres de couverture vont commencer à être détruits à Verrières-le-Buisson, pour rendre les eaux à la nature.

Plusieurs associations se sont mobilisées autour de la Bièvre, parce qu'elles estiment que sa couverture évite aux communes riveraines de se poser la question de la protection d'une rivière invisible. Sans rêver à la réouverture complète du tracé, les associations demandent la reconquête de la Bièvre sur ses quinze derniers kilomètres, dont cinq à travers Paris, avec des résurgences à l'air libre ici et là.

Les Parisiens reverraient donc la Bièvre. De là à ce que reviennent les truites... En tout cas, l'Agence de l'eau Seine-Normandie et le Siavb viennent d'engager une étude sur la faisabilité d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Bièvre.

Christophe de Chenay

Musiques d'Asie centrale à Paris

LIBÉRÉES du joug soviétique, les musiques traditionnelles des Républiques de l'ex-URSS peuvent désormais se déployer à travers le monde. Enregistrements ou concerts, elles nous arrivent d'Ouzbékistan, d'Azerbaïdjan, du Turkménistan ou du Tadjikistan, illustrant la quête par ces nations d'Asie centrale de leurs racines culturelles. En ce début avril, Paris accueille ainsi la chanteuse d'origine tadjike Mathubeh Dadabayeva, dans le cadre du Festival de l'Imaginaire. Elle est l'interprète d'une musique arabo-persane qui connaît son apogée dans les cours princières de Samarkand ou Boukhara au XVIII^e siècle. Autre chanteur tadjik, Davlatmand se produit de son côté au Théâtre de la Ville.

Lire page 28

Rwanda, enquête sur un génocide

Le Tribunal pénal international chargé de juger les responsables du génocide devrait rendre son premier verdict avant l'été. Ses juges s'efforcent de susciter un témoignage de « repent », tandis que les accusés nient le génocide. Dernier volet de l'enquête de Remy Ourdan.

p. 12 et 13

M. Jospin et les sans-papiers

M. Jospin approuve la politique de M. Chevènement sur la régularisation des sans-papiers, mais souhaite plus de pédagogie dans ses propos.

p. 32

Le Crédit Lyonnais intéresse

La Deutsche Bank manifeste son intérêt pour la banque française, désormais redressée et en voie de privatisation.

p. 18

Ecoutes de l'Elysée

Les avocats du Monde écrivent au premier ministre pour dénoncer le risque de blocage de l'affaire.

p. 9

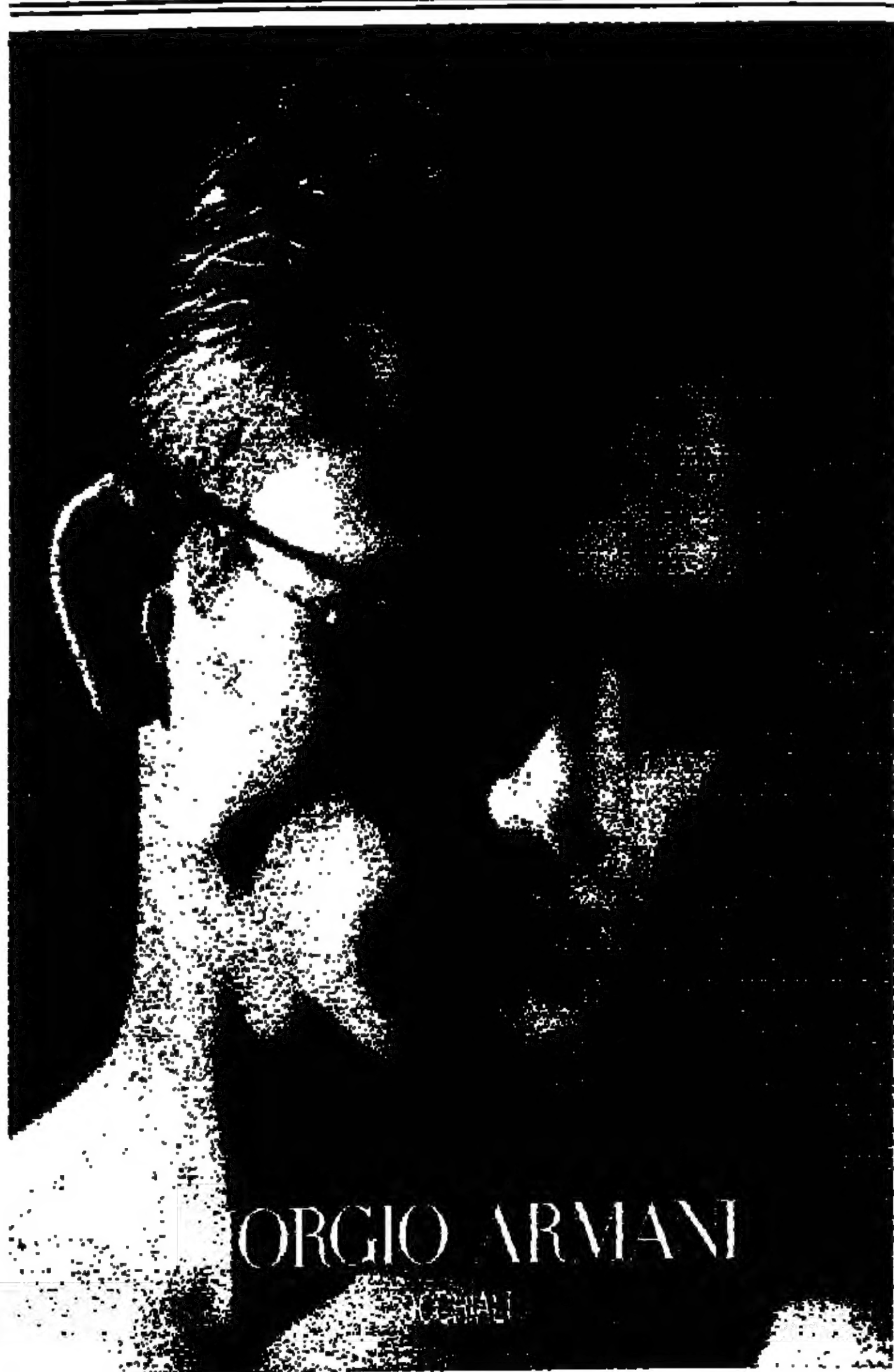
Terre : les ravages d'un astéroïde

L'histoire du « choc » d'un énorme astéroïde avec la Terre il y a 214 millions d'années.

p. 25

Allemagne : 3 DM ; Australie : 9 F ; Autriche : 25 S ; Belgique : 45 FB ; Canada : 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire : 250 F CFA ; Danemark : 15 KR ; Espagne : 275 PTA ; Grande-Bretagne : 1 £ ; Grèce : 450 DR ; Irlande : 140 F ; Italie : 2000 L ; Luxembourg : 40 FL ; Maroc : 10 DH ; Norvège : 14 NOK ; Pays-Bas : 3 FL ; Portugal : 200 PTE ; Roumanie : 9 F ; Serbie : 800 F CFA ; Suède : 10 KSE ; Suisse : 2,50 F ; Tunisie : 12 Din ; USA : 1 NT ; 2 \$; USA (terrestre) : 2,50 \$

M 0147 - 404 - 7.50 F



ORGIO ARMANI

Le pape et l'Amérique, un même combat à Cuba

IL N'Y AURA PAS, dans l'immédiat, de « dialogue critique » avec Cuba. Du moins pas au sens où ce concept peut être appliqué au réchauffement des relations entre l'Amérique et l'Iran. Cuba reste communiste : tant que cette « religion d'Etat » demeurera en vigueur, l'administration Clinton, sous haute surveillance du Congrès républicain, ne pourra faire mine de baisser sa garde. Mais le cadre bilatéral peut être aménagé, et la relation perdre un peu de son caractère para-noïaque. Le chef de la Maison Blanche a fait mouvement en ce sens, le 19 mars, en annonçant un « assouplissement » humanitaire, lequel ne doit pas être confondu avec un « relâchement » de l'embargo économique en vigueur depuis trente-huit ans.

La nuance est sémantique et politique : les responsables américains ne souhaitent pas admettre officiellement que, dans les faits, le carcan imposé à Cuba a bel et bien été desserré. C'est Jean Paul II qui a été l'instrument de ces prémices d'aggiornamento. La visite historique du pape, en janvier, a permis d'entrebâiller la porte des libertés à Cuba et, espère Washington, d'y faire naître

le ferment de l'après-Castro. Le pape et l'Amérique, même combat ? Les responsables du département d'Etat hésitent devant un tel amalgame, mais ils voient manifestement dans les catholiques cubains d'utiles agents potentiels d'un changement démocratique.

Les intérêts et les préoccupations du Vatican et de l'Amérique « coincident », explique-t-on de source officielle, puisque l'un et l'autre souhaitent favoriser l'émergence de la « société civile » cubaine et œuvrer en faveur des droits de l'homme. L'Eglise catholique est motivée par un souci de prosélytisme religieux qui passe par la disparition du communisme ? Il n'y a là rien de contraire à la croisade quasi messianique de Washington contre le castrisme.

« Ce que nous espérons voir, après la visite du pape, c'est une extension de l'espace de respiration du peuple cubain », a expliqué au Monde Jeffrey Davidow, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines.

Laurent Zecchini

Lire la suite page 15

Un rêve de Grand Chelem



JEAN-CLAUDE SKRELA

UNE VICTOIRE sur le pays de Galles, dimanche 5 avril, offrirait au XV de France un deuxième Grand Chelem consécutif dans le Tournoi des cinq nations. Une performance inédite pour le rugby français, que Jean-Claude Skrela, l'entraîneur des Bleus, avait manquée de peu, comme joueur, en 1978. Cette année-là, les Gallois avaient mis fin au rêve.

Lire page 24

| Lire page 24 | |
|--------------------|----|
| International | 2 |
| France | 6 |
| Société | 8 |
| Régions | 11 |
| Horizons | 12 |
| Entreprises | 18 |
| Communication | 20 |
| Tableau de bord | 21 |
| Carnet | 23 |
| Aujourd'hui | 24 |
| Météorologie, jeux | 27 |
| Culture | 28 |
| Guide culturel | 29 |
| Abonnements | 30 |
| Kiosque | 30 |
| Radio-Télévision | 31 |

ASIE La monnaie japonaise a fortement baissé vendredi 3 avril à Tokyo, tombant à 135 yens contre 1 dollar, son plus bas niveau depuis sept ans. ● LE YEN s'est mis à glisser

immédiatement après l'annonce par l'agence américaine de notation Moody's qu'elle pourrait réviser à la baisse dans un horizon de « dix-huit mois à deux ans » la note « Aaa », la

meilleure, attribuée au Japon. ● CE NOUVEL ÉPISODE de la crise asiatique intervient alors que pays de l'Union européenne et de l'Asie sont réunis à Londres pour le second

sommet de l'ASEM. Les Orientaux reprochent aux Européens de ne pas faire assez pour les aider à sortir de la crise. Pourtant l'aide financière des Quinze dépasse celle des États-

Unis. Malgré la crise, les Européens continuent de s'intéresser à l'Asie. La présence de la France se renforce à Singapour. (Lire aussi notre spécial page 15.)

L'état de l'économie du Japon inquiète les marchés financiers

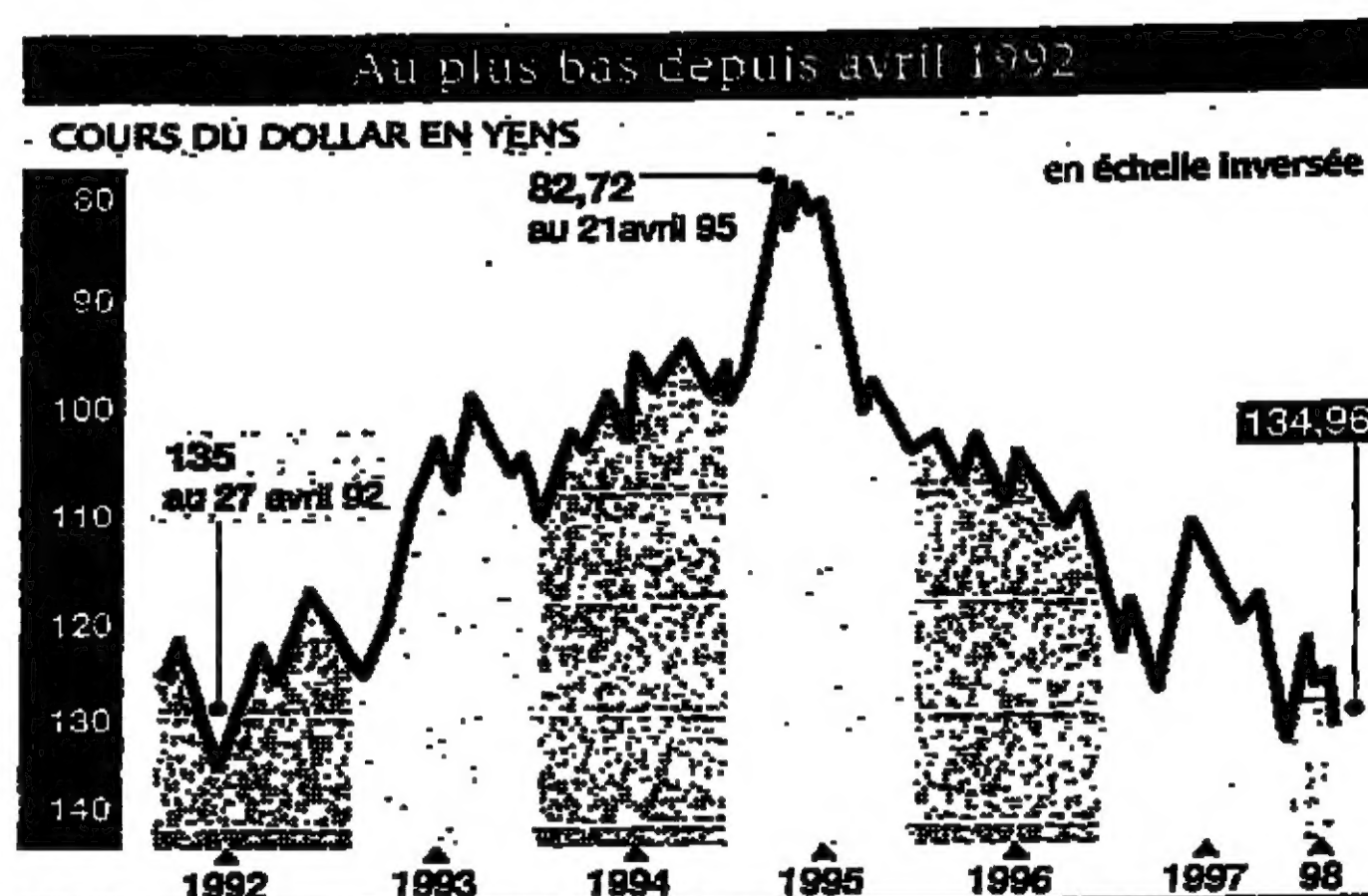
L'agence d'évaluation financière américaine Moody's a annoncé, vendredi 3 avril, qu'elle pourrait abaisser la note du Japon, alors que les Quinze et dix pays asiatiques sont réunis, à Londres les 3 et 4 avril, à la recherche d'un second souffle pour la région en difficulté

LE DÉBUT DE L'ANNÉE fiscale au Japon tourne au scénario noir sur les marchés financiers. Depuis le mercredi 1^{er} avril, la Bourse de Tokyo a perdu plus de 6 %, et vendredi 3 avril, après une forte baisse, le yen s'échangeait à 135 pour 1 dollar, son plus bas niveau depuis sept ans. Dans le sillage du yen, la plupart des devises asiatiques comme le ringgit malaisien, le dollar de Singapour, le baht thaïlandais, la roupie indonésienne, le peso philippin et le won sud-coréen étaient aussi en repli sensible.

Une intervention sur les marchés de change de la Banque du Japon a permis au yen de se stabiliser autour de 134 pour 1 dollar. Mais le choc a été brutal. La devise nipponne a été victime de l'annonce vendredi par l'agence d'évaluation financière Moody's de la possibilité d'une baisse de la note du Japon en raison de l'incapacité du pays à faire face à la crise bancaire et de la grande faiblesse de la conjoncture. « C'était tellement inattendu que, immédiatement après la publication du communiqué de Moody's, on a vu du tout ce qui était lié au Japon »,

explique un opérateur de Nomura Securities. « C'était un tel choc psychologique. »

DES PERSPECTIVES « NÉGATIVES » Moody's a certes confirmé la note « Aaa » du Japon, la plus élevée possible, mais a changé de « stables » à « négatives » ses perspectives d'évolution. L'agence a ainsi entamé le processus qui pourrait mener à une révision en baisse « à un horizon de dix-huit mois à deux ans » de son appréciation sur le risque de crédit de la deuxième économie du monde et du premier créancier de la planète, et notamment des États-Unis. Une plus mauvaise note signifierait à la fois des taux d'intérêt plus élevés et des doutes supplémentaires sur la capacité du gouvernement japonais à sortir le pays du marasme. La note « Aaa » est accordée aux pays dont la capacité de remboursement de leurs dettes est incontestable, comme les États-Unis, la France ou la Suisse. « Cette décision de Moody's équivaut tout simplement à ne pas voter la confiance au gouvernement du premier ministre Ryutaro Hashimoto », souligne Susumu Kato,



La devise japonaise a perdu plus de 60 % de sa valeur face au dollar en trois ans.

économiste de la banque Barclays à Tokyo. L'agence explique sa décision par « les incertitudes sur la capacité des autorités à parvenir à un consensus politique, qui contribuerait à un retour à la croissance et à l'équilibre budgétaire ». Le gouvernement japonais n'a pas réussi depuis l'éclatement de la bulle finan-

cière au début de la décennie à replacer l'économie du pays « sur la voie d'une croissance durable ». Moody's estime « que la faiblesse persistante de l'activité au Japon et l'émergence de tendances déflationnistes devraient probablement aggraver les faiblesses structurelles du secteur financier... La fragilité du système financier rend le pays

plus vulnérable aux variations du sentiment des milieux d'affaires, ce qui pourrait conduire à un affaiblissement de la très solide balance des paiements ».

HAUSSE DU DOLLAR

Le gouvernement prendra, le moment venu, les mesures appropriées pour apporter aux Japonais « un sentiment de sécurité », a affirmé en réponse vendredi le ministre du Plan, Koji Omi. Mais le cinquième plan de relance de l'économie nipponne depuis octobre, présenté le 26 mars par le gouvernement, n'a pas plus convaincu que les précédents. L'année fiscale japonaise 1997-1998 qui s'est terminée mardi 31 mars devait être marquée par la première récession depuis vingt-trois ans avec une baisse du produit intérieur brut de 0,2 %. Les économistes prévoient pour 1998-1999 une petite reprise de la croissance de seulement 0,8 %. Une situation dont les spécialistes ne voient pas d'issue.

La production industrielle nipponne a encore baissé de 3,3 % en février par rapport à janvier. La consommation des ménages japo-

nais a reculé de 4,5 % en février, par rapport à son niveau du même mois de 1997, après avoir déjà enregistré une baisse de 4,0 % en janvier. L'enquête trimestrielle de conjoncture « Tankan » de la Banque du Japon publiée jeudi était encore plus mauvaise que prévu. L'indice de confiance dans la grande industrie s'est effondré en mars, pour tomber à -31 points, alors qu'il s'était maintenu à -11 points en décembre. L'indice était même encore légèrement positif lors de l'enquête de septembre 1997 (+3 points). Profitant de sa force face au yen, le dollar a continué à gagner un peu de terrain vendredi matin face aux devises européennes montant jusqu'à 6,21 francs et à plus de 1,85 deutschemark. Enfin, les obligations d'État américaines ont profité de la fuite devant les actifs libellés en yens pour jouer à nouveau le rôle de valeur refuge. Du coup, le taux des emprunts d'État américains (les taux baissent quand les cours montent) est descendu vendredi en début de journée à 5,81 %.

Eric Leser

Les premiers pas de la coopération euro-asiatique à l'épreuve de la crise

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les 3 et 4 avril, se tient, à Londres, le deuxième sommet de l'ASEM (Asia Europe Meeting). Son ordre du jour est chargé. Tout en promettant d'être dominé par la crise asiatique et la situation du Japon, il doit prendre plusieurs initiatives sur des sujets aussi divers que le commerce, les échanges culturels, la lutte contre l'exploitation de l'enfance et la lutte contre la drogue. Un Centre de la technologie de l'environnement doit être créé en Thaïlande.

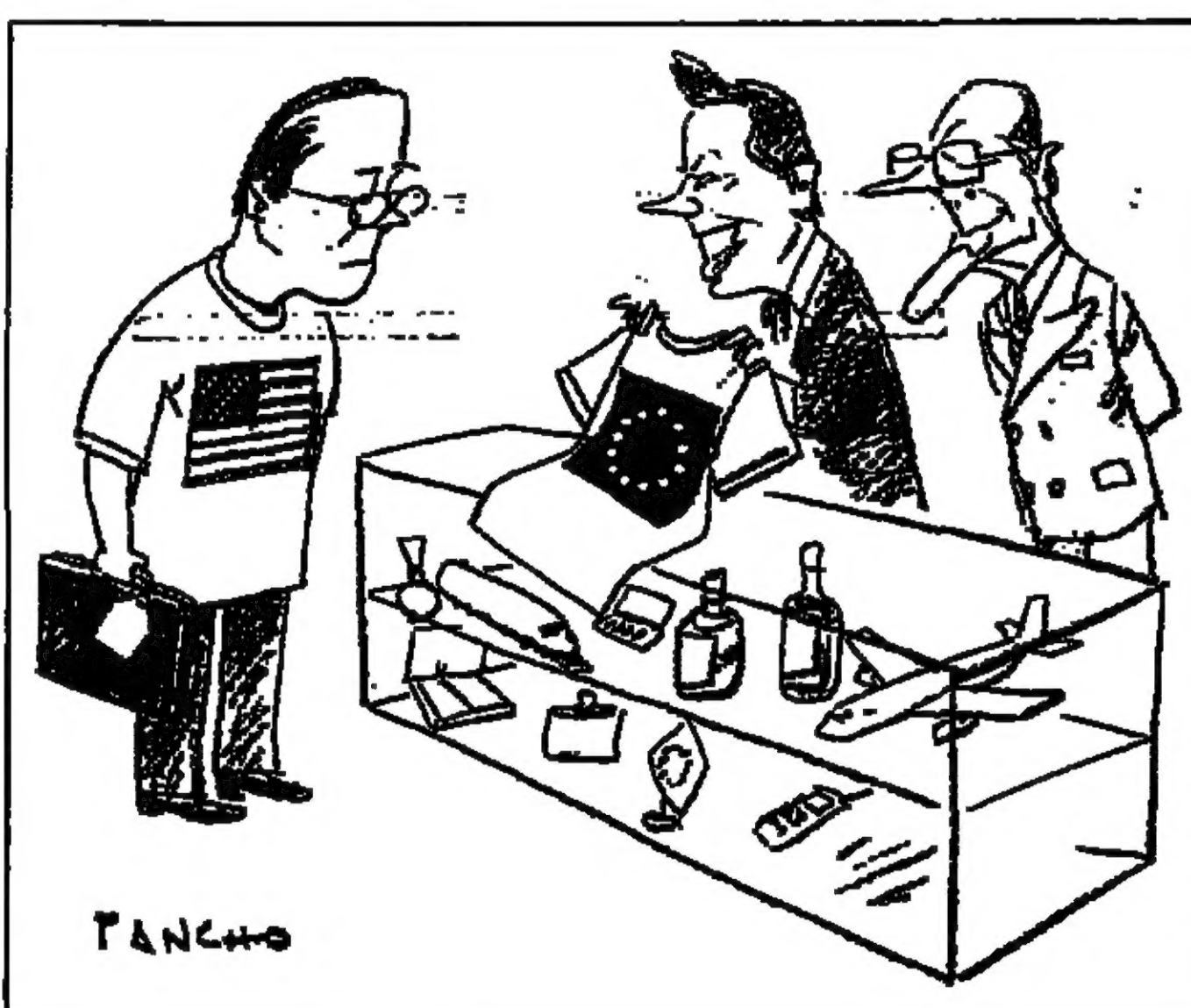
A l'origine de ce forum, il y a eu l'élan donné par Jacques Chirac, « l'Asiate de l'Europe ». Il s'agissait alors d'établir le lien manquant entre les trois pôles de développement de la planète. Le transatlantique, entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, est une vieille histoire. Depuis sa création en 1989, l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) est devenue la tribune transpacifique. Depuis un premier sommet à Bangkok en 1996, l'ASEM dialogue entre les quinze de l'Union européenne et les dix de l'Asie de l'Est, fait donc le troisième lien - l'euro-asiatique. Le triangle s'est ainsi réalisé et l'im-

L'ASEM, instrument du dialogue Europe-Asie

● **Les membres.** Fondé lors d'un premier sommet en 1996 à Bangkok, l'ASEM (Asia Europe Meeting ou « Forum Asie-Europe ») réunit les Quinze de l'Union européenne, la Commission de Bruxelles, trois États d'Extrême-Orient (Chine, Corée du Sud et Japon) ainsi que sept pays d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam). Instrument de dialogue, il n'a pas de secrétariat. Ses sommets ont lieu tous les deux ans.

● **Les candidats.** Les principaux candidats à l'ASEM sont l'Inde, le Pakistan, l'Australie, la Birmanie et le Laos.

● **Chine-UE.** En marge du sommet de l'ASEM, la Chine et l'Union européenne ont tenu à Londres un premier « mini-sommet » avec le nouveau premier ministre chinois, Zhu Rongji, Tony Blair, qui assure la présidence tournante de l'UE, et le président de la Commission européenne, Jacques Santer.



pulsion donnée par le président français - puis « vendue » à la faveur de la présidence française de la Commission par Edouard Balladur à ses collègues européens - y a été pour quelque chose.

Toutefois, en dépit de la multiplication de rencontres ministérielles, culturelles et d'affaires, le tissu est demeuré ténu. Même avant la crise économique qu'elle connaît aujourd'hui, l'Asie de l'Est ne formait pas un pan très apparent d'une diplomatie européenne. C'est un premier paradoxe : l'Extrême-Orient et son pré carré du Sud-Est asiatique sont, en Europe, un rare sujet de convergence. Certes, de nouveaux canaux ont été établis et des initiatives intéressantes prises, telle l'installation d'une Fondation Europe-Asie à Singapour. Mais le sommet de Bangkok a pâti, d'un côté comme de l'autre, d'un manque de suivi, révélateur d'une absence relative d'intérêt.

UNE PRÉSENCE EN POINTE

La crise asiatique, qui a commencé en juillet 1997, a souligné un deuxième paradoxe : l'absence de visibilité de l'Union européenne (UE) dans cette affaire, alors que les Quinze sont très engagés en Asie. Entre 1985 et 1992, les échanges entre l'UE et l'Asie orientale ont triplé. En 1994, cette dernière a représenté 23,2 % du commerce extérieur de l'UE (contre 17,4 % du commerce extérieur des États-Unis). En 1996, les dix pays de l'ASEM ont atteint les 201 milliards de dollars dans le commerce extérieur de l'UE.

La crise financière a souligné, plus récemment, que les banques

européennes étaient, en compagnie des japonaises, nettement plus exposées que les banques américaines. Enfin, la contribution des Quinze au financement du Fonds monétaire international (FMI) est de 30 %, alors que celle des États-Unis n'est que de 18,3 % : la part des Européens dans les plans d'aide du FMI aux pays en difficulté est donc mécaniquement et systématiquement plus élevée que celle de Washington. Sur les 53,4 milliards de dollars consentis ces derniers mois par les institutions de Bretton Woods à quatre pays (Thaïlande, Corée, Indonésie, Philippines), la contribution de l'Europe s'est élevée à 16 milliards de dollars

contre 9,6 milliards pour les États-Unis. Si l'on ajoute les engagements bilatéraux, l'effort européen atteint 22,2 milliards de dollars contre 17,5 milliards pour Washington.

Certes, au même titre que l'Europe, les États-Unis ont mis un temps à jauger la gravité de la crise asiatique. Mais, une fois l'ampleur du désastre mesurée et malgré les réserves du Congrès, la Maison Blanche a occupé le terrain, en étroite coopération avec le FMI. Bill Clinton a pris son téléphone pour sermonner japonais et indonésiens. Il a distribué des médailles et des sous aux bons élèves du FMI, thaïlandais et sud-coréens. Les membres de son gouvernement ont sillonné la région.

VERS UN SECOND SOUFFLE

Alors qu'elle éponge une partie plus importante de l'addition, l'UE s'est beaucoup moins manifestée, même si le chancelier allemand, Helmut Kohl, a conseillé au président Suharto de reprendre le droit chemin du FMI et si, plus récemment, un émissaire britannique, Derek Fatchett, s'est rendu en Asie du Sud-Est pour préparer le sommet de Londres. Des lignes de crédits ont été ouvertes, mais dans le désordre habituel du bilatéralisme. La présence de l'Europe est demeurée en pointillé, alors que les États-Unis occupaient le devant de la scène. En provenance d'Europe, il n'y a eu ni décision ni message.

Le deuxième sommet de l'ASEM, devrait donc avoir pour

mission de rendre un souffle à un dialogue peu vivant. Il appartient à Tony Blair, hôte de la réunion et président de l'UE, de le faire sans pour autant donner trop l'impression de tirer le tapis sous les pieds de Jacques Chirac, locomotive du

nement, l'un des hommes-clés de la crise dans sa phase actuelle, le président Suharto a délégué son vice-président, B. J. Habibie. Le président des Philippines, Fidel Ramos, dont le mandat expire en mai, ne fera pas non plus le

Vers la création d'un fonds régional

Signe de la volonté des Européens d'intensifier leur coopération commerciale, les deux plans - Trade Facilitation Action Plan (TFAP) et l'Investment Facilitation Action Plan (IFAP) -, décidés en septembre 1997 lors de la réunion des ministres du commerce extérieur de l'ASEM au Japon, seront confirmés au cours du sommet. Ils officialisent l'engagement de chaque pays membre à faciliter les échanges commerciaux et les investissements. Instances de concertation, ils favoriseront le dialogue au sein de l'Organisation mondiale du commerce et freineront les tentatives de protectionnisme. A l'initiative de la Grande-Bretagne, un Fonds d'assistance technique, doté d'une cinquantaine de millions de dollars (la France et la Grande-Bretagne ont déjà annoncé leur contribution de 10 millions de dollars chacune) devrait voir le jour. Destiné aux pays asiatiques touchés par la crise, ce fonds financera la mise à disposition d'experts pour la réforme des systèmes financiers et l'accompagnement des effets sociaux liés aux plans de sauvetage.

premier sommet. On projette de mettre à la disposition des Asiatiques, en liaison avec l'aide du FMI et sous l'administration de la Banque mondiale, un « fonds d'assistance technique » doté d'une cinquantaine de millions de dollars ainsi que des garanties de crédits à l'exportation. On parle aussi d'une « déclaration » à part sur la crise, afin de souligner l'importance que l'UE lui attache.

Le sommet devra, toutefois, s'accommoder de quelques absences. Si la plupart des pays asiatiques seront représentés par leur président ou leur chef de gouver-

nement, l'un des hommes-clés de la crise dans sa phase actuelle, le président Suharto a délégué son vice-président, B. J. Habibie. Le président des Philippines, Fidel Ramos, dont le mandat expire en mai, ne fera pas non plus le

Jean-Claude Pomonti

Singapour séduit toujours les Français

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

Jacques Chirac, chacun le sait, s'entend fort bien avec Lee Kuan-yew, le patriarche de Singapour. Voilà plus de deux ans, le président de la République a choisi cette ville pour y prononcer le « message à l'Asie » de son septennat. Or, l'Asie a beau être en crise, les Français continuent de s'installer dans cette île-Etat peuplée de 3,5 millions d'habitants seulement. La communauté française vient d'y franchir le cap des trois mille membres, soit l'équivalent de celle de Thaïlande, jusqu'alors la plus nombreuse de l'Asie du Sud-Est.

Les effets de la crise économique asiatique et la menace renouvelée de brouillards polluants venus d'Indonésie n'ont donc pas arrêté le mouvement. Créé en 1995 et logé dans une bâtisse d'époque coloniale joliment restaurée, le Centre français d'affaires affiche déjà pratiquement complet. Singapour est devenu, après la Chine et le Japon, le troisième partenaire commercial de la France en Asie, loin devant

l'Indonésie. Plus de quatre cents sociétés françaises y ont un siège. Un nouveau lycée français d'une capacité de mille élèves doit y ouvrir ses portes en 1999, l'actuel devenant insuffisant.

POUR LA QUALITÉ DE LA VIE

Délicieuse, pittoresque-bouillanger spécialisée dans la restauration légère, fait un tabac. Cette société est même cotée en Bourse. Dans le vaste supermarché qui demeure Singapour en dépit d'un premier recul du tourisme, les grandes marques françaises sont visibles partout. Carrefour s'y est installé en 1997. De riches Singapouriens ont appris à goûter de bons vins et quelques fromages. En outre, la finance française a, de longue main, établi ses quartiers régionaux dans une place encore bien chère, mais dont les services sont jugés, de loin, les meilleurs.

Bien entendu, aucun Français ne sous-estime l'interdépendance entre ce centre financier et des voisins, surtout l'Indonésie, en pleine crise. Le marché de l'immobilier est à la baisse depuis

1997, et les revenus des banques singapouriennes sont sérieusement entamés. Certains font même valoir que Bangkok, centre régional concurrent, aussi embouteillé soit-il, offre désormais l'avantage supplémentaire d'être encore beaucoup moins coûteux. La prudence est donc de rigueur.

Et pourtant, même si la remontée du taux de pollution préoccupe déjà certaines mères de famille, l'argument de la « qualité de la vie » l'emporte encore sur le risque de l'ennui dans une cité-jardin sans grande poésie. Les arrivées se succèdent. En janvier, GEC-Alsthom y a emporté un contrat d'un milliard de francs pour le matériel roulant d'une nouvelle ligne de métro. L'Airbus s'y vend encore bien, et Alcatel, associé en consortium, va installer un câble sous-marin reliant l'île au Japon via la Corée du Sud, après en avoir installé un vers l'Europe. Tout en s'interrogeant, les Français continuent de débarquer.

J.-C.P.

سنگاپور میں فرانسیسی

Les Palestiniens redoutent une nouvelle vague de violence

Des milliers de personnes ont assisté aux funérailles d'un des responsables de l'aile militaire du Hamas, assassiné à Ramallah

EL BIREH (Cisjordanie)
de notre envoyé spécial
« Mohaddine, tu n'es pas mort en vain ! Mohaddine, nous te vengeons ! » Treize heures, jeudi 2 avril,

REPORTAGE

Si la colère est là, ce sont la lassitude et une forme de désespoir qui dominent

au cimetière d'El Bireh, petite bourgade palestinienne autonome qui jouxte Ramallah. Huit mille à dix mille Palestiniens, des jeunes en jeans et veste de cuir, des vieillards portant le keffiyeh traditionnel, quelques centaines de femmes en noir, la chevelure couverte d'un hidjab (foulard), sont venus jusqu'ici accompagner à sa dernière demeure Mohaddine El Sharif, chef dandistin du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), retrouvé mort dimanche 29 mars.

Malgré les banderoles et les chants à la gloire du « héros assassiné », le cœur n'y est guère. Il y a un peu plus de deux ans, lors des funérailles quasi nationales de Yehyeh Ayache, le camarade et maître à penser, lui aussi assassiné, de Mohaddine El Sharif, l'atmosphère était clairement virulente et combattante. Cette fois, même si la colère est là, sous-jacente, ce sont la tristesse, la lassitude et une certaine forme de désespoir qui dominent. « Que voulez-vous, nous confie entre les tombes Fayçal Hussein, le ministre en charge de Jérusalem pour le Fatah, principale composante de l'OLP, chacun sent bien ce qui va suivre. Des attentats de représailles en Israël, qui feront parfaitement l'affaire de Beryamin Néanyahou en lui donnant le nouveau prétexte qu'il a cherché pour ne pas appliquer les accords conclus. »

Certes, Israël nie toute participation de ses services dans l'élimination du « plus recherché de tous les terroristes » qui sont sur sa liste, mais chacun, au cimetière, est convaincu du contraire. « Même si certains collabos de chez nous ont pu prêter la main à cet assassinat, nous dit un jeune barbu, toute cette affaire porte la marque des sionistes. » Avis partagé par Abdel Jawad Saleh, un autre ministre palestinien (agriculture), venu là, comme Fayçal Hussein, « à titre personnel » et qui affirme qu'« il n'y a pas l'ombre d'un doute que le Shin Beth (service de sécurité intérieure israélien) a frappé ».

Plus sombre que jamais, Fayçal Hussein, qui a pourtant vu beaucoup d'autres enterrements, va plus loin. « C'est terminé, dit-il, je ne défendrais personnellement plus jamais un processus de paix qui n'en est pas un. Cette semaine, Néanyahou a en-

voyé deux messages : le premier à nous autres membres de l'Autorité, pour nous dire via les Américains qu'il n'était pas question de nous restituer d'autres territoires. Le second adressé au Hamas, pour le provoquer, pour qu'il réagisse, se venge et lui offre ainsi sur un plateau le prétexte à se présenter encore une fois comme une victime. Tout cela me dégoûte. » Le pire, déplore Mamdouh Nofal, membre du conseil de sécurité de l'OLP et ancien chef de la guérilla palestinienne au Liban, est que « le Hamas va tomber dans le piège ».

On apprendra plus tard qu'au même moment, à Gaza, plusieurs ministres de l'Autorité autonome et le chef de la police ont tenu réunion avec les leaders politiques islamistes pour les en dissuader et leur dire qu'« attaquer Israël ne sert pas la cause palestinienne ». Les services de sécurité israéliens sont en état d'alerte maximale dans tous les lieux publics.

LE BALLET DES AMBULANCES

Au cimetière d'El Bireh, le cadavre, abîmé mais reconnaissable, de Mohaddine El Sharif arrive, enveloppé dans le drapeau vert de l'Islam et porté par un groupe de militants. Le groupe s'arrête un instant devant les femmes massées dans un coin. Certaines d'entre elles ne peuvent retenir leurs larmes, une vieille parente du mort s'évanouit. Les autres entonnent un long hululement de douleur. A l'unisson, les hommes lèvent le poing et crient « Allah ô akhbar ! » - Dieu est le plus grand. Dans un instant, le corps du disparu sera enseveli. Très haut au-dessus de la scène tourne un avion israélien de surveillance, probablement doté de caméras vidéo.

Soudain, une détonation. Tous les regards se tournent vers la colline qui domine le cimetière, à cinq cent mètres à l'ouest des tombes. Les toits rouges de Psagot, l'une des colonies juives qui cernent au plus près l'agglomération arabe de Ramallah, étaient trop tentants. Excédés par la surveillance des soldats israéliens à jumelles que l'on peut apercevoir là-haut, plusieurs centaines de jeunes lanceurs de pierres se sont lancés à l'assaut. Pistolets au côté, fusils à lunette, lance-grenades lacrymogènes, les hommes casqués ajustent tranquillement leurs tirs, comme à l'entraînement. Des jeunes s'effondrent, le ballet des ambulances et des sirènes hurlantes commence. Le soir, entre les manifestations d'El Bireh, de Ramallah, de Bethléem et d'autres encore, on comptera plusieurs dizaines de blessés.

« L'occupation continuera pendant encore très longtemps, conclut Fayçal Hussein, mais il vaudrait mieux qu'à partir de maintenant elle ait lieu sans notre coopération... »

Patrice Claude

La modernisation de l'Iran

L'ÉLECTION du « moderniste » Mohamad Khatami, en mai 1997, à la présidence de la République islamique d'Iran a fait crier au quasi-miracle. Erreur, corrige l'anthropologue Fariba Adelkhah, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), dans son dernier livre *Etre moderne en Iran*. Aboutissement d'un travail d'enquête sur le terrain commencé en 1990, l'ouvrage révèle l'évolution de la République islamique, la modernisation et la désacralisation du champ religieux, dans le contexte d'une société urbaine qui se « rationalise » et s'ouvre à l'extérieur.

Le livre de M^{me} Adelkhah - d'origine iranienne - fourmille de « vécus » qui, dans leur infinie variété, attestent d'une tendance, là où des reportages de journalistes ont pu faire croire à une ou des exceptions à la règle uniforme et fanatique d'un Etat définitivement fermé dans une conception rétrograde de l'Islam. A la suivre,

on assiste à la formation d'un « véritable espace public sinon d'une société civile », l'Islam comme « ensemble de pratiques, comme institution de savoir et de production intellectuelle » participant directement à cette formation.

Dans l'ouvrage de M^{me} Adelkhah - le premier d'une nouvelle collection « Recherches internationales » publiée par le CERI aux éditions Karthala -, on observe une société qui « s'est différenciée, a gagné en complexité » et dont nul acteur « ne peut plus espérer conquérir le monopole ». Et s'il est vrai que le débat sur « la capacité de l'Islam à inventer une modernité compatible avec la démocratie, le capitalisme et la marche ordinaire du système international » dépasse largement les frontières de l'Iran, ce pays en offre un excellent laboratoire, « seul exemple d'un islamisme issu d'un vrai mouvement révolutionnaire de masse, désormais institutionnalisé et pour tout dire "thermidarisé" ».

Mouna Naim

* Fariba Adelkhah, *Etre moderne en Iran*, Editions Karthala, 265 pages, 140 francs.

La rive gauche de Louxor échappe de justesse à un grand projet d'infrastructure

A Alexandrie, la nécropole mise au jour est menacée par un pont

La rive gauche de Louxor, à proximité de la grande nécropole thébaine, était menacée par un vaste projet d'infrastructure conçu pour

« moderniser » la ville. Les responsables administratifs de la ville entendaient en effet réaliser, en toute illégalité, une comiche propice à de

nouvelles installations touristiques. L'intervention du gouvernement et du président Hosni Moubarak a mis un terme aux travaux.

LOUXOR (Haute-Egypte) de notre envoyé spécial

La ville de Louxor vient d'échapper in extremis à une nouvelle catastrophe. Le responsable, cette fois-ci, n'était pas un mouvement extrémiste musulman, mais le plus haut dirigeant administratif de la ville. Salmi Selim, général-maire de Louxor, avait en effet entamé la construction d'une comiche d'une douzaine de kilomètres sur la rive gauche du Nil, où se trouve la grande nécropole thébaine.

Le projet avait été élaboré en vue de « moderniser » la ville. Autre objectif : renouer les caisses de la cité, durement frappée par la baisse dramatique du tourisme qui a suivi l'attentat meurtrier perpétré le 17 novembre 1997. La comiche devait être doublée d'un quai, auquel seraient pu être amarrés des bateaux de croisière. Ces derniers doivent actuellement mouiller à cinq ou six, parallèlement à la rive droite du Nil, s'ils ne veulent pas s'éloigner de Louxor. Les emplacements devaient être loués à des sommes astronomiques, sans parler de l'eau et de l'électricité ven-

dues par la ville à prix d'or. Certains habitants de Louxor évoquaient même la possibilité d'une juteuse spéculation immobilière. Une bande d'une cinquantaine de mètres de terres agricoles avait commencé à être dégaie au fur et à mesure que les travaux avan-

EXPROPRIATIONS

Le conseil supérieur de la ville était resté sourd aux plaintes des trois cents familles de paysans qui se voyaient expropriées de leurs terrains et de leurs maisons en terre. Un responsable s'était contenté de leur promettre un vague dédommagement tout en menaçant d'internement en vertu de la loi de l'état d'urgence s'ils s'avaient de résister. Au mois de janvier, quatre villageois avaient été tués et des dizaines d'autres arrêtés, lors d'incidents avec la police qui voulait les déloger du village de Gouma, sur la rive gauche.

Les travaux qui avaient commencé depuis plus d'un mois avaient déjà balayé le panorama, vierge depuis toujours, d'un mur de sable

de plus de trois kilomètres de long. Certains responsables de compagnies de tourisme commençaient à s'inquiéter des conséquences « catastrophiques » du projet pour l'environnement et la sécurité. « Leur avidité va finir par tuer la poule aux œufs d'or », a déclaré au Monde le patron d'une compagnie qui a requis l'anonymat. Ce n'est que quand le ministre de la culture, Farouk Hosni, a été alerté, que l'on a découvert que le général-maire n'avait pas demandé l'aval du Conseil supérieur des antiquités, comme l'y astreint la loi.

La rive gauche du Nil, face à Louxor, avait été déclarée, par un décret présidentiel de 1981, zone préservée. Toutefois, le général-maire ayant rang de ministre, il a fallu monter plus haut, jusqu'au président Hosni Moubarak, précise-t-on de source sûre, pour qu'un ordre impératif d'arrêt des travaux soit donné aux administrateurs modernes de la Thèbes antique.

Mais, si Louxor a échappé à la catastrophe, il n'en va pas de même pour la Nécropole d'Alexandrie.

Alexandre Buccianti

¥ € \$

SG

Un heureux événement dans la banque internationale.

C'est désormais sous le nom de SG que le Groupe Société Générale mènera l'ensemble de ses activités internationales :

- Banque commerciale et d'investissement
- Asset Management
- Gestion Privée

La marque SG est plus qu'un logo : c'est le symbole de notre engagement à mettre notre expertise au service de nos clients, aujourd'hui comme à long terme.

Nos récentes acquisitions, Hambros Banking Group, Cowen & Co, Barr Devlin et Yamaichi Asset Management, témoignent du renforcement de notre présence internationale.

Huitième banque européenne, et seizième banque mondiale en termes d'actifs, le Groupe Société Générale est présent dans près de 80 pays et emploie 55000 personnes. Avec 2600 agences, il est un des leaders de la banque de détail en France.



Madrid normalise ses relations avec Cuba en nommant un ambassadeur à La Havane

José Maria Aznar met fin à seize mois de brouille entre les deux pays

Le conseil des ministres espagnol a nommé, jeudi 2 avril, le diplomate Eduardo Junco ambassadeur d'Espagne à Cuba, après seize mois de vacances du

poste. L'Espagne n'avait plus d'ambassadeur à Cuba depuis le retrait, en novembre 1996, par La Havane de l'agrément du diplomate José Co-

derch, accusé d'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba. Cette décision ouvre la voie à une normalisation des relations entre les deux pays.

MADRID
de notre correspondant

Le gouvernement espagnol a annoncé, jeudi 2 avril, la nomination de Eduardo Junco, 52 ans, ancien ambassadeur au Zaïre et en Ukraine, au poste d'ambassadeur d'Espagne à La Havane. Une annonce surprise, dévoilée la veille, devant le Parlement, par le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, et qui vient mettre un terme à seize mois de brouille entre Cuba et l'Espagne. Seize mois durant lesquels la représentation diplomatique espagnole à La Havane était restée vacante.

La brouille remonte en effet à l'automne 1996. Après s'être pratiquement ignorés, début novembre, au Chili, lors du sommet hispano-américain, Fidel Castro et le nouveau chef du gouvernement espagnol, le conservateur José Maria Aznar, n'avaient cessé de voir leurs relations se dégrader. C'est ainsi que le 14 novembre, à Bruxelles, au cours d'une réunion du conseil des ministres de l'Union européenne, l'Espagne, durcissant radicalement sa politique envers

La Havane, demandait à ses partenaires d'adopter « une attitude commune » sur Cuba, dont la ligne de force serait de conditionner toute aide aux progrès, en matière d'ouverture et de libéralisation, enregistrés dans l'île. On était loin de la politique de « pression sans rupture » prônée par les précédents gouvernements socialistes.

Pourquoi ce subit revirement de Madrid ? Nouvellement élu, M. Aznar devait-il donner quelques gages à sa droite la plus conservatrice qui, allée à l'un des plus contestés des opposants cubains, mort depuis, à savoir Jorge Mas Canosa, avait créé à Madrid une fondation hispano-cubaine jumelle de cette machine de guerre anticastro qu'était la fondation de M. Canosa à Miami ? A moins que, très à l'écoute, sur le plan diplomatique, des sensibilités américaines, le nouveau gouvernement espagnol n'ait voulu faire du zèle ? Toujours est-il qu'en voyant les autres pays européens adopter le projet Aznar - bien que révisé à la baisse - visant à « stimuler le processus de transition à Cuba », Fi-

del Castro était entré dans toutes les furies. Traitant M. Aznar « de petit bonhomme, donneur de leçons », le 26 novembre, il déclarait « indésirable » l'ambassadeur espagnol désigné, José Coderch, et pour faire bonne mesure, accusait M. Aznar d'avoir touché de l'argent de « la mafia cubaine de Miami » durant sa campagne électorale.

BASTION CONSERVATEUR

En Espagne, l'opposition socialiste, alors dirigée par Felipe Gonzalez, n'était pas en reste et déplorait une attitude qui pouvait porter préjudice aux prospères relations commerciales de Madrid avec La Havane. D'autant, ajoutait M. Gonzalez, que l'Espagne, dans cette affaire, perdait volontairement son rôle d'interlocuteur privilégié de Cuba que l'histoire commune et la tradition lui avaient depuis toujours assigné.

Bref, en seize mois, Cuba était devenu un point constant de friction en politique intérieure et le « vide » diplomatique espagnol à La Havane, de plus en plus gênant.

Marie-Claude Decamps

La campagne électorale au Venezuela est bousculée par les candidats indépendants

Les partis traditionnels sont désemparés

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional

A en croire les derniers sondages, l'ancien officier putschiste Hugo Chavez pourrait devenir le prochain président du Venezuela, un pays qui a conforté ces dernières semaines son rôle stratégique sur la scène pétrolière internationale et s'est converti en principal fournisseur d'or noir des Etats-Unis. Selon les dernières enquêtes d'opinion, l'ex-colonel Chavez, âgé de quarante-quatre ans, a dépassé l'ancienne reine de beauté Irene Saez, trente-six ans, qui caracolait depuis deux ans loin devant les autres prétendants au fauteuil présidentiel.

A un peu plus de huit mois de l'élection présidentielle, la Compagnie vénézuélienne d'investigations (CVI) confirme la courbe ascendante de Chavez, qui recueille 34 % des intentions de vote, tandis que l'ancienne Miss Univers recule à 29 %. Simple coïncidence ? Au moment où l'ancien putschiste prenait la tête de la course à la présidence, l'ambitieux programme de privatisations mis en œuvre par le président, Rafael Caldera, subissait son premier échec d'envergure. La vente aux enchères des entreprises vénézuéliennes de l'aluminium a dû être reportée faute de repreneurs.

Dernier consortium en lice, après le forfait de l'américain Alcos et du norvégien Norsk Hydro, l'association formée par les sociétés britannique Billiton et française Pechiney a renoncé en invoquant le coût trop élevé de l'opération. La semaine dernière, lors d'un séminaire organisé par la chambre américano-vénézuélienne d'industrie et de commerce, les économistes de plusieurs banques internationales n'ont pas caché l'inquiétude des investisseurs face « à l'incertitude électorale et au manque de sécurité juridique ».

Pour les milieux d'affaires et la classe politique traditionnelle, « Chavez est la bête apocalyptique contre laquelle il faut s'unir », résume l'intellectuel José Vicente Rangel. Le 4 février 1992, le lieutenant-colonel Hugo Chavez avait pris la tête d'une tentative de coup d'Etat contre le président social-démocrate de l'époque, Carlos Andres Perez. Après s'être rendu aux troupes loyalistes « afin d'éviter un bain de sang », il a passé deux ans en prison avant d'être libéré en 1994 par le président Caldera.

La perspective de l'élection à la présidence de l'ancien militaire putschiste Hugo Chavez ou de l'ancienne Miss Univers Irene Saez inquiète les intellectuels et les milieux d'affaires

Très populaire dans les quartiers les plus pauvres, Hugo Chavez s'efforce de rassurer : « Je ne serai pas un dictateur, je suis un soldat engagé aux côtés de son peuple », déclare-t-il. « Nous ne sommes pas armés et ne préparons pas d'actions de sabotage », a-t-il répondu à l'ancien ministre de la défense, Radamés Muñoz Leon, qui l'accusait d'armer ses partisans dans la perspective d'une crise postélectorale.

Hugo Chavez prône un « changement structurel du modèle appelé démocratique » et dénonce la « corruptocratie ». Dès son éventuelle arrivée au pouvoir, il entend

dissoudre le Congrès et convoquer une Assemblée constituante. Il se déclare partisan de l'économie mixte et critique le programme de privatisations actuellement en cours.

Maire de Chacao, un quartier résidentiel de la capitale, Caracas, Irene Saez est jusqu'à présent restée discrète sur son programme de gouvernement. Ses adversaires laissent entendre perfidement que la beauté et l'intelligence ne vont pas toujours de pair... et affirment que plus elle parlera, plus son étoile pâlira ! Selon plusieurs commentateurs, le projet, récemment réactivé par le président du

Caracas parie sur une augmentation de la demande du pétrole

Membre fondateur de l'OPEP, le Venezuela veut rénover cette organisation dont le ministre de l'énergie, Erwin Arieta, a dénoncé « l'anachronisme » dans un entretien publié par le quotidien *El Universal*, de Caracas. L'un des principaux négociateurs de l'accord conclu, le 22 mars à Ryad, avec l'Arabie saoudite et le Mexique pour réduire la production pétrolière mondiale, Erwin Arieta estime que « le système obsolète des quotas de production appartient au passé ».

Misant sur une augmentation régulière de la demande, le Venezuela ne fait pas mystère de sa volonté de doubler sa capacité de production dans les huit prochaines années. Une ambition qui pourrait être remise en cause si Hugo Chavez remporte les élections et met un terme à l'ouverture du secteur aux compagnies étrangères.

Congrès, Pedro Pablo Aguilar, de création d'un poste de premier ministre permettrait de compenser les faiblesses réelles ou supposées de la belle Irene.

En proie à une grave crise de crédibilité, les deux partis traditionnels, le social-chrétien Copel et la social-démocrate Acción démocratique (AD), apparaissent désemparés face à la poussée des candidats indépendants. Tandis que le Copel négocie avec Irene, AD n'a toujours pas annoncé le nom de son candidat à la présidence.

Pour Carlos Andres Perez, la victoire de Hugo Chavez ou d'Irene Saez mettrait en péril la démocratie vénézuélienne. L'ancien président pronostique que l'un comme l'autre « seraient renversés dans un laps de temps allant de quatre mois à un an. Chavez est rejeté par la majorité des forces armées, qui n'admettraient pas d'être commandées par un homme qui a violé la Constitution ».

Le « puzzle de la démocratie » que le vieux président Caldera se vantait récemment d'avoir reconstitué serait à nouveau menacé si les mesures de contrôle de la production que tentent d'appliquer les exportateurs membres et non membres de l'OPEP ne parvenaient pas à redresser les cours du pétrole. Plus de la moitié des recettes de l'Etat viennent des exportations pétrolières. La forte baisse des cours de l'or noir met en péril le programme d'ajustement économique mis en œuvre par le président Caldera au printemps 1996.

En février dernier, le ministre des finances, Freddy Rojas Parra, a revu à la baisse - de 5,5 % à 4,5 % - ses prévisions de croissance et annoncé une réduction de 10 % des dépenses publiques. En dépit des fluctuations du marché pétrolier, le président Caldera maintient son objectif de réduire l'inflation à 26 % cette année, alors que la hausse des prix avait atteint 37 % en 1997 et 105 % en 1996.

Jean-Michel Caroit



سكنا من الامل

Bill Clinton admet son impuissance face au régime nigérien

DAKAR. Bill Clinton s'est livré, jeudi 2 avril à Dakar, où il terminait sa tournée africaine, à un aveu d'impuissance, rare pour un président des Etats-Unis, en admettant franchement qu'il ne parvenait pas à influencer le comportement du régime militaire nigérien et que son gouvernement était divisé sur le moyen d'y parvenir. « En toute franchise, la question du Nigeria est la plus difficile à résoudre (...) parce que toutes les approches que nous avons essayées pour régler le problème posé par le gouvernement du général Abacha se sont révélées décevantes pour nous », a-t-il dit lors d'une table ronde sur les droits de l'homme et la démocratie en Afrique. Le président américain a aussi laissé percer un sentiment d'impuissance à propos du leader de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, indiquant qu'il essayait « de voir quelle est la meilleure manière de travailler » avec lui et de « l'influencer ». - (AFP)

L'investiture du nouveau premier ministre russe est reportée

MOSCOU. Lors d'une rencontre tenue jeudi 2 avril au nord de Moscou, Boris Eltsine et les présidents des deux chambres du Parlement, Guennadi Seleznev et Egor Strov, se sont mis d'accord pour repousser au 8 avril le vote de la Douma (Chambre basse) sur l'investiture du premier ministre par intérim, Sergueï Kirilenko. La présentation du programme de M. Kirilenko devant les députés a également été reportée au 8 avril, a indiqué vendredi 3 avril un porte-parole de la Douma. Le Kremlin a par ailleurs confirmé, jeudi, que Boris Eltsine effectuerait une visite au Japon comme prévu du 11 au 13 avril. L'agence Itar-Tass avait, quelques heures auparavant, annoncé sans fournir d'explication une dépêche annonçant que le voyage du président russe avait été reporté. - (AFP, Reuters)

Slobodan Milosevic propose un référendum sur le Kosovo

BELGRADE. Le président de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, toujours hostile à une médiation internationale dans la crise au Kosovo, veut faire avaliser son refus par les citoyens, au moyen d'un référendum. Dans une lettre adressée aux autorités serbes, M. Milosevic a proposé, jeudi 2 avril, une consultation sur la question : « Acceptez-vous la participation de représentants étrangers à la résolution du problème du Kosovo ? » Des analystes indépendants estiment que l'issue négative d'un éventuel référendum sur ce sujet faisait peu de doute. Cette offre a été aussitôt approuvée par le président serbe, Milan Milutinovic, et par le vice-premier ministre ultranationaliste, Vojislav Seselj, mais rejetée par les Albanais du Kosovo. - (AFP)

Bosnie : l'OTAN fait une démonstration de force à Pale

SARAJEVO. La Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) a mené, jeudi 2 avril, une opération à Pale, fief des ultranationalistes serbes de Bosnie. Des chars et des transporteurs de troupes italiens et allemands se sont déployés toute la journée sur les axes principaux et dans le centre de cette bourgade proche de Sarajevo. Plusieurs locaux des forces spéciales de police ont été inspectés. En août 1997, la SFOR avait annoncé qu'elle appliquerait dorénavant un contrôle strict de ces forces. Certaines, restées fidèles aux ultranationalistes serbes, avaient été aussitôt démantelées, notamment à Doboj et Banja Luka. A Pale, elles continuent d'échapper à l'autorité du nouveau premier ministre de la République serbe, Milorad Dodig, et assurent la protection de Radovan Karadzic, l'ancien chef des Serbes de Bosnie, recherché pour crimes de guerre. - (Corresp.)

EUROPE

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE** : le président Vaclav Havel a officiellement convoqué, jeudi 2 avril, les élections législatives anticipées pour les 19 et 20 juin. M. Havel s'est déclaré « convaincu » que ces élections anticipées - les premières depuis la création de la République tchèque le 1^{er} janvier 1993 - « conduiront à un éclaircissement de la répartition des forces politiques du pays ». - (AFP)

■ **LETTONIE** : l'explosion d'une bombe a brisé, jeudi 2 avril, les vitres d'une synagogue de Riga, la capitale, sans faire de victime. Le président letton, Guntis Ulmanis, et le premier ministre, Guntars Krasts, ont condamné l'attentat, qui n'a pas été revendiqué. L'explosion serait liée à la récente réunion d'un groupe de vétérans SS de la seconde guerre mondiale, ont déclaré des responsables du Centre Simon-Wiesenthal, organisation spécialisée dans la lutte antinazie. - (Reuters)

ASIE

■ **CORÉE DU SUD** : l'ancien chef des services secrets sud-coréens, Kwon Young-hae, a été arrêté jeudi 2 avril à Séoul, et accusé d'avoir voulu mener une campagne de calomnies contre le président Kim Dae-jung. M. Kwon a été arrêté par des responsables du parquet à sa sortie d'un hôpital du sud de Séoul, où il a été soigné après une tentative de suicide le mois dernier alors qu'il était interrogé pour les mêmes accusations. - (AFP)

■ **INDE-PAKISTAN** : huit soldats indiens ont été tués et six Pakistais blessés, jeudi 2 avril, lors d'un échange de tirs d'artillerie à la frontière indo-pakistanaise entre forces armées des deux pays, selon des sources militaires pakistanaïses. Cet affrontement, qui a duré plusieurs heures, s'est produit dans le secteur de Sialkot, au Cachemire, ont ajouté ces sources. Les forces pakistanaïses et indiennes échangent régulièrement des tirs au Cachemire, région divisée depuis la partition des deux pays en 1947 et objet de deux des trois guerres qui les a opposés depuis cette date. - (AFP)

Le ministre iranien de la culture agressé à Stockholm

STOCKHOLM. Un incident a perturbé, mercredi 1^{er} avril à Stockholm, l'intervention du ministre de la culture iranien Atollah Mohadjarian devant la conférence de l'Unesco sur les politiques culturelles pour le développement. Un opposant au régime de Téhéran a jeté deux œufs sur le ministre, touché à la tête, alors qu'il commençait son discours en séance plénière devant la conférence. L'inconnu, rapidement maîtrisé par les forces de l'ordre, a crié lors de son agression : « Ils ont tué mon frère, ils ont tué ma famille ! ». Après une brève interruption de séance, M. Mohadjarian a repris son intervention, sans mentionner l'incident. Le directeur général de l'Unesco a estimé que M. Mohadjarian avait « rendu un hommage à la tolérance dans (son) remarquable discours » et affirmé sa « volonté de renforcer la coopération (de l'Unesco) avec l'Iran afin de promouvoir les idéaux de justice, de liberté, d'égalité et de solidarité ».

Enlisée dans une crise économique et politique, la Roumanie change de premier ministre

La formation du gouvernement par Radu Vasile s'annonce difficile

Le président roumain, Emil Constantinescu, a officiellement désigné, jeudi 2 avril, le chrétien-démocrate, Radu Vasile, au poste de premier mi-

nistre en remplacement de Victor Ciorbea, démissionnaire depuis le 30 mars. M. Vasile dispose de dix jours pour présenter son gouver-

nement. Les négociations au sein de la coalition majoritaire seront délicates. L'opposition appelle à l'organisation d'élections anticipées.

BUCAREST

Le président roumain, Emil Constantinescu, a officiellement désigné, jeudi 2 avril, le chrétien-démocrate Radu Vasile au poste de premier ministre. Les formations de la coalition majoritaire, dominée par le Parti national paysan - chrétien-démocrate et comprenant les libéraux, l'Union démocratique des Magyars de Roumanie et les sociaux-démocrates à l'origine de la démission du précédent gouvernement - ont « toutes été d'accord avec cette nomination ».

M. Vasile avait, récemment, repris à son compte les reproches formulés par les sociaux-démocrates à l'adresse du cabinet précédent dirigé par M. Ciorbea, taxé « d'incompétence et de lachisme ». M. Ciorbea a démissionné le 30 mars après quinze mois de gouvernement. Rongée depuis le début de l'année par la crise politique, la Roumanie a pris un retard considérable sur son programme de réformes. Le budget 1998 n'est toujours pas adopté et l'économie

du pays est sinistrée. Radu Vasile devra, en priorité, rétablir la confiance avec le Fonds monétaire international qui a suspendu son aide au mois de février en raison des incertitudes politiques. Il devrait bénéficier d'une trêve temporaire des protestations syndicales, annoncée début mars.

Le nouveau premier ministre devra mener de dures tractations avec les membres de la coalition

pour la formation de son gouvernement. Il ne dispose que de dix jours pour soumettre la liste de ses ministres au Parlement. Les pourparlers avec les sociaux-démocrates de Petre Roman, dont les voix des parlementaires sont indispensables à l'actuelle coalition, s'annoncent délicats. Les sociaux-démocrates réclament un programme de réformes avec des « étapes et des dates précises ».

Un homme « pragmatique » et « autoritaire »

Agé de 55 ans, Radu Vasile incarne au sein de son Parti national paysan - chrétien-démocrate (PNP-CD) le courant « réformateur », opposé à la vieille garde rendue inflexible par de longues années de prison durant le communisme. Vice-président du Sénat, où il siège depuis 1992, ce francophone passe pour un spécialiste en politique monétaire européenne. Réputé pragmatique et autoritaire, ce fiscaliste a souvent contesté l'action du Fonds monétaire international. Récemment, il soutenait que « 80 % des programmes de réformes proposés par le FMI dans d'autres pays du monde ont été inefficaces ».

Aujourd'hui, le nouveau premier ministre, diplômé d'histoire et de sciences économiques, prône un accord rapide avec cette institution afin de « convaincre les investisseurs étrangers que les choses bougent en Roumanie ». M. Vasile avait été pressenti antérieurement pour diriger la banque centrale ou encore le fonds de propriété d'Etat, chargé des privatisations.

Certains de leurs objectifs politiques sont en totale contradiction avec ceux des chrétiens-démocrates. Ils s'opposent notamment à la restitution *in integrum* des biens confisqués sous le régime communiste, ainsi qu'à l'accès « sans restrictions » des Roumains aux dossiers de l'ancienne Securitate (la police politique de Ceausescu). La vie politique roumaine étant largement dominée par des querelles de personnes, Radu Vasile espère pouvoir imposer « une plus grande autonomie de décision » du premier ministre par rapport aux états-majors politiques.

Pour leur part, tous les partis d'opposition, notamment le Parti de la démocratie sociale, au pouvoir jusqu'en novembre 1996, prédisent la tenue prochaine d'élections anticipées. « Quelle que soit la composition de la prochaine équipe gouvernementale, les causes de la crise politique et économique persisteront tant que le pays est dirigé par l'actuelle coalition », soutient l'ancien chef de l'Etat, Ion Iliescu.

André Neacsu

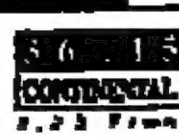
VOULEZ-VOUS CONNAITRE NOS CHIFFRES D'AFFAIRES ?

1,40 mètre
entre chaque siège,
152° d'inclinaison,
51 cm de largeur d'assise.

Classe affaires BusinessFirst :
3 vols quotidiens vers les Etats-Unis au départ de Paris/CDG.
Siège-couchette électronique, écran vidéo individuel,
restauration à la carte...
et chaussons.



Une façon de travailler.
Un style de voyage.



Continental Airlines - Paris - Tél.: 01 42 99 09 09 - <http://www.flycontinental.com> - ou chez votre agent de voyages.

EXTRÊME DROITE La condamnation de Jean-Marie Le Pen, pour violences, à deux ans de privation de droits civiques était à peine connue, jeudi 2 avril, par le tribunal correctionnel de Versailles, à deux ans de privation de ses droits civiques pour « violences »

à l'encontre d'Annette Pelvast-Bergeal, députée (PS) des Yvelines, pendant la campagne des élections législatives de 1997, est dénoncée par le Front national comme une « ma-

chination politico-judiciaire ». Le CONSEIL NATIONAL du FN, convoqué samedi à Paris, devrait être l'occasion, pour les partisans de M. Le Pen, de susciter une manifestation d'unité

autour du président du parti, dont le comportement durant la campagne des régionales est critiqué par une partie des militants. ● JACQUES CHIRAC a exprimé son soutien, jeudi,

à Jean-François Humbert (UDF-PPDF), qui avait refusé de demeurer à la présidence du conseil régional de Franche-Comté après y avoir été élu avec les voix du FN.

Le Front national s'insurge contre la condamnation de Jean-Marie Le Pen

Le président du parti d'extrême droite est frappé d'interdiction de ses droits civiques pour deux ans à la suite des violences qu'il avait exercées contre une candidate socialiste pendant la campagne des élections législatives de 1997. Ce jugement est susceptible d'appel

LA CONdamnATION de Jean-Marie Le Pen, pour violences, à deux ans de privation de droits civiques était à peine connue, jeudi 2 avril, par le tribunal correctionnel de Versailles, à deux ans de privation de ses droits civiques pour « violences »

Frank Timmermans, secrétaire national aux fédérations, plaçait sur le même plan trois jugements prononcés le même jour : « La condamnation de Jean-Marie Le Pen, celle de l'historien Gérard Chauvy, qui metait en doute la qualité de résistants des époux Aubrac, et celle de Maurice Papon. » Après Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, qui accuse les « juges politiques » de « priver du libre choix de leur leader politique plus de 4 millions d'électeurs français », c'était au tour du député général, Bruno Mégret, puis du secrétaire général, Bruno Gollnisch, de réagir : le premier en dénonçant une « machination politico-judiciaire », le second en affirmant que le jugement « sera ressenti par tous les honnêtes gens comme une tentative d'élimination politique ».

M. Le Pen a choisi, quant à lui, d'attendre pour faire connaître sa

décision. Il devait la rendre publique, vendredi, en fin de matinée, lors d'une conférence de presse organisée au siège du FN. Si l'on se fie à ses déclarations antérieures, il devrait faire appel du jugement. Lors de l'audience, le 20 février, le président du parti d'extrême droite avait mis en garde les juges contre une peine de privation de droits civiques (lire ci-dessous).

Le conseil national du FN, réuni samedi à Paris, devait faire une large place à la condamnation de son président. Le programme avait d'ailleurs été laissé flou pour faire face à toute éventualité. Premier parmi les fidèles de M. Le Pen, dont il est le gendre, Samuel Maréchal, adjoint au secrétaire général, souhaitait que les militants, « au minimum, votent une motion de solidarité ». Jouant les augures, il prévoyait également une forte mobilisation lors de la manifestation habituelle du 1^{er} mai. Le FN devait exploiter ce jugement pour se présenter de nouveau en victime d'un « complot ».

De leur côté, les adversaires de M. Mégret et tous ceux qui craignent l'emprise du délégué général sur le parti devaient utiliser la condamnation de M. Le Pen pour resserrer les rangs autour de lui. Les derniers mois ont montré l'agacement d'un nombre croissant de militants face aux « saillies » du chef



du FN. Beaucoup s'étaient interrogés sur son attitude quand, après avoir approuvé la méthode de la « main tendue » préconisée par M. Mégret il avait durci le ton en réclamant la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Le Monde du 24 mars).

M. Le Pen, mais aussi les « deux Bruno », devaient s'employer à démontrer au conseil national qu'il n'y a pas eu de conflit entre eux, en

expliquant que les élus de droite prêts à faire accord avec le FN en Provence ne parvenant pas à s'entendre sur un candidat, il devenait évident que le parti devait réclamer ce qu'il considérait comme un dû : la présidence pour lui-même. Quant au fait que cette présidence ait été réclamée pour M. Le Pen, on fait comprendre aujourd'hui, au FN, que cette tactique n'a jamais été ouvertement contestée. On

souligne le silence de M. Mégret qui s'est rendu compte rapidement de la difficulté d'une région qui aurait été ingérable pour un FN minoritaire, flanqué d'alliés peu fiables.

De même, les responsables du parti devraient apaiser les états d'âme des militants : les uns, comme en Aquitaine, étaient amers de ne pas avoir eu l'autorisation d'aller au secours de la droite ; les autres regrettaient de ne pas avoir réclamé de vice-présidences ou, à l'opposé, d'avoir dû se battre, comme en Bourgogne, pour que leurs responsables régionaux n'en réclament pas... Pour cela, ils comptent sur un bilan qu'ils estiment très bénéfique pour le parti.

« ON NOUS DÉDIABOLISE »

En fait, tout le monde se félicite de la méthode « Mégret », consistant à passer « la droite à la centrifugeuse », selon l'expression de M. Le Gallou. « En diabolisant les élus de droite qui se sont rapprochés de nous, on nous dédiabolise », se félicite M. Mégret. « Aujourd'hui, on nous regarde autrement », observe Jean-Marc Brissaud, chef de file du FN en Franche-Comté. La réunion du conseil national sera aussi l'occasion de lancer les consignes pour le futur, car le parti d'extrême droite compte bien continuer sur sa lancée pour peser dans les conseils régionaux.

M. Le Gallou, qui est également responsable des élus, voit « trois configurations dans les conseils régionaux ». « Dans le premier cas, dit-il, le président possède une majorité absolue, le rôle des élus frontaliers sera alors celui d'une opposition classique. Dans le deuxième, le président a été élu grâce aux voix du FN, et ses représentants pèseront dans les choix au sein des commissions et interviendront dans les conseils d'administration des établissements scolaires. Dans le troisième, les conseillers auront pour mission de mettre la droite face au choix entre des accords avec le FN ou bien avec la gauche. »

Lors d'un petit déjeuner avec la presse, le 31 mars, M. Gollnisch s'est attardé sur « les effets pervers » de la loi permettant à un président ne bénéficiant que d'une majorité relative de faire adopter quand même son budget. « Cette loi va remettre le FN au centre du débat pendant six ans, ironisait-il. Ils ont pensé aux budgets, mais rien prévu au niveau des commissions permanentes. On pourra donc avoir des assemblées dont le budget sera voté, mais dont seulement 3 % ou 4 % seront dépensés car l'affectation des crédits dépend de ces commissions. » Et le FN compte bien y montrer sa présence...

Christiane Chombeau

Une longue suite de condamnations

● 11 mars 1986 : le tribunal d'instance d'Aubervilliers condamne M. Le Pen à 1 franc de dommages et intérêts pour antisémitisme. Il avait déclaré lors d'un meeting : « Je dédie tout simplement votre accueil à Jean-François Kahn, à Jean Daniel, à Ivan Levi et à Elkabbach. »

● 16 novembre 1987 : le tribunal de Paris condamne M. Le Pen à 5 000 francs d'amende pour « provocation à la haine, à la discrimination et à la violence raciales » à la suite d'un tract publié en 1983, et à 3 000 francs pour des propos tenus lors d'une émission de télévision, en 1984, où il avait qualifié la présence des immigrés en France comme « une véritable invasion ».

● 18 décembre 1991 : la cour d'appel de Versailles condamne M. Le Pen à 100 000 francs de dommages et intérêts pour avoir affirmé, lors de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » à propos des chambres à gaz : « Je n'ai pas étudié la question mais je crois que c'est un point de détail dans l'histoire de la seconde guerre mondiale. »

● 3 juin 1993 : la cour d'appel de Paris confirme la condamnation en première instance de M. Le Pen à une amende de 10 000 francs pour avoir proféré « Durafour-crématoire » aux dépens de Michel Durafour.

● 26 décembre 1997 : le tribunal de Nanterre condamne M. Le Pen à 1 franc de dommages et intérêts pour avoir déclaré, le 5 décembre, à Munich, que dans « un livre de mille pages sur la seconde guerre mondiale, les camps de concentration occupent deux pages et les chambres à gaz dix à quinze lignes, ce qui s'appelle un détail ». Ces propos lui ont aussi valu une mise en examen pour « contestation de crimes contre l'humanité ».

Tous les nouveaux élus

Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos

120 éditions (13 volumes) 990 frs TTC

Éditions Jean-François Doumic

Tel. 01 42 46 58 10

« Un comportement manifestement indigne d'un homme politique et président d'un parti »

LA CINQUIÈME CHAMBRE du tribunal correctionnel de Versailles a condamné, jeudi 2 avril, Jean-Marie Le Pen à trois mois de prison avec sursis, à un total de 23 000 francs d'amende et à deux ans d'interdiction des droits civiques, pour « violences en réunion » et « injures publiques ». Le tribunal a suivi les réquisitions du procureur de la République, Jean-Claude Dumarest. La peine d'interdiction des droits civiques, prise à titre complémentaire, rend inéligible le président du Front national, qui perdrait ainsi ses mandats de député européen et de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Après l'audience, qui s'était tenue les 19 et 20 février, M. Le Pen avait fait savoir qu'il ferait appel d'une éventuelle condamnation. Il devait faire connaître sa décision lors d'une conférence de presse organisée, vendredi 3 avril, en fin de matinée, au siège du parti, à Saint-Cloud. L'appel serait suspensif de la condamnation.

Absent au prononcé du jugement, le leader du parti d'extrême droite avait comparu au mois de février pour répondre des inci-

dents qui avaient émaillé, le 30 mai 1997, sa visite à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, dans le cadre de la campagne des élections législatives. Venu soutenir sa fille Marie-Caroline, M. Le Pen avait violemment pris à partie Annette Pelvast-Bergeal, la candidate socialiste, aujourd'hui députée. Le tribunal, présidé par Françoise Martres, a reconnu la réalité de cette agression en condamnant M. Le Pen à verser 20 000 francs de dommages et intérêts à M^{me} Pelvast-Bergeal.

« VIOLENCES CARACTÉRISÉES »

Les juges de Versailles ont également condamné à 3 000 francs d'amende une garde du corps et deux membres du Département protection et sécurité (DPS), le service d'ordre, du FN pour « violences », et relaxé son chef, Bernard Courcelle. Deux contre-manifestants ont été condamnés à des peines d'amende de 2 000 francs pour « injures » à l'encontre du président du FN, qualifié pendant les manifestations de « Le Pen assassin ». Un troisième a écopé d'une peine de 3 000 francs d'amende pour « in-

jures à caractère racial » contre un membre des services de police.

En plus des nombreux témoignages mettant en cause l'attitude de M. Le Pen pendant sa visite à Mantes-la-Jolie, le tribunal s'est également appuyé sur les vidéos tournées lors de l'agression de M^{me} Pelvast-Bergeal. Sur la base de ces films diffusés dans les journaux télévisés, les juges considèrent que la candidate socialiste « a bien été victime de violences caractérisées » et que « M. Le Pen a pris une part prépondérante dans le déroulement de ces violences. C'est lui qui se tourne vers elle, c'est lui qui l'agrippe par son corsage, c'est lui qui lui exprime sa colère, perdant manifestement le contrôle de lui-même ».

« Il est resté sourd aux appels au calme qui lui ont été lancés, constate le tribunal. De plus, après le premier incident l'ayant opposé à M^{me} Pelvast-Bergeal, il a de lui-même cherché le contact avec ses opposants, voire l'agression physique. » En conséquence, les juges estiment qu'« un tel comportement, provocateur et agressif, est manifestement indigne d'un homme politique, et président d'un

parti » et « doit en conséquence être sévèrement sanctionné ».

Dans son réquisitoire, le 20 février, le procureur de la République avait expliqué que « tout s'est déroulé comme dans un mauvais film, où l'on voit des gens qui cognent sur tout ce qui bouge ». Il avait précisé que ces événements donnaient « à l'ensemble des Français une image déplorable de la vie politique » (Le Monde daté 22-23 février). Le président du FN avait souligné, pour sa part, qu'une peine de privation des droits civiques serait « une sanction hors de proportion et troublerait très gravement les relations entre l'exécutif, le politique et le judiciaire ». Il avait ajouté qu'un telle peine « romprait gravement l'équilibre de nos institutions ».

Après l'annonce du jugement, M^{me} Pelvast-Bergeal s'est « félicitée » de la condamnation du chef du parti d'extrême droite, en affirmant que « ce qui s'est passé à Mantes-la-Jolie était une négation totale de la démocratie, une négation des valeurs républicaines ».

Acacio Pereira

Pour Jacques Chirac, l'union de la droite dépend de la force du RPR

LE CHEF DE L'ÉTAT a continué, jeudi 2 avril, ses consultations avec les dirigeants des formations républicaines. A la demande expresse de Jacques Chirac, la délégation du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), emmenée par Hervé de Charette et Pierre Albertini, comprenait Jean-François Humbert, le premier président de conseil régional à avoir donné sa démission, dès le 20 mars, pour marquer son refus des voix du Front national. L'élus, qui est à nouveau candidat, vendredi 3 avril, à la présidence de la région Franche-Comté (lire ci-contre), a été félicité, dès son arrivée dans le bureau présidentiel, pour son « attitude républicaine ».

L'entretien avec les responsables de cette composante de l'UDF a porté essentiellement sur les modes de scrutin. Bien que réservé sur une « réforme à chaud », M. de Charette a souligné que la modification la plus urgente concerne le mode de scrutin des élections européennes. Le scrutin majoritaire à deux tours, dans le cadre de quatre-vingt-sept circonscriptions (le nombre d'élus français à Strasbourg est de quatre-vingt-sept), permettrait, selon les dirigeants PPDF, de donner « un visage à l'élus » européen. Ils ont également exprimé des ré-

serves sur une réforme du mode de scrutin législatif (Le Monde des 2 et 3 avril). M. Chirac leur a répondu que, sur ce sujet, sa religion n'est pas faite.

La question du quinquennat, auquel M. de Charette est favorable, n'a pas été abordée : « Il y a des moments où le sujet est d'actualité. Je ne crois pas que ce soit un de ces moments-là », a-t-il expliqué. La conversation a porté, en revanche, sur l'état de l'opposition et sur sa reconstruction. M. Chirac leur a paru réticent à l'idée du parti unique, s'il ne repose pas sur un projet commun. Selon le chef de l'Etat, peu importe le schéma d'or-

ganisation ; ce qui compte, c'est « l'état d'esprit ».

Évoquant la déliquescence actuelle de l'UDF, le président a glissé, au passage, un commentaire sur le RPR et sa nouvelle direction : quand le RPR est fort et rassemblée, a-t-il observé, les forces centrifuges de l'UDF s'estompent ; quand le RPR s'affaiblit, les forces centrifuges reprennent de la vigueur, et la tentation de la « troisième force » resurgit. Avis au président du RPR, Philippe Séguin, qui s'était flatté, au lendemain des régionales et des cantonales, d'avoir donné « un patron » au RPR...

Le cas de la Franche-Comté

Jean-François Humbert (UDF-PPDF), élu le 20 mars à la présidence du conseil régional de Franche-Comté avec les voix du FN, avant de donner immédiatement sa démission, et qui était de nouveau candidat, vendredi 3 avril, face à Christian Proust (MDC) et Jean-Marc Brissaud (FN), a rassuré Jacques Chirac, jeudi 2 avril, à l'Élysée. « La droite gardera la région, même si c'est au bénéfice de l'âge », a-t-il affirmé au président de la République, qui s'est informé longuement de la situation franc-comtoise. En cas d'égalité des voix au troisième tour, la droite franc-comtoise a décidé que les deux députés d'âge UDF, Pierre Bénichou et Jacques Bichet, seraient alors départagés par une « primaire loyale ». La gauche, réunie tard dans la soirée, s'est encore opposée entre les fidèles de M. Proust et les partisans d'une « abstention négociée », parmi lesquels des élus PS et Verts. « Si la gauche donne des voix à la droite, alors nous mèlerons nos voix aux leurs », a prévenu M. Brissaud.

Avec Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), qui a succédé au PPDF dans le bureau présidentiel, l'entretien a été plus tendu et plus bref. « Il faut se pincer pour réaliser que de Gaulle a habité cette maison pendant dix ans ! » a lancé le député de la Vendée en sortant de l'Élysée. « A quoi servirait-il de moderniser la vie politique, au moment même où on liquide, où on transfère la souveraineté de notre pays ? » s'est interrogé M. de Villiers. Estimant que « le trafic du mode de scrutin des élections européennes serait très mal reçu par les Français », il a surtout plaidé la cause de son mouvement, qui voit dans les élections européennes une occasion de retrouver une audience.

des formations « républicaines », annoncée par M. Chirac au cours de son allocution radio-télévisée du 23 mars. Ces entretiens, qui ont occupé l'agenda présidentiel toute la semaine, ont porté à la fois sur les institutions de la V^e République, sur les modes de scrutin, sur la parité hommes-femmes et sur l'organisation de l'Etat (décentralisation, déconcentration). Aux responsables politiques devraient succéder des experts juridiques et constitutionnels, ainsi que des personnalités d'horizons différents.

Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diard

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Recommandé par Paris par Chir. Paris Comptes...
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixés ou réglables
SWISSEXY - TREKA - EDEA - SHIPONS
GUNOPLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES, SALONS, CLOU-CLOU
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvivier - Sulfen - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 18^{ème} Téléphone
01 42 08 71 00 Fax 01 42 08 71 01

صحنه من العمل

M. Hue souhaite que la majorité « plurielle » élargisse son assise à gauche

La direction du PCF propose de « créer une dynamique nouvelle à gauche »

Le Parti communiste français devait réunir, vendredi 3 et samedi 4 avril, son premier comité national depuis les élections régionales et canton-

nales. Robert Hue devait présenter le rapport introductif. Le secrétaire national du PCF estime qu'une situation de « crise » politique est

ouverte. Le PCF, malgré des résultats plutôt satisfaisants pour lui, veut « ancrer un peu plus la gauche plurielle à gauche ».

VENREDI 3 et samedi 4 avril, le Parti communiste français a grand complet devant se retrouver pour la première fois depuis les élections cantonales et régionales. L'ordre du jour du comité national est flou : « les responsabilités des communistes dans le contexte politique nouveau » - mais, comme il est de coutume dans les moments délicats ou importants, le secrétaire national est le rapporteur du texte présenté. Place du Colonel-Fabien, on parle, de propos du comité national qui s'ouvre, d'un événement de l'importance - sinon de la nature - du « compromis historique » dans lequel Enrico Berlinguer avait engagé le Parti communiste italien avec la Démocratie-chrétienne, ou, en France, pour le PCF, du Front populaire ou du Front national de la Résistance. Rien de moins.

Le tournant, s'il existe, découle tout naturellement du résultat des élections. Depuis le 15 mars, la direction du PCF a mis une application toute particulière à dresser un bilan, sinon catastrophiste, du moins très nuancé des élections régionales et cantonales. M. Hue, contrairement au premier ministre, estime que la situation est celle d'une « crise » politique générale. « Nous ne pensons pas, comme Lionel Jospin, que ce qui se passe à droite ne nous regarde pas », commente un proche du secrétaire national. S'il n'y a pas eu « retour de

balancier de la droite », la « poussée à gauche » attendue ne s'est pas produite. Entre le 15 mars et le premier tour des élections législatives de 1997, la gauche plurielle a perdu cinq points.

Le PCF a tiré son épingle du jeu. De tous les partenaires du PS - grand gagnant des deux scrutins -, il est celui, au sein de la coalition gouvernementale, qui a le plus profité de l'effet mécanique des listes communes aux élections régionales : 133 conseillers contre 119 sortants. Pour les cantonales, le PCF, qui comptait 104 conseillers généraux sortants, en a perdu 13 dans 12 départements, mais en a gagné 48 dans 35 autres. Le PCF a étendu son implantation électorale et gagné le conseil général de l'Alsace.

Mais le PCF sait aussi qu'il a failli sur la mobilisation : les résultats des élections régionales se situent dans la fourchette basse des espérances (Le Monde du 21 février). Il a fait les frais du jeu du Front national - qui l'a privé de la présidence de la région Picardie. Enfin, Place du Colonel-Fabien, même si on assure, sur la base d'études locales commandées aux fédérations, que l'électorat d'Arlette Laguiller n'aurait pas mordu sur celui du PCF, les scores réalisés par l'extrême gauche ont provoqué de réelles inquiétudes. Selon une enquête sortie des urnes réalisée par Ipsos, le 15 mars (sur un échantillon de

3 906 personnes construit selon la méthode des quotas), 13 % des sympathisants communistes et 10 % de ceux qui se situent eux-mêmes « très à gauche » auraient en effet voté pour les listes de LO ou de la LCR.

PAS DE MAJORITÉ POLITIQUE

« Pourquoi tous ces gens qui rejettent l'ultralibéralisme ne se retrouvent-ils pas dans l'offre politique ? », s'est interrogée la direction. Pour y répondre, M. Hue devrait proposer, vendredi, « une vision stratégique pour élargir l'assise du parti au-delà de la majorité plurielle ». Pour le secrétaire national du parti, il n'y a pas de majorité politique pour la gauche (à peine 20 % des inscrits en tenant compte de l'abstention). Il faut donc amener à elle ces forces et ces électeurs déboussolés. Ce que le parti, soucieux de rééquilibrer la gauche « plurielle » à son avantage, va tenter de faire autour d'une dizaine de grands thèmes (emploi, pouvoir d'achat, « développement durable », politique industrielle, Europe), qui auront aussi l'avantage de donner un corpus à un parti que l'on achève tout juste de tolérer.

Face aux tentations centristes qui pourraient saisir le PS, à la veille d'une élection présidentielle qui se joue traditionnellement au centre, a analysé un récent bureau national du PCF, le parti veut « an-

crer un peu plus la gauche plurielle à gauche », explique un proche de M. Hue. Mais le secrétaire national, qui juge suicidaire de devenir le « Monsieur Plus de la gauche », ne jouera pas personnellement ce rôle. « Il faut surtout une gauche plus plurielle, plus citoyenne », explique-t-il, préférant devenir le « Monsieur de la gauche autre-ment ».

Le projet est aussi ecuménique qu'ambitieux : la gauche radicale, associative ou politique, continue à se méfier du PCF. Le projet devrait rester aussi volontairement flou. Le parti, que ses responsables jugent en petite forme, est appelé à se mettre au travail en « s'ouvrant » davantage aux responsables associatifs et politiques locaux, avant le 30^e congrès, en décembre 1999.

Pas question bien sûr, d'un « pôle de radicalité » à gauche, dont le PS ne veut pas : le PCF reste plus que jamais ancré dans la gauche « plurielle », soucieux d'ailleurs, pour mieux s'y inscrire, de transformer les modes de fonctionnement de son parti, devrait insister M. Hue. Mais le PCF souhaite, apparemment, lancer quelques signaux sur sa gauche. Pour les élections européennes, par exemple, Pierre Blotin, numéro deux du parti, se dit « prêt à discuter », à condition de « parler d'abord du fond ».

Ariane Chemin

Le gouvernement envisage des déficits publics inférieurs à 2,5 % en 1999

Les cadrages budgétaires s'annoncent rigoureux

SI ELLE A DONNÉ lieu à un long débat sur l'immigration (lire p. 32), la réunion du gouvernement, jeudi 2 avril à l'hôtel Matignon, a été l'occasion d'un nouvel échange sur la politique budgétaire. Un échange, selon plusieurs participants, qui, pour être court, n'en a pas moins été « vif ».

A ce stade de la procédure d'élaboration du projet de loi de finances pour 1999, le « cadrage » budgétaire est encore loin d'être arrêté. Cependant, la reprise devrait faciliter la tâche du gouvernement. C'est en substance le message, selon de bonnes sources, que le ministre des finances s'est appliqué à faire passer auprès de son collègue.

Selon Dominique Strauss-Kahn, les dividendes de la croissance devraient permettre de tenir trois objectifs. D'abord, ce budget devra être le premier, depuis cinq ans, « bouclé » sans hausse d'impôt. Autrement dit, la réforme fiscale, notamment dans le cas du patrimoine, devra intervenir à prélèvements constants. Ensuite, la reprise devrait permettre au gouvernement de financer ses priorités. Enfin, troisième objectif, le ministre des finances a insisté sur une idée qui lui est chère selon laquelle il faut toujours profiter du haut du cycle économique pour œuvrer à une réduction sensible des déficits.

A quel niveau faudra-t-il donc baisser ces déficits ? La question n'a pas été tranchée. D'ici à l'envoi, fin avril, des traditionnelles « lettres de cadrage », le premier ministre devra rendre son arbitrage. Il semble, cependant, que l'idée chimérique d'abaisser les déficits publics entre 2,3 % et 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999, après 3 % en 1997 et en 1998.

Ces priorités n'ont pas fait débat au sein du gouvernement. Un apparent consensus s'est dégagé sur le fait que la croissance donnera bel et bien des marges de manœuvre nouvelles au gouverne-

ment. Mais, après que Lionel Jospin eut conforté les scénarios dessinés par M. Strauss-Kahn, plusieurs ministres ont aussi compris qu'en tout état de cause les dépenses devront être serrées. Trois scénarios auraient ainsi été préparés par Bercy : le premier prévoyant une progression inférieure à celle des prix, la deuxième identique à celle des prix, la troisième reposant sur une hausse de 1 % en volume, ce qui marquerait une rupture par rapport aux budgets de 1997 et de 1998. Cette dernière hypothèse a les faveurs de Bercy.

Plusieurs ministres se sont inquiétés de ces normes budgétaires, qu'ils ont jugées trop draconiennes. C'est notamment le cas de Jean-Pierre Chevènement, qui a fait valoir que « rien n'obligeait la France à s'aligner sur ses partenaires » et à se soumettre à ce point à la logique des marchés. Dominique Voynet est intervenue sur le même registre. Les ministres communistes étaient, eux, absents du déjeuner.

Sur un mode moins critique, deux ministres, Martine Aubry et Pierre Moscovici, ont insisté sur le fait que les priorités du gouvernement (loi contre les exclusions, 35 heures, emplois-jeunes, accord salarial dans la fonction publique...) devaient trouver une traduction forte dans la loi de finances pour 1999. Bref, si la croissance revient, l'équation budgétaire s'annonce malgré tout difficile à résoudre.

Laurent Mauduit et Michel Noblecourt

Les élections européennes et le pactole de l'extrême gauche

À PEINE la page des élections régionales tournée, les réflexions sur les européennes de juin 1999 ont commencé. Avec au moins un constat unanime : ce sera difficile. Communistes, Verts ou Citoyens, ils reconnaissent tous, comme le dit Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, que « ce scrutin-là embête beaucoup de monde ». A la scrutin du PS, on sait, en effet, que des élections à la représentation proportionnelle nationale encouragent les petites listes, mais aussi qu'elles poussent aux alliances. Et que, dans une situation de crise politique et pour un scrutin sans enjeu national immédiat, analyse-t-on place du Colonel-Fabien, les pactes électoraux ne correspondent pas forcément aux recompositions ou aux interrogations des militants.

Quelques points sont acquis. D'abord, celui de listes PS et PCF séparées, comme pour la prochaine élection présidentielle : c'était la stratégie adoptée par le PCF lors de son vingt-neuvième congrès, en décembre 1996. Chacun des deux partis fera sa propre campagne. Si route la gauche s'accorde à reconnaître qu'il faut « réorienter » la politique européenne, l'analyse diverge sur le rôle de la monnaie unique. Pour le PS, ce mal nécessaire peut devenir l'instrument de la réorientation : pour le PCF, elle est, au contraire, un nouvel obstacle à une Europe sociale.

Les Verts qui, eux aussi, partiront seuls au combat et débattent de cette échéance samedi 4 avril, lors de la réunion de leur conseil national, semblent s'être mis d'accord pour confier la tête de liste à Daniel Cohn-Bendit. Au PCF, certains murmurent le nom de Marie-George Buffet.

PERSONNALITÉS CONVITÉES

Les Verts et le PCF savent que des petites listes concurrentes peuvent causer beaucoup de dommages. Chacun - y compris le MDC - affiche donc, comme c'est de coutume lors d'un premier round d'observation, sa volonté de présenter une liste autonome. « Aucune hypothèse n'est à exclure, mais la logique veut que nous y allions séparément », assure M. Sarre, alors que beaucoup, au MDC, plaident pour une alliance avec le PCF. Sans succès évident : le petit mouvement présidé par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, fait aujourd'hui pour beaucoup de militants de gauche, figure de repoussoir. LO et la LCR connaissent en revanche leurs atouts : elles n'excluent d'ailleurs pas de faire liste commune, ou en tout cas le laissent croire.

Le potentiel de voix de la gauche militante et radicale et la résonance des revendications portées par les récents mouvements sociaux augurent les appétits partisans. Du coup, certains

lorgeant déjà, comme ils l'avaient fait sans succès au moment des élections législatives, vers quelques figures du « mouvement social » : cinéastes mobilisés contre l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et pour les sans-papiers ; responsables associatifs en pointe dans le mouvement des chômeurs, comme Christophe Aguiton, dirigeant d'ACI et membre de la LCR ; syndicalistes, militants anti-Front national.

La démarche s'annonce difficile. Plus encore peut-être aujourd'hui qu'hier, les syndicats entendent garder leurs distances avec les partis. La présence de Franck Bavy, membre de l'exécutif des Verts, sur la liste de Jean-Paul Huchon, puis son élection à la vice-présidence du conseil régional d'Ile-de-France, a créé de forts remous à SUD-PTT, où elle siège au bureau fédéral. « Les régionales ont été une élection sans dynamique. La clé, ce sera encore une fois un accord de forces politiques », pronostique M. Aguiton.

Nempêche : certains souhaitent que la question soit posée. A la veille de la réunion du comité national du PCF, Guy Hermier, porteur de des revendications, propose, dans un communiqué, « la constitution d'une liste représentative des formations politiques, du PCF aux Verts, et des acteurs du mouvement social ».

Ar. Ch.

Les députés PCF et MDC prennent date sur l'euro

MAUVAISE HUMEUR, agacement réciproque et désaccords affichés sur le fond. Si le gouvernement ne savait pas encore que les députés communistes forment la part la moins malléable de sa majorité, désormais il en a une petite idée. Car l'examen des diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), discutées depuis le 31 mars à l'Assemblée nationale et votées dans la soirée du 2 avril, a clairement montré que le PCF et, parfois, le Mouvement des citoyens, peuvent participer au gouvernement, mais se montrer contestataires à l'Assemblée.

Ces dispositions économiques, présentées chaque année par le gouvernement, sont rarement des textes politiques d'ampleur, mais les adaptations techniques qu'elles proposent concernent parfois de vraies réformes de fond. C'était notamment le cas, cette année, avec l'euro. Alors que l'alle gauche (PCF et MDC) de la majorité reste très rétive à la monnaie unique, les députés ont, par un hasard du calendrier, été amenés à examiner des dispositions permettant l'adaptation des entreprises à la monnaie unique trois semaines avant le débat, les 21 et 22 avril, sur l'entrée de la France dans l'euro.

C'était aussi le cas de mesures concernant l'ouverture du monopole de distribution du gaz de GDF ou la possibilité pour les salariés d'Air France d'être rémunérés (Le Monde du 1^{er} avril), pour une part, en actions de la compagnie aérienne. Là encore, sous couvert de mesures techniques, la gauche « plurielle » a dû aborder un débat qui la divise, autour des notions de service public et d'entreprises publiques. Sur deux de ces points au moins, euro et GDF, le gouvernement n'est parvenu à faire passer ses mesures que grâce à l'appoint des voix UDF, afin de compenser la fronde des communistes et du MDC. Et si le cas d'Air France a po-

sé moins de difficultés, c'est que le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, est venu lui-même rassurer ses amis.

Jeu de nuit, lorsque le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sauter, a voulu obliger les députés à revenir sur certains amendements et imposer un vote bloqué sur l'ensemble du projet de loi, il a dû affronter les protestations des communistes. « Je n'appartiens pas à une compagnie de hussards et je trouve la méthode du gouvernement détestable », a lancé Jean-Pierre Brard (app. PC, Seine-Saint-Denis). Sur le fond, il a dû, aussi, réentendre les critiques vigoureuses du chevenementiste Georges Sarre (Paris) sur l'euro : « Il

n'est pas acceptable que la démocratie soit corrompue par un artéfact de technocrates ».

Pour finir, lorsqu'il a fallu voter les dispositions d'ordre économique et financier, les communistes ont refusé de prendre part au vote, et les députés MDC ont voté contre. L'hémicycle étant alors franchement clivé, le texte a donc été adopté par 19 voix (PS et PRG) contre 4 (UDF et RPR).

Pour la beauté de l'histoire, l'amendement qui a recueilli la plus belle unanimité de l'Assemblée a été celui de Gilbert Minzermann (PS). Elu d'un département viticole, la Gironde, M. Minzermann proposait d'autoriser la publicité pour les boissons alcooliques sur des objets directement liés à leur consommation (décapoteurs, bouchons, etc.). Tradition française oblige, l'ensemble des députés, même les plus citadins, se sont découverts une proximité avec la vigne, et la disposition a été adoptée. En revanche, le gouvernement les a contraints à revenir sur leur vote concernant les casinos. Enghien-les-Bains n'aura donc pas droit aux machines à sous, et il n'y aura pas de casinos dans les stations touristiques où ils ne sont pas autorisés.

Raphaëlle Bacqué

La Marne conserve provisoirement sa vignette

C'est bien sur la vignette que la bataille a été la plus vive, lors de l'examen des DDOEF, jeudi 2 avril à l'Assemblée nationale. Pour calmer l'attraction des loueurs et des transporteurs vers la Marne - devenue une sorte d'eldorado fiscal du fait de sa vignette à 146 francs - pour une 4CV quand elle coûte ailleurs, en moyenne, 208 francs - le président et le rapporteur général socialistes de la commission des finances avaient proposé que soit instauré un tarif-plancher. La Marne aurait alors dû augmenter le prix de sa vignette de 30 %.

L'amendement risquant fort d'être censuré par le Conseil constitutionnel, il a été retiré. Secrétaire d'Etat au budget, Christian Sauter s'est engagé à trouver très vite une solution : pour les entreprises, la vignette devra être achetée dans le département du « lieu de stationnement habituel des véhicules ».

Comme vous pouvez le constater, notre prix sur les appels vers l'Angleterre est très bas

Avec First Telecom, spécialiste de l'appel international vers 224 destinations, vous pouvez tout en gardant votre numéro de téléphone actuel, sans frais d'installation, bénéficier de la plus basse tarification pour les appels vers l'Angleterre. Pour un premier appel, appelez nous.

01 42 08 17 63

FIRST TELECOM

JUSTICE Dans un entretien au *Monde*, le cardinal Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, réagit à la condamnation de Maurice Papon à dix ans de réclusion criminelle pour

« complicité de crimes contre l'humanité ». S'adressant aux jeunes, il rappelle qu'« il y a au-dessus de tout – au-dessus de l'Etat, de ses représentations, de son administration –

une loi morale qui oblige à l'objection, dans certains cas à la désobéissance, voire à la résistance. Cette loi est inscrite dans nos consciences. Sur ce point, elle est l'enseignement

fondamental de la tradition d'Israël et de la tradition chrétienne. » • LE VERDICT a globalement satisfait les parties civiles. Seul Michel Slitinsky a affirmé qu'« un nouveau combat (...)

va commencer maintenant pour l'incarcération de Maurice Papon ». • Dans l'ensemble, les partis politiques ont, eux aussi, approuvé le verdict.

L'archevêque de Bordeaux tire les leçons du procès Papon

Dans un entretien au « Monde », le cardinal Pierre Eyt rappelle « qu'il y a au-dessus de tout – au-dessus de l'Etat, de ses représentations, de son administration – une loi morale qui oblige à l'objection, dans certains cas à la désobéissance, voire à la résistance »

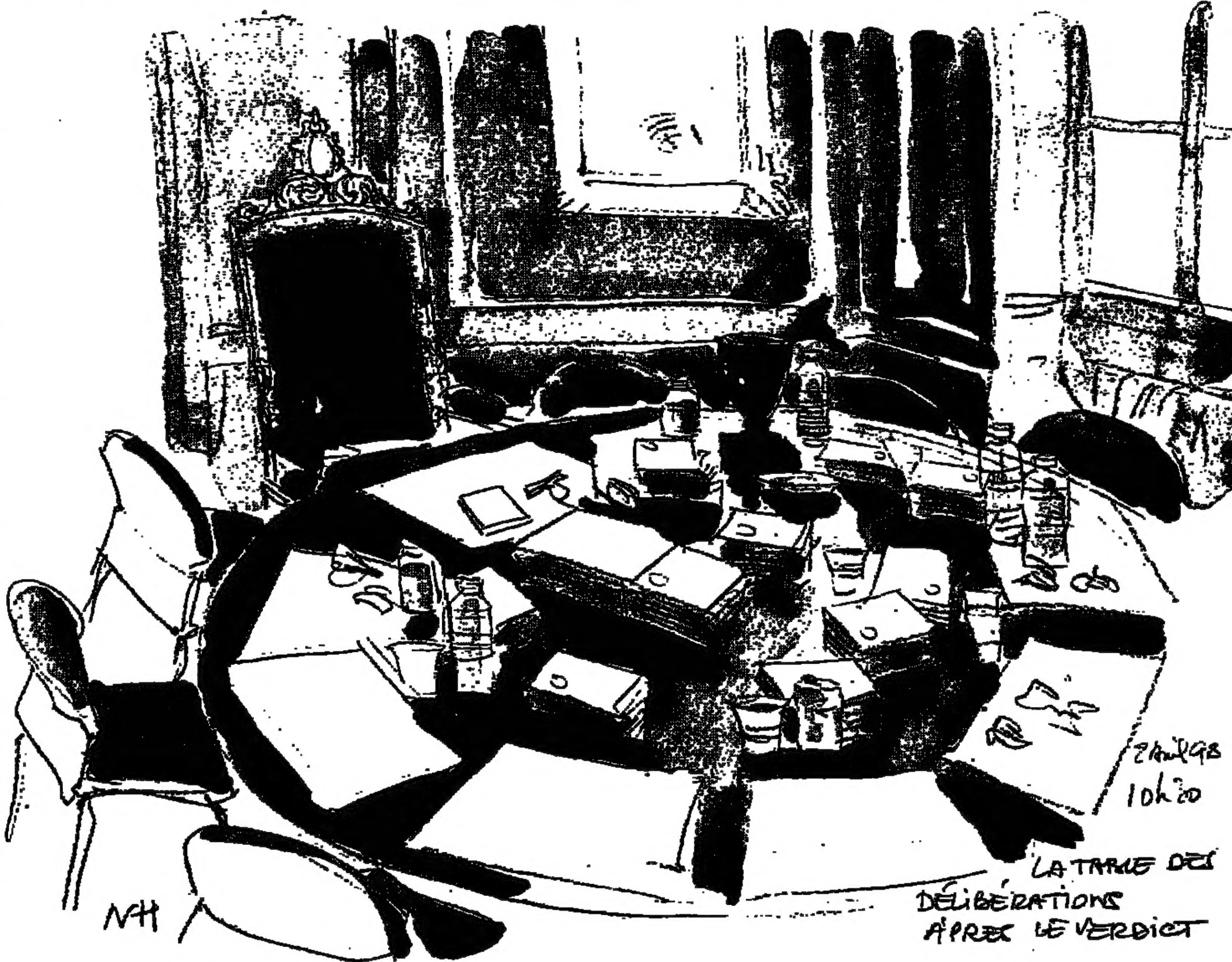
« Comment avez-vous vécu le procès de Maurice Papon et accueilli le verdict ?

« J'ai souffert de l'exaspération et de la nervosité manifestées lors des premières audiences, du sentiment répandu que ce procès était inutile, de l'atonie, voire de l'indifférence créées par la longueur des débats, de la démesure de certains rebondissements, du procès médiatique qui, sur le perron du palais, n'a cessé de se superposer au procès proprement dit devant les instances normales de la justice. Je suis donc soulagé par cette conclusion. Dans son arrêt, la cour a voulu marquer, me semble-t-il, qu'elle prenait en compte les plaintes formulées par les parties civiles, mais qu'en même temps elle ne souhaitait pas se prononcer sur l'objet même du procès, à savoir la culpabilité maximale de l'inculpé. De fait, les audiences ont démontré l'extrême complexité des pressions et des liens qui ont pu paralyser la liberté de responsables comme Maurice Papon et qui ne pouvaient pas faire de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde l'unique bouc émissaire de cette période.

« Ce procès a-t-il eu la valeur exemplaire qu'on attendait ?

« Je préfère parler de signification pédagogique. Ce procès aura, bien sûr, permis aux Français de mieux comprendre la période de Vichy, les complicités de toute nature, mais aussi de distinguer entre le sauvetage des juifs proprement dit, la résistance spirituelle et politique, la protestation publique. C'est un devoir pour le pays de garder la mémoire de tels événements, de toutes les haines et de tous les crimes commis au nom d'une idéologie, commis aussi au nom de la religion.

« J'ai envie de dire, en particulier aux jeunes générations qui n'ont pas vécu cette période de Vichy, qu'il y a au-dessus de tout – au-dessus de l'Etat, de ses représentations, de son administration – une loi morale qui oblige à l'objection,



dans certains cas à la désobéissance, voire à la résistance. Cette loi est inscrite dans nos consciences. Sur ce point, elle est l'enseignement fondamental de la tradition d'Israël et de la tradition chrétienne. Il n'y a pas de civisme, pas de loyalisme possible qui puisse nous dispenser de cette loi

morale. Au contraire, c'est en elle que le civisme, la loyauté à l'égard de l'Etat doivent puiser leurs racines.

« Pour nous, catholiques, ce procès doit nous conduire à une certaine humilité. Mais aussi à une certaine fierté, compte tenu à la fois de l'engagement qui fut celui

de nombre d'hommes et de femmes dans la Résistance et de l'initiative prise aujourd'hui, par l'Eglise de France et par le pape, d'actes de repentance. Mais nous ne pouvons nous en tenir là : ce procès et la mémoire de cette période nous appellent à une autre dimension de notre engagement.

Sans doute le devoir du chrétien est-il d'agir – il le fait – dans le domaine humanitaire ou caritatif pour soulager les hommes dans des situations de guerre ou d'exclusion. Mais son devoir moral l'oblige à plus : à la résistance spirituelle, à la protestation publique au nom des droits de l'homme. On ne peut pas

continuer à faire de l'humanitaire et renoncer à cette forme de résistance spirituelle. Cette conviction n'est pas toujours répandue dans l'Eglise. Or elle était très présente dans l'acte de repentance des évêques de France lu le 30 septembre à Drancy. Je rappelle que cette déclaration sur l'attitude de l'Eglise sous Vichy a été opportunément publiée à la veille de l'ouverture du procès de Maurice Papon.

« Dans le climat actuel de montée des idées d'extrême droite et d'alliances politiques avec le Front national, n'y a-t-il pas urgence à rappeler cette dimension éthique de l'engagement ?

« Elle est au cœur du débat politique d'aujourd'hui. On ne peut pas exciper de la crainte inspirée par telle formation partisane pour proposer et accepter n'importe quel moyen de parer au danger qu'elle représente. Il n'y a pas d'excuse politique ou institutionnelle qui puisse intervenir lorsque sont en jeu des questions morales aussi fondamentales. Ce serait jouer contre nous-mêmes, contre nos valeurs. Au-delà d'intérêts, même les plus légitimes, peut s'imposer un devoir d'objection de conscience, voire de désobéissance.

« Ne faut-il pas rappeler aux hommes politiques chrétiens l'incompatibilité entre les idées développées par le Front national et les valeurs de l'Evangile ?

« Nous le faisons sans cesse. Ils sont conscients de cette contradiction, mais pas au point que cela remette en cause leurs choix politiques à court terme. Ils ne peuvent donner aucune justification morale à leur attitude. Celle-ci est plutôt inspirée par des motifs tactiques, et c'est une situation qui devrait conduire à la réflexion l'ensemble de la classe politique. »

Propos recueillis par
Henri Tincq
Dessin : Noëlle Herrschmidt

« Une leçon d'histoire pour les Français »

GLOBALEMENT, les réactions ont été positives dans les milieux politiques après l'annonce du verdict du procès Papon. Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, a estimé que « l'important, c'est que le procès ait eu lieu, et qu'il ait permis une leçon d'histoire pour les Français, et notamment pour les plus jeunes. La condamnation de M. Papon marque bien la responsabilité et la culpabilité de ceux qui, directement, voire indirectement, ont participé à ces actes contraires à l'humanité ». L'ancien garde des Sceaux, Robert Badinter, s'est dit « dans le domaine essentiel de la justice, notre démocratie s'avère enfin adulte ». Dans un point de vue publié par *Libération*, vendredi 3 avril, M. Badinter indique que « la justice française, à travers toutes les difficultés, a rempli sa mission (...). Il faut beaucoup de courage à une grande nation pétrie d'histoire pour regarder en face les pages noires de son passé et en tirer les conséquences ». Interrogé vendredi 3 avril sur Europe 1, M. Badinter a justifié le fait que Maurice Papon n'ait pas été condamné à perpétuité : « Même si c'est un crime contre l'humanité, la peine doit être proportionnelle à la responsabilité pénale de Papon, mais pas au niveau qui aurait été celui de Bousquet. Qu'on ait établi une différence, je trouve que cela est conforme à la justice. »

Le groupe communiste à l'Assemblée nationale regrette que la condamnation de Maurice Papon « ne soit pas proportionnée au crime », qualifiant ce verdict de « rappel de l'imprescriptibilité du devoir de vigilance ». « Aux yeux de l'Histoire, pour la mémoire et la jeunesse d'aujourd'hui, c'est une décision importante », souligne, dans un communiqué, le député

Georges Hage, au nom du groupe communiste. Pour les élus PCF, « l'histoire retiendra que la justice française reconnaît la pleine et entière responsabilité du régime de Vichy et de l'Etat français dans les horreurs qui ont été commises ». Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, a déclaré que « l'essentiel est que l'accusé soit condamné et reconnu coupable, que sa responsabilité dans la déportation des juifs de Bordeaux soit affirmée ». « Avec le recul du temps, ce verdict apparaît sans doute comme équilibré. (...) A l'heure où d'aucuns cherchent à salir la Résistance et à exonérer Vichy de ses crimes, ce verdict rétablit les faits et la vérité historique », ajoute le député de Paris.

« UN DÉBAT INACHEVÉ »

L'ancien ministre (UDF) Hervé de Charette a regretté que le procès Papon ait « laissé l'impression d'un débat inachevé », et qu'il « ne laisserait pas un souvenir clair, fort, limpide dans la conscience collective ». Le secrétaire général de l'UDF et de Force démocrate, Claude Gossuén (UDF-FD), a affirmé que la condamnation de Maurice Papon prouvait « incontestablement » sa culpabilité. Au cours du Forum RMC-Le Figaro, M. Gossuén a précisé que le procès Papon a apporté une « leçon civique » sur « un régime très ambigu (...) et en ce sens a été un élément positif » car « la France a beaucoup pâti de n'avoir pas parlé pendant près de trente ans de la période de Vichy ».

Pour sa part, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a estimé que « Maurice Papon a bénéficié d'un procès équitable » et que « justice est ainsi rendue ». « Si ce crime demeure un crime exceptionnel, c'est

la force de la justice de le sanctionner normalement et non de rendre des jugements exceptionnels », écrit la LDH. La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) « se félicite de la condamnation » infligée à Maurice Papon, « même si elle considère que seule la perpétuité pouvait sanctionner le crime commis ». « Il fallait que les responsables de l'administration sous l'occupation soient établies au grand jour, que les Français puissent faire la différence entre ceux qui ont choisi le camp du refus au prix de leur vie, et ceux qui ont été des serviteurs zélés de la machine à déporter », écrit la FNDIRP dans un communiqué.

En Israël, le vice-président du Parlement, Shavach Weiss, survivant de l'Holocauste, a fait part de la « satisfaction discrète » de son pays. Pour lui, « c'est une victoire silencieuse et aussi un jour triste, car des millions d'innocents qui ont été tués ne revivront jamais ». « L'importance première de ce procès est qu'il renseigne les nouvelles générations à propos du mal qui a détruit un tiers du peuple juif », a déclaré le conseiller du premier ministre Benjamin Netanyahu, David Bar Ilan. Le chasseur de nazis Simon Wisenthal a jugé insuffisante la condamnation de Maurice Papon, estimant que « dix ans de peine de prison signifient deux jours et demi pour chaque victime ». « J'aurais souhaité une condamnation à perpétuité, a-t-il déclaré. En Europe, seuls deux pays, l'Italie et les Pays-Bas, prononcent de véritables condamnations à perpétuité. Tous les autres pays européens condamnent [les responsables de crimes contre l'humanité] au maximum à quinze ou vingt ans de prison ».

Les parties civiles se déclarent globalement satisfaites

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Ils ne parvenaient pas à se quitter. Jeudi 2 avril, plusieurs heures après l'annonce de la condamna-

REPORTAGE
« C'est un nouveau combat qui va commencer maintenant »

tion de Maurice Papon, la plupart des parties civiles au procès étaient encore ensemble. Après avoir vécu six mois côte à côte dans la salle d'audience du palais de justice de Bordeaux, après avoir partagé les émotions des uns et des autres, avoir soutenu ceux qui exprimaient leur douleur à la barre, protesté contre les témoignages de la défense, accueilli dans les larmes le verdict, les voilà qui devaient se séparer. Alors, ils promirent de se revoir tous dans un mois et de continuer à lutter ensemble, notamment dans la perspective du pourvoi en cassation de Maurice Papon et de son emprisonnement éventuel.

« C'est un nouveau combat qui va commencer maintenant pour l'incarcération de Maurice Papon », estime Michel Slitinsky, qui fut l'un des initiateurs du procès. A part lui, la grande majorité des parties civiles n'accordent plus une grande importance à l'emprisonnement de l'ancien ministre. « Il paraît légitime qu'il aille en prison, estime Maurice-David Matisson, qui fut l'un des premiers à se constituer partie civile et l'une des figures de ce procès, mais ce n'est pas par haine de notre part. » « Il est dommage que le camp de Mérignac n'existe plus,

ajoute-t-il, Maurice Papon aurait pu ainsi apprécier les conditions de vie de nos parents qu'il a aidés à faire déporter. » En revanche, les parties civiles attachent une grande importance au fait que l'accusé soit privé de ses droits civiques et notamment qu'on lui retire sa Légion d'honneur. « Le déshonneur, c'est pire que la prison », estime ainsi Simon Haddad, qui ne s'est pas senti capable de témoigner.

Une fois les premiers moments d'émotion passés, les parties civiles partagent la même appréciation sur le verdict rendu à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. La satisfaction, d'abord, de le voir condamné. Maurice-David Matisson estime que « cette condamnation purifie le ciel de la République et de la Résistance ». « Depuis 57 ans, poursuit-il, nous étions toujours sous l'exclusion du statut de Vichy. Aujourd'hui le problème est réglé, nous pouvons nous considérer comme restitués dans nos droits de citoyens de Français. »

« Sans triomphalisme, qui serait indécent dans ces circonstances, ajoute Michel Slitinsky, nous devons être contents de notre victoire. Nous étions une poignée au départ et personne ne croyait à notre obstination. »

UN CERTAIN GOÛT D'AMERTUME

« Je suis fier d'être Français », disent, à quelques minutes d'intervalle, René Panaras et Maurice-David Matisson. « On a vécu pendant des années avec une chapelle de plomb sur notre passé, explique le premier. Personnellement, même mes amis les plus proches ne connaissaient pas mon histoire et maintenant nous avons

pu faire revivre tous les moments tragiques que nous avons vécus pendant la guerre. »

Les sentiments des parties civiles à l'égard de Maurice Papon n'ont pas varié depuis le début du procès. Leur aversion semble au contraire s'être exacerbée. « Un homme méprisant, plein de morgue, qui n'a jamais daigné nous regarder une seule seconde durant le procès », affirme Eliane Dommenge. « Il termine le procès comme il l'a commencé : sans une étincelle d'humanité », réchérche Maurice-David Matisson.

Le jugement laisse aussi un certain goût d'amertume aux parties civiles. La plupart regrette qu'en ne retenant pas toutes les charges qui pesaient contre Maurice Papon, notamment l'organisation de certains convois, « il laisse de côté les familles de certaines victimes ». Le fait que Maurice Papon n'ait pas été reconnu coupable de complicité d'assassinat constitue toutefois le plus grand regret de la majorité des parties civiles.

« Cette décision est en contradiction avec les débats du procès, résume Michel Slitinsky, car s'il est bien établi qu'en juillet 1942 Maurice Papon pouvait ne pas savoir grand-chose du destin réservé aux déportés, il est clair que, par la suite, il était au courant. Les six mois de procès et le verdict ont aussi incontestablement ressoudé la communauté juive de Bordeaux, et notamment les liens entre religieux et athées. » Jeudi, raconte Maurice-David Matisson, après le verdict, le grand rabbin n'a embrassé, moi qui ai toujours été considéré comme le vilain canard de la communauté. »

José-Alain Fralon

صلى الله عليه وسلم

Ecoutes de l'Elysée : la démarche de M. Jospin se heurte au secret de l'instruction

Les avocats du « Monde » ont écrit au premier ministre

Dans une lettre adressée jeudi 2 avril au premier ministre, M^{me} Christine Courrègé et Michel Laval, les avocats du Monde et de notre colla-

borateur Edwy Plenel, font part de leur crainte de voir la position récemment exprimée par Lionel Jospin dans l'affaire des écoutes de

l'Elysée se heurter à un « obstacle juridique majeur » : le secret de l'instruction. Ils lui demandent donc de reconsidérer sa position.

LA LETTRE de Lionel Jospin, au juge d'instruction Jean-Paul Valat conduit-elle l'affaire des écoutes de l'Elysée dans une impasse juridique ? Ne risque-t-elle pas de bloquer définitivement une instruction ouverte il y a plus de cinq ans ? Dans son courrier, daté du 27 mars, le premier ministre indiquait au juge les conditions dans lesquelles il pourrait éventuellement lever le secret-défense, que plusieurs des protagonistes du dossier ont opposé au magistrat (Le Monde du 1^{er} avril). Or, selon M^{me} Christine Courrègé et Michel Laval, les avocats du Monde et de notre collaborateur Edwy Plenel, victime des écoutes de la cellule de l'Elysée entre avril 1985 et mars 1986, la réponse de M. Jospin « paraît se heurter à un obstacle juridique majeur » : le secret de l'instruction.

Le premier ministre exige que la levée éventuelle du secret-défense réponde à deux obligations, de forme et de fond. La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (Cncis) devra ainsi vérifier si chacune des écoutes a bien été réalisée par le Groupement interministériel de contrôle (GIC) et selon les procédures de cet organisme d'Etat habilité à mettre en œuvre les écoutes administratives. M. Jospin demande, « simultanément », au juge Valat de lui fournir « des indications », écoute par écoute, pour s'assurer que la révélation du contenu de celles-ci ne por-

terait pas atteinte à la « sécurité nationale ». Comment remplir ces conditions sans déroger à l'un des principes fondamentaux de la procédure pénale en matière d'instruction, s'interrogent les avocats ?

« Il ne nous semble pas, soulignent M^{me} Courrègé et Laval dans une lettre qu'ils ont fait parvenir au premier ministre, jeudi 2 avril, qu'en l'état du droit positif il soit du pouvoir d'une quelconque autorité, si haut soit son rang, de délier un juge d'instruction du secret de l'instruction et de l'amener à communiquer ou à transmettre des pièces ou des informations du dossier dont il a la charge, pour nous ne savons quelles investigations parallèles qu'il ignore le code de procédure pénale. » Si l'on adoptait la méthode proposée par M. Jospin, estiment les deux avocats, le dossier des écoutes entrerait « dans une impasse totale dont, pour sortir, il faudrait sacrifier les impératifs de la loi aux alibis de la politique ».

De plus, ils s'étonnent que M. Jospin réclame au juge Valat des informations sur chacune des écoutes visées par l'instruction, avant d'autoriser éventuellement la levée du secret. « Les informations dont vous disposez et que vous tenez notamment de l'enquête diligentée à la demande de l'un de vos prédécesseurs, en mars 1993, par l'ancien président de la Cncis, Paul Bouchet, devraient vous mettre en mesure de donner, sans autre préalable, une ré-

ponse favorable à la demande de Jean-Paul Valat », relèvent M^{me} Courrègé et Laval, avant d'ajouter : « Les conclusions de cette enquête, qui traitaient des écoutes d'Edwy Plenel (...) et paraissent de "graves dysfonctionnements" en émettant l'idée d'une mise en scène pour dissimuler des agissements illicites, sont suffisamment claires pour permettre de considérer que la condition de forme relative aux procédures du GIC n'est pas établie pour les écoutes. »

PROTECTION DES SOURCES

En conclusion, ils demandent donc à M. Jospin de « reconsidérer » sa position : « Le risque pris par une autre solution serait d'entraver de manière suffisamment durable, pour qu'on la redoute définitive, la manifestation de la vérité. » De son côté, le Syndicat de la magistrature (SM), classé à gauche, s'est dit « d'autant plus consterné » par la réponse de M. Jospin au juge que « les écoutes téléphoniques visées par le magistrat ont été diligentées dans la plus parfaite opacité, notamment à l'encontre de journalistes et d'avocats, par une cellule placée au plus haut sommet de

l'Etat et fonctionnant de manière tout à fait illégale ». « En laissant penser que, dans le cadre de cette affaire, le secret-défense pourrait être légitimement opposé, Lionel Jospin renonce à toute volonté de voir clairement mises au jour les pratiques totalement inadmissibles du cabinet noir de l'Elysée sous François Mitterrand », conclut le SM.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT) s'est lui aussi inquiété des termes de la réponse du premier ministre à Jean-Paul Valat, qui font, selon lui, peser « une lourde suspicion sur la nature de l'espionnage ordonné par la plus haute autorité de l'Etat à l'encontre de citoyens et notamment de journalistes ». Le SNJ-CGT rappelle que « la protection des sources d'information est une exigence démocratique élémentaire qui ne peut souffrir aucune restriction ».

Le juge Valat entend, quant à lui, poursuivre l'instruction. Le président de la Cncis, Dieudonné Mandelkem, doit être prochainement interrogé à titre de témoin.

Pascal Ceaux

Des « assistants spécialisés » aideront les magistrats chargés de dossiers financiers

Trois pôles créés à Paris, Lyon et Aix-Marseille

LES DÉPUTÉS ont entériné, jeudi 2 avril, la création de la fonction d'« assistant spécialisé », qui aura pour mission de seconder les magistrats dans les dossiers économiques et financiers « afin de mieux traiter » ces contentieux.

La disposition soutenue par le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, dans le cadre du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) précise que ces assistants spécialisés seront des fonctionnaires de catégorie A ou B, titulaires d'un diplôme de maîtrise dans les disciplines « économique, financière, juridique ou sociale » et justifiant d'une expérience professionnelle minimale de quatre ans.

Ces assistants – qui pourraient être des inspecteurs des impôts, du Trésor, de la concurrence, des douanes, ou encore des experts-comptables – devraient permettre aux magistrats de faire face à des dossiers d'une grande technicité, à l'instar de ce qui se pratique déjà au sein des chambres régionales des comptes. Ils seront affectés

dans les « pôles économiques et financiers » auprès des cours d'appel ou des tribunaux de grande instance, et pourront assister les magistrats dans le déroulement de la procédure sans pouvoir procéder par eux-mêmes à aucun acte.

La création de cette fonction s'inscrit dans le projet du gouvernement de renforcer la lutte contre la délinquance financière. Souhaitant que « les juges cessent de travailler dans l'artisanat », Elisabeth Guigou avait annoncé aux chefs de juridiction parisiens, le 11 décembre 1997, la création d'un pôle de magistrats et de fonctionnaires spécialisés dans la lutte contre la délinquance financière (Le Monde daté 14-15 décembre 1997). Selon la ministre de la justice, « 15 à 20 millions de francs par an » devraient être débloqués pour la location des locaux parisiens de cette plate-forme spécialisée qui devrait être mise en place « avant la fin de l'année ». Deux autres pôles financiers devraient également être créés à Lyon et Aix-Marseille.

Cécile Prieur

L'historien Gérard Chauvy condamné pour diffamation envers les Aubrac

LES A-COUPS du procès de Maurice Papon auront voulu que le jugement rendu le 2 avril par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris dans une affaire concernant également la période d'Occupation – l'affaire Aubrac – soit rendu le jour même où tombait la condamnation de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Coïncidence lourde de sens, s'agissant d'une époque décidément passée au crible par la justice. Auteur du livre Aubrac-Lyon 1943, Gérard Chauvy et son éditeur, Albin Michel, ont été condamnés respectivement à 60 000 F et 100 000 F d'amende pour « diffamation publique » à l'encontre des époux Aubrac. L'auteur et Francis Esménard, président de la maison d'édition parisienne, devront en outre verser une somme de 200 000 F à chacun des époux.

Les parties civiles avaient demandé la somme de 1 million de francs, qu'elles s'étaient engagées à remettre à la Fondation de la Résistance. Si elles ont obtenu une bonne part de cette somme, la demande de destruction de l'ouvrage a, quant à elle, été rejetée.

Raymond et Lucie Aubrac avaient déposé plainte après la parution du livre de Gérard Chauvy, qui reproduisait en annexe un document présenté comme le « testament de Klaus Barbie » et le citait « au moins 44 fois » dans le corps du texte. Sous la signature de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, condamné en 1987 par les assises de Lyon, s'étale une terrible accusation de trahison contre le couple célèbre.

INSINUATION PUNISSABLE

A en croire Klaus Barbie – décédé en 1991 –, les Aubrac auraient en effet informé les Allemands du rendez-vous de Caluire, le 21 juin 1943, où fut arrêté Jean Moulin, le délégué du général de Gaulle dans la France occupée.

Dans les attendus du jugement, le président Jean-Yves Montfort fait observer que « sans reprendre à son compte l'accusation de Klaus Barbie à l'encontre de Raymond Aubrac et tout en affirmant "qu'aucun document ne vient l'étayer" – le terme "document" étant, au demeurant, restrictif et circonscrit –, M. Gérard Chauvy (...) suggère (...) que la version des faits exposée par Klaus Barbie est susceptible de s'inscrire dans le cadre d'une chronologie acceptable ». « Il s'agit là d'une

forme de diffamation par insinuation, punissable au même titre que la diffamation directe », indique le tribunal.

Pour les juges, Gérard Chauvy se serait ingénié, dans les chapitres 10 à 16 de son livre, à jeter le trouble, en discréditant le récit des époux Aubrac, et à rendre du même coup plausible l'accusation de trahison et de manipulation véhiculée par le « mémoire Barbie », qui « parcourt de manière sous-jacente l'ensemble de l'ouvrage ».

Tandis que Gérard Chauvy plaide la nécessaire irrévérence de l'historien et sa propre bonne foi (le « testament » de Klaus Barbie était un document versé au dossier d'instruction du juge Hamy et se trouvait connu des « spécialistes » depuis 1991), le tribunal lui reproche de n'avoir nullement satisfait, en prenant l'initiative de reproduire ces lignes sulfureuses, aux exigences de la « mise en perspective ».

DÉPOSSESSION DES FAITS

Au contraire, « le tribunal relève que la publication de M. Chauvy se caractérise par : une place excessive faite au "mémoire Barbie" ; une insuffisance de la documentation ; un manque de hiérarchisation des sources ; un défaut de prudence dans l'expression ; un manque de critique interne des sources et des documents allemands ; un délaissement des témoignages ».

Sur ce dernier point, qui fera grincer bien des dents auprès d'historiens de plus en plus méfiants vis-à-vis du discours des survivants sur eux-mêmes, le tribunal regrette explicitement que Gérard Chauvy ait préféré des sources documentaires allemandes au témoignage des protagonistes encore vivants, à commencer par Maurice Kriegel-Valrimont, arrêté avec Raymond Aubrac, ou Daniel Cordier, ancien secrétaire de Jean Moulin. De même, tout en reconnaissant qu'il n'appartient pas aux juges de trancher des controverses historiques, le tribunal s'est néanmoins élevé contre le phénomène de dépossession que l'érudit fait subir aux contemporains des faits devenus des mythes illustres : « Ces hommes et ces femmes n'en sont pas devenus pour autant de simples objets d'études (...) expropriés de leur propre destin pour cause d'utilité scientifique. » Gérard Chauvy a aussitôt déclaré qu'il ferait appel.

Nicolas Weill

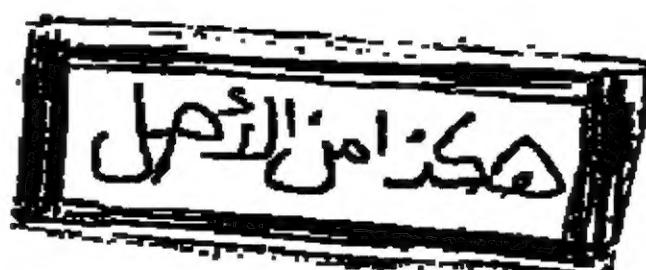
Voici le 1^{er} indice boursier regroupant
50 des plus belles valeurs européennes :
EURO STOXX 50

Voici le 1^{er} placement
qui vous permet de profiter de ses performances :
EUROCAP 50 de Cortal

CORTAL

Cortal lance Eurocap 50, le 1^{er} FCP indexé sur le nouvel indice boursier Dow Jones Euro Stoxx 50.

Renseignez-vous au 0 800 10 15 20



Seine-Saint-Denis : la table ronde n'apaise pas le mouvement des enseignants et des élèves

Une nouvelle version du plan de rattrapage est proposée par le ministère de l'éducation nationale

Une table ronde a réuni, jeudi 2 avril au conseil général de Seine-Saint-Denis, les principaux protagonistes du mouvement de protestation des

enseignants et des élèves du département. La troisième version du plan de rattrapage proposée par le ministère de l'éducation nationale a

suscité des réactions mitigées chez les syndicats qui appellent à une nouvelle manifestation, la semaine, vendredi 3 avril à Paris.

AUCUN COMMENTAIRE ni communiqué officiel. A l'issue de la table ronde qui s'est tenue, jeudi 2 avril, au siège du conseil général de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny, pour discuter du plan de rattrapage envisagé pour le département (*Le Monde* du 2 avril), le cabinet du ministre, Claude Allègre, a simplement déclaré : « Ce dossier est géré depuis aujourd'hui au niveau académique. »

Réunissant le recteur de l'académie de Créteil, Maurice Quenet, le président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Robert Clément (PCF), Yannick Bodin, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des lycées, le préfet, les syndicats d'enseignants, les associations de parents et les représentants des personnels en grève, cette table ronde a permis à M. Quenet d'annoncer la troisième version du plan de rattrapage proposé par le ministère de l'éducation nationale.

Pour l'enseignement secondaire, 1 760 heures, équivalant à 70 postes d'enseignants, s'ajoutent désormais aux 1 000 heures d'enseignement accordées le 2 mars. Cette dotation inclut les 500 heures annoncées le 24 mars. Elle représente 125 postes supplémentaires d'enseignants, calculés sur la base d'un service de 18 heures par semaine.

Dans l'enseignement primaire, 40 postes de professeurs des écoles sont créés, ainsi qu'une centaine de postes de professeurs des écoles stagiaires et 35 emplois de remplacement supplémentaires.

« ENGAGER UN VRAI DIALOGUE » Si le ministère s'est tu, d'autres réactions ont émaillé cette journée agitée. « J'ai annoncé que je prenais l'initiative d'une table ronde, non pour m'ingérer dans une négocia-

tion qui n'est pas du ressort du conseil général, mais pour permettre que s'engage un vrai dialogue », a déclaré dans un communiqué Robert Clément, par ailleurs maire (PCF) de Romainville. M. Clément a annoncé que le conseil général allait dégager un investissement supplémentaire pour les collèges.

Au conseil régional d'Ile-de-France, on faisait savoir que la table ronde « co-initiée » par le président Jean-Paul Huchon (PS), avait été l'occasion de confirmer que le budget régional, présenté à partir du 23 avril, traduirait « une accélération de la rénovation des lycées, un renforcement des mesures sociales, la prise en compte des phénomènes de violence scolaire et la participation à la création d'emplois-jeunes ». A l'Assemblée, les députés verts demandaient à Claude Allègre dans une lettre ouverte de prévoir un collectif budgétaire pour l'éducation.

SYNDICATS PARTAGÉS Les réactions syndicales, mitigées, ont parfois été confuses. A la FSU, Michel Deschamps, fort discret depuis le début du mouvement, marque sa volonté de « sortir du conflit ». Interrogé par *Le Monde*, le secrétaire général de la fédération estime que les propositions de

Claude Allègre commencent « à avoir de l'allure », même s'il faut encore « lever quelques ambiguïtés », notamment concernant les personnels non enseignants. Ces postes devraient se monter à 160 à la rentrée prochaine.

An SNES, Monique Vuillat tient un discours similaire, tout en cherchant des assurances pour la reconduction du plan. Alarmé par le « flou » des propositions du recteur pour 1999, le représentant académique du SNES a demandé à Alain Geismar, chargé du dossier au cabinet de Claude Allègre, une confirmation des propositions, que le recteur a publiée en fin d'après-midi. « La notion de plan pluriannuel est maintenue et l'effort de rattrapage se poursuivra sur plusieurs années » indique son communiqué.

« Ces données sont maintenant soumises à l'appréciation des personnels, des parents d'élèves et des jeunes (...). Ce sont eux qui décideront de la suite du mouvement en cours », estime le SNES local. Beaucoup plus radicale, l'Assemblée générale des établissements en grève, comprenant des non-syndiqués et des militants de l'école émancipée, de SUD, de la CNT (anarcho-syndicaliste), a voté, tard dans la soirée, un texte qui souligne « le côté dérisoire et scan-

doleux des propositions ». Elles reviennent à « un demi-poste par établissement du secondaire et un pour vingt écoles », selon l'AG qui a reconduit la grève.

MANIFESTATION LE 3 AVRIL

Elle appellait tous les établissements d'Ile-de-France à manifester vendredi 3 avril à Paris, à partir de 14 h 30, place Denfert-Rochereau. Le SNES, le SGEN-Paris, le SNEP, la CGT, SUD, FO et le Snalc, appelaient également à cette manifestation.

La FEN, peu représentée dans le département, s'est montrée satisfaite des mesures annoncées tandis que les parents de la FCPE estimaient qu'une « première marche a été franchie ». Les instituteurs du SNUipp-FSU se sont félicités des « premiers résultats pour les écoles ». Par ailleurs, l'Assemblée générale des personnels de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) de Seine-Saint-Denis a appelé à la grève jeudi et demande « une remise à niveau de ses moyens ».

Dans la même journée, une série d'opérations ont été organisées à Paris, par les enseignants de Seine-Saint-Denis : une distribution de tracts à la Sorbonne, une « occupation » pacifique du lycée Henri-IV par des élèves, une manifestation sur le parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro. En Seine-Saint-Denis, au Tremblay-en-France, près de 200 jeunes gens ont pris pour cible deux lycées, provoquant des dégâts peu importants par jets de pierres.

Par ailleurs, dans le Val-de-Marne, des incidents se sont produits au collège Karl-Marx de Villejuif, où quatre adolescents ont été interpellés après avoir cassé des baies vitrées.

Béatrice Gurrey

Polémique sur le transfert de Normale Sup Fontenay-Saint-Cloud à Lyon

« NOUS REFUSONS de collaborer avec une majorité régionale soutenue par le Front national. » Déjà signée par plus de soixante des quatre-vingt-dix enseignants, la pétition qui circule à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud jette un trouble sur les conditions du transfert de cet établissement à Lyon, prévu pour la rentrée de l'an 2000.

Pour l'heure, ce texte ne pas remet en cause la décision adoptée par le conseil d'administration le 8 juillet 1996. Il n'empêche. Acquis avec les voix du Front national, la récente élection de Charles Millon à la tête du conseil régional de Rhône-Alpes a provoqué un sursaut qui, comme le souligne Jean-Claude Zancarini, relève d'une « démarche civique ». De leur côté, à l'initiative de la section SUD, les étudiants ont adopté une initiative semblable, pour demander, en des termes plus radicaux, la démission de M. Millon.

Le projet de déménagement de l'Ecole normale supérieure Fontenay-Saint-Cloud à Lyon doit beaucoup à l'intervention massive des collectivités locales, le conseil régional, mais aussi le département du Rhône, la ville et la

Communauté urbaine de Lyon. Au terme d'une lettre d'engagement signée le 17 juin 1996, elles ont accepté de financer 400 des 680 millions de francs nécessaires à la construction d'un nouvel établissement d'environ 20 000 m², d'une bibliothèque centrale et d'une résidence, prévues pour accueillir au total près d'un millier de personnes. Le démarrage des travaux de ce projet conçu par les architectes Henri et Bruno Gaudin, sur une friche industrielle du quartier de Gerland, non loin de l'Ecole normale supérieure des sciences, est prévu dès l'automne.

« LES FOURCHES CAUDINES DU FN »

Au terme d'une surenchère qui a fait pencher la décision, le conseil régional s'était également engagé à financer le surcoût de déplacement des enseignants et des étudiants, évalué à près de 3 millions de francs par an. Sans compter la participation aux laboratoires de recherche, aux colloques et autres échanges internationaux.

Pour les enseignants de Fontenay-Saint-Cloud, la donne a changé. Ils font remarquer

en premier lieu que, seuls, les élus du Front national se sont opposés à la participation du conseil régional dans ce projet. Ils ajoutent : « Les thèmes et les pratiques du Front national sont en totale contradiction avec la vocation d'une Ecole normale supérieure. »

En clair, comme le précise Nicole Jacques Chagrin : « Nous ne voulons pas de l'argent de cette assemblée tant que la présidence sera ce qu'elle est. Il n'est pas question de négocier avec les fourches Caudines du Front national. Soit nous y allons pauvres et vertueux, soit il faut demander aux autres collectivités de revoir leur participation. »

Les enseignants souhaitent enfin que le conseil d'administration de l'Ecole se prononce sur la rupture des discussions avec le conseil régional. Sylvain Auroux, le directeur, s'est jusqu'à présent refusé à commenter cette proposition. Selon lui, le projet de refondation de l'Ecole reste maintenu. Même s'il lui faut revoir à la baisse certaines ambitions qui ont, d'ores et déjà, alourdi la facture.

Michel Delberghe

Selon son PDG, Philippe Jaffré, « Elf » a été victime de détournements »

DANS UN ENTRETIEN publié par *Paris-Match*, jeudi 2 avril, le PDG d'Elf-Aquitaine, Philippe Jaffré, assure avoir « renforcé les contrôles internes » du groupe pétrolier afin d'éviter de nouvelles malversations. Critiquant – sans le nommer – son prédécesseur, Loïc Le Floch-Prigent, PDG du groupe de 1989 à 1993, mis en examen dans l'instruction de l'affaire Elf, M. Jaffré estime que « le président d'un groupe qui, par sa faiblesse, laisserait se développer de telles pratiques manquerait à son devoir ».

L'actuel PDG indique notamment qu'il « ignorait complètement (...) jusqu'à ces derniers jours » l'existence de Christine Deviers-Joncour, l'amie de Roland Dumas qui a perçu, en France et en Suisse, environ 66 millions de francs. « Elle a quitté volontairement l'entreprise en septembre 1993 », indique M. Jaffré. Affirmant que les « détournements » mis au jour par les juges « n'ont rien à voir ni avec Elf ni avec la classe politique », il assure qu'il ne regrette pas d'avoir, en déposant une plainte, provoqué ces découvertes.

La garde des sceaux dévoile son projet sur l'accès au droit

ÉLISABETH GUIGOU a dévoilé, jeudi 2 avril, les grandes lignes de son projet de loi « sur l'accès au droit et la résolution amiable des conflits », dont elle veut saisir le Parlement avant l'été. La ministre de la Justice, qui s'exprimait à l'occasion d'un colloque de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), a indiqué qu'elle voulait « assurer pleinement le droit au droit pour tout citoyen » tout en évitant qu'il « ne se transforme mécaniquement en accès à la justice ». Pour ce faire, M^{me} Guigou souhaite développer les modes alternatifs de conflits comme la conciliation et la médiation et accorder un statut spécifique aux maisons de justice et du droit.

Par ailleurs, les Conseils départementaux de l'aide juridique (CDAJ), créés en 1991 mais qui ne sont encore que 25, devraient être généralisés sur tout le territoire. Chargés d'animer et de coordonner la politique d'accès au droit dans chaque département, ils devraient s'ouvrir aux associations. Elisabeth Guigou a assuré que « des moyens seront dégagés » pour mettre en œuvre cette politique.

■ FAIT DIVERS : une lycéenne de 17 ans, porteuse d'un pistolet chargé, a été maîtrisée sans incident par ses camarades de classe, jeudi 2 avril, dans son lycée du 15^e arrondissement de Marseille. La jeune fille avait sorti un pistolet automatique 7,65 pendant un cours. Aucun coup de feu n'a été tiré. Suivie pour des troubles psychologiques, elle a affirmé avoir acheté l'arme, qui n'est pas en vente libre.

■ JUSTICE : un homme de 22 ans, accusé d'avoir étranglé en août 1996 un camarade de son âge pour lui voler du haschisch, a été acquitté, jeudi 2 avril, par la cour d'assises de Haute-Savoie. Le doute l'a finalement emporté chez les jurés quand les avocats du jeune homme ont souligné les imperfections de l'instruction et l'incohérence de l'accusation. Il s'agissait du troisième acquittement en deux semaines, sur six affaires jugées par la cour d'assises de Haute-Savoie, considérée comme l'une des plus répressives de France.

147, bd des Minimes
92006 Paris
Tél. : 01 43 26 33 30

31, bd des Batignolles
75008 Paris
Tél. : 01 43 87 43 26

47, rue Saint-Jacques
75012 Paris
Tél. : 01 43 42 33 74

66, rue Jean-Jacques
75013 Paris
Tél. : 01 40 40 73 30

Centre Chel Balle Epine
94011 Thiais cedex
Tél. : 01 46 87 14 36

43, rue Mal de Sion
69006 Lyon
Tél. : 04 78 24 00 94

21, rue des Champs
39000 Comblanchien
Tél. : 04 76 01 06 70

109, rue de la Gare
74000 Annecy
Tél. : 04 50 57 48 65

94, rue de Mathias
10000 Reims
Tél. : (03) 219 61 68

FUTONS

Du 1^{er} au 18 avril 1998

8 000 F

=

5 600 F*

c'est à prendre ou à regretter !

-10% à partir de 3 000 F d'achat
-20% à partir de 5 000 F d'achat
-30% à partir de 8 000 F d'achat

OMOTÉ FUTONS 100% TRADITION



Le Monde

LE PROCÈS LE PLUS LONG

Maurice Papon face à ses juges : après six mois de débats, 93 audiences, un hors-série spécial pour regrouper les comptes rendus de Jean-Michel Dumay, les reportages de José-Alain Fralon et les mises en perspective de Nicolas Weill. Du choc de la mise en liberté du dernier Français poursuivi pour complicité de crimes contre l'humanité au verdict de la cour d'assises de la Gironde.

Une publication de référence, illustrée par Noëlle Herrenschildt

DÈS SAMEDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 44 PAGES - 25 F.

سكنا في الامم

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 4 AVRIL 1998

Près d'un tiers de la population vit dans des petites villes

L'Insee souligne le dynamisme des communes de moins de 20 000 habitants bénéficiant de l'influence d'un pôle urbain. En revanche, en milieu rural, où elles sont souvent de très petite taille, le déclin démographique et le vieillissement les caractérisent

ÉTUDE après étude, l'Institut national de la statistique et des études économiques redéfinit l'espace français, en s'attachant à cerner de plus près les nouvelles réalités économiques et sociologiques de l'Hexagone. L'Insee a d'abord conçu un découpage du territoire en 361 « aires urbaines » regroupant les trois quarts de la population (Le Monde du 18 avril 1997). Continuant leurs travaux, avec la collaboration de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), les statisticiens ont publié récemment des travaux sur « les campagnes et leurs villes » (Le Monde du 26 mars) qui montrent comment, en termes de mode de vie ou d'activité économique, le rural et l'urbain s'interpénètrent.

Dans un numéro d'Insee première publié vendredi 3 avril, ils

étendent leur relecture du paysage français aux petites villes (de 3 000 à 20 000 habitants). Le premier constat établi par l'Insee avait déjà été mis en évidence par l'Association des petites villes de France (APVF), présidée par Martin Malvy (PS), député du Lot et maire de Figeac : contrairement à leur image « ringarde », les petites villes – « plus de 16 millions d'habitants, soit près de 30 % de la population de la France métropolitaine », rappelle l'Insee – sont des unités dynamiques. Leur population augmente plus que la moyenne, elle est plus jeune, compte plus de familles nombreuses (Le Monde du 18 octobre 1997).

En se référant aux catégories qu'il a inventées, l'Insee distingue quatre types de petites villes : « les

communes de pôles urbains, les communes périphériques, les pôles ruraux et leur périphérie, le rural isolé ». Les premières « participent pleinement aux fonctions urbaines attachées à la notion de ville. Elles possèdent notamment les équipements supérieurs (lycée, hôpital) que les habitants des communes périphériques ne trouvent pas sur place. Les petites villes pôles ruraux ou communes du rural isolé jouent un rôle essentiel dans la vie locale, en étant l'unique concentration des services et commerces les plus courants sur une vaste portion de territoire ». L'Insee dessine ensuite le portrait de chacun des « types » de petites villes.

« Communes périphériques : Un quart des petites villes (soit 637) sont des communes périphériques ; elles regroupent plus de

3 millions d'habitants. La plupart n'étaient que des villages en 1962, mais, placées sous l'influence d'un pôle urbain, elles ont concentré la croissance démographique locale (+1,6 % par an entre 1982 et 1986). Elles sont, par excellence, les communes rurales récemment urbanisées, par opposition aux banlieues traditionnelles comme cela peut être le cas autour de Paris (...). Elles sont de petite taille : près de 70 % d'entre elles comptent de 3 000 à 5 000 habitants. Leur expansion découle de l'attractivité des pôles urbains (concentration de l'emploi) et d'un besoin d'espace de la part des familles qui quittent les centres urbanisés saturés et leur banlieue (...). Leur population est jeune, les familles y sont nettement surreprésentées. C'est là que la proportion de maisons individuelles est la

plus forte (80 % des logements). »

« Communes de pôles urbains : 1 139 petites villes font partie de la banlieue d'un pôle urbain, 187 autres sont villes-centres. Elles rassemblent quelque 11 millions d'habitants. La population s'accroît, mais à un rythme plus faible que celle des communes périphériques. Elles comptent plus d'habitats collectifs, souvent constitués d'immeubles de petites tailles, plus d'adultes d'âge actif, moins de personnes âgées. »

« Pôles ruraux et rural isolé : Elles sont de petites tailles : 6 sur 10 comptent moins de 5 000 habitants. Ce sont des pôles d'emploi et surtout de services qui rayonnent sur un espace parfois étendu (...). Le déclin démographique et vieillissement de la population caractérisent ces communes où la proportion de ré-

sidences secondaires est élevée, tout comme celle des logements vacants. »

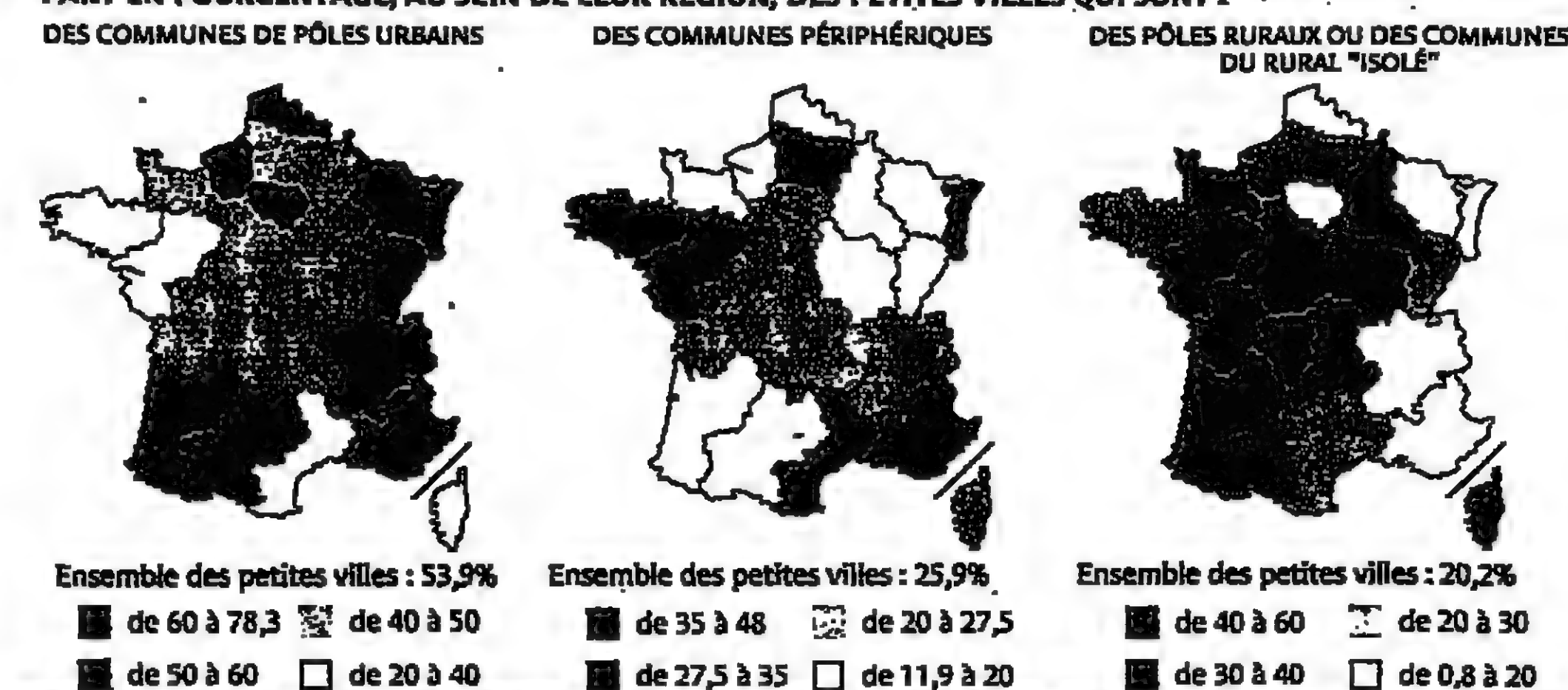
Cette classification n'épuise toutefois pas le sujet : comme le dit l'Insee, « la variété des petites villes se décline également à l'échelle régionale » en fonction du degré d'urbanisation de leurs régions. Quant aux petites villes de l'espace rural, elles sont « en symbiose profonde avec leur environnement », et donc dans une situation différente selon le dynamisme de la zone à laquelle elles appartiennent.

Jean-Louis Andreani

« Portrait des petites villes », Pascale Bessy et Yann Sicamois, division des statistiques et études régionales, Insee première n° 572, mars 1998

Les différents types de petites villes

PART EN POURCENTAGE, AU SEIN DE LEUR RÉGION, DES PETITES VILLES QUI SONT :



Communes de pôles urbains : villes-centres et banlieues d'unités urbaines offrant plus de 5 000 emplois ; Communes périphériques : couronnes périphériques, communes multipolarisées et communes rurales sous forte influence urbaine ; pôles ruraux : unités urbaines de moins de 5 000 emplois, leur périphérie et les communes du rural isolé.

Le Puy-en-Velay s'estime lésé en matière de fiscalité

LE PUY
de notre correspondant

Dans un récent entretien à L'Éveil de la Haute-Loire, le maire du Puy-en-Velay, Serge Monnier (UDF-FD), explique les difficultés que rencontre la préfecture de la Haute-Loire. Sa ville (22 000 habitants), explique-t-il, a « les missions d'une ville-centre, avec un certain nombre de services qui doivent être rendus à l'ensemble de la population, mais, en contrepartie, Le Puy-en-Velay n'a pas les recettes qu'il devrait avoir » en raison de l'« inéquitable répartition des ressources fiscales » sur l'agglomération (50 000 habitants). Il cite l'exemple des deux piscines de l'agglomération, financées par les seuls contribuables du Puy.

M. Monnier se dit partisan de l'intercommunalité en matière touristique, sportive, etc. Il regrette que plusieurs communes avoisinantes refusent d'intégrer le district du Puy, qui regroupe une partie des douze communes de l'agglomération. Selon lui, l'intercommunalité permettrait de mutualiser les avantages (terrains pour attirer les entreprises) et les handicaps (patrimoine à entretenir) de chaque commune.

M. Monnier déplore que le district n'ait pas profité de la loi du 6 février 1992, qui permet de demander au préfet l'intégration des communes rattachées. Depuis, ces communes se sont empressées d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale de manière à se soustraire à la « menace ponole ». De ce fait, les habitants du Puy paient davantage d'impôts locaux que ceux de certaines communes voisines, pas « plus méritants » que ses propres administrés aux yeux de M. Monnier. Aussi propose-t-il une taxe professionnelle de l'agglomération.

Les dirigeants des communes « accusées » répliquent qu'ils gèrent leurs villes au mieux des intérêts de leurs habitants. Quand M. Monnier avance que Le Puy a payé 60 % du gymnase d'une petite localité, certains lui répondent que Le Puy n'a financé qu'à 60 % certains des investissements sur son territoire. Ils mettent également en avant les dotations d'État qui avantagent la ville. Pour le maire du Puy, le problème est, pour le moment, figé.

Jean-Pierre Foron

Mobilisation pour la reconnaissance des langues régionales

BAYONNE

de notre correspondant

« Pour l'euskara [la langue basque], plus que des promesses, des actes » : telle est l'exigence du collectif Deladur. Les associations culturelles qui le composent ont lancé, début mars, une campagne pour « l'officialisation de l'euskara au Pays basque, avec un statut équivalent à celui du français par le vote d'une loi reconnaissant les langues minoritaires dans l'Etat français ». Pétitions dans la population, appels d'élus locaux allant du RPR au PS, spectacles de rue avec des danseurs, manifestations des écoles publiques, privées ou en langue basque (les ikastolas), cette quatrième campagne s'achève, le 4 avril, par un rassemblement à Bayonne.

A Rennes, le même jour, un autre collectif formé des associations culturelles bretonnes appelle à un rassemblement similaire. Lui aussi revendique « un statut de plein droit pour la langue bretonne dans la vie publique, les médias et l'enseignement ». Autrement dit, résume-t-on en Bretagne, il s'agit désormais d'aller au-delà des bonnes intentions manifestées envers le patrimoine pour faire vraiment accepter l'exigence de la langue régionale dans la vie quotidienne. Les Occitans et les Catalans, eux, se mobilisent à Albi (Tarn).

UN PROCHAIN RAPPORT

Déjà des dispositions ont été prises un peu partout dans l'Hexagone : convention entre la fédération des ikastolas (Euskara) et l'Etat pour la prise en charge des enseignants (même chose en Bretagne pour les diwan ou vis-à-vis des calendriers béarnaises) ; des signalisations routières bilingues sont apparues dans les Côtes-d'Armor ; certaines banques acceptent des chèques en langue régionale ; le service public de l'audiovisuel diffuse quelques émissions en alsacien, corse, breton ou basque. Tra-t-on plus loin ?

Bien qu'elle vienne d'être nommée secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, la Bayonnaise Nicole Péry « tient à mener à bon port son rapport sur les langues régionales ». Chargée, le 7 novembre

1997, par Lionel Jospin de faire l'état des lieux et d'élaborer des propositions, elle comprend bien le souhait des associations de faire réviser l'actuel article 2 de la Constitution française, selon lequel le français – et lui seul – est la langue de la République. Mais elle ne cache pas que « la co-officialité de langues serait une proposition non recevable au vu de l'actuelle Constitution. Ça ne passera pas ».

Mme Péry se déclare « consciente que le mouvement culturel s'exprime et que ses requêtes correspondent à une demande publique ». Dans le rapport final qu'elle remettra au premier ministre avant le 29 avril, elle mettra l'accent sur le volet formation : « Plus je vais dans l'Hexagone, plus l'enseignement, les médias, la vie quotidienne me

paraissent des enjeux essentiels pour les langues régionales ».

Bien qu'elle n'écarte pas complètement une révision de la Constitution menée simultanément avec celle nécessaire à la ratification du traité d'Amsterdam ou à la modernisation de la vie publique, l'ex-parlementaire de Bayonne penche plutôt pour un texte législatif, voire pour une véritable loi-cadre : « L'Etat a une responsabilité directe et massive par ses moyens budgétaires et les postes qu'il peut créer. » Mieux encore, « une reprise de la décentralisation permettrait dans le même temps de confier au niveau le plus adéquat, c'est-à-dire à la région, une pleine compétence pour la culture ».

Michel Garicoux

Coup d'arrêt au réaménagement du port de Villefranche-sur-Mer

LES DÉFENSEURS du patrimoine architectural du port de la Darse de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) et les artisans locaux viennent de remporter une première victoire. Le tribunal administratif de Nice a annulé, le 31 mars, la convention passée entre la chambre de commerce et d'industrie de Nice-Côte d'Azur et le constructeur finlandais de bateaux Nautor's Swan pour la reprise du chantier naval. Pour le tribunal, l'organisme consulaire a « méconnu le principe d'égalité des candidats » à l'appel d'offres. Deux candidats écartés, la société Quérard et l'Association de sauvegarde du patrimoine maritime, avaient saisi le juge administratif contre les conditions du choix.

Alors que le dossier d'appel d'offres ne concernait que la reprise du chantier naval, la convention, approuvée par le président du conseil général, permettait une double activité avec, d'une part, l'utilisation de l'outillage public et, d'autre part, une priorité d'amarrage pour la location de bateaux. Les permis de construire qui, pour l'exploitation du chantier naval, ont autorisé la couverture du bassin de radoub, servant, au XVIII^e siècle, à la construction de galères seront examinés le 7 avril par le tribunal administratif.

DÉPÊCHES

■ BOURGOGNE : les troisième rencontres nationales des associations de producteurs fermiers, qui viennent d'avoir lieu à Dijon, se sont terminées par l'adoption d'un texte indiquant que « ces producteurs constituent une réponse aux défis de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de la consommation ». Une Fédération nationale des associations de producteurs fermiers a été créée.

■ MANCHE : l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) va ouvrir, « dans un délai de quelques mois », une antenne permanente près de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, sur la commune de Beaumont-Hague, a annoncé, mardi 31 mars, la Commission spéciale et permanente d'information près l'établissement de la Hague (CSPI).

LES TRAVERSÉES CATAIS/DOUVRES

A partir de

620

3 JOURS

A partir de

820

3 JOURS

Vacances de Pâques

A ce prix là, si la qualité de nos services ne vous attire pas c'est que l'on vous réclame ailleurs.

SEAURANCE SEALINK

A ce prix là, que faites-vous encore là ?

Philippe Lutter
détournements

aux dévoile
accès au droit

JTC
B 000 F
= 600 F
c'est
prendre
ou
regretter !

S LONG

mois de débats
grouper
les reportages
active de Nicolas
français
l'humanité

44 PAGES

Un tribunal loin du Rwanda

JUGER un génocide. La mission du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) est historique. Et le jugement qui entrera dans les annales de l'histoire, le premier jugement pour « génocide », ne devrait plus tarder à être rendu. Le procès de Jean-Paul Akayesu arrive à son terme à Arusha, et le verdict des juges devrait être connu avant l'été.

Juger un génocide. Le TPIR a été créé le 8 novembre 1994 par la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies. A ce jour, il n'a pas rendu un seul jugement. Voilà le seul constat qui intéresse les Rwandais, traumatisés par les tueries de 1994 et peu concernés par les avancées historiques du droit international. A Kigali, et à fortiori dans les campagnes rwandaises, personne ne suit les activités du TPIR. Le pouvoir minimise la portée que pourrait avoir le tribunal. Les médias n'en parlent presque jamais, sauf pour émettre parfois une critique acerbe. « Nous ne pensons pas que ces juges soient bien intentionnés. Peut-être sont-ils plus préoccupés par les procédures que par les jugements... », commente Ibuka, l'association rwandaise des rescapés.

Le président du TPIR, le juge Laity Kama, se veut résolu. « Ma première pensée, chaque matin, va au Rwanda. Je comprends l'impatience des victimes, dit-il. Dans le statut du TPIR, il est mentionné que notre objectif est de rendre justice et d'apporter notre contribution au processus de réconciliation nationale et au "rétablissement et maintien de la paix". Voilà. J'y pense chaque jour. Nous devons combattre l'impunité au Rwanda. Et nous devons donner un signal fort à ceux qui voudraient provoquer un tel désastre ailleurs dans le monde. » Le TPIR n'est donc pas un tribunal ordinaire : il a une mission politique.

L'échec actuel - pas un seul procès achevé en trois ans et demi d'existence - a de multiples causes. L'ONU n'avait aucune expérience en matière de justice, et « on n'improvise pas un tribunal du jour au lendemain », remarque l'avocat Pascal Besnier. L'ONU reste une organisation incroyablement capable de générer du vide et de casser les élan. « Quand la bureaucratie onusienne rencontre la pesanteur du droit... C'est un festival », note Alice Karekezi, observatrice auprès du TPIR pour une organisation de défense des droits de l'homme. Également, parmi les raisons majeures de l'échec : la corruption et le népotisme, qui ont régné du temps de la première équipe administrative - sanctionnée tardivement par l'ONU - et qui n'ont pas encore été éradiqués : le choix de la ville d'Arusha, dans les montagnes de Tanzanie, où le TPIR n'a commencé à fonctionner qu'un

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda devrait rendre son premier jugement avant l'été. Emprisonnés à Arusha, les accusés ont rédigé un document dans lequel ils nient le génocide. Les juges s'efforcent de susciter un témoignage de « repentir »



an après sa création, et où les juristes n'ont toujours ni documentation ni accès à Internet ; la manière de travailler du premier procureur général, Richard Goldstone, qui a constitué des actes d'accusation manquant singulièrement de rigueur ; l'impécuniosité et le dilettantisme de certains employés de l'ONU, ceux qui ne pensent qu'à leur salaire doublet, comme ce juge qui s'absente trois mois durant l'été et paralyse les procès.

Trois procès ont commencé en 1997 : celui de Jean-Paul Akayesu, bourgmestre de Taba, accusé d'avoir organisé les tueries dans sa commune ; celui de Georges Rutaganda, deuxième vice-président de la milice Interahamwe, accusé d'avoir commandité des massacres à Kigali ; et celui de Clément Kayishema et Obed Ruzindana, préfet et commerçant à Kibuye, accusés d'avoir participé à l'orchestration du génocide dans l'ouest du Rwanda. Ces prévenus ne sont ni de simples exécutants ni des planificateurs, ils sont des rouages de la chaîne politico-administrative qui a permis au génocide d'être si rapide et si efficace.

Juger un génocide. Le Tribunal a appelé à témoigner, au cours de ces trois procès, des experts et des témoins non rwandais. En réponse à une question du juge Kama sur le fait que le génocide ait été programmé avant ou après l'attentat contre le président Habyarimana, l'universitaire belge Filip Reyntjens a tenté de mieux cerner la nature de la tragédie. « L'instrument génocidaire est mis en place progressivement. Je ne crois pas qu'il y ait une résolution, à un moment X, de commettre le génocide. À partir du début de la guerre [en 1990], le concept génocidaire existe. L'objectif est de détruire les accords d'Arusha.

Le raisonnement est politique. Ceux qui sont ciblés par l'extermination sont les opposants : ceux qu'on a appelés les "Hutus modérés" et tous les Tutsis, car ils sont globalement considérés comme sympathisants du FPR. On peut dire qu'il s'agit de massacres sur des critères politiques. Mais la politique devient ethnique, et les Tutsis sont exterminés en tant que tels.

Vingt-quatre accusés sont détenus à la prison de l'ONU à Arusha. Certains hauts responsables du génocide sont incarcérés : le colonel Théoneste Bagosora, « cerveau » du génocide pour certains observateurs, chef des putschistes extrémistes qui ont pris le pouvoir à Kigali le soir du 6 avril 1994 ; Jean Kambanda, premier ministre du « gouvernement intérimaire » ; le colonel Gratien Kabiligi, chef des opérations de l'armée ; Ferdinand Nahimana, directeur de la « radio de la haine », la RTLM, qui n'a cessé d'appeler à une intensification des tueries ; Hassan Ngeze, rédacteur en chef du journal *Kangura* ; Jean-Bosco Barayagwiza, un responsable du parti hutu raciste CDR et directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, l'homme reçu à l'Élysée durant le génocide.

Le procureur Louise Arbour prépare une prochaine vague d'arrestations. Les suspects qui intéressent le TPIR sont presque tous venus en France après leur défaite militaire. Ils séjournent aujourd'hui surtout en Belgique et en Afrique. « Paris a été plus malin que Bruxelles. La France continue de veiller sur ses anciens protégés, mais de loin... accuse un enquêteur du TPIR. Les suspects vivent surtout en Afrique centrale et occidentale, comme par hasard dans d'anciennes colonies françaises, dans des pays avec lesquels la France a encore des liens étroits. » Le Gabon, le Tchad, le Congo-Brazzaville seraient des repaires d'extrémistes hutus rwandais.

Le procès très attendu du colonel Bagosora devait s'ouvrir au mois de mars. Il a été reporté. Louise Arbour et Bernard Muna, le procureur général et le procureur adjoint, sont en train d'élaborer une nouvelle stratégie : ils tentent d'obtenir des juges des jonctions d'actes d'accusation afin de pouvoir ouvrir des « maxi-procs ». Juger les accusés un par un nécessiterait des décennies. Le bureau du procureur a imaginé un « procès national » comprenant vingt-neuf accusés, dont le colonel

Bagosora. Viendrait ensuite un « procès des médias », et deux ou trois « procès régionaux ».

La formule, pour l'instant curieusement refusée par les juges mais toujours en négociation, aurait divers avantages : ne pas faire venir vingt fois des témoins à la barre, alors que les témoins rwandais sont réticents à se présenter et que les gouvernements sont peu désireux d'envoyer leurs militaires ou leurs diplomates ; peut-être gagner du temps ; et donner au travail du TPIR une meilleure lisibilité, faisant de chaque procès un événement judiciaire et médiatique. Le « procès national » serait LE procès du génocide et de la conspiration. La liste des vingt-neuf accusés, encore tenue secrète, comprend des militaires, des politiciens, des idéologues ; onze sont déjà détenus à Arusha, et dix-huit autres sont recherchés par les enquêteurs. Le TPIR est en train de négocier leur arrestation avec les pays où ils résident.

Le procureur travaille aussi sur un autre front, qui révolutionnerait le Tribunal pour le Rwanda : il tente de convaincre l'un des accusés de se transformer en repenti. La cible est Jean Kambanda, qui serait prêt à coopérer en échange d'une remise de peine. Premier ministre du « gouvernement intérimaire » pendant le génocide, Jean Kambanda, s'il ne fut pas un planificateur de la première heure, connaît presque tout des rouages de l'exécution du programme génocidaire. A Arusha, l'homme a un statut peu commun. Il n'est pas détenu à la prison avec les vingt-trois autres accusés, mais dans une résidence surveillée. Il n'a aucun avocat, passe beaucoup de temps avec les envoyés du procureur, et, surtout, il n'est jamais apparu devant le Tribunal, contrairement à tous les usages. Détenu depuis juillet 1997, il aurait dû être présenté aux juges pour une comparution initiale et indiquer s'il va plaider coupable ou non coupable. Concernant Jean Kambanda, le mystère continue de planer.

Avoir un repentir, un seul, serait également primordial pour la mission du TPIR vis-à-vis du Rwanda : un chef du génocide reconnaîtrait pour la première fois qu'un génocide a eu lieu et en dénoncerait les commanditaires et les principaux exécutants. Simeon Rwagasore, procureur général à Kigali, y voit encore un atout : prouver la conspiration. « Le Tribunal pénal international ne juge que des individus, et ces individus ne reconnaissent pas les faits. Avoir un repentir, même si Kambanda est un type qui a pris le train du génocide en marche, permettrait de démontrer qu'il y a eu complot, que le génocide ne fut ni improvisé ni spontané. »

Pour les autres accusés, qui ont déjà annoncé qu'ils plaideraient non coupables, et leurs avocats, le coup serait rude. L'accusation ne pourrait pas trouver un meilleur témoin, et il sera difficile ensuite de démontrer l'innocence de tel prévenu si Jean Kambanda confirme sa participation dans le génocide.

A la prison d'Arusha, des accusés sont inquiets. Jusqu'à présent, leur stratégie de défense est d'essayer de se dégager de toute responsabilité sans contester le génocide. « Au départ, certains avocats souhaitaient une ligne de défense politique. Nier le génocide. Pour moi, c'est du révisionnisme, raconte Pas-

cal Besnier, l'avocat d'Obed Ruzindana. Nous avons maintenant une position commune : on ne peut pas contester qu'une large partie de la population tutsie a été massacrée parce qu'elle était tutsie. En revanche, il va falloir prouver que nos clients y ont participé. »

La première position avait été déterminée par un avocat belge, Luc de Temmerman, un pionnier du TPIR surnommé « l'avocat hutu », qui a fini par être désavoué par son propre client, Georges Rutaganda. Le défenseur voulait transformer chaque audience en une négation du génocide. L'accusé a réalisé qu'il avait tout à y perdre.

La position des avocats de la défense, qui sont principalement français et canadiens, reste toutefois susceptible d'évoluer. S'ils jouent pour l'instant le jeu de la ligne décrite par M^{re} Besnier, tous ne sont pas personnellement de cet avis. « Le génocide n'est qu'un mot, et le procureur va devoir apporter une preuve juridique qu'il a été commis », souligne Tiphaine Dickson, l'avocate qui a remplacé Luc de Temmerman auprès de Georges Rutaganda. Je ne conteste pas qu'il y ait eu des massacres, mais il ne faut pas simplifier les événements. Il faut étudier le jeu perfide du FPR, sinon on risque de diaboliser un peuple, les Hutus. »

Un autre défenseur est, en privé, plus virulent. « Il n'y a pas eu de génocide ! Il y a une guerre qui dure depuis 1990, une guerre avec une manière africaine de mener une guerre ! » Cet avocat se déclare « furieux » que le premier accusé à comparaître, Jean-Paul Akayesu, reconnaisse de facto qu'il y a eu un génocide au Rwanda. « Lorsque le premier procès scelle ainsi le sort des autres, que pouvons-nous faire ? Le rôle des avocats d'Arusha était de contester point par point les arguments du procureur. Moi, je suis partagé entre la honte de participer à cette mascarade et la volonté de défendre mon client jusqu'au bout. J'ai honte de cautionner ce tribunal politique ! »

Jean Degli, l'avocat de Gratien Kabiligi, par ailleurs secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, défend une position différente. « Outre le fait que toute personne poursuivie

est présumée innocente, j'ai été motivé par un constat : tout opposant rwandais devient un "génocidaire". Si c'est ainsi, il faut combattre le régime de Kagame, qui n'a pas combattu pour la démocratie, mais uniquement pour la conquête du pouvoir. Si mon client est coupable, je lui conseillerai de demander pardon. Mais, comme tous ceux qui ne soutiennent pas le FPR deviennent des "génocidaires", je me pose des questions sur les gens accusés d'avoir participé aux massacres. Il faut aider ce tribunal à discerner les vrais coupables et les faux coupables, ceux qui ont été fabriqués par Kigali. »

Les accusés ne devraient donc pas contester, lors des procès, la nature du crime. Mais ils continuent, en revanche, intimement, de ne pas reconnaître qu'un génocide a été perpétré au Rwanda, comme ils le racontent dans leur manuscrit *Le Rwanda : quelques éléments pour comprendre le drame d'un peuple*. Pour eux, les événements du Rwanda sont « un conflit ethno-politique séculaire », des tue-

ries ont eu lieu parce qu'il a été impossible de contrecarrer la fureur populaire », le « gouvernement intérimaire » d'avril 1994 a rencontré des « difficultés » dans la « pacification » du pays, les Interahamwes sont un groupe de « personnes qui œuvrent ensemble pour atteindre un même objectif noble », l'opération « Amaryllis » d'évacuation des étrangers et de dignitaires du régime Habyarimana, dont certains sont présents dans les gendarmes d'Arusha, a servi à sauver « quelques Rwandais menacés », l'opération « Turquoise » a « relayé l'action de protection déjà engagée par les Forces armées rwandaises » et ainsi de suite... Le texte a été rédigé par vingt détenus. Les plus influents dans la rédaction du manuscrit ont été, selon un avocat, Théoneste Bagosora, « le chef », Ferdinand Nahimana, « la plume ». Les auteurs se livrent également à une attaque en règle contre la Belgique, qui a d'ores et déjà annoncé son intention d'intervenir lors du procès du colonel Bagosora, accusé de porter une lourde responsabilité dans l'assassinat des dix « casques bleus » belges. Les détenus répondent en accusant la Belgique de tous les maux. « La Belgique a été mêlée de très près à la guerre au Rwanda, accusent les prisonniers. Même le massacre des dix paracommandos belges n'a pas pu être empêché. La Belgique a gravement failli à ses responsabilités ! (...) Elle aurait pu empêcher le bain de sang. (...) Elle aurait pu prévenir et empêcher l'attentat contre Habyarimana. (...) La Belgique a-t-elle commis le crime par omission ? »

Les accusés ont achevé de rédiger ce manuscrit en novembre 1997. Il était demeuré jusqu'à présent confidentiel. Tous leurs faits et gestes, comme leurs écrits, sont d'ailleurs entourés du plus grand secret. La prison est interdite à la presse. « Dévoiler les conditions de vie de ces "génocidaires" présumés ne contribuerait pas à améliorer l'image du TPIR au Rwanda, où leurs victimes vivent dans la détresse et la misère », reconnaît un responsable du Tribunal. Car l'ONU a un tantinet révolutionné le monde carcéral. Les prisonniers téléphonent, diffusent des fax. « C'est quand même la première fois que je reçois un DHL de mon client », constate un avocat en souriant. Leur nourriture est préparée par des cuisiniers de qualité, avec les conseils de diététiciens, sous la direction de l'ancien chef-cuisinier du Novotel, le palace d'Arusha. « Nous exagérons peut-être, mais il fallait bien que l'ONU, qui n'avait pas l'habitude de gérer une prison, se place au meilleur niveau des règles internationales de détention », dit-on au TPIR.

Reclus dans leur prison dorée, les prévenus attendent donc que le procureur et les juges officialisent leur nouvelle stratégie. Parviendront-ils à obtenir un témoignage de repentir ? Quand les « maxi-procs » pourront-ils débiter ? D'autres accusés rejoindront-ils les premiers ? Le Tribunal pénal international n'a, pour l'instant, aucune raison de se satisfaire du travail réalisé. Son unique atout est intégré à son statut : l'expérience est historique... Le succès principal du procureur se limite à la liste des détenus.

En comparaison avec le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, le TPIR peut afficher un véritable palmarès : des responsables du génocide ont été arrêtés. La situation est toutefois très différente, puisque des chefs de guerre des Balkans sont devenus « respectables » en signant l'accord de paix de Dayton, tandis que les chefs de guerre hutus rwandais ont perdu la guerre. Et la région des Grands Lacs ayant été totalement bouleversée ces dernières années, il reste peu de pays prêts à les accueillir. Ils ont perdu leur terre d'asile de Kinshasa avec la chute du maréchal Mobutu, et le refuge de Nairobi n'en est plus un depuis que le président Moi a autorisé, l'été dernier, le bureau du procureur à venir arrêter les suspects

Glossaire

- APR : Armée patriotique rwandaise (armée gouvernementale, tutsie)
- Akazu : clan du président Habyarimana
- CDR : Coalition pour la défense de la République (ex-parti hutu extrémiste)
- FAR : Forces armées rwandaises (ex-armée gouvernementale, hutue)
- FPR : Front patriotique rwandais (guérilla, puis parti politique tutsi)
- Interahamwe : milice du MRND
- Impuzamugambi : milice du CDR
- Minuar : Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda
- MRND : Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement (ex-parti hutu présidentiel)
- TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda

سكوت الاميل



NYARUBUYE, 1994 : ici, plus de mille personnes ont été assassinées, tuées par balles ou massacrées à la machette...

GILLES PERESS
photographie
de l'agence Magnum

rwandais qui s'y étaient réfugiés. Ce fut l'opération « Naki », et elle tourna une page dans l'histoire du TPIR. Le Kenya soutiendrait en effet le principal soutien régional des présumés « génocidaires », et la plaque tournante des activistes de la cause hutue.

« Le TPIR a vécu sa préhistoire en 1996, son adolescence en 1997, et 1998 pourrait être l'année de sa maturité, estime un observateur. A la fois dans son fonctionnement interne et dans le jugement des responsables du génocide rwandais. »

Le retard accumulé n'est pas entièrement imputable aux équipes du TPIR. Car il y a eu un réel problème de volonté politique des Etats, et du secrétariat général de l'ONU qui en dépend, de soutenir le tribunal dans sa tâche. Cette question est également au cœur du travail du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et des négociations pour la création d'une cour pénale internationale. Les gouvernements se méfient d'une justice internationale qui, si elle est aujourd'hui mandatée pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda, pourrait, si une cour permanente est instituée, se mêler de leurs propres interventions extérieures et de la manière dont certains traitent leurs problèmes intérieurs.

CERTAINS Etats ont longtemps hésité avant de financer le TPIR. D'autres, la France en tête, ont consacré beaucoup d'énergie à faire obstruction au travail des enquêteurs en refusant de déposer lors des procès. Ce problème fut au cœur d'une crise en décembre 1997 entre Paris et le procureur Louise Arbour après des propos du ministre français de la défense, Alain Richard, accusant le TPIR de pratiquer une « justice-spectacle ». La réalité est ailleurs : la France, d'une part, ne veut pas que ses officiers et ses soldats se retrouvent dans une position inconfortable, accusés pour des crimes commis par d'autres ou accusés de ne pas être intervenus alors qu'ils avaient des ordres de ne pas intervenir ; d'autre part, la France a des choses à cacher, notamment concernant la guerre au Rwanda, à laquelle elle a pris une part active, au moins jusqu'au déclenchement du génocide.

Paris, face au tollé déclenché par cette non-coopération évidente dans la recherche de la vérité, a dû relancer les négociations avec le

procureur. Un accord global devrait être prochainement entériné. C'est en attendant l'issue de ces négociations que le colonel Sartre, qui figurait sur la liste des témoins censés venir à la barre dans le procès Kayishema-Ruzindana, n'a finalement pas été appelé. Patrice Sartre, commandant du régiment d'infanterie et de chars de marine (RICM) pendant l'opération « Turquoise », était le premier officier français à avoir déposé par écrit devant un enquêteur du TPIR, et devait raconter ce qu'il a vu dans la région de Kibuye.

L'armée et les services de renseignement français intéressent le TPIR. Trois autres officiers, présents au Rwanda avec « Turquoise », ont déjà été contactés, dont le lieutenant-colonel de Stabenrath et le capitaine de frégate Gillier. Des discussions ont été ou

« Ici, pour la première fois dans l'Histoire, un génocide va être jugé comme un crime. Cela concerne la planète entière »

vont être entamées à propos des lieutenants-colonels Chollet et Maurin, « commandants » des Forces armées rwandaises pendant la préparation du génocide, du lieutenant-colonel Tazuin, ancien conseiller du président Habyarimana, de retour au Rwanda avec « Turquoise », du général Lafourcade, commandant de l'opération en juin 1994, du général Huchon, chef de la mission militaire du ministère de la coopération et « contact » régulier à Paris de l'état-major rwandais. Et le procureur n'est plus la seule sur les rangs. Des avocats de la défense songent à réclamer à la France des témoins. Ces avocats n'étant pas concernés par les tractations entre Louise Arbour et Paris, ils ne devraient pas se priver d'évoquer publiquement leurs soucis en cas de refus français. « Une obstruction de la France peut même devenir un argument de défense devant la Cour », précise un défenseur.

Si certains seraient ravis de créer l'événement en contribuant à faire la lumière sur l'engagement de la

France au Rwanda, d'autres sont sincèrement et tout simplement à la recherche de témoins crédibles. « Ce fut un génocide à huis clos. Cela pose un réel problème que les seuls témoins soient les victimes », souligne Pascal Besnier. « Ce n'est pas évident de travailler avec ces témoins, souvent illettrés, qui ont une idée très personnelle de la vérité, ajoute Philippe Moriceau, défenseur de Clément Kayishema. Il nous arrive de faire admettre au témoin, lors du contre-interrogatoire, qu'il n'a pas vu une scène, mais l'a entendue raconter. Connaître le père d'une personne revient à connaître la personne. Ce sont des histoires collectives, des évocations de palabres. » « C'est le procès de la rumeur », conclut M. Moriceau. « Il est difficile de trouver un témoin tutsi, car les Tutsis se cachaient, remarque Théodore Ntindikwaya, d'African Rights. Les véritables témoins oculaires directs sont des Hutus. Or les Hutus ne témoignent presque jamais. Soit ils ont eux-mêmes commis des crimes, soit ils protègent leurs proches ou leurs amis, soit ils ont peur d'être ensuite les cibles de représailles. »

Le tribunal a un problème majeur avec les témoins, comme les audiences le prouvent régulièrement. Des témoins, qui ont certainement vécu ce qu'ils racontent, donnent l'impression d'exagérer dès qu'il est question de l'accusé. Des témoignages recèlent des incohérences flagrantes. Quelqu'un leur a-t-il dicté un élément de leur déposition ?

La défense peine, de plus, à trouver le moindre témoin. Peu de gens, surtout s'ils vivent encore au Rwanda, vont prendre le risque de témoigner en faveur d'une personne accusée de « génocide ». Les avocats de la défense n'ont d'ailleurs pas la possibilité de se rendre au Rwanda, ou d'y envoyer un enquêteur. Kigali n'a jamais formellement refusé leur venue, mais des responsables du TPIR leur ont fait comprendre qu'ils n'y seraient pas les bienvenus. « Il faut absolument trouver un moyen d'accélérer les procédures, estime un juriste. Les témoins ont de moins en moins envie de parler. Soit ils refont peu à peu leur vie et souhaitent commencer à oublier les horreurs de 1994, soit ils ont peur de témoigner alors que la guerre s'intensifie à nouveau au Rwanda. »

Laboratoire d'une justice internationale, le TPIR doit encore affronter de sérieuses difficultés avant de pouvoir espérer rendre justice aux victimes du génocide.

24 NOVEMBRE 1997

Audition du témoin PP devant le TPIR

J'ai continué à circuler grâce au fait que j'étais mariée à un Hutu. (...) Je me suis promue. Lorsque je suis arrivée au bureau communal, on amenait les femmes, puis on les déshabillait. (...) On leur a ordonné de faire une marche pour montrer les cuisses des femmes tutsies. Après la marche, elles sont revenues et ont été violées. (...) Je ne me cachais pas, je les regardais. (...) Deux Interahamwe ont pris [Alexia] et l'ont mise par terre. Ils ont dit : « Maintenant, répète comment est le sexe des femmes tutsies ! » Elle tenait une Bible. Elle l'a remise à l'Interahamwe. Pierre, qui la violait, elle le dit : « Cette Bible est notre symbole, car vous ne savez pas ce que vous faites. (...) Elle était enroulée et elle a fait une fausse couche. (...) Les trois femmes ont été couchées à plat ventre, puis tuées à coups de bâton. On les a torturées et même alors qu'elles étaient déjà mortes, on a continué à les frapper. (...) Il y avait des autres femmes. Après les avoir tuées, on a traîné leurs corps, puis on a jeté par-dessus quelques mortes de terre. (...) La nommée Louise portait un garçon. L'enfant est mort avec sa mère. (...) On soufflait les enfants, puis on les jetait par terre jusqu'à ce que mort s'ensuive. (...) Moi, j'ai pu partir et, en chemin, j'ai vu beaucoup de cadavres.

« Cette justice internationale n'intéressera que les historiens dans cinquante ans ! déplore un observateur européen. Si l'on a créé le TPIR pour répondre à la mauvaise conscience des Occidentaux après le génocide, alors ça va, mais il faut le dire franchement. Si, en revanche, on a créé un tribunal qui doit amener la justice et la réconciliation au Rwanda, alors c'est une honte. » « La convention de 1948 était en retard d'une guerre, conclut-il, le TPIR est en retard d'une justice ! » « Le TPIR n'aura pas l'efficacité des tribunaux de Nuremberg ou de Tokyo, qui ont rendu une justice de vainqueur, tempère Alice Karekezi. Mais il doit parvenir à un résultat ! Il servira d'exemple, quoi qu'il arrive, pour la future cour pénale internationale. »

« Le problème est simple : soit l'on rend une justice rapide qui peut être expéditive, soit l'on organise des procès équitables, déclare le juge Kama. Nous accélérerons au mieux les procédures en prenant bien garde de ne pas violer les droits de l'accusé. » « On ne peut pas aller trop vite, estime un avocat. Ces gens sont tout de même accusés de « génocide », le crime le plus grave qui soit. » Nawaabem Pillay, une figure de la défense des droits de l'homme dans son pays, l'Afrique du Sud, est de cet avis. « Le principal objectif, quels que soient les pressions des uns et les désirs des autres, est que les procès soient équitables. »

La juge Pillay regrette qu'« un tribunal n'ait pas été créé pour juger l'apartheid quand la communauté internationale a reconnu que l'apartheid était un crime ». « Si votre voisin a tué vos enfants, vous refusez de vous réconcilier avec lui. C'est normal, dit-elle. La seule solution reste la justice. Je crois fortement en une justice internationale. Ici, pour la première fois dans l'Histoire, un génocide va être jugé comme un crime. Cela concerne la planète entière. Car, partout, les gens veulent la même chose : justice et, si possible, réparation. »

Au Tribunal de Nuremberg, le procureur Jackson avait, s'adressant aux juges, résumé en une phrase pourquoi il fallait juger les coupables de crimes contre l'humanité et pourquoi le monde devait soutenir cette action : « La véritable partie plaignante à votre barre est la Civilisation. »

Quarante ans plus tard, Primo Levi, le survivant d'Auschwitz, évoquait, dans *Les Naufragés et les Rescapés* (Gallimard, 1989), « le risque de ne pas être écouté ». « C'est arri-

vé, cela peut donc arriver de nouveau : tel est le nœud de ce que nous avons à dire. Cela peut se passer, et partout. »

Dans leur manuscrit fer de lance du négationnisme, les auteurs du génocide ne dissipent aucune crainte lorsqu'ils évoquent le « fonds de commerce » du Rwanda, « les grands sites de ce prétendu « génocide des Tutsis » ». « La véritable partie plaignante est la Civilisation. » « C'est arrivé, cela peut donc arriver de nouveau. » Au Rwanda, aussi, les rescapés ne disent rien d'autre. Sauf qu'ils précisent que cela peut leur arriver à eux, de nouveau, bientôt.

Rémy Ourdan

F I N

Bibliographie

- African Rights. *Death, Despair and Defiance* (1995).
- Hannah Arendt. *Eichmann à Jérusalem* (Gallimard, 1966).
- Colette Braeckman. *Rwanda. Histoire d'un génocide* (Payot, 1994).
- Jean-Pierre Chretien (sous la direction de). *Rwanda. Les Médias du génocide* (Karthala, 1995).
- Alain Destexhe. *Rwanda. Essai sur le génocide* (Complexe, 1994).
- Michel Dobkine. *Crimes et humanité* (Romilart, 1992).
- Jean-François Dupiquier (sous la direction de). *La justice internationale face au drame rwandais* (Karthala, 1996).
- André Guichaoua. *Les Crises politiques au Rwanda et au Burundi* (Karthala, 1995).
- Raul Hilberg. *La Politique de la mémoire* (Gallimard, 1996).
- Primo Levi. *Les Naufragés et les Rescapés. Quarante ans après Auschwitz* (Gallimard, 1989).
- Gilles Peress. *Le Silence* (Scalo, 1995).
- Gérard Prunier. *Rwanda. Le génocide* (Dagorno, 1997).
- Filip Reyntjens. *L'Afrique des Grands Lacs en crise* (Karthala, 1994).
- Claudine Vidal. *Sociologie des passions* (Karthala, 1991).
- Sénat de Belgique. *Rapport de la commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda (1997)*.
- Ubutubera. *Journal indépendant d'informations sur le TPIR*. (Internet : www.inter-media.org)

Choses vues d'une autre Algérie

par Charles Pellegrini

Il y a quelques jours, dans le cadre superbe du petit port de la Madrague, à quelques kilomètres d'Alger, j'écoutais mes convives me parler de leur pays. Les parlementaires européens venaient de quitter le pays, où leurs propos avaient suscité plus de réserves que d'enthousiasme. Ceux de Jack Lang, plus appréciés, laissaient aussi un sentiment de malaise. Pour la première fois, même les opposants les plus déclarés au pouvoir avaient le sentiment qu'ils étaient en train de jouer aux apprentis sorciers. L'une des constantes du discours populaire algérien est la notion d'une fierté nationale forte en même temps que celui d'être un lieu-chamère entre l'Occident et le monde musulman.

C'est la société civile algérienne qui contribue largement à sortir le pays de l'impasse

Le soulagement d'avoir évité la rupture avec l'Europe, échappé à l'isolement et écarté ainsi la perspective d'une « somalisation », obéit le pas au sentiment encore dif-

fus mais bien réel de l'irritation face à des donneurs de leçons trop sûr d'eux-mêmes. Si l'idée farfelue de création de « brigades internationales » n'a ému personne, l'accusation récurrente d'incompétence proférée contre les forces armées commence à agacer. L'armée est l'institution autour de laquelle le pays a été construit, celle qui lui a donné ses principaux dirigeants. L'affaiblir, c'est affaiblir l'État à un moment où il retrouve sa crédibilité.

L'armée a renoncé à la politique en 1989 et regagné ainsi une partie du prestige perdu lors des émeutes de 1988. L'État algérien a été reconstruit de la base au sommet; malgré des dysfonctionnements bien réels et des luttes de clans persistantes, Alger possède une Assemblée plurielle, la seule issue de ce type d'élection dans le monde arabe.

Les entreprises françaises reviennent, attirées par le spectaculaire redressement macro-financier de l'Algérie, dont la capacité de paiement extérieure a été largement restaurée. Alors, les massacres, la cruauté, la terreur ? Ils sont là, bien là; on les sent présents au détour de chaque rue, pendant les silences d'une conversation, pendant l'évocation de certains actes de barbarie qui ont été vécus personnellement. Le fait nouveau que j'ai remarqué de façon très forte lors de mes déplacements : à partir de maintenant, il va falloir « faire avec » en s'organisant dans le quotidien, et soutenir, ou

tout au moins laisser faire le pouvoir pour en venir à bout. Il faut être clair : l'Algérie est en train de s'écarter vers l'Occident. Les privatisations sont en route, les entreprises « auditées » sont auditées par de grands cabinets internationaux, les affaires reprennent. Dans le domaine de la sécurité, d'abord. Les effectifs militaires notoirement insuffisants et l'armement des groupes de légitime défense (GLD), entièrement tournés vers la lutte contre le GIA, laissent le champ libre à des sociétés de gardiennage et de protection dont la réglementation a été édictée dès 1994.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, en Algérie comme dans d'autres pays du monde, les forces privées de sécurité suppléent celles de l'État, délaissées ou appelées à d'autres tâches. Les expatriés, chefs d'entreprise, cadres, agents de maîtrise, sont pris en charge et « sécurisés » en coopération étroite avec l'armée et la police, dont tous les « privés » sont issus. La concurrence est vive entre sociétés, et le client a le choix. Peu à peu, il apprend de nouveau à vivre et à produire dans une insécurité encore bien réelle mais qu'il commence à gérer. Cette gestion fait partie d'un parcours d'obstacles encore redoutable : une administration tatillonne, une réglementation douanière contraignante, un réseau bancaire insuffisant, une main-d'œuvre peu qualifiée, une aggravation du chômage, conséquence prévisible des privatisations massives.

Il faut rétablir rapidement un flux normal de visas accordés aux entreprises algériennes et à leurs cadres et employés qui viennent se former en France; il faut rouvrir la « vitrine France » en Algérie et la mettre en harmonie avec son évolution : celle de 1998 n'a rien à voir avec celle de 1972 ou de 1962.

Pour cela, rétablir en priorité les liaisons aériennes par Air France ou toute autre compagnie privée française; transférer de Nantes à Alger les services consulaires; réhabiliter en Algérie l'usage du français, qui est et doit rester la deuxième langue du pays.

C'est la société civile algérienne qui contribue largement à sortir le pays de l'impasse où il s'engageait peu à peu. Le gouvernement va devoir emboîter le pas, désigner clairement les cibles, identifier les objectifs, définir à l'usage de son peuple un véritable projet de société.

Chacun est conscient du changement déchirant des mentalités que cette évolution va imposer à certains. Mais tous, les plus passésistes y compris, savent qu'un retour en arrière serait sans doute définitif.

Charles Pellegrini est consultant, directeur pour l'Afrique de la société Etude de risques industriels et commerciaux.

Qui juge qui ?

par André Glucksmann et Romain Goupil

QUEL TON ! Une poignée d'« intellectuels » lance son quatrième meeting de solidarité avec les démocrates d'Algérie de premier date de juillet 1994) et les anathèmes pleuvent : « dépeçage des islamistes » (Esprit), « génocide électoral » (Libération). Le comble : Pierre Vidal-Naquet et François Gêze (*Le Monde* des 4 février et 5 mars) qui nous épinglent sans sourcilier « négationnistes », suggérant qu'il revient au même de nier Auschwitz et de les contredire. Nul n'est immunisé contre les dérapages et la présomption; passons. Plus grave est l'impudeur de ceux qui, ici, disqualifient benoîtement comme « éradicateurs » les écrivains, artistes et féministes qui, outre-Méditerranée s'exposent simultanément aux meurtres islamistes et aux coercitions gouvernementales.

À Paris, il est loisible de tout dire et de penser n'importe quoi : imaginer allègrement que les journalistes algériens sont à la botte d'un pouvoir militaire qui les éduque un par un; jurer sans sourcilier que l'armée et la police manipulent les islamistes armés qui déclinent la police et l'armée; expliquer, avec une suffisance d'expert, qu'un gouvernement liquide sa population par villages entiers, histoire de montrer combien il maîtrise ce terrorisme qu'il affirme « résiduel ».

Sous prétexte de ne pas « diaboliser » l'islamisme armé, nos censeurs se refusent à l'incriminer. Les assassinés s'assassinent eux-mêmes ? L'État algérien décliné à la troncousse, et les forces qui le protègent et la société qu'il prétend régir ?

Cliché communément reçu : tout commence en janvier 1992, avec l'interruption du processus électoral. Privé de sa victoire dans les urnes, le FIS passe à l'offensive contre les appareils d'État, et paracheve son œuvre en noyant la population « renégate » dans des bains de sang. Question : puisque les trois quarts de la planète subissent des régimes peu enclins à respecter des élections libres, pourquoi pareille multiplication des Oradours demeure-t-elle, par bonheur planétaire, une rareté ? L'« interruption » n'explique pas l'exception algérienne.

Appellant l'histoire à la rescousse, Pierre Vidal-Naquet étale dans le temps la critique d'une dictature qui occupe l'Algérie depuis 1962 et gouverne par la torture et le châtiment, comme un fascisme colonial.

Objection n°1, *ad hominem* : cette grande voix qui sut jadis tonner contre les sévices de l'armée française, pourquoi fut-elle aphone durant les années FLN de dictature au chameau ? « A lire le recueil que j'ai consacré à mes engagements algériens, je constate un long silence entre 1965 et 1988 », écrit-il, dans l'intersigne (n°10). Ne détourne-t-il pas contre nous une fureur qu'il devrait retourner contre lui et son silence ?

Objection n°2 : à raisonner dans le cadre de ses souvenirs franco-algériens, il oublie l'actualité mondiale. Le 1 (de islamiste) qu'invoquent les groupes mortifères sévit en Afghanistan, Egypte, Iran, Soudan... et couvre des abominations non moins innommables. Preuve par Khomény : les intégristes n'ont pas attendu une interruption d'élections pour s'arroger le droit du crime théologico-politique.

À qui la faute ? Côté société : chômage, misère, déracinement. Côté pouvoir : corruption, autoritarisme, clientélisme et despotisme des

chaque fois qu'un groupe de tueurs annonce une trêve et traite avec le gouvernement algérien, l'intensité de l'inhumanité s'accroît sur le terrain. Clé du mystère : des candidats nouveaux rivalisent de cruauté pour s'assurer à coups d'horreurs une position forte dans des négociations futures. L'islamisme cultivé à Rome et à Paris entretient de Tlemcen à Constantine la concurrence fébrile des haches et des tranchoirs.

Une enquête internationale, lancée dans les circonstances actuelles, prend forcément pour cible principale l'autorité légale algérienne. Une prison officielle, ça se visite ou pas. Une bande planquée dans les collines violente, vole et tue sans laisser d'adresse.

Quant à une conférence internationale assurant un statut de belligérants à toutes les parties en présence, elle accorde aux plus saigneurs des « émissaires » une option sur le partage final du pouvoir. Sans condamnation préalable et repentante de toute exaction à l'encontre des civils, ce qu'on nommerait in-

en compte les voix des justes qui, d'Algérie, les contredisent. Ils les résistent d'office, soit en les ignorant, soit en les diffamant. Ils se confinent dans une analyse binaire. Deux blocs : le pouvoir contre le peuple. Deux solutions : la dictature militaire ou la dictature islamique. Un seul jeu : celui du gendarme et du voleur.

Apprenons à compter jusqu'à trois. Nous ne sommes pas accablés à nous ranger soit derrière le pouvoir, soit avec les islamistes, pour la bonne et simple raison que ces deux larrons furent plus souvent amis qu'ennemis. Qui fit le lit du terrorisme actuel sinon l'ancien régime FLN ? Il islamisa, tour à tour, l'ensemble de la vie quotidienne, la rue, l'école, la justice.

Une importante faction dirigeante envisage d'enclencher un partage à l'amiable : conservant le monopole de la force et une part convenable de la rente pétrolière, elle abandonnerait aux islamistes la mainmise sur la société civile et quelques miettes du gâteau. Pareille solution « à la soudanaise » est rejetée par la partie la plus lucide de l'Algérie : femmes éprises d'émancipation, jeunes amoureux de liberté, journalistes indépendants, chanteurs, décideurs lucides, citoyens soucieux de leur dignité et de leur survie. Ce troisième camp, dispersé, porte l'avenir d'une Algérie en pleine tourmente.

Apprenons à compter jusqu'à trois. Alger ne doit pas devenir Kaboul ni retourner à la glaciation des régimes à parti unique. Oui à une commission d'enquête citoyenne conduite au premier chef par la jeune presse indépendante et ouverte à la presse internationale. Oui aux femmes algériennes qui s'opposent et proposent malgré les menaces, la peur et la terreur. Oui à un tribunal international qui instruirait les crimes contre l'humanité d'un troisième type.

Le XX^e siècle a massacré au nom de la race, d'où Hitler. Au nom de Dieu, d'où les talibans et les GIA. L'extrémisme théologico-politique - cette « folie grammairienne » pointée par Montaigne - menace toutes les religions. Coincée entre « des égarés infréquentables » et « des corruptibles fréquents » (Y. B. dans *El Watan*), l'Algérie qui résiste nous sauve probablement d'une peste à vocation planétaire.

André Glucksmann est philosophe et écrivain.
Romain Goupil est cinéaste.

Parlant de l'Algérie, Pierre Vidal-Naquet et François Gêze occultent systématiquement l'instance idéologique, l'islamisme radical, cette conviction qui collectivise le crime

ternationalement « paix » ne serait sur place que désolation et terreur continuée.

Pierre Vidal-Naquet et François Gêze réduisent le fanatisme violent à « des groupes isolés de jeunes révoltés animés par la pure logique du désespoir ». Ils occultent ainsi systématiquement l'instance idéologique, l'islamisme radical, cette conviction qui collectivise le crime, cette détermination intérieure nécessaire pour trancher femmes et enfants à la chaîne. Même l'élément rituel de l'égorgement sacrificiel échappe à nos bons apôtres. Comme échappait aux intellectuels de droite que Hitler était animé par une doctrine exterminatrice. Et aux intellectuels de gauche que leur solidarité avec la révolution bolchévique les aveuglait. Serait-ce pour ne pas désespérer leur plein troupeau que les précheurs de Saint-Eugène et d'Esprit détournent le regard quand un enfant saigne à la place du bélier biblique ? Suffirait-il de tuer au nom de Dieu pour bénéficier de circonstances atténuantes ? Nos censeurs refusent de prendre

Où est l'incivisme, monsieur Chevènement ?

par Laurent Lederer

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, devant l'Assemblée nationale, a dénoncé l'« incivisme » de ceux qui s'opposent aux expulsions de sans-papiers. Il a promis de les « punir ». Avant d'être puni, j'aimerais poser quelques questions.

Lors de l'occupation de l'église Saint-Bernard, puis à l'occasion du mouvement contre les lois Debré, je discutais avec des chômeurs et de leur désais que les expulsions de « sans-papiers » n'aidaient pas à lutter contre le chômage parce que la consommation des étrangers en France crée aussi des emplois. Étais-je incivique ? Pendant la campagne électorale des législatives, j'allais rencontrer des jeunes Français d'origine étrangère écornés par les contrôles d'identité au faciès qu'ils subissaient quotidiennement, et je leur expliquais que, plutôt que de « tout péter » ou de n'en avoir « rien à foutre de la politique », il fallait voter pour les partis de gauche qui avaient promis d'abroger les lois Debré, que, quand il n'y aurait plus d'expulsions, la police n'aurait plus de raison de faire la chasse aux étrangers et qu'ainsi disparaîtrait l'oppression permanente des contrôles au faciès. Étais-je incivique ?

Quand Jean-Pierre Chevènement, nommé au ministère de l'Intérieur, rédige des lois qui tournent le dos aux promesses électorales et, par là même, baffouent la démocratie, qui est incivique ?

Quand, lors de la publication de la « circulaire Chevènement », j'ai conseillé aux sans-papiers que je

connaissais de faire confiance à un gouvernement de gauche et d'aller déposer une demande s'ils répondaient aux critères de régularisation, étais-je incivique ? Quand la préfecture refuse de régulariser un sans-papiers au motif qu'il n'a pas de fiche de paie en règle (ou que son livret de Caisse d'épargne, portant les dates de ses retraits mensuels, ne constitue pas une preuve de présence en France), qui est incivique ?

Quand, hier matin, sachant que des sans-papiers déboussés de leur demande de régularisation seraient embarqués à bord d'un vol pour Bamako, je me suis rendu à l'aéroport de Roissy où j'ai entrepris d'informer les passagers réguliers du vol que les sans-papiers qui seraient à bord avec eux, peut-être menottés et bâillonnés, n'étaient pas des criminels et que l'expression non violente d'une solidarité pouvait permettre leur libération, étais-je incivique ? Quand six CRS m'ont encadré et, sous prétexte d'un contrôle d'identité, m'ont emmené au poste de police ainsi que d'autres citoyens, y compris des journalistes, nous privant de notre liberté durant trois heures, qui était incivique ? Sachant que la police, pour justifier notre interpellation sans motif (parler à des gens dans un aéroport n'est pas encore interdit par la loi), a dû invoquer le plan Vigipirate, prévu pour lutter contre les terroristes, de quel côté est l'incivisme ?

Tous ces militants interpellés hier matin à Roissy avaient une démarche politique, non violente, et n'avaient d'autres armes que leurs idées et leurs paroles, qu'ils

soient membres des Jeunes contre le racisme en Europe ou, comme moi, d'organisations politiques représentées à l'Assemblée nationale et au gouvernement. On a envoyé la police pour les faire taire, leur interdire de tenir un discours politique. Est-ce une leçon de civisme ?

J'aimerais que M. Chevènement me dise ce que je dois répondre à ceux qui viendront me voir en me disant : « Vous voyez bien que Debré (variante : Le Pen) avait raison et qu'il faut expulser les étrangers : même votre gouvernement de gauche le fait ». Ou à ceux qui sont, comme avant les législatives, humiliés par des contrôles au faciès quotidiens et inutiles et qui, désormais, ne voient plus bien l'intérêt d'être allé voter.

Et les sans-papiers que j'ai incités à se déclarer aux services de police et dont le dossier de régularisation, examiné à la va-vite par la préfecture, a été rejeté pour des motifs aberrants, dois-je m'en laver les mains et leur souhaiter « bon voyage » ?

Enfin, dois-je comprendre que l'attitude conseillée aux citoyens français par M. Chevènement consiste à ne pas chercher à faire partager des idées, ne pas réagir à l'injustice et à l'arbitraire s'ils touchent autrui, laisser l'ordre régner aveuglément, ne se mêler de rien et ne faire partie d'aucune organisation politique qui ait un autre discours que celui du ministre de l'Intérieur ?

Décidément, où est l'incivisme ?

Laurent Lederer est comédien.

AU COURRIER DU « MONDE »

TERRORISME ALGÉRIEN

Malgré les reportages de journalistes français sérieux et indépendants ayant séjourné en Algérie, malgré les témoignages d'élites intellectuelles, de politiques qu'on ne peut soupçonner de complaisance et qui ont rencontré librement les dirigeants politiques de toutes les tendances, François Gêze et Pierre Vidal-Naquet sont toujours saisis par le doute sur la responsabilité des massacres et réclament la constitution d'une commission d'enquête internationale (*Le Monde* du 4 février). Pourtant, les journalistes algériens (à part une petite minorité), souvent peu tendres pour le pouvoir, les partis politiques d'opposition (en dehors du FFS), sont unanimement pour désigner les terroristes comme les responsables des tueries.

Je partage cette opinion et je suis d'autant plus à l'aise que je ne dépends ni d'une organisation politique ni du pouvoir, ayant voté lors des élections législatives de juin 1997 pour un parti démocratique d'opposition. Par ailleurs, dans le même article, l'armée algérienne est comparée aux dictatures militaires du Chili ou d'Argentine. Ce n'est pas l'opinion des Algériens, car nous savons tous que c'est grâce à cette armée, républicaine, formée des soldats du contingent, que l'Algérie n'a pas sombré dans une dictature intégriste, avec une vraie guerre civile à la clé. Mais dans ce genre de confrontation, où les terroristes ont semé la haine, il y a certainement des dépassements de la part de certains membres des forces de sécurité. Ils sont condamnables et il faut les dénoncer. Des coupables (peut-être pas tous) ont été arrêtés et déferés à la justice.

Ahsen Oucharef Montpellier (Hérault)

SALON DE L'ETUDIANT

SPECIAL 3^{ES} CYCLES

Atelier premier emploi

3 et 4 avril 1998 de 10 h à 18 h à l'Espace Champerret, Paris 17^e

Métro : Porte-de-Champerret ou Louise-Michel. RER : Pétroline. Bus : PC, 84, 92, 93, 163, 164 et 165.

l'Etudiant

صلى الله عليه وسلم

Le pape et l'Amérique, un même combat à Cuba

Suite de la première page

« Pour la première fois en près de quarante ans, les Cubains ont été confrontés à une entité qui n'est pas contrôlée par le Parti communiste », ajoute-t-il. Jean Paul II nous offre une « opportunité pour renforcer la séparation entre le régime castriste et le peuple cubain », souligne James Steinberg, conseiller adjoint pour la sécurité nationale de Bill Clinton, à nous de combler cette brèche, par un engagement plus direct avec l'Eglise et les organisations non gouvernementales. Sans doute Fidel Castro a-t-il des raisons d'être satisfait d'une visite ayant manifesté avec éclat que Cuba n'est pas aussi isolé qu'on aimerait le faire croire à Washington, mais les Américains sont sûrs qu'au bout du compte le Lider Maximo sera perdant : « Rien n'est plus inéluctable que la disparition du régime communiste à Cuba », assure M. Davidow.

La Pologne, Cuba, même stratégie ? Le séjour de Jean Paul II à Cuba se révélera-t-il aussi fécond que son voyage à Varsovie, en 1979, lequel contribua à faire tomber le mur de Berlin ? En réponse au secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, qui insiste sur les « similarités » entre les deux situations, certains experts rétorquent que c'est prendre ses désirs pour la réalité. « La répression à Cuba est bien plus efficace qu'elle ne l'a été dans aucun pays de l'Est », explique Otto Reich, expert du Centre des études internationales et stratégiques (CSIS) et ancien responsable de l'administration Reagan.

« En Pologne, ajoute-t-il, il existait un mouvement indépendant qui a permis la naissance de Solidarité. Pour qu'un soulèvement populaire ait lieu, il faut que les gens aient la possibilité de se réunir, de compléter. Castro a compris l'erreur de Gorbatchev. » Il n'empêche : les responsables américains pensent justement que Fidel Castro a peut-être commis une erreur historique. La politique cubaine de l'administration est désormais orientée vers l'« après-Castro », d'autant que l'environnement diplomatique et militaire a changé. « Je crains qu'il est juste de dire que Cuba n'est plus exportateur de son idéologie et de sa révolution, souligne un haut responsable, essentiellement d'ailleurs parce qu'il n'y a plus de "marché" pour cela. De même que Cuba ne représente plus une menace militaire pour les Etats-Unis. »

Cette dernière affirmation est confirmée sans ambages dans un rapport du Pentagone, dont la remise au Congrès vient d'être retardée, afin que ses conclusions reflètent davantage la position officielle. Mais l'état des lieux, dressé par plusieurs hauts responsables militaires, ne fait guère de doute : les forces cubaines ne sont plus en état d'inquiéter la sécurité nationale des Etats-Unis. Il n'en fallait pas plus pour déclencher la colère de la puissante communauté cubano-américaine, prompt à dénoncer le risque d'une « normalisation » des relations bilatérales, ce qui est aller un peu vite en besogne. Le ton des responsables américains a cependant changé. « Nous sommes prêts à la réciprocité, à répondre à des indications ou des actions du gouvernement cubain montrant qu'une transformation politique est en

cours, indique Jeffrey Davidow. Si Castro est disposé à évoluer en matière de libertés publiques, s'il relâche tous les prisonniers politiques et autorise un dialogue libre à Cuba, alors nous pourrions répondre. Mais ce serait mettre la charrue avant les bœufs que de parler de "dialogue critique" entre les Etats-Unis et Cuba, si le gouvernement cubain n'est pas prêt à un "dialogue critique" avec son peuple. »

OUVERTURE LIMITEE

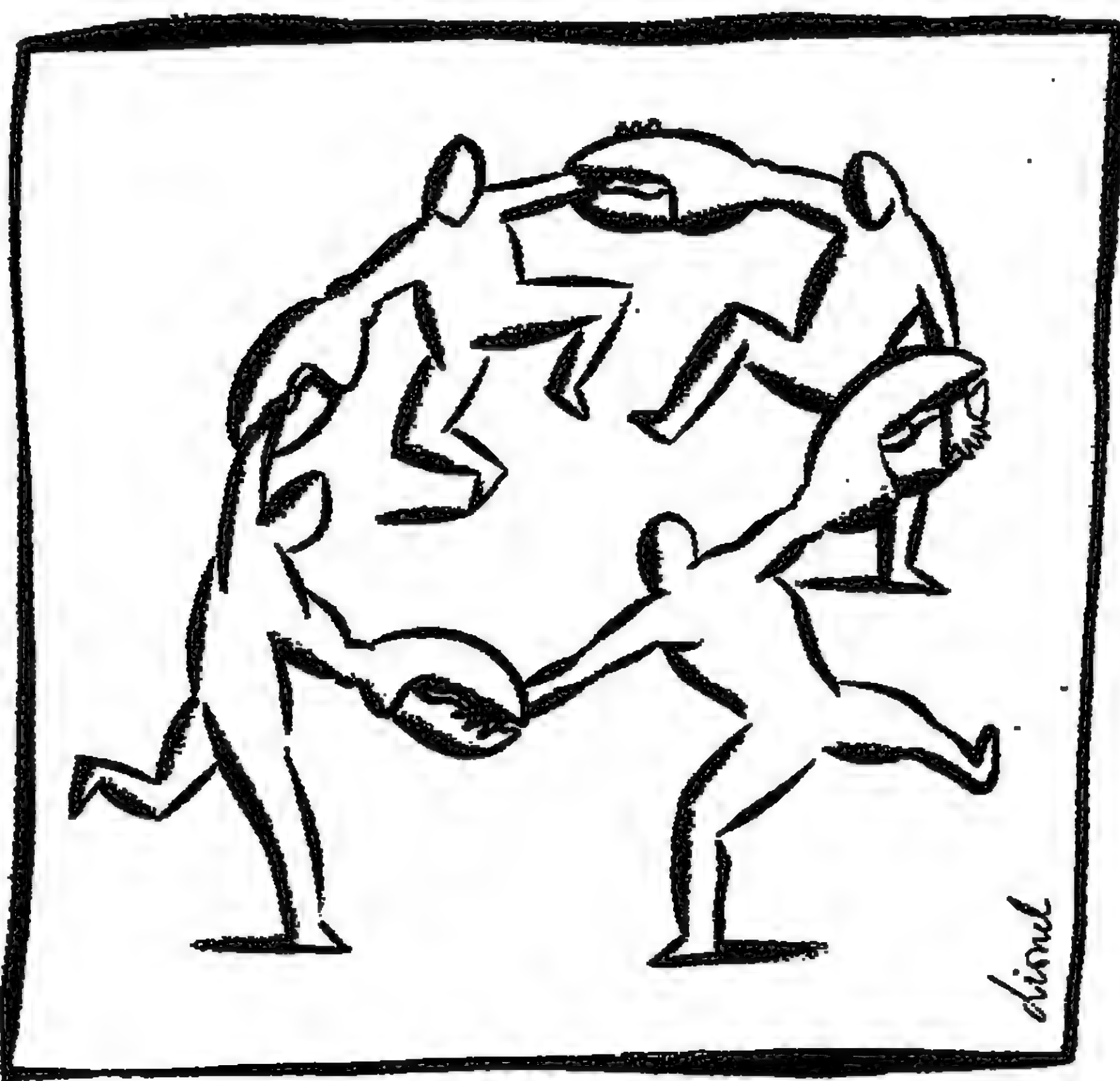
« Un dialogue avec Cuba n'est pas impossible, ajoute-t-il, à condition qu'il soit basé sur des initiatives cubaines. » L'« ouverture » est donc limitée, même si la politique de la carotte semble avoir remplacé celle du bâton. James Dobbin, conseiller présidentiel pour les affaires interaméricaines, soulignait récemment que Cuba pourrait disposer d'une aide extérieure américaine comprise entre 4 et 8 milliards de dollars dans le cadre d'une « transition démocratique ». L'administration est prête, d'autre part, à rechercher un compromis avec le Congrès s'agissant des propositions de loi prévoyant de lever l'embargo pour la vente de nourriture et de médicaments.

Au-delà, Bill Clinton est prisonnier de la loi Helms-Burton, qui a enfoncé dans un cadre législatif un blocus économique qui relevait auparavant du seul pouvoir exécutif. La Maison Blanche préférerait à l'évidence bénéficier d'une plus grande flexibilité pour adapter sa politique à une éventuelle évolution du régime de La Havane, or c'est le Congrès qui impose dorénavant le « la » des relations avec Cuba. Les affrontements entre le lobby anticastriste et les puissants intérêts des milieux d'affaires s'y multiplient. Les seconds, comme en Iran, craignent de se faire tailler des croupières commerciales par les Européens.

Une large majorité d'Américains continuent de soutenir le principe de l'embargo, même si certains signes montrent que la « logique de la guerre froide » ne convainc plus comme avant. L'administration Clinton évolue donc aussi lentement que Fidel Castro, mais avec deux fers au feu : l'embargo, pour maintenir la pression sur le régime castriste, et les « divisions » catholiques du pape.

Laurent Zecchini

La danse des crabes par Lionel Portier



Savoir désobéir

Suite de la première page

Le rôle de l'Allemagne nazie en est ressorti accentué, et la réalité d'une France grise restituée, d'une France soumise où l'on se pliait aussi par soumission, habitude et automatisme, où, comme souvent hélas dans l'histoire humaine, de lâches abandons étaient plus courants que d'audacieuses ruptures.

Ce procès fleuve a donc marqué l'avènement d'une société décomplexée. Beaucoup, en France comme à l'étranger, considéraient qu'une telle issue judiciaire sur une période aussi enfouie dans la mémoire collective était inenvisageable. De fait, le ministère public n'a jamais voulu prendre en charge ce dossier, pas plus que ceux de Jean Leguay ou de René Bousquet, dont les responsabilités furent plus importantes que celles de Papon. Ce sont les parties civiles, les victimes ou leurs descendants, qui ont porté, bien seules à l'origine, cette exigence de justice et de mémoire en déposant plainte. Ce sont elles qui ont nourri le dossier. Et il est arrivé que le pouvoir politique, celui de François Mitterrand en l'espèce, demande à la justice de freiner la procédure. L'esprit public a donc changé : ce procès impossible, improbable, a eu lieu. Un ancien ministre a été jugé, condamné. La justice a fait son travail.

L'une des grandes difficultés de ce procès tenait à la fonction même de l'accusé : haut fonctionnaire d'autorité sous l'Occupation, ancien préfet et ancien ministre. Le juger revenait à mettre en cause une certaine permanence française. C'était s'attaquer, au-delà de sa personne, à une haute administration qui était, à l'époque, engagée dans une lutte politique contre ce que le pouvoir d'alors nommait « l'ancien régime », c'est-à-dire contre la République. C'était aussi mettre à jour un crime de bureau, refuser la désresponsabilisation des grands commis de l'Etat.

L'idée de la désobéissance civique n'est pas neuve : « Ce serait un beau spectacle, écrivait déjà Benjamin Constant, que de voir une autorité coupable, rédigeant en vain des prescriptions en masse, des arrêtés de déportation et ne trouvant dans le peuple immense et silencieux qui gémit sous sa puissance nul exécuteur de ses injustices, nul complice de ses forfaits. » Plus que jamais, les grands administrateurs d'abord, les citoyens ensuite ne peuvent mettre en avant le devoir d'obéissance pour justifier l'application de lois scélérates.

S'il n'y avait qu'une leçon à tirer pour le présent et le futur de ce procès, ce serait celle-ci : dans un pays où l'Etat fait encore l'objet d'un culte, le verdict de Bordeaux signifie à l'ensemble des fonctionnaires que la conformité de leurs actes avec les règlements ne les dispense pas d'avoir, le cas échéant, en réponse personnelle, l'obéissance à des vertus, mais la vertu suprême est la responsabilité.

Comment ne pas confronter

cette leçon à cette réalité dont nous prenons tardivement conscience et que l'enquête de Rémy Ourdan a rappelé cette semaine dans nos colonnes : un nouveau génocide fut commis au Rwanda sous le regard de la France qui avait à coup sûr les moyens de savoir et peut-être ceux de l'empêcher. De 1990 à 1994, le crime se préparait et nous n'avons pas su le voir venir, alors même que Paris aidait, conseillait et armait les futurs génocidaires. En 1994, quand il eut lieu, nous nous sommes laissés abuser par la rumeur mensongère de « massacres interethniques », assimilant victimes et bourreaux. Terrible leçon que celle-ci : dans un monde globalisé et surinformé, le pire des crimes a pu être commis sous nos yeux. Nous ne l'avons vraiment vu, accepté et admis, qu'après que l'irréparable ait été commis, quand il était trop tard.

En ce sens, de la Bosnie au Rwanda, le verdict du procès Papon a bien une portée universelle. Ce procès que certains, y compris

dans les médias, avaient bizarrement cru inutile et néfaste souligne que, dans la mécanique du crime contre l'humanité, aucun rouage n'est innocent.

Il aura donc fallu plus de cinquante ans pour « solder les comptes » du vichysme. La bonne nouvelle de Bordeaux, c'est que, contre tous ceux qui dénonçaient ce procès, il a permis de faire la clarté sur les crimes commis et sur les responsabilités encourues. Le syndrome de Vichy n'est pas éradiqué, mais il est identifié, et le devoir d'en combattre les résurgences, sous toutes leurs formes, en est renforcé.

Barbie le nazi, Touvier le collaborateur, le faux « bon Français » : chacun est désormais à sa place dans l'histoire et dans nos mémoires. Sachons nous en souvenir quand ils reparassent sous d'autres noms, d'autres visages. Pour ne plus nous laisser tromper sur ce que nous sommes et sur ce que nous devons être.

J.-M. C.

RECTIFICATIFS

JUSTICE

Nous avons indiqué, dans un article sur des nominations judiciaires paru le 26 mars, que Dominique Matagrin était un « responsable » de l'Association professionnelle des magistrats (APM). M. Matagrin, qui a été secrétaire général de l'APM, nous demande de préciser qu'il n'assume plus de fonctions de responsabilité au sein de cette organisation depuis trois ans.

LIGUE SAVOISIENNE

Aux dernières élections régionales, la Ligue savoisienne a obtenu « des scores importants » dans la vallée de la Tarentaise, et non à l'Alpe d'Huez (Isère), comme nous l'avons indiqué par erreur dans Le Monde daté du 31 mars. En outre, une erreur de transmission nous a fait écrire que la Ligue savoisienne comptait « de nombreux adhérents » aux « aciéries d'usines » : il

s'agissait bien sûr des usines de métallurgie d'Ugine.

ECRIRE CONTRE LA HAINE

Une erreur s'est glissée dans l'orthographe de l'un des auteurs sollicités pour notre cahier spécial « Ecrire contre la haine ». Le nom de l'auteur de L'Antiforme est bien Mehdi Belhaj Kacem, et non Kassem, comme indiqué en première page du Monde daté du 28 mars.

YIDDISH

Contrairement à ce qui a été écrit dans l'article consacré au yiddish (Le Monde daté du 31 mars) et à ce qu'expliquait Rachel Ertel dans l'émission de télévision de La Cinquième, la langue liturgique juive est l'hébreu et non l'araméen, utilisé seulement pour la prière des morts, le Kaddish.

INFLATION

L'inflation en France sur la période février 1997-février 1998 s'établit à 0,7 % et non à 1,6 %

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Le naufrage du Japon

LA crise asiatique n'est pas terminée. La remontée des monnaies et des Bourses, en Thaïlande et en Corée notamment, avait pu faire croire à la fin de la crise. Il n'en est rien. L'engrenage n'a pas été bloqué. Après les « tigers » et les « dragons », c'est aujourd'hui le Japon, le poids lourd de la région, qui donne d'inquiétants signes de faiblesse. Vendredi 3 avril, une importante agence américaine de notation, Moody's, celle-là même qui avait accéléré la chute du baht thaïlandais, a menacé de « déclasser » ce pays, provoquant une nouvelle baisse du yen. Alors que s'ouvre à Londres le deuxième sommet Asie-Europe (Asem), il faut se rendre à l'évidence : l'économie mondiale va bien. Elle n'en reste pas moins à la merci d'un accident. Celui-ci pourrait trouver ses origines en Asie.

Certes, le Japon n'a que peu de points communs avec les pays de la région emportés par la tempête financière qui s'est déclarée, en juillet dernier, en Thaïlande. L'empire du Soleil-Levant occupe la deuxième puissance économique mondiale. Les Japonais sont riches, très riches. L'archipel est le premier banquier de la planète, un véritable « gisement d'épargne », selon l'expression d'un des meilleurs spécialistes du Japon, le secrétaire d'Etat au budget français, Christian Sautter. Il dispose enfin d'une puissante armée de grands groupes industriels, peu affectés pour l'instant par les difficultés du pays.

Mais le Japon souffre, depuis le début des années 90, d'une crise de langueur, d'une quasi-récession. Vieillesse, il ne parvient plus à retrouver le chemin de la croissance. L'annonce de plans de relance suc-

cessifs (mais très insuffisants) et une politique monétaire très accommodante n'y ont rien fait. Les crises de la région - où le pays trouve des débouchés et des alliés - viennent aggraver le mal. Aujourd'hui, la défiance se généralise. Il s'agit, très profondément, d'une crise politique. Toutes les institutions du pays ont perdu progressivement leur crédibilité : les financiers, les dirigeants politiques, l'administration et maintenant la banque centrale, elle aussi impliquée dans les scandales. L'effondrement du yen en est l'une des conséquences.

Le patron de Sony, Norio Ohga, compare même la situation actuelle de son pays à celle des Etats-Unis à la veille de la Grande Dépression. S'il devait se confirmer, « le naufrage du Japon », pour reprendre le titre d'un livre de science-fiction qui avait rencontré un grand succès à Tokyo au début des années 90, ne serait une bonne chose pour personne. Certes, à court terme, les capitaux qui fuient l'Asie viennent alimenter l'euphorie des marchés boursiers, aux Etats-Unis et en Europe. L'économie mondiale ne saurait cependant supporter longtemps la disparition de l'un de ses grands marchés, élément central dans une région aux énormes possibilités, l'affaiblissement de l'un de ses grands acteurs et la faillite de son principal banquier.

A Londres, les Européens s'intéresseront beaucoup à l'Indonésie (toujours en crise) et à la Chine (c'est la première sortie de leur nouveau premier ministre, M. Zhu Rongji). Ils ne devront pas négliger leurs vieux partenaires, les Japonais.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alday, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Goffman, Edy Israelovitch, Michel Kailash, Bernard Le Gendre

Directeur artistique : Dominique Royette

Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau

Médiateur : Thomas Ferracci

Directeur éditorial : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chamaudon
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Veron

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Autres directeurs : Robert Besset-Méry (1944-1969), Jacques Pauzet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescour (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 960 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Héros Besset-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Minc Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Berrani Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La plus grande des saintes

LA PRESSE était convoquée ce matin au ministère de l'Information pour y entendre les dirigeants du quatrième congrès international d'histoire littéraire, qui a terminé hier soir ses travaux. Il y avait là quelque trente personnes réunies autour d'une longue table. On parla un petit peu études staliennes et littérature engagée. Mais l'exposé le plus marquant de la séance fut celui que M. Jean Wu, ambassadeur de Chine au Vatican, consacra... à la petite sainte Thérèse de Lisieux.

M. Jean Wu a l'air d'un étudiant. Les épaules tombantes, le col montant et les larges manches de sa robe noire nationale lui composent une silhouette ovale, dominée par un fin visage étonnamment jeune d'intellectuel.

Avec un sourire triangulaire de la plus orientale séduction, M. Wu évoque l'interpénétration des

cultures occidentales qui, par Taine, Shakespeare, Goethe et saint Jean de la Croix, l'ont ramené aux vieilles chansons chinoises... et à sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Celle-ci est, dit-il, beaucoup plus connue à l'étranger qu'en France, mais n'en reste pas moins (« notez cela, Messieurs ») la plus grande des saintes parce que la plus petite.

« Dans la philosophie de sainte Thérèse, dit l'ambassadeur, j'ai retrouvé toute la sagesse orientale et occidentale. » Ce qui amène le lettré chinois à nous révéler un passage du Faust de Goethe dans le texte. Et ce diplomate chinois réchant des vers allemands devant cette assistance française constituée, à n'en pas douter, le spectacle le plus inattendu.

C. A.

(4 et 5 avril 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

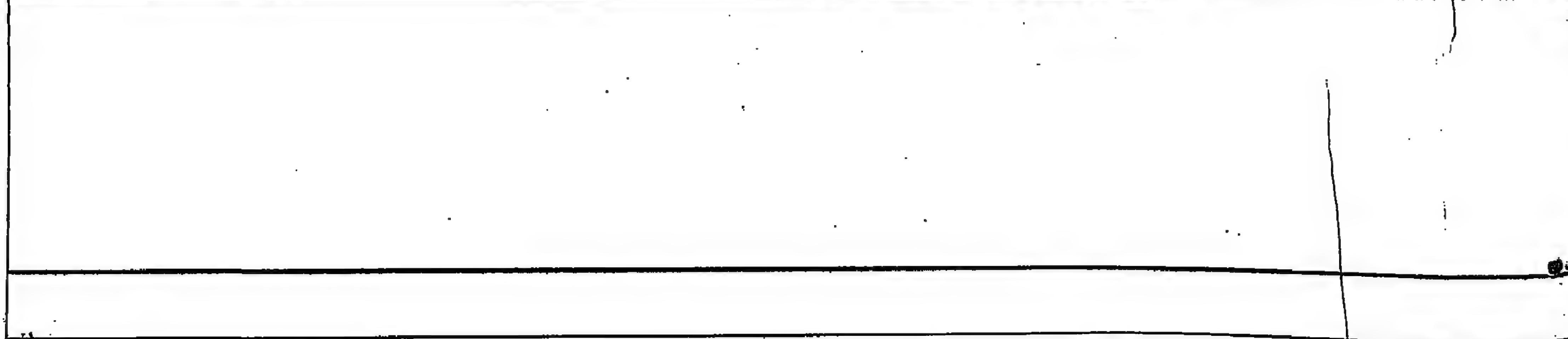
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE



مكتبة الأهل

ALORS ON
S'ARRÊTE
LÀ ?

NON, car on peut
tout améliorer. Cet état d'esprit
est celui des chimistes de spécialités
qui travaillent chez Rhodia.
Chaque jour, nos 26 000 collaborateurs
innovent avec nos clients
pour vous proposer des produits
toujours plus performants.
Chaque jour, ensemble, dans les
domaines de la beauté, l'habillement,
l'alimentation, la santé, l'environnement,
le transport et l'industrie, nous
améliorons votre vie au quotidien.

Rhodia

Le meilleur reste à venir

PRIVATISATION Rolf Breuer, président du directoire de la Deutsche Bank, première banque commerciale en Allemagne, a indiqué, jeudi 2 avril, à Francfort, qu'il envisageait une prise

de participation dans le Crédit lyonnais au moment de sa privatisation. **LE REDRESSEMENT** en cours de la banque publique, qui a enregistré plus de 1 milliard de francs de béné-

fices en 1997, suscite l'intérêt de ses concurrentes, françaises et étrangères. **L'ARRIVÉE** de l'euro favorise un mouvement de concentration générale en Europe dans le secteur finan-

cier. **LA COMMISSION** européenne a écrit au gouvernement français pour redresser, dans un délai d'un mois, des engagements sur la privatisation du Lyonnais et sur la réduction de ses ac-

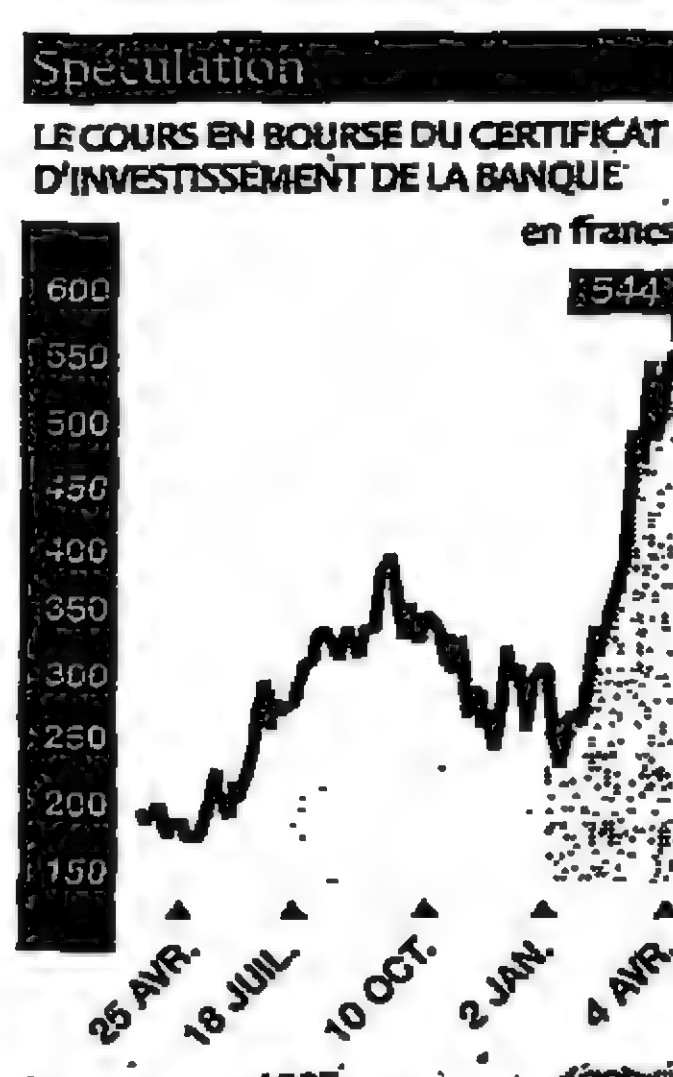
tivités hors de France. **KAREL VAN MIERT**, le commissaire à la concurrence, souhaite une privatisation de gré à gré. Paris préfère une cession sur le marché.

Le Crédit lyonnais attise les convoitises des banques étrangères

L'intérêt exprimé par la Deutsche Bank pour une future privatisation de la banque publique est le signe que la communauté internationale croit en son redressement. Bruxelles, en exigeant de Paris une cession de gré à gré, encourage ces appétits

« SI UNE PRIVATISATION du Crédit lyonnais se déroulait d'une manière intéressante, je pourrais bien m'imaginer de prendre une participation », a déclaré le président de la Deutsche Bank, Rolf Breuer, jeudi 2 avril à Francfort, à l'occasion de la présentation des résultats pour 1997, précisant que la banque allemande « n'entreprendra jamais une prise de contrôle hostile en France ».

Voilà une déclaration qui pourrait mettre du baume au cœur des dirigeants du Crédit lyonnais et des salariés de la banque publique, si elle n'était pas dénuée d'arrière-pensées, moins amicales qu'il n'y paraît. La marque d'intérêt de M. Breuer pour le Lyonnais est en effet un signe que la communauté internationale croit au redressement de la banque publique. Un signe d'autant plus fort qu'il n'est pas isolé puisque, en France, Michel Pébereau et Daniel Bouton, qui président respectivement la BNP et la Société générale, ont également signalé au Crédit lyonnais qu'ils étaient prêts à examiner le dossier et que, hors de France, d'autres établissements, notamment les banques britanniques, prennent aussi leurs marques. Le Lyonnais a enregistré un profit de 1 milliard de francs en 1997 (après 200 millions en 1996) et a versé



Depuis le début de l'année, les investisseurs s'intéressent au Crédit lyonnais, banque publique, privatisable, est devenue très attrayante.

800 millions à l'Etat au titre de retour à meilleure fortune. Son président, Jean Peyrelevade, vise un rendement sur fonds propres de 10 % cette année. La commission a contesté les résultats de 1997 en expliquant qu'ils comptaient une aide de 3 milliards de francs

non approuvée par Bruxelles. Cet intérêt général pour la banque française n'est toutefois pas sans conséquence. Car les banques étrangères, qui étaient restées jusqu'à présent assez silencieuses, ne contestent pas les aides publiques reçues par le Lyonnais, commencent à se manifester auprès des services de la DG IV, la direction de la commission européenne chargée des questions de concurrence. Ils appuient la position de Karel Van Miert, le commissaire européen, qui essaie d'obtenir du gouvernement français l'engagement de privatiser le Lyonnais de gré à gré, c'est-à-dire en le cédant, comme le GAN ou le CIC, à un autre établissement. Ce qui revient en fait à plus ou moins le vendre au plus offrant.

GROSSIR EN FUSIONNANT

La procédure de privatisation du CIC, actuellement en cours, montre bien qu'à ce jeu-là les banques françaises ne sont pas les mieux placées. La BNP, qui n'a pas pu proposer plus de 16 milliards de francs pour acheter le CIC, pourrait-elle mobiliser davantage pour acheter le Lyonnais, plutôt estimé à 40 milliards de francs ? Ce n'est pas sûr. De même qu'il n'est pas certain que la Société générale ou le Crédit mutuel puissent mettre

plus sur la table que la banque néerlandaise ABN Amro pour obtenir le CIC. Il serait plus commode pour ces établissements de pouvoir, comme le font actuellement les banques américaines, suisses ou allemandes, ou comme l'ont fait les assureurs AXA et Allianz, grossir en payant leurs ac-

tivités hors de France. **LA COMMISSION** européenne a écrit au gouvernement français pour redresser, dans un délai d'un mois, des engagements sur la privatisation du Lyonnais et sur la réduction de ses ac-

L'ultimatum de la Commission

La Commission européenne a lancé mardi 31 mars (*Le Monde* du 2 avril), par lettre, un ultimatum d'un mois aux autorités françaises pour qu'elles répondent à ses demandes concernant le Crédit lyonnais. La Commission, réunie à Strasbourg à l'occasion de la session plénière du Parlement européen, a décidé d'écrire au ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, et lui a donné un mois pour répondre. Au ministère de l'économie et des finances, on assure pourtant avoir déjà « répondu point par point » à la Commission européenne. « Les conditions d'un accord global sont désormais réunies. Nous espérons qu'il pourra être trouvé au plus vite dans le respect des règles européennes et des intérêts de l'entreprise qui se redresse », explique-t-on à Bercy. Le ministre rappelle le « long processus » dans lequel il s'est engagé « pour corriger les malfunctions du plan de 1995 ».

quisitions en actions, voire en fusionnant. Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, résiste donc autant que possible aux pressions de Bruxelles, prêt à s'engager sur une privatisation d'ici à la fin 1999 mais en refusant de s'en laisser dicter

activités dites de banque de gros à Londres, aux Etats-Unis ou en Asie. Ce que la banque a toujours refusé, estimant qu'elle ne serait alors plus viable.

C'est pourtant ce que semble rechercher M. Van Miert, même si c'est contraire aux principes de la

Commission de s'assurer de la viabilité des entreprises qui reçoivent une aide d'Etat. Non viable, le Lyonnais serait contraint de s'adosser à un grand groupe dans l'urgence, très rapidement. Cela ferait l'affaire des groupes intéressés par l'acquisition d'un réseau en France. « Ils savent que le Crédit lyonnais vaut moins cher aujourd'hui, de 30 à 40 milliards de francs suivant la manière dont on le privatise, que dans dix-huit mois, où il vaudra sans doute plutôt 50 à 60 milliards », estime un proche du dossier.

Le gouvernement français a donc, lui, toutes les raisons d'attendre. Quant à Jean Peyrelevade, il n'envisage pas l'avenir de la banque seule et a déjà dit qu'il pensait qu'il lui faudrait tôt ou tard s'allier à un autre établissement. Il a déjà des contacts en ce sens et préférerait avoir une marge de manœuvre qui lui permette de faire une alliance amicale. La Deutsche Bank n'est sans doute pas en tête de liste des amis du Crédit lyonnais, qui est plus proche de l'assureur allemand Allianz, lui-même principal actionnaire de la Dresdner Bank et de la banque bavaroise Bayerische Hypo Bank.

Sophie Fay

Les établissements financiers allemands se sont mis en mouvement dans la perspective de l'euro

FRANCFORT

correspondance

Pour la Deutsche Bank, première banque privée d'Allemagne, l'année 1997 ne fut pas bonne. Ses profits ont reculé de 60 % l'an dernier à 2 milliards de deutschemarks (6,7 milliards de francs), tandis que ses concurrentes Dresdner Bank et Commerzbank obtiennent des gains de, respectivement, 18,7 % à 3,3 milliards de deutschemarks et 16,7 % à 2,1 milliards de deutschemarks.

Alors que pendant des années l'évolution de la Deutsche, de la Dresdner et de la Commerzbank allait de pair, leurs bilans font

preuve cette année de contrastes étonnants.

Le seul grand point en commun pour les groupes bancaires à Francfort cette année, ce sont les notes sévères qu'ils ont à subir suite à la crise financière en Indonésie, Thaïlande, Malaisie et Corée du Sud. La Deutsche Bank, qui chiffre ses engagements à 9 milliards de deutschemarks (près de 30 milliards de francs) à la fin 1997 déclare les avoir ramenés à 7,3 milliards de deutschemarks fin mars. La couverture s'élèverait à 1,5 milliard de deutschemarks.

La Dresdner Bank a doté ses provisions pour les risques enco-

Chiffres-clés pour les trois grandes banques allemandes

| | TOTAL DU BILAN | RÉSULTAT NET AV. IMPÔTS | RENDEMENT DES CAPITALS PROPRES | | |
|------------------------------|---|----------------------------|--------------------------------------|--------|------|
| | en milliards de marks et variation annuelle en % | | | 1997 | 1996 |
| DEUTSCHE BANK (selon IAS) | 1 043,0 + 17,7 % | 2,0 - 59,2 % | 8,4 % | 17,1 % | |
| DRESDNER BANK | 678,9 + 20,8 % | 3,3 + 18,7 % | 20,9 % | 19,9 % | |
| COMMERZBANK | 516,9 + 15,4 % | 2,1 + 16,7 % | 9,9 % | 10,1 % | |

rus en Asie (environ 4 milliards de deutschemarks) d'un montant de 600 millions de deutschemarks. La Commerzbank avait passé 881 millions de deutschemarks pour couvrir des risques s'élevant à un total de 7,5 milliards de deutschemarks. Le mouvement de concentration engagé dans toute l'Europe à l'approche de l'euro a touché l'Allemagne. Les deux banques bavaroises, Bayerische Hypo et Vereinsbank, sont en train de fusionner afin de donner naissance au deuxième groupe bancaire en Allemagne derrière la Deutsche. La Dresdner Bank en revanche

est préoccupée de se défendre contre une éventuelle fusion forcée dirigée par son actionnaire de référence, le groupe Allianz, ce silencieux conglomérat de l'assurance qui préfère rester dans l'ombre au lieu d'occuper le devant de la scène. « La Dresdner Bank a la force de continuer son chemin toute seule », lançait le président du directoire Bernhard Walter la semaine dernière, ajoutant « si une restructuration s'avère nécessaire pour notre banque, nous participerons à ce processus et défendrons nos intérêts ».

Les dirigeants allemands pré-

fèrent des rapprochements internationaux à des fusions nationales comme en Suisse où les deux grands, SBS et UBS, se sont mariés.

Mais à partir de là les stratégies semblent diverger entre les géants comme la Deutsche Bank ou la Dresdner Bank qui veulent faire entendre leur voix à l'échelle globale et ceux qui préfèrent défendre leur forte position en Allemagne, quitte à afficher une stratégie bien moins ambitieuse. Ainsi le président du directoire de la Commerzbank, Martin Kohlhausen, refuse d'investir dans l'« investment-banking » à Londres et engage plutôt d'ici à la fin de l'année mille spécialistes à Francfort.

LA DEUTSCHE BANK VISE HAUT

La Deutsche Bank vise haut. Elle veut acquérir un réseau de distribution à sa mesure en France. « Nous voulons devenir un leader sur le marché bancaire dans les pays qui appartiennent à l'Union monétaire. En France, nous n'occupons pas encore une position semblable », a déclaré le président du directoire Rolf Breuer jeudi 2 avril à Francfort. « Notre nouveau marché domestique, c'est l'Europe de

l'Union monétaire ». L'opération s'annonce délicate de ce côté du Rhin. M. Breuer reconnaît que, depuis la reprise des AGF par le groupe d'assurance de Munich, Allianz, le gouvernement français n'accepterait pas une acquisition majeure de la part d'un autre groupe financier de provenance allemande. « La France fait valoir une sorte de principe de réciprocité ». Aussi « nous avons proposé au gouvernement français de mettre nos services en matière de banque d'affaires à sa disposition pour trouver une acquisition en Allemagne », poursuit M. Breuer, qui ajoute avec regret : « Mais sans avoir reçu de réponse ».

M. Breuer exclut formellement d'envisager une OPA pour parvenir à ses fins, notamment sur la BNP partenaire de la Dresdner Bank. « Pour réaliser une acquisition amicale, il nous faut trouver des amis. C'est ce que nous cherchons. » Mais « nous avons encore un long chemin à parcourir ». C'est dans cette optique que M. Breuer a montré, pour la première fois en public, un intérêt pour le dossier Crédit lyonnais.

Jean Edelbourgh

LOCINDUS SA

Le conseil de surveillance s'est réuni le 27 mars 1998 sous la présidence de M. Bertrand VOYER, Vice-Président, pour prendre connaissance des comptes de l'exercice 1997.

Dans le secteur du crédit-bail, la production de l'exercice (383 millions de F.) est en retrait comparée à celle de 1996 (460 millions de F.) ; du fait de la gestion financière de la dette et de la reprise de provisions devenues sans objet, les résultats de ce secteur avant impôt sur les sociétés sont en nette progression par rapport à l'exercice précédent.

Dans le secteur locatif, la baisse des loyers (75,4 MF contre 84,4 MF) est liée essentiellement à la rénovation de quatre immeubles en attente de location.

Par ailleurs, pour satisfaire à la demande de la Commission bancaire formulée à l'égard de l'ensemble des Etablissements de Crédit, LOCINDUS a provisionné « ligne à ligne » la différence entre la valeur nette comptable des immeubles locatifs et leur valeur de marché, sans compensation avec les plus-values latentes. Les provisions constituées à ce titre s'élèvent à 43,8 MF, dont 12,2 MF concernent des actifs entrés dans le secteur locatif après résiliation de contrats de crédit-bail. Cette provision n'est pas sans conséquences sur le résultat net consolidé (110,6 MF) qui, après provisions et impôts, est en diminution (140,7 MF en 1996). Ce dernier est également affecté de l'alourdissement de l'impôt sur les sociétés (22,5 MF), dont une partie provient d'éléments exceptionnels.

Le rendement du patrimoine locatif, loyers de l'année 1997 rapportés à la valeur nette comptable après provisions, ressort désormais à 13,8 %.

Le minimum distribuable du résultat social non taxé (ex-régime SICOM) - obligation de distribution de 86 % et la distribution de la totalité du résultat taxé, conduisent à proposer à la prochaine assemblée générale un dividende (avoir fiscal compris) de F. 63 par action (dont F. 2,39 d'avoir fiscal) comparable à celui de l'exercice précédent (F. 63 par action sans avoir fiscal).

Dans la ligne de 1997, les débuts de l'exercice 1998 montrent que la demande des clients est en pleine mutation (location longue durée plutôt que propriété - locaux industriels plutôt que bureaux). La production de la société a de ce fait évolué, et LOCINDUS entend poursuivre dans ce sens au cours des prochains exercices. Par ailleurs, les résultats du secteur locatif devraient s'améliorer au cours de l'année, notamment du fait du caractère non récurrent des provisions constituées au titre de la dépréciation d'actifs du patrimoine locatif, ou ponctuel des travaux de rénovation.

Le Matif retarde l'introduction de la négociation électronique et baisse ses tarifs

PRÉVUE pour vendredi 3 avril au soir, l'introduction de la négociation électronique aux côtés de la traditionnelle crie est repoussée, en raison de problèmes techniques, à mardi 9 au soir. Il faudra attendre le lendemain matin pour expérimenter les premières cotations en parallèle entre l'électronique et la crie.

Le Matif (marché à terme international de France), sur lequel sont négociés les contrats à terme sur les produits de taux français, ne doit pas rater ce tournant. Car cette évolution marque l'entrée du marché français dans l'euro.

L'unification du marché européen va accroître la compétition entre les principaux marchés à terme de la zone : le Matif à Paris, le Liffe à Londres et le DTB à Francfort. « Avec la convergence des taux en Europe, les produits dérivés sur les dettes publiques vont se banaliser. Les marchés vont donc s'affronter sur les conditions techniques et les coûts des transactions », estime Gérard Pfauwadel, PDG de Matif SA. Sur le front des

prix, le Matif frappe un grand coup en annonçant une réduction de 57 % des frais de transaction pour les opérateurs réalisant plus de 3 000 lots par jour (le tarif passera de 4 francs à 1,70 franc par lot).

Les intervenants savent bien que la cotation électronique diminue sensiblement les coûts de traitement, notamment en réduisant de 40 % le personnel nécessaire par rapport à la crie.

Ce phénomène explique la succession de mouvements de grève déclenchés par les négociateurs sur le parquet tant individuels (les fameux NIP) que salariés des maisons de courtage. « Mais nous n'abandonnons pas pour autant le système à la crie, sur lequel nous avons bâti le succès et la liquidité du Matif », estime M. Pfauwadel. « En maintenant un double système de négociation, nous espérons augmenter la liquidité grâce aux arbitrages qui se réaliseront entre les deux modes existants », explique-t-il. Ce type d'arbitrage entre la crie à Londres et la cota-

tion électronique à Francfort génère 30 % de l'activité sur le contrat à terme sur la dette allemande (le Bund). Par ailleurs, le système électronique permet d'augmenter le nombre d'opérateurs grâce à la diffusion d'écrans de négociation à l'étranger. Il sert de base, également, aux grandes alliances qui se dessinent actuellement. Les marchés à terme allemand et suisse ont fusionné au sein d'Eurex. Le Matif va les rejoindre au sein d'Euro Alliance.

PÉRIODE CRITIQUE

Un accord signé en septembre 1997 prévoit, dans un premier temps, un accès croisé des membres des trois marchés à l'ensemble des produits disponibles. Puis les systèmes de négociations et de compensation seront progressivement unifiés. La première réalisation d'Euro Alliance sera le lancement, en juin 1998, d'options et de contrats à terme sur les nouveaux indices Dow Jones Stoxx 50. Ces produits déri-

vés, négociés simultanément sur le Moneyp à Paris, sur le DTB à Francfort et sur le Sofrex à Zurich, seront cotés en euros avant de basculer en euros en 1999.

Le Matif traverse actuellement une période critique. Les volumes de transactions se sont nettement contractés depuis le début de l'année. En mars, ils ont été inférieurs de 20,2 % à ceux de mars 1997. Ce recul provient d'un déplacement massif des investisseurs étrangers de la dette publique française vers celle libellée en deutschemarks et de la chute de la volatilité des marchés de taux à Paris. L'ouverture du marché de la dette en euros (les premiers contrats Notional libellés en euros devraient voir le jour à partir de mai 1998) va redistribuer les cartes. « Nous voulons imposer nos différents produits comme autant de références sur la nouvelle courbe des taux européens », explique M. Pfauwadel. La compétition sera rude.

Enguérand Renault

سكنا في الامم

L'ouverture du téléphone à la concurrence suscite un recours systématique aux tribunaux

Toute décision sur l'organisation du marché est désormais contestée

A la demande d'un concurrent mécontent, le Conseil d'Etat a gelé, fin mars, une décision de l'Autorité de régulation des télécommunications

(ART) qui attribuait un préfixe téléphonique à deux nouveaux opérateurs. Le recours à la justice, civile ou administrative, devient systématique lors

du passage d'une situation de monopole à un régime de concurrence. Ce phénomène risque de bloquer certaines décisions, comme aux Etats-Unis.

« AVANT d'annoncer toute décision, il faudra veiller à être bordé au plan juridique. » Ce propos, formulé au sein des services de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) au lendemain de la décision du Conseil d'Etat de geler l'attribution de préfixes téléphoniques aux opérateurs T2 et Esprit Telecom (Le Monde du 31 mars), est révélateur d'un nouvel état d'esprit.

Il montre qu'avec l'ouverture à la concurrence du marché français du téléphone, dont l'ART est en quelque sorte le gendarme, c'est un nouveau mode de fonctionnement qui se met en place. En l'occurrence une « judiciarisation » du système : il faut dorénavant s'attendre à ce que, avant d'être appliquée, toute décision relative à l'organisation du marché soit d'abord contestée devant un tribunal, administratif ou civil.

« On assiste à une nouvelle forme de mise en place des règles de marché, qui passe par des règlements en contentieux et des actions en jurisprudence », confirme Didier Pouillot, responsable du département des analyses industrielles de l'Institut d'études de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate).

C'est ce qui se passe sur le dossier des préfixes : la société AXS Telecom a saisi le Conseil d'Etat, parce qu'elle conteste les conditions dans lesquelles l'ART lui a refusé l'accès à un préfixe, ce chiffre qui doit permettre aux consommateurs d'identifier simplement France Télécom et ses principaux concurrents dans le téléphone

longue distance. Quelques mois plus tôt, c'est France Télécom qui avait saisi ce même Conseil d'Etat, contestant le décret édicté par le gouvernement sur les modalités d'interconnexion de ses concurrents à son réseau.

« C'est un phénomène normal lorsqu'on bascule d'un secteur en monopole, où les arbitrages étaient internes à l'Etat, vers un secteur

nouveaux opérateurs, pour s'imposer, vont aussi profiter de tous les points de la réglementation qui sont un peu dans l'ombre », assure M. Rouillet.

Le risque est que cette « judiciarisation » prenne de trop fortes proportions et bloque les évolutions. Comme aux Etats-Unis, où la nouvelle réglementation, adoptée en février 1996 par le Parlement,

« dérive » en France. « Il ne faudrait pas qu'un acteur puisse perturber le fonctionnement du secteur sous prétexte de ne pas être lui-même », relève Jean Hoepffner, vice-président du cabinet de conseil Mercer Management en France. Or, selon lui, c'est le danger avec l'affaire des préfixes.

La société Esprit Telecom a d'ailleurs demandé, mardi 31 mars, au Conseil d'Etat d'annuler toutes les attributions de préfixes auxquelles l'ART a procédé. Ce qui reviendrait à reprendre de zéro le processus de désignation des concurrents de France Télécom (Bouygues, Cegotel, Omnicom, Sise).

« Il ne faudrait pas redéfinir le mécanisme d'attribution comme s'il était possible d'avoir une quinzaine de grands concurrents face à France Télécom, ce qui n'est manifestement pas le cas », indique M. Hoepffner. « Il est souhaitable que les juges prennent leurs décisions en intégrant la dimension économique », souligne M. Jeanneney.

Au-delà de cette affaire, M. Hoepffner redoute que, « parce qu'il n'y a pas d'historique et que l'on voit être sûr que l'on fait jouer la concurrence », on accumule de nouveaux textes suite à la saisine des tribunaux. « Je ne suis pas certain que le libre jeu de la concurrence s'en arrange », déclare-t-il, estimant qu'il vaudrait mieux appliquer un « principe de matérialité : voir l'ampleur du préjudice, remettre en perspective les enjeux ». Et proportionner les réponses, sans alourdir la législation.

Philippe Le Cœur

France Télécom et Deutsche Telekom investissent en Grande-Bretagne

Le duo franco-allemand constitué par France Télécom et Deutsche Telekom a enfin trouvé un allié pour attaquer le marché britannique du téléphone. Ce n'est pas Cable & Wireless, avec qui des discussions ont été longtemps menées, mais Energis, filiale de l'électrique National Grid, qui a déployé, depuis 1993, des réseaux, d'une longueur de 5 000 kilomètres, en Angleterre et au pays de Galles. Les trois groupes ont créé une société commune, MetroHolding, détenue à 50 % par Energis et à 25 % chacun par les opérateurs français et allemand. Elle va construire de nouveaux réseaux locaux dans les villes britanniques (à commencer par Londres). Ses investissements atteindront 100 millions de livres (plus de 1 milliard de francs) sur cinq ans. Les premiers services seront proposés en juillet 1998. Une seule clientèle est visée : celle des entreprises.

avec plusieurs concurrents », souligne Pierre-Alain Jeanneney, directeur général de l'ART. Notant que « l'on est face à des textes nouveaux », M. Jeanneney considère qu'« il n'est pas anormal que les juges soient amenés à les interpréter et à éclaircir leur application ».

Cette intervention du monde judiciaire est courante aux Etats-Unis depuis 1984, date de la première vague de libéralisation du marché téléphonique. « En France, les

n'est toujours pas entrée dans les faits. Il s'agit d'ouvrir totalement à la concurrence le secteur du téléphone. Particulièrement les marchés du téléphone local, qui étaient depuis 1984 sous monopole de compagnies régionales. Ces dernières ont contesté certaines dispositions de cette loi. Différentes juridictions s'en sont mêlées (cour d'appel, Cour suprême, etc.) et la situation est au point mort. Certains craignent ce type de

Après Total, Elf s'appête à signer un contrat avec l'Iran

BAKOU (Azerbaïdjan) de notre envoyé spécial

Malgré l'embargo décrété par les Américains sur les investissements étrangers en Iran, Elf a confirmé qu'il s'appête à signer un contrat de 600 millions de dollars (3,7 milliards de francs) dans ce pays. « Les discussions sur le plan technique ont abouti, il nous reste à finaliser les négociations commerciales », a précisé le 1^{er} avril, à Bakou (Azerbaïdjan), Joël Bouchaud, directeur général adjoint chargé de l'exploration production, sans pour autant avancer de date précise.

Le pétrolier français, vraisemblablement en association avec l'italien Agip, reprendra le champ offshore de Dorood. Sur ce gisement exploité depuis 1984 et qui connaît une baisse de régime, l'objectif est de doubler la production pour la porter de 100 000 à 200 000 barils-jour. Il s'agit d'améliorer les conditions techniques de récupération des hydrocarbures. La rémunération sera faite sous forme de buy back, Elf étant payé en pétrole. « Il s'agit

plus d'une affaire commerciale que politique », a souligné M. Bouchaud, minimisant ainsi la possibilité d'éventuelles sanctions américaines.

Elf et Agip profiteront de la brèche ouverte par Total, qui, à l'automne 1997, s'est associé avec le russe Gazprom et le malais Petronas dans un projet de 2 milliards de dollars (12,4 milliards de francs). Malgré la condamnation des Etats-Unis, aucune sanction n'a été à ce jour décrétée. Mieux,

tous les pays concernés et l'Union européenne soutiennent cette initiative. Il devrait en être de même pour les futurs contrats. Or ceux-ci s'annoncent nombreux, l'Iran ayant décidé de revenir sur la scène internationale en confiant de nouveaux projets aux investisseurs étrangers.

« Dans les mois qui viennent, une quarantaine de dossiers vont être proposés », estime M. Bouchaud, rappelant qu'il est « très important » pour Elf de retourner dans

ce pays. Le pétrolier français espère bien se voir attribuer d'autres permis, notamment dans l'exploration-production, d'autant que, par le passé, le groupe a eu la main heureuse. Il a découvert dans les années 70 deux gisements d'importance, le champ gazier de Kangan et le gisement d'huile de Sirri. Ironie de l'histoire, ce dernier champ a été attribué par les Iraniens à Total en 1995.

Dominique Gallois

Grève à la Sofres contre la baisse des salaires

LA GUERRE des tarifs fait rage entre instituts de sondage. Résultat : les directions tentent de réduire les salaires des enquêteurs, généralement des vacataires payés à l'heure. Après Ipsos, qui, en décembre, a connu douze jours de grève pour cette raison, c'est au tour des enquêteurs téléphoniques vacataires de la Sofres de cesser le travail. Mardi 31 mars, la direction présentait

aux représentants des 150 enquêteurs une « grille indicative ». En moyenne, les salaires baisseraient de 8 % à 14 % selon les catégories. Ceux des enquêteurs après des particuliers passeraient de 50 à 44 francs.

Pour Claude Benazeth, directeur général adjoint du groupe Sofres, cette baisse des rémunérations correspond à « une uniformisation au niveau européen par rapport au marché ». Il ajoute que les nouveaux tarifs restent « supérieurs à la moyenne des rémunérations de ses concurrents ». Les gérants, qui occupent les locaux de Montrouge (Hauts-de-Seine), font remarquer que l'entreprise, qui a été reprise en 1997 par le groupe britannique Nelson, dégage un bénéfice de 240 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,9 milliards et que rien, dans ces conditions, ne justifie la

baisse des salaires. Ils s'insurgent par ailleurs d'une possible délocalisation de leur activité. La Sofres a ouvert, mi-1997, une filiale lyonnaise équipée de 180 postes téléphoniques qui emploie 50 enquêteurs. D'ores et déjà, ceux-ci ne sont plus payés que 42 francs de l'heure.

Lors d'une rencontre avec la direction le jeudi 2 avril, les représentants des enquêteurs parisiens avaient accepté le principe d'une reprise du travail en échange d'un gel des salaires jusqu'à l'été prochain et le maintien d'un site en Ile-de-France. Mais, dans la soirée, la base a refusé ce compromis et décidé de poursuivre le mouvement. Chez Ipsos, la direction, qui voulait diminuer les salaires de 47 à 40 francs, a limité la baisse à 44 francs après la grève.

Frédéric Lemaître

Générale des eaux renaît sous le nom de Vivendi

Jean-Marie Messier, le PDG, veut imposer une nouvelle image et de nouvelles valeurs à l'entreprise

LA GÉNÉRALE DES EAUX a vécu. Le groupe, créé en 1853, s'appelle désormais Vivendi. Depuis un an, il réfléchissait à ce changement de nom. Après avoir hésité entre Egry, Elegie, Egedia ou Anjou, il s'est arrêté sur cette appellation latine et a choisi un logo entouré de petits oiseaux. « C'est un nom chaleureux, plein de vie, de mouvement, qui ressemble à nos métiers, des métiers de services de proximité qui améliorent la vie quotidienne », commente Jean-Marie Messier, dans un entretien aux Echos du 3 avril. Le nom « Générale des eaux » sera conservé pour les seules activités de l'eau.

Pour bien marquer la rupture, en début de semaine, le groupe abandonne aussi son siège historique pour aller s'installer avenue de Friedland. Autant de changements pour marquer la mutation engagée par Jean-Marie Messier. Depuis son arrivée, il y a trois ans, il a tout modifié dans la société, sa stratégie, ses axes de développement, ses métiers. Les activités de services ont été renforcées et ne constituent plus le cœur du groupe comme auparavant. Désormais, ce sont la communication et les télécommunications qui piment. La fusion avec Havas, annoncée début mars, vient parachever l'édifice d'un groupe qui se veut un concurrent des géants mondiaux de la communication.

En parallèle, les équipes dirigeantes ont été remaniées. Au

comité exécutif, il reste cinq personnes, toutes responsables des métiers historiques du groupe, mises en place à l'époque de Guy Dejouany, mais l'encadrement supérieur a été renouvelé en profondeur. Une partie des embauches est liée aux nouveaux métiers, une autre à la volonté de Jean-Marie Messier d'avoir des hommes à lui.

FIÈVRE TRANSFORMATRICE

En leur présentant le nouveau nom, jeudi, Jean-Marie Messier a insisté sur les valeurs qu'il veut voir le groupe adopter : priorité au client, création de valeur, cohésion interne, coopération entre les services, éthique. Il a confirmé l'arrivée, en mai, de la magistrate Sylvie d'Arvisenet, qui préparera un code d'éthique. « Le non-respect de ces valeurs entraînera la non-appartenance à Vivendi » a-t-il précisé.

Un seul lieu de pouvoir pour l'instant a résisté à cette fièvre transformatrice : le conseil d'administration, où siègent Guy Dejouany, Ambroise Roux, Marc Vienot, Jean-Louis Boffa. Mais il devrait être modifié rapidement lui aussi. En 1997, Jean-Marie Messier y a fait entrer Bernard Arnault (LVMH), Serge Tchuruk (Alcatel Alsthom), Philippe Fordel-Destezet (Adeco). Il s'apprête à faire nommer cette année deux proches, Henri Lachmann et le Britannique Simon Murray.

Martine Orange

Apple invite Steve Jobs à rester « PDG intérimaire »

LE CONSEIL d'administration du fabricant américain d'ordinateurs Apple a officiellement invité, jeudi 2 avril, qu'il souhaite voir Steve Jobs conserver aussi longtemps qu'il l'entend le poste de « PDG intérimaire ». M. Jobs, cofondateur d'Apple, est revenu début 1997 à la tête du groupe, dont il avait été évincé en 1985. Occupant d'abord – après le rachat de sa société Next – un poste de conseiller de Gilbert Amelio, alors PDG d'Apple, M. Jobs a été nommé PDG temporaire après le limogeage de M. Amelio en juillet. Sous sa houlette, Apple a procédé à des révisions stratégiques. Au premier trimestre de l'exercice 1997-98 (fin décembre), le groupe est sorti du rouge. Le cours des actions a remonté. Mais M. Jobs est décidé à ne pas rester PDG. Sa présence ne facilite cependant pas la recherche d'un patron.

Jean-Cyril Spinetta remanie la direction d'Air France

LE DIRECTEUR général d'Air France, Marc Véron, a quitté la compagnie. L'ancien numéro deux du groupe avait évoqué son départ en octobre 1997, lors de la démission de Christian Blanc suite au refus du gouvernement de privatiser Air France. M. Véron était l'un des derniers hommes de M. Blanc à être resté dans le groupe. Il est remplacé par Pierre-Henri Gourgeon, qui a côtoyé M. Spinetta dans plusieurs cabinets ministériels et a rejoint Air France en décembre pour prendre la charge du développement et des affaires internationales. La directrice de la communication, Jacqueline Chabridon, une autre fidèle de M. Blanc, a également annoncé son départ. Elle est remplacée par François Brousse. Enfin, Philippe Lazare, le directeur d'Air France Industrie et PDG de Servair, quitte le groupe.

COMPAGNIE FINANCIERE SAINT-HONORE

Le conseil de surveillance de la Compagnie Financière Saint-Honoré s'est réuni le 31 mars 1998 sous la présidence de Monsieur Benjamin de ROTHSCHILD pour examiner les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1997.

Monsieur Roger CUKIERMAN, Président du directoire, a présenté les comptes de l'exercice. Le bénéfice net social est de 40,9 millions de francs et le bénéfice net consolidé part du groupe est de 107 millions de francs. Au 31 décembre 1997, la Compagnie Financière Saint-Honoré présente une valeur d'actif net réévalué de 1953 millions de francs.

Pour la Compagnie Financière Saint-Honoré, l'exercice a été marqué par la fusion-absorption de La Savoisième et des résultats en forte progression dans toutes les entités du groupe.

Ses principales participations dans le groupe sont La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque (88%), la Compagnie de Conseils des Assurances Saint-Honoré (64%), et Cogifrance (45%). Elle détient également des participations significatives dans Albatros, Club Méditerranée, Dauphin, Publicis et la radio BFM. Au 15 mars 1998, la valeur d'actif net réévalué est de 2063 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 10 juin 1998. Il lui sera notamment proposé la distribution d'un dividende de 32,7 millions de francs, soit 10 francs par action assortis d'un avoir fiscal de 5 francs.

La Compagnie Financière Saint-Honoré est cotée au second marché de la Bourse de Paris (code valeur : 3893 et RIC : CFSHMS).

2 nuits B&B + bateau
+ le transport de votre voiture
par personne base 4 adultes
jusqu'au 28/5/98

Faites de beaux rêves dans le Sud-Est Irlandais pour 720F

01 42 66 90 90 3615 IRISH FERRIES
ou chez votre agent de voyages

IRISH FERRIES

LB1 LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV ÉLIGIBLE AU PEA

Investissez dans les entreprises françaises

Le conseil d'administration de Livret Bourse Investissements, réuni le 4 février 1998, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1997, et décidé de convoquer les actionnaires de la Sicav en assemblée générale ordinaire le 8 avril 1998.

Il sera proposé à l'assemblée de fixer à 12,52 F par action le dividende net de l'exercice 1997. Il est constitué de revenus d'actions françaises.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée, ce dividende sera mis en paiement le 14 avril 1998. Le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement, le 9 avril.

Reinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1998.

| Performances au 31.12.1997 (dividendes nets réinvestis) | |
|---|-----------|
| sur 1 an : | + 30,57 % |
| sur 5 ans : | + 79,61 % |

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

CAISSE D'ÉPARGNE, LA POSTE, TRESOR PUBLIC

La télévision numérique est un casse-tête pour les consommateurs

Une étude du centre régional de la consommation de Lille stigmatise les méthodes commerciales des divers opérateurs et revendeurs ainsi que les nombreux problèmes techniques auxquels sont confrontés les téléspectateurs

LES OPÉRATEURS français de bouquets numériques par satellite n'en finissent pas d'annoncer des résultats triomphants. CanalSatellite, le pionnier, affiche 800 000 abonnés, tandis que son principal rival, TPS, qui a démarré un an et demi plus tard, a franchi le cap des 400 000 fidèles. Le petit dernier, AB Sat, annonce 65 000 abonnés. Ce démarrage en flèche s'effectue parfois au détriment des consommateurs. Une étude du centre régional de la consommation (CRC) de Lille dénonce les difficultés auxquelles sont confrontés bien des consommateurs de la télévision numérique, par satellite ou par câble.

Emboitant les premiers pas d'un futur client, l'étude constate que « les difficultés que peut rencontrer le consommateur dans un point de vente sont nombreuses » : la plupart des vendeurs ne sont nullement formés à l'usage de ce type de produit, certaines grandes surfaces pourtant « spécialisées »

ne proposent guère de choix, et de nombreux points de vente se révèlent incapables d'assumer la pose et l'installation complète d'une parabole et d'un décodeur. S'appuyant sur 732 relevés effectués dans plus de 120 commerces du département du Nord, le CRC note, pour un équipement de réception simple, des écarts de prix allant de un à cinq. Par exemple, une parabole d'un diamètre de 50 centimètres équipée d'une tête universelle peut coûter entre 280 et 690 francs. Les écarts peuvent se creuser (de un à sept) pour les services (pose, réglage, déplacement). En ajoutant le prix d'une parabole et d'un décodeur, ces

trois services conjugués peuvent être facturés de 1 875 à 5 930 francs. Battant en brèche une idée reçue, l'étude affirme que « le concept de qualité numérique peut être trompeur », dans la mesure où la qualité de réception n'est pas forcément supérieure à celle de l'analogique. Elle dépend du débit alloué par l'opérateur. « Quand TPS annonce que les abonnés reçoivent les chaînes hertziennes avec un son en format stéréo proche de celui du laser et une image des plus parfaites, cela n'est pas tout à fait exact : seul TF1 répond à ces critères. » Les chaînes de France Télévision sont en son mono, et leur image n'est « guère plus belle » qu'en analogique.

Le CRC de Lille épingale aussi le démarrage de TPS, qui s'est fait au « plus grand mépris » des consommateurs, qui ont dû attendre six semaines, voire trois mois, en mars 1997, pour obtenir leur terminal numérique. Ces rup-

tures de stock portaient même « atteinte aux quatre mois de gratuité offerts ». Phénomène plus préoccupant, ce rapport souligne qu'un consommateur qui souhaite s'abonner à AB Sat alors qu'il loue un décodeur CanalSatellite doit « impérativement garder un abonnement chez ce dernier », et réciproquement. « Il convient d'interroger sur ces pratiques, surtout si elles touchent à la vente (de décodeurs), qui peuvent s'assimiler à de la vente subordonnée », affirme l'étude.

PROMOTION « ILLÉGALE »

Passant à la loupe les offres des câblo-opérateurs, qui s'accompagnent d'une « forte pression commerciale », l'étude affirme que « toutes ne sont pas nécessairement conformes au code de la consommation ». Par exemple, des consommateurs ont été orientés sur Disney Channel, à prix promotionnel, sans qu'il ait été indiqué que l'abonnement à cette chaîne signifiait le passage à une option supérieure. La pratique de telles promotions est « illégale » et « peut être sanctionnée au titre de la publicité mensongère ou de nature à induire en erreur ».

Considérant que les consommateurs devraient être en mesure d'exiger de ne pas recevoir l'ensemble des programmes, le CRC propose la mise en place d'un système d'options groupées à la carte dans lequel le téléspectateur pourrait souscrire à un nombre de chaînes forfaitaire pour un prix donné. Système qui laisserait au consommateur le libre choix des chaînes qu'il entend regarder. « L'essor technologique de la télévision ne doit pas s'effectuer au seul profit des diffuseurs », résume l'étude.

Toujours très concrètement, ce document souligne les limites techniques des décodeurs numériques, et notamment l'impossibilité de regarder deux programmes d'un même bouquet sur deux téléviseurs différents ou encore l'impossibilité de visionner un programme tout en enregistrant un autre, ce qui n'est pas sans rappeler les problèmes techniques des premiers magnétoscopes. Autre désavantage des nouveaux décodeurs, le zapping est beaucoup plus long : il faut plusieurs secondes pour passer d'une chaîne à l'autre. L'étude souligne aussi une certaine « déception » à l'égard du contenu de certaines chaînes, qui provient notamment de l'ampleur des multimedias. Comme dans la télévision hertzienne, l'offre de programmes de qualité serait, là encore, bien trop souvent diffusée en fin de soirée, après 23 heures ou minuit.

Nicole Vulser

Vers une explosion du câble numérisé

Une étude de MédiaPolis table sur une explosion des abonnements aux services numériques du câble. Ils devraient augmenter de 286 %, pour atteindre 255 000 d'ici la fin de l'année, qu'il s'agisse de nouveaux venus ou de « convertis » de l'analogique. Fin 1997, Numéricable (Canal Plus) déclarait 42 000 abonnés au numérique, contre 40 000 pour Lyonnaise Câble et 7 000 pour France Télécom Câble. MédiaPolis ne cache pas que la principale contrainte, pour le consommateur, tient au prix des terminaux.

Le groupe Lyonnaise Câble, qui détient le réseau câblé parisien, affirme que ses problèmes d'approvisionnement en décodeurs devraient être résolus courant mai. La liste d'attente est estimée par le câblo-opérateur à 5 000 actuellement. Par ailleurs, Lyonnaise Câble vient de prévenir ses abonnés parisiens du retard pris pour la commercialisation d'un accès à Internet.

Accord « imminent » entre les bouquets AB Sat et TPS

LE LONG FEUILLETON des négociations entre AB Sat et Télévision par satellite (TPS) arrive à son terme. Après moult brouilles et réconciliations, Claude Berda, patron d'AB Sat, et Patrick Le Lay, PDG de TPS, « ne sont pas loin » d'avoir trouvé un terrain d'entente. « L'accord est imminent », fait-on savoir des deux côtés. Ce rapprochement sera à l'image de celui déjà conclu entre AB Sat et CanalSatellite. Certaines chaînes d'AB Sat seront reprises dans l'offre thématique de TPS et le reste du bouquet de Claude Berda sera proposé en option de TPS.

Au départ, deux chaînes d'AB Sat, Chasse et Pêche et Automobile, devaient intégrer TPS Thématique. TPS aurait accepté de reverser à AB Sat 5 francs par mois et par abonné pour la reprise de ces deux programmes. En sus, AB Sat formaterait un bouquet conçu sur le modèle d'AB Découverte vendu aux abonnés de CanalSatellite, qui viendrait compléter l'offre de TPS comme une option supplémentaire. Selon certaines sources, les deux groupes seraient convenus « d'un partage des recettes à 50/50 ».

Après une année 1997, marquée par un succès dépassant les espérances - 350 000 abonnés contre 175 000 prévus au départ -, TPS se

devait de renforcer son offre de programmes pour le renouvellement de son portefeuille d'abonnés. Le conseil d'administration de TPS avait donné mandat à Cyrille du Peloux, directeur général du bouquet, de s'entendre avec l'ensemble dirigé par Claude Berda. « L'accord est bouclé », précise un artisan de ce rapprochement. Avec l'appoint d'AB Sat, le bouquet dirigé par Patrick Le Lay pourra proposer une vingtaine de chaînes supplémentaires à ses souscripteurs, dont la chaîne porno XXL. Seules, AB Sports et Nostalgie la Télé, diffusées en exclusivité par AB Sat dans CanalSatellite, manqueront à l'appel.

BONNIES COMPATIBLES

A la différence du contrat de simulcrypt, précédemment conclu entre CanalSatellite et AB Sat, ce nouvel accord sera techniquement beaucoup plus simple à mettre en œuvre. Les deux opérateurs émettent via la flotte de satellites Eutelsat et ils utilisent tous les deux les décodeurs numériques Viacross développés par France Télécom. Seule question encore sans réponse : qui gèrera les abonnés séduits par l'offre complémentaire d'AB Sat ?

Cette nouvelle alliance illustre un peu plus encore la mutation opérée par AB Sat, qui re-

nonce à son ambition initiale : s'imposer comme un opérateur de bouquet numérique à part entière. La gestion en direct de son parc d'abonnés et la vente de ses boîtiers numériques au travers d'un réseau de distribution s'étaient révélées peu fructueuses. Les abonnés ne se sont pas bousculés et la commercialisation des décodeurs a rebuté les consommateurs plutôt portés sur la location. Toutefois, depuis l'accord avec CanalSatellite et la reprise de l'ensemble de programmes sur les réseaux câblés de NC Numéricable et de Lyonnaise Câble, AB Sat a vu grossir son portefeuille d'abonnés. Jeudi 2 avril, AB Sat revendiquait, dans un communiqué, 65 000 souscripteurs au 31 mars, auxquels s'ajoutent 12 000 abonnés réunis sur le câble. L'alliance avec TPS devrait encore doper le portefeuille d'abonnés d'AB Sat, qui abandonnera, à terme, la vente des décodeurs pour rester seulement éditeur et opérateur de chaînes. Selon Claude Berda, « l'industrie devrait très rapidement prendre le relais des opérateurs » pour proposer aux consommateurs des boîtiers numériques compatibles avec les trois offres de programmes.

Guy Duthell

La publicité sur les points de vente prouve son efficacité

SOMMES-NOUS influencés par les présentoirs, les animations, les têtes de gondole et les affiches géantes qui envahissent les supermarchés ? Une étude réalisée par l'Institut Popai Europe, en partenariat avec le Syndicat national de la publicité sur le lieu de vente (SNPLV), a tenté, pour la première fois, de mesurer leur efficacité sur les ventes. D'après les professionnels du secteur, ces gadgets promotionnels qui flattent l'œil, enchantent l'odorat ou stimulent nos appétits nous feraient acheter 16 % de produits en plus. Les hommes seraient les plus influençables parce que « les moins sûrs de leurs achats », commente Bernard Vasseur, le président du syndicat.

L'enquête réalisée en septembre et octobre 1997 auprès de 607 personnes dans huit hypermarchés montre que plus de la moitié des achats se décide dans les magasins. Le même constat est fait aux Etats-Unis, en Australie, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Hollande ; la tendance est amplifiée au Japon.

Une écrasante majorité de consommateurs (86 %) utilisent catalogues ou prospectus pour prévoir leurs achats. Les Français achètent dans 24 % des cas les produits qui figuraient sur leurs listes d'achat. Pour 12 %, ils savent quel produit acheter, mais se sont déterminés sur la marque face au rayon. 58 % ont acheté un produit qu'ils n'avaient pas prévu d'acquiescer initialement. Au final, et après avoir passé entre 45 minutes et une heure dans le magasin, ils dépensent en moyenne 12 % de plus que leur budget initial, pour deux fois plus de produits (15 877 produits achetés contre 7 491 prévus).

Tout est fait pour que l'on consomme davantage. En tête des

aligouilles, on trouve les « box palettes », suivies des animations, des présentoirs et des affiches grand format. Parmi les moins efficaces, l'étude recense les annonces faites au haut-parleur et les bornes interactives. Ce sont les rayons boissons et épicerie qui bénéficient du plus grand nombre d'opérations de mise en avant. Pour autant, ce sont celles mises en place dans les rayons produits frais et entretien de la maison-cosmétiques qui seraient les plus efficaces. « La PLV est plus efficace lorsqu'elle est isolée et n'a pas à affronter la concurrence promotionnelle des autres produits dans un même rayon », constate Pierre-Alain Weill, chargé de l'aspect international de l'étude.

ÉPICERIE ET PRODUITS FRAIS

Seulement 6,5 % des produits vendus en hypermarchés font l'objet d'opérations de mise en valeur en France. Les coupons de réduction et présentoirs, notamment, sont légion dans les rayons épicerie ; les pancartes et affichettes, surreprésentées aux rayons produits frais. Aux Etats-Unis, la PLV est deux fois plus présente. Mais, dans l'Hexagone, « la grande distribution est en train de changer, commente M. Vasseur. Face aux discounters, les grandes enseignes ont réalisé qu'il fallait mettre un coup d'accélérateur sur la qualité de l'accueil, la façon dont les produits sont présentés ». En 1996, près de 5 milliards de francs ont été dépensés en France pour valoriser les produits sur les linéaires. Cet investissement « informatif », considéré comme « utile » par 85 % des consommateurs interrogés, devrait s'accroître dans les années à venir.

Florence Amalou



Synthelabo

RESULTATS DEFINITIFS 1997 PROGRESSION DU RESULTAT NET PAR ACTION DE 15,8%

Le Conseil d'Administration de Synthelabo, réuni le 1er avril 1998 sous la Présidence de M. Hervé Guérin, a arrêté les comptes sociaux et examiné les résultats consolidés du groupe pour l'exercice 1997.

Comptes consolidés 1997

(en millions de francs)

| | 1997 | 1996 | Evolution |
|--|----------|----------|-----------|
| Chiffre d'affaires | 11 747,0 | 10 430,3 | + 12,6% |
| Résultat avant impôts, participation, plus et moins-values et amortissement des écarts d'acquisition | 1 751,7 | 1 420,7 | + 23,3% |
| Résultat net corrigé* | 1 118,5 | 974,9 | + 14,7% |
| Résultat net corrigé* part du groupe | 1 101,2 | 950,7 | + 15,8% |
| Résultat net corrigé* part du groupe par action (en francs) | 22,80 | 19,69 | + 15,8% |

*Résultat net hors plus et moins-values nettes d'impôt et avant amortissement des écarts d'acquisition

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 23 juin 1998 à 10 heures - 31, avenue Paul Vaillant Couturier, 92200 Bagneux - de distribuer un dividende de 6,16 francs par action (contre 5,32 francs en 1996) correspondant compte tenu de l'avoir fiscal à un revenu global de 9,24 francs, soit une progression de 15,8%.

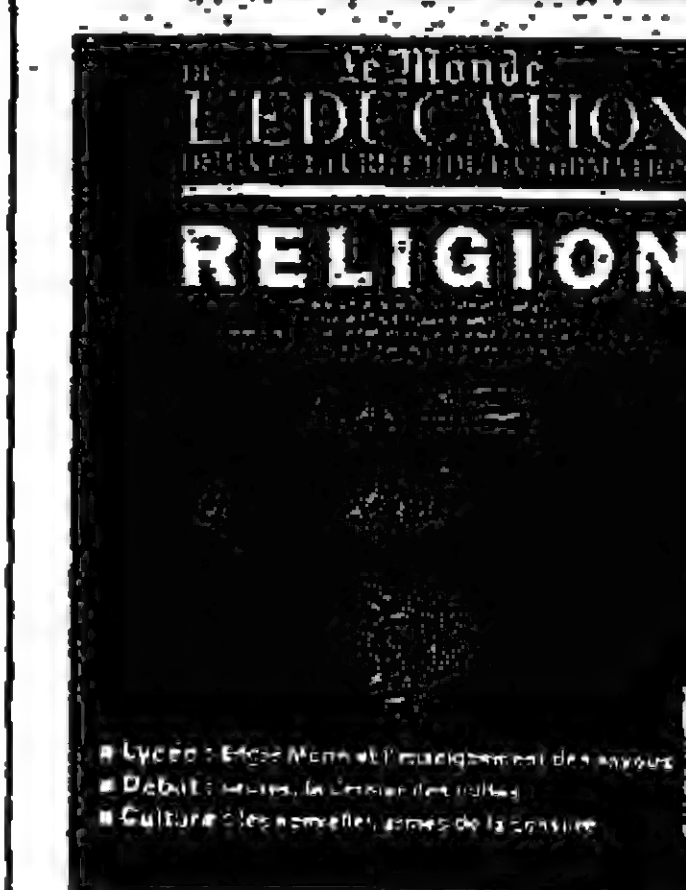
Les comptes pourront être consultés au siège social - 22, avenue Galiée, 92350, Le Plessis Robinson - à compter du 8 juin 1998.

Activité du premier trimestre 1998 et perspectives

L'augmentation du chiffre d'affaires du premier trimestre 1998 devrait être limitée à environ 8 % à données publiées et 6 % à données comparables, suite aux fortes ventes d'Ambien® aux Etats-Unis en fin d'année 1997. En Europe, le lancement de l'antihistaminique Mizollen®, a débuté et celui de l'antipsychotique Solian®, se poursuit. Pour l'année 1998, la croissance du chiffre d'affaires à données comparables devrait être de l'ordre de 8 %, soit une amélioration par rapport à celle de 1997 qui s'est établie à 7 %. Cette amélioration devrait être obtenue grâce au redressement en cours de l'activité en Allemagne et en France. L'évolution du résultat net par action devrait être supérieure à l'augmentation du chiffre d'affaires. L'objectif de Synthelabo est d'atteindre un chiffre d'affaires de 18 à 20 milliards de francs en l'an 2000, par croissance interne et opérations externes, et de réaliser une progression annuelle moyenne du bénéfice net par action supérieure à 20 % sur la période 1998 / 2000.

« Qui croit encore aujourd'hui que la science apportera le mot de la fin ? »

Jean Delumeau, rédacteur en chef invité



avec :

Jean-Pierre Albert, Maurice Bloch, Jean Bottéro, Olivier Christin, Hervé Hamon, Dominique Lajoux, Gérard Mordillat, Dominique Ponnau, Jérôme Prieur, Jean-Louis Schlegel, Jean-Claude Schmitt, Michel Serres...

● Comprendre. XXI^e siècle, tout un univers religieux est en train de basculer. Demain, à quoi croirez-vous ? ● Expliquer. Une école catholique est-elle une école comme les autres ? Et comment enseigner l'histoire des religions ? ● Se souvenir. L'édit de Nantes à 400 ans et pas une ride...

Et aussi : ● La censure n'a pas disparu ● Les sectes : le dernier des cultes ● L'enseignement des savoirs vu par Edgar Morin, Samuel Joshua et Claude Lelièvre...

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكينة الرحيل

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ROLLS-ROYCE** : les négociations continuent avec Volkswagen, qui a fait une nouvelle offre au groupe britannique Vickers, propriétaire de Rolls-Royce, affirme le quotidien économique allemand Handelsblatt, vendredi 3 avril. Volkswagen a confirmé cette information. Vickers avait déclaré, lundi 1^{er} avril, avoir choisi l'offre de BMW.

● **COURTAULDS** : le groupe chimique et pharmaceutique néerlandais Akzo-Nobel pourrait racheter le britannique Courtauld (textile, chimie). Akzo deviendrait ainsi le numéro un mondial des peintures. Cette cession remplacerait le plan de scission annoncé par Courtauld en février, visant à séparer sa division fibres textiles de celle des peintures, l'emballage étant mis en vente.

● **GÉNÉRALE DES EAUX** : le groupe change de nom et se rebaptise Vivendi (lire p. 19).

● **DEGRÉMONT** : la filiale allemande du groupe de traitement des eaux a conclu, jeudi 2 avril, un accord pour racheter la société Hager & Elsäßer, spécialisée dans le traitement de l'eau ultra-pure.

● **DELPEYRAT** : le producteur de foin gras a été cédé, jeudi 2 avril, par le groupe Louis Dreyfus au groupe coopératif Maisadour, qui devient numéro un mondial du foin gras.

● **TEXTILE** : les entreprises des secteurs du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure jouissent au 31 décembre 1997 d'une réduction dégressive sur les cotisations patronales de Sécurité sociale pour continuer à en bénéficier en 1998 dans la limite de 650 000 francs, selon un décret paru, jeudi 2 avril, au Journal officiel.

● **SUCRE** : le Syndicat national des fabricants de sucre (SNFS), patronné par le groupe Louis Dreyfus, a proposé aux syndicats les 35 heures sans baisse de salaire mais avec un gel des augmentations futures, lors d'une séance de négociations, mercredi, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

SERVICES

● **GTE** : la compagnie de téléphone américaine va vendre certaines de ses activités dans le téléphone local pour 2 à 3 milliards de dollars (12,4 à 18,6 milliards de francs), ce qui entraînera la suppression de plus de 1 500 emplois.

FINANCE

● **DEUTSCHE BANK** : la banque allemande s'est déclarée intéressée au rachat du Crédit lyonnais (lire p. 18).

● **CNP** : la mise à la disposition de certains fonctionnaires de la Caisse nationale de prévoyance, dont l'échéance était fixée en décembre 1996, a été prolongée de dix ans, selon un amendement additionnel au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) adopté par l'Assemblée nationale jeudi soir.

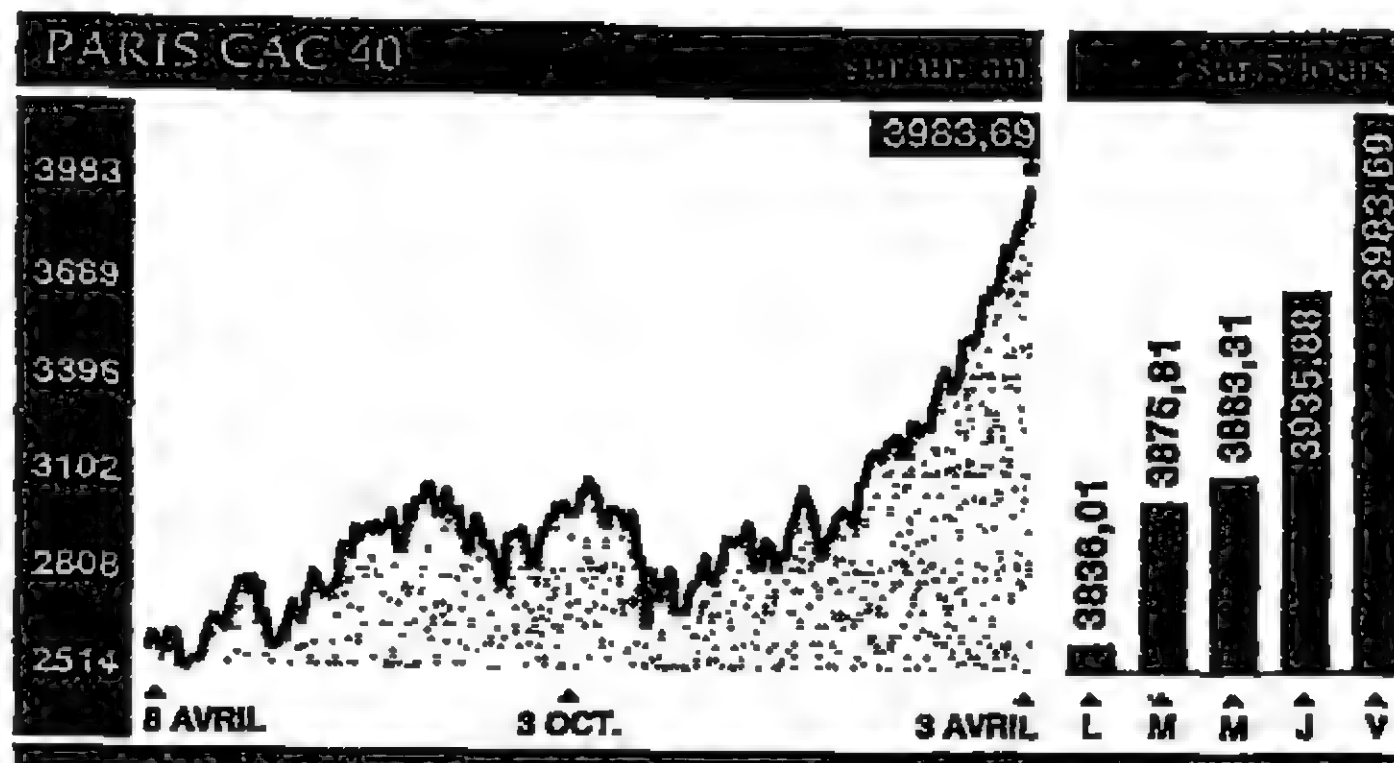
RÉSULTATS

● **SONY** : le groupe japonais a indiqué qu'il a tenu, au cours de l'exercice 1997-98 (clos fin mars), ses objectifs de résultat net (210 milliards de yens, + 51 %) et de chiffre d'affaires (6 600 milliards de yens, + 17 %).

● **GEMPLUS** : le fabricant de cartes à puce a réalisé, en 1997, un chiffre d'affaires de 3,454 milliards de francs (+ 50 %). Le résultat net est en baisse à 14 millions de francs, contre 140 millions en 1996, en raison d'importants investissements (usines, acquisitions).

● **SEITA** : le groupe de tabac français a annoncé un bénéfice net consolidé de 827 millions de francs (+ 5,2 %) pour un chiffre d'affaires consolidé de 18,4 milliards (+ 5,9 %).

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

| Hausse | Cours 02/04 | Var. % 01/04 | Var. % 31/12 |
|-----------------|-------------|--------------|--------------|
| ESLOR INTL | 22,55 | +8,36 | +25,27 |
| SOCIÉTÉ GÉNÉRAL | 3,51 | +0,51 | +0,12 |
| CEUS EUROPE | 4,15 | +0,13 | +0,43 |
| SILIC CA | 11,43 | +0,06 | +0,50 |
| LABIAS | 21,93 | +6,85 | +41,08 |
| AIR LIQUIDE | 11,35 | +0,00 | +0,50 |
| INTERTECHNIQUE | 1,91 | +5,75 | +28,10 |
| BIC | 4,99 | +4,88 | +11,31 |
| STRAFOR FACOM | 3,50 | +4,87 | +32,28 |
| SEITA | 3,77 | +4,89 | +18,98 |

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

APRÈS TROIS RECORDS successifs à la clôture, la Bourse de Paris poursuivait son ascension pour se rapprocher du sommet des 4 000 points. En hausse de 1 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 1,04 %. Vers 12 h 30, l'indice phare du marché parisien gagnait 1,10 % à 3 979,28 points contre un plus haut de 3 987,82 points, cinquante minutes après l'ouverture. La veille cet indice avait inscrit son 28^e record de l'année à 3 935,88 points après avoir atteint le pic des 3 952,90 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de francs. Les milieux financiers continuent à apprécier des taux d'intérêt historiquement bas dont l'évolution est favorisée par un taux d'inflation très faible dans le monde industrialisé en raison de la crise qui sévit en Asie.

TOKYO

LES VALEURS japonaises ont terminé en baisse de 1,18 %, vendredi 3 avril, à l'issue d'une séance nerveuse marquée par la décision de l'Agence de notation Moody's de revoir à la baisse les perspectives d'évolution de la note souveraine du Japon. L'indice Nikkei a perdu 185,12 points, pour terminer à 15 517,78 points.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones a battu un nouveau record, jeudi, à 8 986,64 points, en gagnant 118,32 points (+1,32 %), flirtant les 9 000 points. Les cris d'encouragement des traders sur le plancher de la première Bourse du monde ne sont pas parvenus à pousser le Dow Jones au-delà de cette barrière mythique que Larry Wachtel, analyste chez Prudential Securities, qualifie de « plus rond de tous les chiffres ronds ».

Indices boursiers

| Europe 12h 30 | Cours 02/04 | Var. % 01/04 | Var. % 31/12 |
|---------------|-------------|--------------|--------------|
| PARIS CAC 40 | 3983,69 | 1,04 | 32,84 |
| SBF 120 | 2543,45 | 1,08 | 31,13 |
| SBF 250 | 2543,45 | 0,91 | 30,77 |
| SECOND MAR. | 2543,45 | 0,14 | 25,23 |
| MIDCAP | 1854,54 | 0,10 | 23,02 |
| LONDRES FT100 | 2543,45 | 0,48 | 18,41 |
| AMSTERDAM AEX | 1141,47 | 1,22 | 27,74 |
| BRUXELLES BEL | 1141,47 | 0,82 | 26,09 |
| FRANCFORT D30 | 2543,45 | 1,23 | 23,31 |
| MADRID IBEX35 | 1141,47 | 1,27 | 45,07 |
| MILAN MIBIS | 2543,45 | 0,17 | 50,39 |
| SUISSE SMX | 2543,45 | 1,20 | 20,44 |
| STOXX 600 | 2543,45 | 1,11 | — |
| EURO STOXX 30 | 2543,45 | 1,40 | — |
| STOXX 50 | 2543,45 | 1,29 | — |
| EURO STOXX 50 | 2543,45 | 1,84 | — |

| Monde | Cours 02/04 | Var. % 01/04 | Var. % 31/12 |
|----------------|-------------|--------------|--------------|
| NEW YORK DJ | 8986,64 | 1,38 | 13,64 |
| SP 500 | 1120,25 | 1,07 | 15,41 |
| NASDAQ | 2523,96 | 0,29 | 18 |
| BUENOS AIRES M | 1554,45 | -0,08 | 2,68 |
| JOHANNESBURG | 9168,20 | 0,42 | 20,47 |
| MEXICO BOLSA | 219,75 | -0,08 | -4,42 |
| SANTIAGO IPSA | 1251,35 | 0,07 | -0,65 |
| SÃO PAULO BOV | 1185,9 | 0,17 | 18,29 |
| TORONTO FSE L | 7543,40 | 0,21 | 12,80 |
| ASX 100 | 1034 | 0,04 | 31/12 |
| BANGKOK SET | 1523,45 | 2,29 | 33,40 |
| HONGKONG H | 1152,32 | -1,22 | 3,08 |
| SEOUL | 49,32 | -0,78 | 17,38 |
| SINGAPOUR ST | 1449,92 | -1,10 | 1,31 |
| SYDNEY ALL O | 3728,92 | 0,58 | 5,90 |
| TOKYO NIKKEI | 15517,78 | -1,18 | 1,70 |

ECONOMIE

Une décision de Moody's fait chuter le yen

L'AGENCE AMÉRICAINE d'évaluation financière Moody's Investors Services a confirmé, vendredi 3 avril, la note « Aaa » du Japon, mais en abaissant de « stables » à « négatives » ses perspectives d'évolution. Cette décision a fait tomber la monnaie japonaise sous les 134 yens pour un dollar. Moody's explique sa décision par « les incertitudes sur la capacité des autorités (japonaises) à parvenir à un consensus politique, qui contribuerait à un retour à la croissance et à l'équilibre budgétaire ». Elle estime « que la faiblesse persistante de l'activité au Japon et l'émergence de tendances déflationnistes devraient probablement aggraver les faiblesses structurelles anciennes du secteur financier ». (lire p. 2)

■ **INDONÉSIE** : la question du règlement de la dette privée indonésienne constitue la pierre d'achoppement des entretiens entre les autorités de Djakarta et le Fonds monétaire international, a indiqué, vendredi 3 avril, Stanley Fischer, directeur exécutif adjoint du Fonds. Il est « nécessaire que plus de progrès soient faits sur la question de la dette privée », a-t-il ajouté.

■ **CHINE-OMC** : la Chine a déposé à Genève une offre sur les tarifs douaniers qui pourrait entraîner des progrès dans ses négociations d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a indiqué, jeudi 2 avril à Londres, un porte-parole de la Commission européenne.

■ **EURO** : le président de la Réserve Fédérale américaine, Alan Greenspan, a estimé, jeudi, qu'il était « difficile d'imaginer » que quoi que ce soit puisse maintenant arrêter l'arrivée de la monnaie unique européenne. En revanche, il a exprimé des inquiétudes sur le fait que les banques européennes, trop préoccupées par la monnaie unique, n'aient pas eu le temps de se pencher sur les conséquences du passage à l'an 2000 sur leurs programmes informatiques.

■ **FRANCE** : les avoirs nets de changes de la Banque de France ont progressé de 3,15 milliards de francs, à 149,66 milliards, dans la semaine du 19 au 26 mars, selon un calcul effectué jeudi par le Crédit lyonnais.

■ **LA CADES** (Caisse d'amortissement de la dette sociale) envisage de lancer une émission obligataire euro-fongible d'un montant de 1 à 1,5 milliard de florins (3 à 4,5 milliards de francs) arrivant à échéance le 25 octobre 2012, a annoncé, jeudi, l'établissement public. La CADES a nommé la banque néerlandaise ABN Amro chef de file de cette nouvelle opération, qui pourrait être lancée au début de la semaine prochaine.

■ **ESPAGNE** : le gouvernement conservateur espagnol de José María Aznar a approuvé jeudi un « plan pour l'emploi » destiné à réduire le chômage. Ce plan, qui ne prévoit aucune mesure en faveur de la réduction du temps de travail, a provoqué la colère des principaux syndicats.

■ **ÉTATS-UNIS** : le nombre des demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux États-Unis a baissé de 5 000 (à 309 000), pendant la semaine close le 28 mars, a annoncé, jeudi, le département du travail.

■ **ITALIE** : les rentrées fiscales de l'Etat italien ont progressé de 10,5 %, à 584 834 milliards de lires (334 milliards de dollars) en 1997.

■ **UKRAINE** : le premier ministre ukrainien, Valéry Poustovoïtchenko, a chargé le Fonds des biens d'Etat d'interdire la privatisation des compagnies régionales distributrices d'énergie, au lendemain des élections législatives remportées par les communistes et leurs alliés.

NOMINATIONS

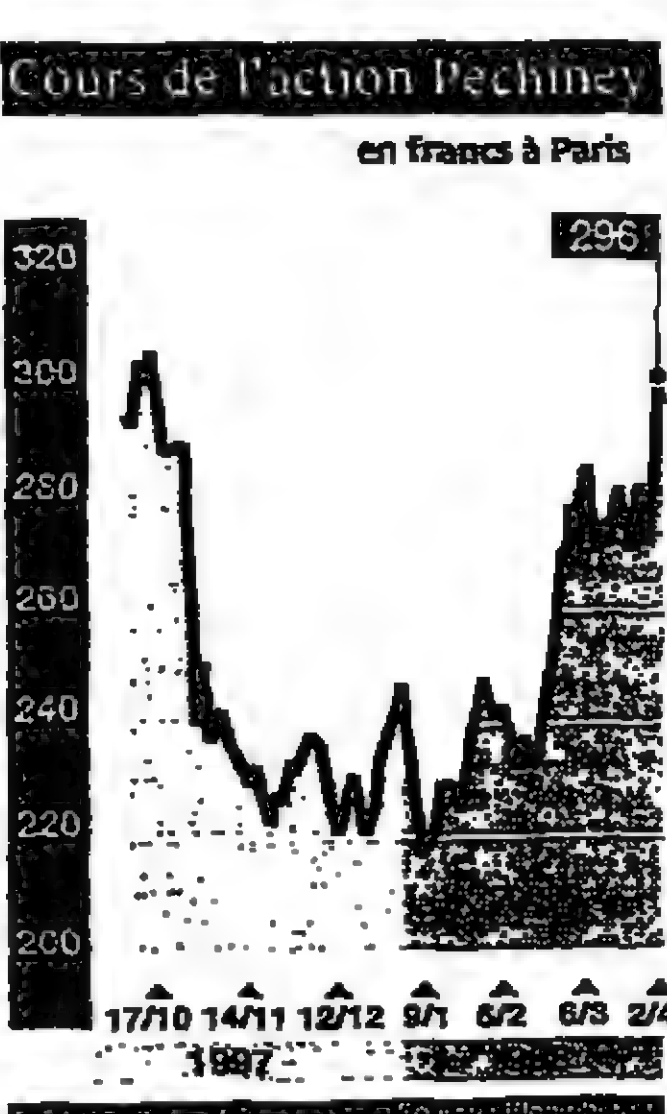
■ **SEFIMEG** : Jacques Babonneau devient directeur général de la Seifimeg.

■ **DUMEZ** : Jacques Allemand a été nommé PDG de GTM Construction.

Valeur du jour : Pechiney est entièrement privatisée

L'ÉTAT poursuit la cession de ses participations résiduelles dans les sociétés privatisées. Jeudi 2 avril, il a réclassé 9,5 % du capital de Pechiney au prix de 295,50 francs, pour un montant global de 2,3 milliards de francs. Aujourd'hui, il ne conserve plus que 1 % des titres, déjà promis aux salariés du producteur d'aluminium. Le Trésor a retenu les leçons du placement malheureux des 7,7 % d'Usinor, qui a déséquilibré le marché du titre à la veille du krach boursier du 28 octobre. Profitant de la bonne conjoncture boursière, il a opéré rapidement et s'est entouré d'alliés. Environ 2 % du capital ont été placés auprès de la Cegema, qui dispose d'une importante trésorerie. Et l'EDF a acquis 3 % du capital. Comme elle possédait déjà 4,75 % des titres, sa participation monte à 7,75 %. EDF est désormais le troisième actionnaire de Pechiney derrière les fonds de pension américains The Capital Group (11,77 %) et Templeton Global (10,33 %). La direction de Pechiney précise cependant que cette opération est totalement indépendante des relations commerciales avec EDF. Par ailleurs, les banques BNP, Goldman Sachs et Crédit suisse First Boston se sont chargées de réclasser 5,5 % du capital auprès du marché. La répartition des titres n'est pas encore connue, mais un effort particulier a été effectué auprès des investisseurs européens, jusqu'ici peu attirés par les valeurs cycliques. Pechiney espère ainsi faire mieux coïncider la répartition géographique de ses actionnaires avec celle de ses activités (il réalise 60 % de son chiffre d'affaires en Europe).

Selon les spécialistes, l'opération s'effectue à un moment propice. Pechiney profite pleinement de la flambée du dollar, à 6,20 francs. Selon la direction, toute hausse de 10 cents se traduit par un surcroît de 50 millions de résultat net. La bonne tenue du billet vert compense donc largement la faiblesse des prix de l'aluminium, dont les cours sont au plus bas depuis dix-huit mois. Toute remontée des cours pourrait donc avoir un effet amplificateur sur les bénéfices futurs. Après une longue restructuration, Pechiney est aujourd'hui bien placé pour profiter des rebonds de la conjoncture économique. La publication d'un résultat net pour 1997 de 1,8 milliard de francs (contre une perte nette de 3 milliards de francs en 1996) a démontré l'ampleur du travail effectué. D'une année sur l'autre, le groupe a économisé 900 millions de francs. Pour 1998, les analystes attendent un bénéfice net de plus de 2 milliards de francs.



En dollars

Matières premières

| En dollars | Cours 02/04 | Var. % 01/04 | Var. % 31/12 |
|---------------------|-------------|--------------|--------------|
| MÉTALUX (LONDRES) | 1110,5 | 0,03 | — |
| CUIVRE 3 MOIS | 142,5 | -0,17 | — |
| ALUMINIUM 3 MOIS | 25,3 | -0,48 | — |
| PLOMB 3 MOIS | 25,3 | -0,48 | — |
| STAIN 3 MOIS | 112,5 | 0,40 | — |
| NICKEL 3 MOIS | 94,50 | — | — |
| MÉTALUX (NEW YORK) | 1110,5 | 0,03 | — |
| ARGENT A TERME | 15,50 | -17,00 | — |
| PLATINE A TERME | 1550,0 | -17,00 | — |
| GRAINES DENRÉES | — | — | — |
| BLÉ (CHICAGO) | 31,7 | 0,18 | — |
| MAÏS (CHICAGO) | 2,39 | -0,04 | — |
| SOJA CHICAGO (CHG) | 642,5 | 0,18 | — |
| SOJA TOURTEAU (CHG) | 154,5 | 0,18 | — |
| SOFTS | — | — | — |
| CACAO (NEW YORK) | 1072,5 | 0,06 | — |
| CAPÉ (LONDRES) | 1240 | -0,04 | — |
| SUCRE BLANC (PARIS) | 24,5 | 0,18 | — |

Pétrole

| En dollars | Cours 02/04 | Var. % 01/04 | Var. % 31/12 |
|-------------------|-------------|--------------|--------------|
| BRENT (LONDRES) | 14,37 | 0,70 | — |
| WTI (NEW YORK) | 12,62 | 1,10 | — |
| LIGHT SWEET CRUDE | 11,64 | — | — |

Or

| En francs | Cours 02/04 | Var. % 01/04 | Var. % 31/12 |
|------------------------|-------------|--------------|--------------|
| OR FIN KILLO BARRE | 466,90 | -5,33 | — |
| OR FIN LINGOT | 602,50 | -0,03 | — |
| PIÈCE FRANCE 20 F. | 342 | -0,23 | — |
| PIÈCE SUISSE 20 F. | 342 | -1,18 | — |
| PIÈCE UNION LAT. 20 F. | 218 | -1,76 | — |
| PIÈCE 20 DOLLARS US | 2790 | +2,02 | — |
| PIÈCE 10 DOLLARS US | 1410 | +2,02 | — |
| PIÈCE 50 PESOS MEX. | 2245 | -1,05 | — |

TAUX

● **France** : le marché obligataire français a ouvert en nette hausse, vendredi 3 avril. Dès le début des transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 33 centimes, à 104,17. La veille, il avait déjà terminé en hausse dans un marché légèrement plus animé que les jours précédents, le contrat notional finissant la séance sur un gain de 29 centimes. Selon un opérateur, les décisions des banques centrales allemande et française de laisser leurs taux directeurs inchangés étaient attendues et n'ont pas eu d'impact sur le marché. Selon cet intervenant, le marché obligataire a essentiellement évolué sous l'effet d'une correction technique.

● **Etats-Unis** : le rendement de l'obligation du Trésor américain à 30 ans, qui évolue à l'inverse des prix, s'affichait à la clôture de Wall Street à 5,84 %, pour 5,875 % à la mi-journée et 5,88 % mercredi soir.

Cours de change

| 02/04 12h 30 | Cours 02/04 | Cours 01/04 | Cours 31/12 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|
| FRANCE | 5,20 | 5,07 | 10,88 |
| DM | 1,25 | 1,09 | 5,09 |
| LIBRE | 1627,22 | 1654,89 | 3042,33 |
| YEN | 184,70 | 144,41 | 234,29 |
| FLORIN | 2,09 | 2,24 | 3,48 |
| FR. S. | 1,83 | 1,84 | 2,58 |
| LIVRE | 0,80 | 0,84 | — |
| ECU | 0,93 | — | 1,55 |
| DOLLAR | — | 1,07 | 1,66 |

Taux d'intérêt (%)

| Taux 02/04 | Taux 01/04 | Taux 31/12 |
|-------------|------------|------------|
| FRANCE | 5,35 | 5,48 |
| ALLEMAGNE | 5,35 | 5,48 |
| GDE-BRETAG. | 5,35 | 5,48 |
| ITALIE | 5,35 | 5,48 |
| JAPON | 5,35 | 5,48 |
| ÉTATS-UNIS | 5,35 | 5,48 |
| SUISSE | 5,35 | 5,48 |
| PAYS-BAS | 5,35 | 5,48 |

Matif

| Cours 12h 30 | Volume 02/04 | derrière | premier |
|--------------|--------------|----------|---------|
| Nickel 50 | 405,8 | 104,18 | 103,84 |
| Pibor 3 mois | — | — | — |
| JUN 98 | — | — | — |
| JUN 99 | — | — | — |

Marché des changes

| Devises 17h 35 | Cours 02/04 | Adm. | Vente |
|-----------------|-------------|-------|-------|
| ALLEMAGNE (100) | 255,53 | 322 | 348 |
| AUTRICHE (100) | 255,53 | 46,15 | 49,25 |
| BELGIQUE (100) | 10,45 | 16,08 | 16,78 |
| CANADA | 5,35 | 4,08 | 4,08 |
| DANEMARK (100) | 37,31 | 82 | 82 |
| ESPAGNE (100) | 3,52 | 3,04 | 4,24 |
| ÉTATS-UNIS | 6,20 | 6,80 | 6,50 |
| FINLANDE (100) | 12,33 | 104 | 116 |
| GDE-BRETAG. | 1,25 | 1,70 | 2,20 |
| GRÈCE (100) | 3,41 | 7,88 | 8,82 |
| IRLANDE | 2,38 | 2,12 | 3,82 |
| ITALIE (100) | 6,20 | 4,44 | 4,79 |
| JAPON (100) | 60,85 | 76,50 | 84,50 |
| NOUVEVE (100) | 207,38 | — | — |
| PAYS-BAS (100) | 2,27 | 2,00 | 3,50 |
| PORTUGAL (100) | 12,22 | 71 | 81 |
| SUÈDE (100) | 12,22 | — | — |
| SUISSE (100) | 12,22 | — | — |

+1,10%
CAC 40 : 3979,28

| | Deviation (%) | Deviation (°C) |
|----------------|---------------|----------------|
| Dex.R.N.P. Cal | 0.0 | 0.0 |
| Dexia France | 0.0 | 0.0 |
| DMC (Delfius) | 0.0 | 0.0 |

| | | | |
|--------|--------|--------|--------------------|
| 794 | 794 | + 0,25 | Moufret P. |
| 150 | 150 | + 2,40 | Hansen |
| 262 | 262 | + 0,60 | Alvares |
| 1040 | 1040 | + 5,67 | Nardon (Ny) |
| 1385 | 1385 | + 2,08 | (NR) |
| 427 | 427 | + 1,14 | Opfer |
| 797 | 797 | + 0,75 | Pradon |
| 250,30 | 250,30 | + 3,07 | Pratz |
| 1285 | 1285 | + 0,70 | Puchney |
| 2255 | 2255 | + 0,44 | Pernod-Ricard |
| 1916 | 1916 | + 0,44 | Reuss |
| 598 | 598 | - 0,85 | Pinault-Fruct-Red. |
| 3120 | 3120 | + 3,52 | Plastic Omn(Ly) |
| 9,85 | 9,85 | 0,52 | Primigas |
| 166 | 166 | + 0,52 | Proton |
| 4,45 | 4,45 | + 4,49 | Publicis S |
| 746 | 746 | + 0,53 | Ramy Contreau |
| 125,40 | 125,40 | + 1,13 | Remat |
| 65,40 | 65,40 | + 4,08 | Rice |
| 405,10 | 405,10 | + 1,70 | Rhone Poulenc A |
| 399,10 | 399,10 | + 0,95 | Rochette (La) |
| 4250 | 4250 | + 0,75 | Rue Leprieux(Ly) |
| 175,30 | 175,30 | + 1,11 | Rue |
| 573 | 573 | - 0,67 | Sagem SA |
| 427 | 427 | + 0,59 | Saint-Gobain |
| 3341 | 3341 | + 0,75 | Saigey (Ny) |
| 619 | 619 | + 0,16 | Santrol |
| 22,30 | 22,30 | + 4,39 | Santropact (No) |
| 785 | 785 | + 0,75 | Schneider SA |
| 485 | 485 | - 1,03 | SCOC |
| 178 | 178 | - 0,56 | S.E.R. |
| 1028 | 1028 | - 0,66 | Seifering CA |
| 2115 | 2115 | + 0,12 | Sel |
| 1610 | 1610 | + 1,24 | Selvaquinone |
| 523 | 523 | + 4,97 | SFFM |
| 934 | 934 | + 0,42 | SGE |
| 816 | 816 | + 0,12 | Sigal |
| 462 | 462 | + 0,75 | Silic CA |
| 241 | 241 | - 1,20 | Sinco |
| 175 | 175 | + 2,22 | S.I.T.A. |
| 1591 | 1591 | + 2,97 | Sis Rostrop |
| 690 | 690 | + 0,75 | Sis Lyoprol S |
| 465,10 | 465,10 | + 0,14 | Societe Generale |
| 2198 | 2198 | + 0,65 | Sodetex Alliance |
| 918 | 918 | + 1,20 | Sogeparc (Fr) |
| 515 | 515 | + 1,74 | Sonac |
| | | | Sophia |

| | | | | |
|--------|--------|-------|------------------|------|
| 161 | 112.08 | -2.36 | Valours | 891 |
| 157 | 112.07 | -2.36 | Vai Sange | 892 |
| 1070 | 91.0 | +1.52 | Watts & Co | 1140 |
| 1070 | 91.0 | +0.99 | Zodiac exch divd | 1140 |
| 69 | 1.09 | -0.14 | Ziff Gabon | 1140 |
| 69 | 1.09 | -0.14 | | |
| 1277 | 132.8 | -1.33 | | |
| 256 | 85.5 | -0.51 | | |
| 430 | 63.00 | -0.51 | | |
| 1027 | 102.7 | -0.51 | | |
| 4719 | 86.5 | -0.78 | | |
| 830 | 82.6 | -0.77 | | |
| 323 | 519 | -0.76 | | |
| 523 | 519 | -0.76 | | |
| 720 | 71.9 | -0.97 | | |
| 11750 | 118.00 | -0.95 | | |
| 2870 | 28.7 | -0.95 | | |
| 323 | 519 | -0.76 | | |
| 31430 | 31.3 | +0.66 | | |
| 29.50 | 29.50 | | | |
| 7010 | 70.1 | -0.77 | | |
| 300 | 30.0 | -1.22 | | |
| 3930 | 39.3 | -1.22 | | |
| 1016 | 101.6 | -1.22 | | |
| 714 | 71.4 | -0.95 | | |
| 2275 | 22.75 | -0.77 | | |
| 292 | 29.2 | -0.37 | | |
| 3630 | 36.30 | -0.76 | | |
| 4630 | 46.3 | -0.78 | | |
| 957 | 9.57 | -0.42 | | |
| 4300 | 43.00 | -1.31 | | |
| 74.50 | 74.50 | -1.34 | | |
| 1167 | 11.67 | -1.00 | | |
| 22020 | 22.02 | +0.04 | | |
| 1067 | 10.67 | -1.24 | | |
| 195 | 1.95 | -1.35 | | |
| 515 | 5.15 | -0.51 | | |
| 1449 | 14.49 | -0.20 | | |
| 121.80 | 121.80 | -1.08 | | |
| 90 | 9.00 | -0.90 | | |
| 1313 | 13.13 | +0.30 | | |
| 4250 | 42.50 | -1.17 | | |
| 435 | 4.35 | -0.17 | | |
| 283 | 2.83 | -0.27 | | |
| 258.20 | 258.20 | +0.73 | | |

VALEURS ETRANGERES

| | |
|-------------------|--------|
| ABN AMRO HOLL | 2288 |
| Adco S.A. | 1081 |
| Adidas AG | 1081 |
| Wentz & Co | 1081 |
| Anglo American | 264 |
| AngloGold Ltd | 264 |
| Angloind | 264 |
| Anglo Waglins App | 406 |
| AT&T | 406 |
| Banco Santander | 323 |
| Barclay Gold | 135 |
| Bayer | 135 |
| Bayer | 135 |
| Crown Cork & Seal | 523 |
| Crown Cork PF CW | 523 |
| Drescher Bank | 148 |
| De Beers | 148 |
| Deutsche Bank | 1167 |
| Diageo Plc Ins | 402 |
| Drescher Bank | 148 |
| Drescherbank | 148 |
| Du Pont Nemours | 425 |
| Eastman Kodak | 425 |
| Eastman Kodak | 425 |
| Echo Bay Mines | 14 |
| Electron | 121.80 |
| Ericsson | 90 |
| Ford Motor | 1313 |
| General Electric | 435 |
| General Electric | 435 |
| General Motors | 435 |
| Hammory Gold | 278 |

VALEURS ETRANGERES

| Cours | Préced. |
|-------------------|---------|
| ABN AMRO HOLL | 2288 |
| Adco S.A. | 1081 |
| Adidas AG | 1081 |
| Wentz & Co | 1081 |
| Anglo American | 264 |
| AngloGold Ltd | 264 |
| Angloind | 264 |
| Anglo Waglins App | 406 |
| AT&T | 406 |
| Banco Santander | 323 |
| Barclay Gold | 135 |
| Bayer | 135 |
| Bayer | 135 |
| Crown Cork & Seal | 523 |
| Crown Cork PF CW | 523 |
| Drescher Bank | 148 |
| De Beers | 148 |
| Deutsche Bank | 1167 |
| Diageo Plc Ins | 402 |
| Drescher Bank | 148 |
| Drescherbank | 148 |
| Du Pont Nemours | 425 |
| Eastman Kodak | 425 |
| Eastman Kodak | 425 |
| Echo Bay Mines | 14 |
| Electron | 121.80 |
| Ericsson | 90 |
| Ford Motor | 1313 |
| General Electric | 435 |
| General Electric | 435 |
| General Motors | 435 |
| Hammory Gold | 278 |

| | | | | | | | |
|----|-----|-------|-----|----------------------|----|--------|--|
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Nokia A | 36 | 677 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Nord Hydro I | 37 | 508 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Petrolina I | 37 | 2275 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Philips Morris I | 37 | 345,30 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Philips N.V. I | 37 | 452,10 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Placer Dome Inc. I | 37 | 83 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Procter Gamble I | 37 | 372,90 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Quintec I | 37 | 12 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Randstein I | 37 | 85,45 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Rio Tinto PLC I | 37 | 119,40 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Royal Dutch I | 37 | 478 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Sago Enterprises I | 37 | 450 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Schering I | 37 | 45,95 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | SGS Thomson Micro. I | 37 | 402,20 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Shell Transport I | 37 | 53 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Siemens I | 37 | 57,10 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Sony Corp I | 37 | 28,50 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Sumitomo Bank I | 37 | 46,20 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | T.O.D. I | 37 | 442,10 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Tatex I | 37 | 578 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Toshiba I | 37 | 201 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Unilever act.Usa. I | 37 | 135 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | United Tech. I | 37 | 140,50 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Vodafone A.G. I | 37 | 12,95 | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Waco (act.31) I | 37 | | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Western Dept. I | 37 | | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Yamaouchi I | 37 | | |
| 30 | 494 | +1,26 | 100 | Zambia Copper I | 37 | | |

| | | |
|--------|--------|----|
| 591 | + 2,06 | 5 |
| 310 | + 0,64 | 20 |
| 226 | - 0,43 | — |
| 243,90 | + 1,85 | — |
| 448,60 | - 0,77 | 10 |
| 84,60 | + 1,91 | — |
| 553 | + 1,46 | — |
| 373 | + 0,02 | — |
| 12,30 | + 2,50 | — |
| 86 | + 0,64 | — |
| 363,80 | + 2,07 | — |
| 169,10 | - 1,17 | 50 |
| 477,20 | - 0,16 | — |
| 474 | + 5,33 | 13 |
| 46,50 | + 0,76 | — |
| 425 | + 0,44 | 5 |
| 501 | - 2,25 | 30 |
| 57,55 | + 0,78 | 50 |
| 478,10 | - 1,82 | 30 |
| 291 | + 2,02 | 50 |
| 25 | - 1,96 | 50 |
| 474,50 | + 7,32 | 1 |
| 291 | - 2,58 | 5 |
| 501 | + 4,40 | 50 |
| 198,50 | - 1,24 | 6 |
| 140,80 | + 6,29 | 2 |
| 140,60 | + 0,07 | 30 |
| 12,55 | - 3,08 | — |

Lyari; M = Marseille;

5 is indication catégorie 3;

coupon
lier coupon

| | |
|--------|------|
| 99,97 | 0,00 |
| 104,71 | 0,00 |
| 106,13 | 0,28 |
| 102,10 | 3,15 |
| 111,66 | 0,00 |
| 100,50 | 0,04 |
| — | 1,12 |
| 109,90 | 0,01 |
| 114,40 | 0,00 |
| 116,60 | 3,02 |
| 140,75 | 3,00 |
| 142,90 | 0,04 |
| 105,56 | 3,07 |

1015

Cours Euronext - 22/11/2004

3 610 000

**TOUTE LA BOULE
PROFITEZ DES +**

- 50 %

[illegible]

| | |
|--------|--------|
| 441 | 441 |
| 990 | 976 |
| 419.60 | 418 |
| | 295 |
| 2250 | 2250 |
| 619 | 619 |
| 378 | 375.10 |
| 160 | 160 |
| 255 | 255 |
| 5490 | 5490 |
| 4050 | 4030 |
| 407.50 | 401 |
| 576 | 571 |
| 1999 | 1980 |
| 323.10 | 323 |
| 510 | 513 |
| 1501 | 1501 |
| 1290 | 1290 |
| 257.30 | 257.90 |
| 2010 | 2010 |
| 470 | 470.10 |
| 850 | 850 |
| 574 | 574 |
| 320 | 320 |
| 10490 | 10490 |
| 63.90 | 66 |
| 3000 | 3000 |

130 CA Parts / DF _____
CAIle & Vbaine _____
CA Loire AtLNs # _____

CA Pas de Calais.....
CA du Nord (L).....
CA Oise CCI.....
CA Somme CCI.....

| | | | | |
|-------|--------|--------------------|-------|----|
| 556 | 280 | LCCCA | 165 | 29 |
| 557 | 280 | ICDM Informatic | 491 | 29 |
| 558 | 280 | Edusona | 60 | 29 |
| 345 | 60 | Int. Computer | 60 | 29 |
| 722 | 60 | IPBIM | 65 | 29 |
| 722 | 60 | ME-Mazropole TV | 847 | 29 |
| 722 | 60 | Martini TV | 898 | 29 |
| 42 | 25 | Masan | 548 | 29 |
| 42 | 25 | Marie Brizard | 590 | 29 |
| 42 | 25 | Max-Lang/Protra | 36 | 29 |
| 133 | 200 | Mesclac | 36 | 29 |
| 238 | 700 | MICI Courier | 339 | 29 |
| 734 | 700 | Monneret-Jones Lye | 170 | 29 |
| 67,10 | 60,15 | Nat-Nat | 95,90 | 29 |
| 67,10 | 60,15 | Nat-Nat | 95,90 | 29 |
| 673 | 682 | NSC Groupe Hy | 840 | 29 |
| 327 | 335,10 | Onet | 95 | 29 |
| 39 | 60,27 | Paul Product | 125 | 29 |

| | | | |
|-------------------|-------|-------------|--|
| Sofia (Uy) ♦ | 167 | Apolline | |
| Sofiane | 368 | Béatrice | |
| Sopra ♦ | 171 | BVP | |
| Steph.Kellin ♦ | 62 | Col | |
| Sylvie | 82 | Electron | |
| Tessaire-France | 212 | FDI Flan | |
| TF | 769 | Genet | |
| Théodore Hol. ♦ | 412 | Guyonier | |
| Troney Couvin ♦ | 131 | High Co | |
| Univ. France | 1465 | Inc | |
| Univ. Fr. France | 771 | Infron | |
| Viel et Cie ♦ | 18530 | Jolize-Rogé | |
| Vilmorin en Cie ♦ | 536 | MIRK Arms | |
| Virtus | 580 | Nature | |
| | | Phloga | |
| | | Prontis | |
| | | RZT Santé | |

| | | | | |
|----------|-------|-------|-------------------------|---|
| Onchor | 43 | 46 | Étudiante - Étigien (U) | ♦ |
| | 990 | 999 | Études Occidentales | ♦ |
| | 337 | 350 | Sts Vœux du Monde | ♦ |
| l'art D2 | 161 | 165 | Via Crétin (Banque) | ♦ |
| l'art D2 | 130 | 135 | | |
| l'art D2 | 140 | 145 | | |
| | 560 | 565 | | |
| l'art D2 | 10,45 | 110 | | |
| | 64,80 | 65 | | |
| | 97,50 | 97,50 | | |
| | 62 | 65 | | |
| | 90 | 90,50 | | |
| | 395 | 395 | | |
| | 253 | 255 | | |
| | 22,10 | 22,20 | | |
| | 499 | 495 | | |
| | 4,70 | 4,70 | | |

ABBREVIATIONS
B = Bordeaux; LJ = Lille; LY = Lyon
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS
1 ou 2 = catégories de co-
catégorie 3; * = autres de
de tâche; * droit de
d = demandé; † offre
réduite; ‡ contract d'animal

| | |
|--------|--------|
| 895 | 895 |
| 160 | 160 |
| 187,70 | 187,70 |
| 25,30 | 25,30 |

L = Lyon; M = Marseille;

ation - sans indication
 précédent; # coupon
 taché; o = offert;
 réduite; \$ demande
 tion.

CDC TRESOR: 367
 FORTICAY C.
 Mutual deposits SICAY C.

CAISSE D'ÉPA

[illegible]

| | | | |
|----------------|---------|---------|-----------|
| 1989 | 107,08 | 107,08 | LCF E. D. |
| Assoc | 1992,82 | 1992,82 | St-Honore |
| 2000 | 207,78 | 207,78 | Saint-Hon |
| 2003 | 474,25 | 474,25 | St-Honore |
| Ecote | 1011,40 | 1011,40 | St-Honore |
| Menue | 4973,65 | 4973,65 | St-Honore |
| Chick | 1738,1 | 1738,1 | St-Honore |
| Chick Regional | 166,68 | 166,68 | |
| Network | | | |
| 2003 | | | |
| 2004 | | | |
| 2005 | | | |
| 2006 | | | |
| 2007 | | | |
| 2008 | | | |
| 2009 | | | |
| 2010 | | | |
| 2011 | | | |
| 2012 | | | |
| 2013 | | | |
| 2014 | | | |
| 2015 | | | |
| 2016 | | | |
| 2017 | | | |
| 2018 | | | |
| 2019 | | | |
| 2020 | | | |
| 2021 | | | |
| 2022 | | | |
| 2023 | | | |
| 2024 | | | |
| 2025 | | | |
| 2026 | | | |
| 2027 | | | |
| 2028 | | | |
| 2029 | | | |
| 2030 | | | |
| 2031 | | | |
| 2032 | | | |
| 2033 | | | |
| 2034 | | | |
| 2035 | | | |
| 2036 | | | |
| 2037 | | | |
| 2038 | | | |
| 2039 | | | |
| 2040 | | | |
| 2041 | | | |
| 2042 | | | |
| 2043 | | | |
| 2044 | | | |
| 2045 | | | |
| 2046 | | | |
| 2047 | | | |
| 2048 | | | |
| 2049 | | | |
| 2050 | | | |
| 2051 | | | |
| 2052 | | | |
| 2053 | | | |
| 2054 | | | |
| 2055 | | | |
| 2056 | | | |
| 2057 | | | |
| 2058 | | | |
| 2059 | | | |
| 2060 | | | |
| 2061 | | | |
| 2062 | | | |
| 2063 | | | |
| 2064 | | | |
| 2065 | | | |
| 2066 | | | |
| 2067 | | | |
| 2068 | | | |
| 2069 | | | |
| 2070 | | | |
| 2071 | | | |
| 2072 | | | |
| 2073 | | | |
| 2074 | | | |
| 2075 | | | |
| 2076 | | | |
| 2077 | | | |
| 2078 | | | |
| 2079 | | | |
| 2080 | | | |
| 2081 | | | |
| 2082 | | | |
| 2083 | | | |
| 2084 | | | |
| 2085 | | | |
| 2086 | | | |
| 2087 | | | |
| 2088 | | | |
| 2089 | | | |
| 2090 | | | |
| 2091 | | | |
| 2092 | | | |
| 2093 | | | |
| 2094 | | | |
| 2095 | | | |
| 2096 | | | |
| 2097 | | | |
| 2098 | | | |
| 2099 | | | |
| 2100 | | | |
| 2101 | | | |
| 2102 | | | |
| 2103 | | | |
| 2104 | | | |
| 2105 | | | |
| 2106 | | | |
| 2107 | | | |
| 2108 | | | |
| 2109 | | | |
| 2110 | | | |
| 2111 | | | |
| 2112 | | | |
| 2113 | | | |
| 2114 | | | |
| 2115 | | | |
| 2116 | | | |
| 2117 | | | |
| 2118 | | | |
| 2119 | | | |
| 2120 | | | |
| 2121 | | | |
| 2122 | | | |
| 2123 | | | |
| 2124 | | | |
| 2125 | | | |
| 2126 | | | |
| 2127 | | | |
| 2128 | | | |
| 2129 | | | |
| 2130 | | | |
| 2131 | | | |
| 2132 | | | |
| 2133 | | | |
| 2134 | | | |
| 2135 | | | |
| 2136 | | | |
| 2137 | | | |
| 2138 | | | |
| 2139 | | | |
| 2140 | | | |
| 2141 | | | |
| 2142 | | | |
| 2143 | | | |
| 2144 | | | |
| 2145 | | | |
| 2146 | | | |
| 2147 | | | |
| 2148 | | | |
| 2149 | | | |
| 2150 | | | |
| 2151 | | | |
| 2152 | | | |
| 2153 | | | |
| 2154 | | | |
| 2155 | | | |
| 2156 | | | |
| 2157 | | | |
| 2158 | | | |
| 2159 | | | |
| 2160 | | | |
| 2161 | | | |
| 2162 | | | |
| 2163 | | | |
| 2164 | | | |
| 2165 | | | |
| 2166 | | | |
| 2167 | | | |
| 2168 | | | |
| 2169 | | | |
| 2170 | | | |
| 2171 | | | |
| 2172 | | | |
| 2173 | | | |
| 2174 | | | |
| 2175 | | | |
| 2176 | | | |
| 2177 | | | |
| 2178 | | | |
| 2179 | | | |
| 2180 | | | |
| 2181 | | | |
| 2182 | | | |
| 2183 | | | |
| 2184 | | | |
| 2185 | | | |
| 2186 | | | |
| 2187 | | | |
| 2188 | | | |
| 2189 | | | |
| 2190 | | | |
| 2191 | | | |
| 2192 | | | |
| 2193 | | | |
| 2194 | | | |
| 2195 | | | |
| 2196 | | | |
| 2197 | | | |
| 2198 | | | |
| 2199 | | | |
| 2200 | | | |
| 2201 | | | |
| 2202 | | | |
| 2203 | | | |
| 2204 | | | |
| 2205 | | | |
| 2206 | | | |
| 2207 | | | |
| 2208 | | | |
| 2209 | | | |
| 2210 | | | |
| 2211 | | | |
| 2212 | | | |
| 2213 | | | |
| 2214 | | | |
| 2215 | | | |
| 2216 | | | |
| 2217 | | | |
| 2218 | | | |
| 2219 | | | |
| 2220 | | | |
| 2221 | | | |
| 2222 | | | |
| 2223 | | | |
| 2224 | | | |
| 2225 | | | |
| 2226 | | | |
| 2227 | | | |
| 2228 | | | |
| 2229 | | | |
| 2230 | | | |
| 2231 | | | |
| 2232 | | | |
| 2233 | | | |
| 2234 | | | |
| 2235 | | | |
| 2236 | | | |
| 2237 | | | |
| 2238 | | | |
| 2239 | | | |
| 2240 | | | |
| 2241 | | | |
| 2242 | | | |
| 2243 | | | |
| 2244 | | | |
| 2245 | | | |
| 2246 | | | |
| 2247 | | | |
| 2248 | | | |
| 2249 | | | |
| 2250 | | | |
| 2251 | | | |
| 2252 | | | |
| 2253 | | | |
| 2254 | | | |
| 2255 | | | |
| 2256 | | | |
| 2257 | | | |
| 2258 | | | |
| 2259 | | | |
| 2260 | | | |
| 2261 | | | |
| 2262 | | | |
| 2263 | | | |
| 2264 | | | |
| 2265 | | | |
| 2266 | | | |
| 2267 | | | |
| 2268 | | | |
| 2269 | | | |
| 2270 | | | |
| 2271 | | | |
| 2272 | | | |
| 2273 | | | |
| 2274 | | | |
| 2275 | | | |
| 2276 | | | |
| 2277 | | | |
| 2278 | | | |
| 2279 | | | |
| 2280 | | | |
| 2281 | | | |
| 2282 | | | |
| 2283 | | | |
| 2284 | | | |
| 2285 | | | |
| 2286 | | | |
| 2287 | | | |
| 2288 | | | |
| 2289 | | | |
| 2290 | | | |
| 2291 | | | |
| 2292 | | | |
| 2293 | | | |
| 2294 | | | |
| 2295 | | | |
| 2296 | | | |
| 2297 | | | |
| 2298 | | | |
| 2299 | | | |
| 2300 | | | |
| 2301 | | | |
| 2302 | | | |
| 2303 | | | |
| 2304 | | | |
| 2305 | | | |
| 2306 | | | |
| 2307 | | | |
| 2308 | | | |
| 2309 | | | |
| 2310 | | | |
| 2311 | | | |
| 2312 | | | |
| 2313 | | | |
| 2314 | | | |
| 2315 | | | |
| 2316 | | | |
| 2317 | | | |
| 2318 | | | |
| 2319 | | | |
| 2320 | | | |
| 2321 | | | |
| 2322 | | | |
| 2323 | | | |
| 2324 | | | |
| 2325 | | | |
| 2326 | | | |
| 2327 | | | |
| 2328 | | | |
| 2329 | | | |
| 2330 | | | |
| 2331 | | | |
| 2332 | | | |
| 2333 | | | |
| 2334 | | | |
| 2335 | | | |
| 2336 | | | |
| 2337 | | | |
| 2338 | | | |
| 2339 | | | |
| 2340 | | | |
| 2341 | | | |
| 2342 | | | |
| 2343 | | | |
| 2344 | | | |
| 2345 | | | |
| 2346 | | | |
| 2347 | | | |
| 2348 | | | |
| 2349 | | | |
| 2350 | | | |
| 2351 | | | |
| 2352 | | | |
| 2353 | | | |
| 2354 | | | |
| 2355 | | | |
| 2356 | | | |
| 2357 | | | |
| 2358 | | | |
| 2359 | | | |
| 2360 | | | |
| 2361 | | | |
| 2362 | | | |
| 2363 | | | |
| 2364 | | | |
| 2365 | | | |
| 2366 | | | |
| 2367 | | | |
| 2368 | | | |
| 2369 | | | |
| 2370 | | | |
| 2371 | | | |
| 2372 | | | |
| 2373 | | | |
| 2374 | | | |
| 2375 | | | |
| 2376 | | | |
| 2377 | | | |
| 2378 | | | |
| 2379 | | | |
| 2380 | | | |
| 2381 | | | |
| 2382 | | | |
| 2383 | | | |
| 2384 | | | |
| 2385 | | | |
| 2386 | | | |
| 2387 | | | |
| 2388 | | | |
| 2389 | | | |
| 2390 | | | |
| 2391 | | | |
| 2392 | | | |
| 2393 | | | |
| 2394 | | | |
| 2395 | | | |
| 2396 | | | |
| 2397 | | | |
| 2398 | | | |
| 2399 | | | |
| 2400 | | | |
| 2401 | | | |
| 2402 | | | |
| 2403 | | | |
| 2404 | | | |
| 2405 | | | |
| 2406 | | | |
| 2407 | | | |
| 2408 | | | |
| 2409 | | | |
| 2410 | | | |
| 2411 | | | |
| 2412 | | | |
| 2413 | | | |
| 2414 | | | |
| 2415 | | | |
| 2416 | | | |
| 2417 | | | |
| 2418 | | | |
| 2419 | | | |
| 2420 | | | |
| 2421 | | | |
| 2422 | | | |
| 2423 | | | |
| 2424 | | | |
| 2425 | | | |
| 2426 | | | |
| 2427 | | | |
| 2428 | | | |
| 2429 | | | |
| 2430 | | | |
| 2431 | | | |
| 2432 | | | |
| 2433 | | | |
| 2434 | | | |
| 2435 | | | |
| 2436 | | | |
| 2437 | | | |
| 2438 | | | |
| 2439 | | | |
| 2440 | | | |
| 2441 | | | |
| 2442 | | | |
| 2443 | | | |
| 2444 | | | |
| 2445 | | | |
| 2446 | | | |
| 2447 | | | |
| 2448 | | | |
| 2449 | | | |
| 2450 | | | |
| 2451 | | | |
| 2452 | | | |
| 2453 | | | |
| 2454 | | | |
| 2455 | | | |
| 2456 | | | |
| 2457 | | | |
| 2458 | | | |
| 2459 | | | |
| 2460 | | | |
| 2461 | | | |
| 2462 | | | |
| 2463 | | | |
| 2464 | | | |
| 2465 | | | |
| 2466 | | | |
| 2467 | | | |
| 2468 | | | |
| 2469 | | | |
| 2470 | | | |
| 2471 | | | |
| 2472 | | | |
| 2473 | | | |
| 2474 | | | |
| 2475 | | | |
| 2476 | | | |
| 2477 | | | |
| 2478 | | | |
| 2479 | | | |
| 2480 | | | |
| 2481 | | | |
| 2482 | | | |
| 2483 | | </ | |

| DE ROTHSCHILD BANQUE | | DE ROTHSCHILD BANQUE | |
|---|-----------|---|-----------|
| Capital | 582,23 | Capital | 582,23 |
| Provisions | 210,43,69 | Provisions | 210,43,69 |
| Mont. Emer. | 731,51 | Mont. Emer. | 731,51 |
| Pacifique | 645,25 | Pacifique | 645,25 |
| Vale. Sans | 219,15 | Vale. Sans | 219,15 |
| LEGAL & GENERAL BANK | | LEGAL & GENERAL BANK | |
| Mont. Emer. | 1864,57 | Mont. Emer. | 1864,57 |
| Provisions | 1286,26 | Provisions | 1286,26 |
| Emplacement | 21,22,3 | Emplacement | 21,22,3 |
| Skow Int'l Post: (01 364 50 10 22 23 Fin) | | Skow Int'l Post: (01 364 50 10 22 23 Fin) | |
| Amerique C. | 143,64 | Amerique C. | 143,64 |
| Europe C. | 224,08 | Europe C. | 224,08 |
| Europe D. | 220,52 | Europe D. | 220,52 |
| Indes C. | 125,04 | Indes C. | 125,04 |
| Monde C. | 116,53 | Monde C. | 116,53 |
| Asie C. | 92,70 | Asie C. | 92,70 |
| Skow Int'l Post: (01 364 50 10 22 23 Fin) | | Skow Int'l Post: (01 364 50 10 22 23 Fin) | |
| Amerique C. | 143,64 | Amerique C. | 143,64 |
| Europe C. | 224,08 | Europe C. | 224,08 |
| Europe D. | 220,52 | Europe D. | 220,52 |
| Indes C. | 125,04 | Indes C. | 125,04 |
| Monde C. | 116,53 | Monde C. | 116,53 |
| Asie C. | 92,70 | Asie C. | 92,70 |

| | |
|---------|---------|
| 1076.20 | 1055.14 |
| 1064.63 | 1054.08 |
| 1054.25 | 1043.81 |
| 1018.33 | 817.91 |
| 377.46 | 377.08 |
| 9662.71 | 9567.04 |
| 318.26 | 314.91 |
| 465.79 | 455.66 |
| 2734.88 | 2671.75 |
| 2579.40 | 2328.82 |
| 2702.35 | 2649.36 |
| 2439.41 | 2405.59 |
| 206.28 | 802.25 |
| 351.82 | 344.92 |
| 336.03 | 329.59 |

| 1225.06 | 1227.76 | INDIAN CONTAINERS | POSTERS |
|----------|---------|---------------------|---------|
| | | Indocan Dollar 3 m. | — |
| | | Indocan Val. Restr. | — |
| AGRICOLE | | Opatis Dynamix C. | 125.9 |
| | | Opatis Dynamix D. | 125.9 |
| 1226.07 | 1226.07 | Opatis Equite C. | 117.2 |
| 227.13 | 221.39 | Opatis Equite D. | 117.2 |
| 69.77 | 87.59 | Opatis Expansion C. | 116.5 |
| 1139.85 | 1100.95 | Opatis Expansion D. | 116.5 |
| 277.55 | 270.28 | Opatis Sémélin C. | 109.28 |
| 1102.58 | 1055.69 | Opatis Sémélin D. | 109.28 |
| 1027.08 | 7002.95 | Pacte Sol. Logem. | 513.39 |

| | | | |
|------------|---------|---------|-------------|
| Sicav 5000 | 959.15 | 949.22 | Blended P |
| Sivanceira | 1644.14 | 1671.00 | Emergency |
| Silverm | 690.01 | 656.00 | Gleabry's C |
| Silverente | 264.28 | 259.10 | Gleabry's D |
| Silverster | 991.91 | 990.32 | Kales Dyna |
| Trifon | 5132.13 | 5105.27 | Kales Equi |
| | | | Kales Sierm |
| | | | Lakota C |
| | | | Lakota D |
| | | | Leithide D |
| | | | Ollyns D |
| | | | Plenitude D |
| | | | Prose Gess |

| | | |
|--------------|---------|---------|
| EA | 254,43 | 240,22 |
| Poste DP PEA | 192,84 | 188,14 |
| | 700,22 | 689,27 |
| | 662,50 | 662,21 |
| Immense C | 1910,23 | 1284,54 |
| titre C | 1187,50 | 1144,22 |
| tail C | 1112,33 | 1101,32 |
| | 151,40 | 151,40 |
| | 137,93 | 137,93 |
| | 640,06 | 630,31 |
| PEA | 234,33 | 259,85 |
| an C | 197,86 | 151,86 |

SYMBLES

♦ cours du jour; ♦♦ cours p

récedent.

صبرا من الامل

DISPARITIONS

Louis Delarue

L'aumônier qui justifia la torture en Algérie

LE PÈRE Louis Delarue, ancien aumônier parachutiste, notamment à la Légion étrangère pendant la guerre d'Algérie, qui lui fit approuver les interrogatoires « musclés » de l'époque au nom de l'urgence à réunir des renseignements opérationnels, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Col blanc et dur, plastron noir (quand il n'a pas revêtu l'uniforme ou le battle-dress), une tenue stricte de clergyman, chevelure tirée en arrière, yeux très pâles, Louis Delarue, Normand de naissance, rejoint les oblats après être passé au séminaire diocésain de Sées, dans l'Orne. Ordonné en 1937, il sert, un temps, auprès des chercheurs d'or à pied d'œuvre en Colombie-Britannique. Pendant la seconde guerre mondiale, il suivra les troupes régulières formées à partir des résistants rescapés des maquis du Vercors et des Glières en 1944. La paix revenue, « malgré une frousse humiliante et inconfortable », expliquera-t-il plus tard, il se retrouve, à Saigon, juste avant la défaite de Dien Bien Phu en 1954, aumônier des troupes parachutistes engagées en Indochine, où il s'avouera sensible à « leur courage » et à « leur inoubliable camaraderie ».

Louis Delarue accompagne les parachutistes en Algérie. « Plus je les connaissais, dira-t-il plus tard, et plus je les estimais. » Il y sera notamment aumônier à la 10^e division parachutiste que commande le général Jacques Massu, et plus spécialement celui du 1^{er} régiment étranger parachutiste, ultérieurement dissous après que certains de ses cadres l'eurent fait participer au « putsch » des généraux contre le général de Gaulle, en avril 1961.

Avec sa croix autour du cou, en « tenue de travail », se décrit-il, c'est-à-dire en tenue barbotée de combat, Louis Delarue sera un aumônier baroudeur. Il est auprès des parachutistes à Suez et à Port-Saïd, quand ils débarquent en 1956, avec des unités israéliennes et britanniques, pour tenter de renverser le président égyptien, le colonel Gamal Abdel Nasser, qui vient de nationaliser le canal. Il prête main-forte, en 1957, à ce qu'on a appelé « la bataille d'Alger », quand les parachutistes du général Massu sont invités par le gouvernement à « nettoyer » la Casbah à la suite d'une série d'attentats sanglants contre la population algéroise.

A Hussein Dey, dans la banlieue d'Alger, aux côtés de recrues qu'il accompagnait, Louis Delarue « découvre » la torture, « un travail spécial que les militaires étaient amenés à faire ». Il fait diffuser une lettre qu'il intitule *Réflexions d'un prêtre sur la torture*, dans laquelle il pose directement la question de la

légitimité de tels sévices longtemps niés par les autorités officielles. Dans cette lettre, Louis Delarue écrit : « Entre deux maux - faire souffrir passagèrement un bandit pris sur le fait, et qui, d'ailleurs, mérite la mort, et, d'autre part, laisser massacrer des innocents que l'on saurait si, de par les révélations de ce criminel, on parvenait à anéantir le gang -, il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme, mais efficace. »

Blâmé par ses supérieurs ecclésiastiques, notamment par le cardinal Maurice Feltin, vicaire aux armées, Louis Delarue n'en demeure pas moins aumônier à la 10^e division parachutiste jusqu'en octobre 1960. Ce n'est en effet qu'à cette date que son contrat expirait et qu'il ne fut pas renouvelé par le ministre des armées de l'époque, Pierre Messmer. En avril 1961, il est « en accord complet » avec le « putsch » des généraux, mais, cloué au lit après s'être cassé une jambe, il n'y participe pas. Rendu à la vie civile, Louis Delarue entre au couvent des Oblats de Marie Immaculée (OMI) de Saint-Just, sur les hauteurs de Lyon. En 1962, toutefois, il sort de sa réserve à deux reprises. D'abord, il publie un livre de souvenirs intitulé *Avec les paras du 1^{er} REP* où il exalte l'héroïsme des parachutistes de la Légion étrangère. Ensuite, il témoigne au procès du général Raoul Salan, poursuivi pour avoir inspiré l'Organisation armée secrète (OAS) contre le général de Gaulle, et répète qu'« on a le droit de s'opposer par la force à une injustice ». Louis Delarue, qui a demandé à être inhumé au carré des légionnaires à Puylobier (Bouches-du-Rhône), était officier de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

■ JACKIE SARDOU, comédienne du théâtre de boulevard, populaire également grâce à la télévision, est morte, jeudi 2 avril à Paris, quelques jours avant de fêter ses soixante-dix-neuf ans. Née Jackie Rollin, devenue Jackie Sardou après son mariage avec le comédien provençal et chanteur d'opéra Fernand Sardou, décédé en février 1976, mère du chanteur de variétés Michel Sardou, elle avait commencé sa carrière comme danseuse à seize ans aux Folies-Bergère, puis dans l'opérette et la comédie. Elle avait connu son dernier grand succès avec la pièce *Le Clan des veuves* de Ginette Garcin, avec cette dernière et Momy Dalmès, au début des années 90 à Paris, au Théâtre Fontaine, et en tournée en province. Jackie Sardou était une enfant de la balle, dont elle avait conservé la gouaille et le franc-parler, sous la coiffure fiftée, sans complexe au sujet de son physique potelé. Elle avait renoué en 1994 avec la chanson dans un disque, *Jackie Sardou chante*, où elle interprétait des classiques du music-hall français (Mistinguett, Fréhel, Gabin, etc.). Jackie Sardou a aussi publié un livre de souvenirs, *Hé ! la petite grosse* (Plon).

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

4 avril 1957-4 avril 1998.

Bon anniversaire à notre

Grochat d'amour,

On t'aime !

Gros Nours
Petit Nours
Noursette

Heureux anniversaire,

Olivier.

Nous t'embrassons tendrement.

Papa, Maman et toute la tribu Schmitt.

Mariages

M^{me} Lucette Gau.

M^{me} et M. François Campaiguille,

font part du mariage de leurs enfants,

Vincent et Marie-France,

le 21 mars 1998 à Paris.

20, rue Miollis,
75015 Paris.

Décès

Paris, Nautouil.

M^{me} Claude Baraf,

sa fille,
Le docteur Patrick Baraf,

son fils,
Lauriane et Aymeric,

ses petits-enfants.

La famille et les alliés,

ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 29 mars 1998, de

M^{me} Angèle BARAF,

née AGENT.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité,

au cimetière de Bagneux parisien.

Nicolas Brimo,

Kathleen Evin,

Sara et Laura Brimo,

Isabelle Bruno-Guillerot,

Jean-Raoul Gilibert,

Julie et Marie Guillerot,

ont la tristesse d'annoncer le décès de leur

mère, grand-mère et belle-mère.

Jacqueline BRIMO,

née GOURBEYRE.

le 1^{er} avril 1998 à Maisons-Laffitte.

Comme elle l'avait souhaité, son corps

a été donné à la science.

« Ici lui apparaît :

il ne la voit pas, il croit la voir

et cette croyance ne se forme pas

dans son cœur, elle a formé son cœur.

Une immensité ou ne pas se perdre,

un oubli où ne pas sombrer. »

Joël Boutquet

6, rue Alberic-Magnard,

75116 Paris.

15, avenue de la Cigale,

92600 Asnières.

M. Roger Dussan,

son épouse,

M. et M^{me} Jacques Dussan,

Florent et Pauline,

M. et M^{me} François Dussan,

Jean-Baptiste, Marie-Barbara,

Geneviève et Samuel,

ses enfants et petits-enfants.

Les familles Mouquet, Huliot,

Parsons et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Monique DUSSAN,

née LEBREUX

dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées

en la cathédrale Saint-Front de Périgueux,

suivies de l'inhumation dans le cimetière

de Bayon (Gironde).

32, boulevard Clavelle,

24000 Périgueux.

le 2 avril 1998.

L'inhumation aura lieu au cimetière

parisien de Bagneux, entrée principale,

le vendredi 3 avril, à 15 heures.

La famille remercie l'AMSD pour leurs

soins remarquables.

9, place Vanham,

75007 Paris.

On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Pierre MONTEIL,

née Marie-Thérèse CLAISSE,

croix de guerre 1939-1945,

croix du combattant.

Une absoute aura lieu le lundi 6 avril

1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Ferdinand

des Terres, à Paris-17^e, sa paroisse.

La messe de funérailles sera célébrée le

mardi 7 avril, à 15 heures, en l'église

Saint-Nicolas du Pouliguen, suivie de

l'inhumation au cimetière ancien du Pouliguen,

où elle reposera auprès de son

époux, le

général Pierre MONTEIL,

décédé le 6 août 1988.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses neveux Claisse et Vachin,

Des familles Monteil, Lavie,

Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,

75017 Paris.

De la part de

M^{me} André Claisse,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Vachin,

SPORTS L'équipe de France de rugby doit affronter le pays de Galles, dimanche 5 avril, à l'occasion de la dernière rencontre du Tournoi des cinq nations 1998, disputée sur la pelouse

du stade de Wembley, puisque le mythe Arm's Park de Cardiff est en travaux. **UNE VICTOIRE DU XV DE FRANCE** offrirait aux Bleus un deuxième grand chelem consécutif,

une performance inédite pour eux et que leur entraîneur, Jean-Claude Skrela, avait manquée de peu, comme joueur, en 1978. **POUR AFFRONT** LES GALLOIS, Jean-Claude Skrela a dé-

cidé d'aligner l'équipe qui était difficilement venue à bout des Irlandais (18-16), le 7 mars. **FACE AUX AMBITIONS TRICOLORES**, les joueurs du pays de Galles comptent sur la pré-

sion diabolique de leur ouvreurbuteur Neil Jenkins, « l'homme aux grandes oreilles ». **L'AUTRE RENCONTRE**, Angleterre-Ecosse, devait être jouée le 4 avril à Twickenham.

Le XV de France vise un deuxième Grand Chelem consécutif

Pour affronter le pays de Galles, à Wembley, Jean-Claude Skrela a reconduit l'équipe qui a battu difficilement l'Irlande (18-16), le 7 mars, au Parc des Princes. Il espère ainsi effacer le souvenir du Galles-France 1978, son dernier match sur le terrain, qui l'avait privé d'un Grand Chelem

DES MATCHS le dimanche, des scores record et des temps de jeu inhabituels : la riche histoire du Tournoi des cinq nations s'est emballée en 1998, mais l'histoire du rugby français semble, elle, plutôt prise de bégalement au moment d'aller affronter le pays de Galles à Wembley, dimanche 5 avril. Le XV de France de Jean-Claude Skrela se rend à Londres pour honorer son rendez-vous annuel avec les Gallois, mais aussi pour prendre une revanche vieille de vingt ans.

En 1978, au lendemain d'une victoire (dés) étonnante sur l'Irlande (10-9) au Parc des Princes, il ne manquait plus aux Bleus qu'une levée au pays de Galles pour empocher un deuxième Grand Chelem consécutif. Les coéquipiers de Jean-Pierre Bastiat avaient mené, à Cardiff, devant les « diables rouges », mais les Gallois avaient finalement inversé le cours de l'histoire, empochant la victoire (16-7) et le Grand Chelem. « Deux coups géniaux de Gareth Edwards et Phil Bennett », se souvient Jean-Claude Skrela, qui avait signé là ses adieux à l'équipe de France, après quarante-six sélections.

Le troisième-ligne aile était parti à reculons, non sans inscrire un ultime essai. « Il y a un regroupement, je passe au milieu et je marque », raconte-t-il, toujours au présent, comme si le temps s'était arrêté là. Jean-Claude Skrela refuse de « vivre dans le passé », mais, vingt ans plus tard, devenu entraîneur de l'équipe de France, il se voit offrir une nouvelle chance d'offrir au rugby français un deuxième Grand Chelem consécutif, performance jamais accomplie.

L'Angleterre sans grands changements

Après avoir joué à Fougere, au centre et à l'arrière, Mike Catt a été retenu par Clive Woodward pour jouer à l'aile de l'équipe d'Angleterre, qui affrontera l'Irlande, samedi 4 avril, à Twickenham. Mike Catt remplace son coéquipier de Bath Adedayo Adebayo au sein de la formation victorieuse de l'Ecosse. Le sélectionneur anglais a apporté un seul autre changement à son équipe pour disputer ce match de la dernière journée du Tournoi des cinq nations : Tony Dwyer remplace Dean Ryan, très contesté, au centre de la troisième ligne. Les Anglais peuvent toujours envisager de remporter cette édition du Tournoi si les Français perdent le lendemain contre le pays de Galles ; leurs adversaires irlandais courent, eux, derrière leur première victoire de l'année.

Vrai modeste au regard franc, Jean-Claude Skrela assure qu'un tel succès représenterait « quelque chose d'intéressant ». Il a néanmoins raconté à ses troupes ses regrets de 1978 et leur a demandé de « tout faire pour ne pas connaître ces regrets à leur tour ». « Il nous conseille de nous fabriquer de beaux souvenirs », confie Philippe Benetton, le troisième-ligne remplaçant de XV de France.

« UN DISCOURS SIMPLE »

Depuis plus de deux ans qu'il dirige l'équipe de France, Jean-Claude Skrela tient « un discours simple », il fait souffler un air de liberté et de générosité sur le jeu des Bleus. Parfois à rebours de l'opinion du microcosme rugbyistique français, il a su imposer avec son compère Pierre Villepreux son ode à la jeunesse et sa prime à la prise de risques. « Contrairement à son prédécesseur, Pierre Berbizier, qui était d'abord centré sur les hommes et ensuite sur le jeu, Jean-Claude Skrela se préoccupe d'abord du jeu, explique Robert Antonin, directeur technique national. Alors que Berbizier privilégiait l'expérience, Skrela est plus enclin à donner leur chance à de jeunes joueurs talentueux. »

Si les nouveaux appelés apprécient évidemment la méthode, les quelques anciens s'adaptent au nouveau discours dominant. « Il essaye de nous libérer au maximum, il nous demande de montrer un maximum d'enthousiasme », précise Philippe Benetton, l'un des rares internationaux passés sans trop d'encombre à l'ère Berbizier à l'ère Skrela. Pour Jean-Luc Sadourny, autre rescapé des XV de France d'autrefois, « Jean-Claude Skrela est un passionné qui veut le spectacle et la victoire ».



Jean-Claude Skrela et le XV de France.

« C'est un homme de synthèse », a résumé Lionel Jospin en faisant l'entraîneur du XV de France chevalier dans l'ordre national du Mérite, mardi 31 mars. Le compliment du premier ministre visait naturellement la polyvalence de son « ami » ancien joueur du Stade toulousain ; il pourrait aussi englober cette volonté de réunir les hommes – les avant et les arrière, les jeunes et les moins jeunes – qui anime Jean-Claude Skrela.

Celui qui, en équipe de France ou à Toulouse, avait incarné la passation de pouvoir entre deux générations, celles de « Pierre et Jean-Pierre », Villepreux et Rives, assume son destin de trait d'union.

« C'EST COMME ÇA » Ainsi se tient-il consciencieusement à l'écart des polémiques qui agitent régulièrement le rugby moderne. Les clubs parlent-ils de réformer le calendrier du championnat de France ?

Il ne participe pas au débat : « Je n'ai pas la tête à cela en ce moment. Tout ce qui m'importe, c'est de garder toutes les dates de préparation de l'équipe de France en vue

de la Coupe du monde. » A quarante-neuf ans, Jean-Claude Skrela partage son temps entre l'équipe de France et son emploi de directeur du service des sports de la mairie de Colomiers, dans la proche banlieue de Toulouse. Grand amateur des promenades en campagne, il ne goûte guère les longs discours. Il sait pourtant se laisser emporter par ses mots lorsqu'il évoque le rugby, sa grande affaire.

Son regard varie alors imperceptiblement d'un enthousiasme presque enfantine à l'air sérieux d'un pédagogue averti.

Et c'est sans doute parce qu'il sait mieux que quiconque mêler les deux genres – l'esprit de synthèse, encore – qu'il reste désemparé devant l'inconstance presque congénitale des rugbymen français. « C'est comme ça », avait-il lâché après le couac de son XV de France face à l'Irlande (18-16), le 7 mars. Faute de comprendre, il compose. « On est des Latins, enfin moi pas trop... », sourit l'enfant d'un couple d'émigrés polonais.

Avant d'embarquer pour Londres, en route pour son nouveau rendez-vous avec l'histoire du rugby, Jean-Claude Skrela a répété à ses joueurs qu'une finale, « ça se gagne ». Pour la gloire, et pour ne pas réentendre les commentaires de l'arrière Jean-Michel Aguirre qui, après la défaite au pays de Galles, en 1978, s'était confié à l'envoyé spécial du Monde : « Pourquoi en faire un drame. On a passé un bon après-midi. On s'est amusé. Et puis il se passe en France des choses un peu plus importantes, non ? » Il parlait, déjà, de lendemains d'élections.

Eric Collier

L'équipe de France : 15. Jean-Luc Sadourny (Colomiers) ; 14. Philippe Bernat-Salles (Pau) ; 13. Christophe Lemaire (Brive) ; 12. Stéphane Glas (Bourgnon-Jallieu) ; 11. Xavier Garbajosa (Toulouse) ; 10. Thomas Castaignède (Castres) ; 9. Philippe Carbonneau (Brive) ; 8. Thomas Lièvremont (Perpignan) ; 7. Olivier Magne (Brive) ; 6. Marc Lièvremont (Stade français) ; 5. Fabien Pelous (Toulouse) ; 4. Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux) ; 3. Franck Tournaire (Toulouse) ; 2. Raphaël Ibanez (Dax), cap. ; 1. Christian Califano (Toulouse).

Neil Jenkins soulève le couvercle de sa « boîte à soucis »

IL Y A, dans le monde du rugby, peu de maillots aussi lourds à porter que celui du numéro 10 du pays de Galles. Tant de grands noms du passé, tant de vieilles gloires ont joué à l'ouverture pour le XV gallois, que l'identité de leur héritier a pris une importance démesurée dans l'inconscient collectif du peuple gallois. Barry John, Phil Bennett, David Watkins, Jonathan Davies ou Cliff Morgan, artistes du ballon ovale, sont devenus des références mythiques.

Neil Jenkins, le rouquin ouvrier de Pontypool qui endosera la prestigieuse tunique contre les Français, dimanche 5 avril, à Wembley, avoue que c'est un héritage difficile à assumer : « Ici, au pays de Galles, les gens ont tous une sorte de fixation sur ces ouvriers du passé. Ils veulent toujours qu'on revienne à des images du bon vieux temps ; des jeux follets crocheteurs capables de glisser dans les intervalles. Malheureusement, ce n'est pas mon style. »

Avec ses oreilles décollées et son front ridé – qui lui valent au sein du XV gallois le surnom de « Ferenghy » (l'extraterrestre aux grandes oreilles de la série culte « Star Trek ») –, Neil Jenkins n'a ni l'élégance ni la finesse de ses grands aînés. Ses 90 kilos et son 1,80 mètre, il les met au service de courses puissantes, d'un jeu au pied habile et d'une passe très fluide. « Peut-être que les gens ne m'apprécient pas beaucoup au pays de Galles, avance-t-il. Mais le continuerai de jouer avec mes propres qualités. »

Pourtant, ayant commencé sa carrière internationale à dix-neuf ans, Neil Jenkins est déjà le plus grand marqueur du rugby gallois (avec 594 points – 7 essais, 76 transformations, 3 drops, 132 pénalités –, il est quatrième mondial derrière l'Australien Michael Lynagh, l'Ecosse Gavin Hastings et le Néo-Zélandais Grant Fox) et son ouvreur le plus capé. Il totalise 56 sélections, dont 39 à l'ouverture, 8 au centre et, depuis deux saisons, 9 à l'arrière.

Il y a deux ans, l'entraîneur Kevin Bowring, justement, lui préférant le jeune et talentueux Arwel Thomas à l'ouverture, avait demandé à Neil Jenkins de jouer arrière. Rôle qu'il a bien voulu assumer jusqu'à la défaite historique (60-26) face aux Anglais, le 21 février. Deux fois débordé à l'extérieur par Austin Healey et par Will Greenwood, il a décidé de refuser désormais le poste. « Ou bien vous me sélectionnez à l'ouverture, ou bien pas du tout », a-t-il exigé.

LE BOURREAU DES SPRINGBOKS

Les sélectionneurs acquiescent. A vingt-sept ans, Neil Jenkins retrouve son poste de prédilection, celui qu'il a tenu pendant la tournée triomphale des Lions britanniques en Afrique du Sud en 1997. Auteur de 110 points sur cette tournée, il fut le bourreau des Springboks, une réussite qui doit beaucoup à ses techniques de sophrologie. Sa précision, il la doit à sa « boîte à soucis ». A chacun de ses matchs, il place une boîte

imaginaire le long de la ligne de touche. Avant une pénalité ou une transformation, « Ferenghy » y range toutes ses pensées négatives.

Pour l'heure, sa principale préoccupation est d'empêcher les Français de remporter le Grand Chelem : « Tout le monde voit les Français déjà vainqueurs, mais nous avons l'intention d'inverser la tendance, et de montrer ce dont nous sommes capables. Nous savons que nous avons progressé, mais il nous faut un résultat pour le prouver à notre public. »

La solution préconisée par Neil Jenkins : un pressing défensif et une vigilance de tous les instants. « Il faut couper les Français dans leur élan et les arrêter avant qu'ils franchissent la ligne d'avantage », affirme-t-il. On sait que les Français marchent à la confiance. Si tu leur donnes 1 pouce, ils prennent 1 mile. Alors, autant ne rien leur donner.

Ian Borthwick

Le rugby joue des coudes pour attirer les annonceurs

« SOLIDARITÉ, esprit d'équipe, passion. » A en croire une récente étude réalisée auprès d'un échantillon représentatif de huit cents personnes pour la Fédération française de rugby (FFR), ce sport illustre les nouvelles vertus nourricières de la communication d'entreprise : rien de tel qu'un peu de sueur virile et de mêlées boueuses pour rapprocher une marque de son consommateur, affirment certains publicitaires.

Après le football et le basket-ball, ils scrutent et décortiquent l'image du rugby auprès du grand public pour mieux le vendre aux annonceurs : les entreprises sont appelées à remplacer les collectivités locales, traditionnels bailleurs de fonds des clubs. Cette redistribution des cartes constitue une véritable aubaine pour celles qui cherchent à sortir de la mêlée des sponsors traditionnels.

« Le rugby est le sport le plus humaniste qui soit », clame Jacques Séguéla, vice-président du groupe

publicitaire Havas Advertising, qui vient de prendre la présidence du conseil de surveillance de l'USAP-Perpignan. Il porte en lui « des valeurs de solidarité, d'honnêteté et d'humanité positives pour les marques qui veulent s'y associer », renchérit Gilles Portel, directeur général adjoint de LMG, une société spécialisée dans le marketing sportif.

« UN SPORT MACHISTE »

Réputé pour sa troisième mi-temps, le rugby est festif, joyeux : « L'émotion vient de ces brutes de 120 kilos qui prennent le ballon dans leurs bras, comme une petite chose délicate, et le portent jusqu'à la ligne pour aller marquer un essai », s'enflamme Jacques Séguéla. En pays catalan, on n'est pas peu fier de cette mise en scène virile.

Mais, pour l'heure, le rugby porte une image trop masculine. « C'est un sport machiste, déplore Jacques Séguéla. Heureusement, les femmes arrivent : elles constituaient

moins de 5 % du public il y a cinq ans. Aujourd'hui, elles en représentent le quart. » D'après l'étude, un public élargi pourrait constituer une cible précieuse pour les annonceurs qui cherchent souvent à séduire des personnes à hauts revenus, âgées de trente à cinquante ans.

« Le rugby est traditionnellement regardé par les « hauts revenus », dont les décideurs font partie », reconnaît Gilles Portel. Perçu comme un sport « noble » qui se pratique, en général, dans « le respect de l'adversaire », il peut non seulement alder les entreprises à promouvoir leurs produits, mais aussi « fédérer l'interne » en développant l'esprit d'équipe. Enfin, contrairement au football, en proie depuis une dizaine d'années à une inflation des tarifs, le rugby apparaît encore comme un investissement rentable. « Comme il y a moins d'annonceurs, les marques peuvent être plus visibles pour moins cher », explique le responsable de LMG. Le ticket d'entrée se situe entre 2 et

10 millions de francs, contre plusieurs dizaines de millions de francs pour le foot. « Les quatre plus grosses équipes françaises de rugby disposent d'un budget moyen trois fois inférieur à celui du Paris-Saint-Germain », constate Jacques Séguéla. Le Stade français fonctionnera avec 19 millions de francs, le Stade toulousain avec 26 millions de francs, Castres avec 21 millions de francs, et Brive avec 25 millions de francs.

L'ovale traverse « une époque charnière, entre le rugby d'hier très accroché à ses terroirs d'élection et régi par ce que certains ont appelé un amateurisme à la française, et un rugby professionnel en gestation », explique-t-on, pudiquement, à la FFR, où l'on rappelle, à toutes fins utiles, que le rugby est, d'ores et déjà, « après le football, le sport que les Français préfèrent regarder à la télévision, devant le cyclisme et la formule 1 ».

Florence Amalou

Le club résident du Stade de France choisi d'ici au 15 mai

MARIE-GEORGE BUFFET, ministre de la jeunesse et des sports, a annoncé, jeudi 2 avril, que le club de football résident du Stade de France serait désigné au plus tard le 15 mai. Le Paris-Saint-Germain ayant finalement renoncé à démembrer le Parc des Princes, trois dossiers de candidature devaient être examinés : Red Star 93 (D2), Saint-Denis-Saint-Leu-Sarcelles (National) et Racing Club de France (National). « Ces trois clubs espèrent accéder à la première division dans un délai de un à trois ans, a déclaré M^{me} Buffet. Il y a en région parisienne le potentiel humain, sportif et financier pour que cohabitent deux grands clubs. »

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : lors des demi-finales aller de la Coupe des vainqueurs de coupe, jeudi 2 avril, Vicence (Ita.) a battu (1-0) Chelsea (Ang.) tandis que le VfB Stuttgart (All.) l'emportait (2-1) sur le Lokomotiv de Moscou (Rus.).

■ **La FIFA et l'ISL ont décidé de suspendre la vente des couteaux portant le logo Coupe du monde**. Opinel, l'un des deux fabricants habilités, a indiqué, jeudi 2 avril, qu'il réservait sa réponse. L'entreprise sa-voiyade, en effet, déjà fabriqué 50 000 couteaux de ce type.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE** : Alexei Yagoudine est devenu champion du monde, jeudi 2 avril, à Minneapolis (Minnesota). Le Russe, âgé de dix-huit ans, devança sur le podium l'Américain Todd Eldredge et son compatriote Evgeni Plouchenko. – (AFP)

صباح الخير

Quand les fragments d'un astéroïde ravageaient la Terre

Selon une équipe de chercheurs, cinq cratères géants auraient été creusés par les morceaux d'un unique « bolide » qui heurta notre planète il y a 214 millions d'années, à l'époque où les terres émergées ne formaient qu'un seul continent

Il y a 214 millions d'années, les morceaux d'un très gros astéroïde ont heurté la Terre, provoquant dans l'hémisphère Nord un chapelet de cinq cratères. Leurs traces sont encore visibles en France, en Ukraine, au Canada et aux États-

Unis. Trois scientifiques sont parvenus à cette conclusion en superposant les marques de ces cratères à la carte de ce qui était alors la Pangée, un supercontinent regroupant toutes les terres émergées. Ce quadruple impact coïncide

avec des extinctions massives d'espèces, qui ont eu lieu à cette époque, au cours desquelles près du quart des familles de tétrapodes ont disparu. Heureusement pour la Terre et sa biosphère, les impacts de très gros astéroïdes,

d'un diamètre de 10 km ou plus, sont très rares. Le choc, il y a 65 millions d'années, de l'un d'entre eux sur la péninsule du Yucatan (Mexique) a sans doute accéléré la disparition des dinosaures.

1997 XFT1 ne percutera pas la Terre le 26 octobre 2028. L'astéroïde ne fera que « frôler » la planète à la distance confortable de 960 000 km. C'est ce qu'affirme le Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie), démentant le catastrophisme d'agences en mal de sensationnel. Pourtant, au cours de son histoire tourmentée, notre planète n'a pas toujours eu cette chance. Elle porte encore les cicatrices d'embrassades brutales avec des astres errants. Cent cinquante cratères d'impact ont été localisés, dont les stigmates n'ont pas été totalement effacés par l'érosion des sols et par la tectonique des plaques.

Jusqu'à présent, on pensait que la collision d'un astéroïde géant avec notre planète ne pouvait produire qu'un seul cratère. Les forces de marée exercées par la Terre étaient, disait-on, insuffisantes pour capturer et casser un tel objet. Contrairement à ce qui s'est passé lors de la rencontre de la comète Shoemaker-Levy 9 avec Jupiter, en 1994, suivie en direct par les astronomes. Sous l'effet du champ gravitationnel de la planète géante, la comète s'est fragmentée et ses différents morceaux ont pénétré à grande vitesse dans son atmosphère, y laissant des « phénomènes » longtemps observables.

Un tel événement a-t-il eu lieu dans un lointain passé de la Terre ? Sans doute. Encore fallait-il en découvrir les traces. Pour le démontrer, trois spécialistes des sciences de la Terre - John Spray, de l'université de New Brunswick (Canada) ; Simon Kelley, de l'Open University (Grande-Bretagne) ; David Rowley, de l'université de Chicago (États-Unis) - ont eu l'idée de plaquer plusieurs cratères météoriques connus sur la carte des continents tels qu'ils existaient il y a 214 millions d'années alors qu'ils formaient un supercontinent, la Pangée.

Ils ont découvert que cinq de ces astéroïdes (du grec astron, astre, et bléma, coup), placés sur les plaques d'Amérique du Nord et d'Eurasie, étaient d'un âge voisin. Tous les cinq ont causé au sol des

blessures « caractéristiques d'un choc à très grande vitesse ». Trois d'entre eux - celui de Rochechouart, dans le Massif Central (25 km de diamètre) ; celui de Manicouagan, dans l'est du Canada (100 km de diamètre) ; celui de Saint-Martin, dans l'ouest du Canada (40 km de diamètre) - sont situés sur la même latitude (22,8 degrés), à 110 km près. Mesures faites, les trois chercheurs ont déduit des traces encore visibles que « ces trois structures » représentaient « les restes d'une chaîne de cratères d'impact longue d'au moins 4 462 km ».

DEUX CERCLES DE DÉCLINAISON

Les deux autres cratères - celui d'Obolon, en Ukraine (15 km de diamètre) ; celui de Red Wing, à l'ouest des États-Unis (9 km de diamètre) - ne sont pas situés à la même latitude que les trois autres. Mais, associés à ceux de Rochechouart et de Saint-Martin, ils forment « deux grands cercles d'une déclinaison identique ». Ce qui semble indiquer, écrivent John Spray, Simon Kelley et David Rowley dans la revue *Nature* du 12 mars, que « les cinq cratères ont été formés en même temps, peut-être en quelques heures, à la suite de chocs multiples engendrés par les fragments d'une comète ou d'un astéroïde entrant en collision avec la Terre ».

Les chercheurs américains n'ex-

cluent pas que le passage de ce bolide en plusieurs morceaux ait provoqué plus de cinq cratères. Deux autres structures d'impact situées aux États-Unis pourraient s'ajouter à celles déjà découvertes. Il s'agit des cratères de Wells Creek, dans le Tennessee (12 km de diamètre), et de Newport, dans le Dakota du Nord (3 km de diamètre), qui, après calculs, semblent se situer sur le même grand cercle que Red Wing et Saint-Martin. Leur âge demande à être vérifié pour savoir s'ils appartiennent ou non au même ensemble. Il n'est pas exclu que des fragments soient tombés dans la mer Téthys ou l'océan Panthalassa, voisins de la Pangée. Mais leurs traces risquent de nous échapper.

Deux nouveaux impacts près de Chicxulub

Une expédition scientifique parrainée par la Nasa et la Planetary Society vient de découvrir deux nouveaux cratères d'impact, non loin de celui de Chicxulub, dans le Yucatan (Mexique). Ce dernier, invisible à l'œil nu, et recouvert de sédiments, a été formé il y a 65 millions d'années par la chute d'un astéroïde géant de 10 à 14 km de diamètre. Le premier cratère découvert est situé à Alvaro Obregon, au Mexique, à 230 km de Chicxulub, et le second à Punta Gorda, dans l'état de Belize, à 480 km de Chicxulub. Les scientifiques présents sur les sites ont collecté 400 kilos de roches destinées à des études paléomagnétiques, ainsi que des fossiles.

Si la date de 65 millions d'années, qui correspond à l'extinction des dinosaures, est confirmée pour ces deux cratères, cela alimentera peut-être à renforcer cette hypothèse. Restera une question : ces trois impacts sont-ils le résultat de la chute de trois météorites, ou d'un seul qui se serait brisé avant de frapper la Terre ?

« Un tel scénario n'est pas surprenant. Les chutes de météorites et d'astéroïdes sont un phénomène courant dans le système solaire. Il suffit de regarder les visages grêlés de la Lune ou de Mars, qui n'ont pas connu de tectonique globale depuis 3 milliards d'années. Pour la Terre, les calculs de probabilité indiquent que l'impact d'un objet de quelques kilomètres de diamètre peut se produire tous les 200-300 millions d'années », explique Philippe Lognonné, directeur du département des études spatiales de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP).

L'analyse faite par les Américains est « bien calée ». « C'est astucieux de reconstituer la Pangée pour retrouver un tel alignement d'impacts. Mais pourquoi y a-t-il

deux cercles de déclinaison, s'interroge-t-il, alors qu'habituellement, en raison de la rotation de la Terre, il n'y a qu'un cercle pour un objet ? Les marques observées résultent-elles de la rupture d'un astéroïde en plusieurs morceaux ou bien y a-t-il eu choc de deux astéroïdes liés l'un à l'autre ? » L'hypothèse est d'autant moins absurde que l'on connaît des astéroïdes autour desquels tourne une petite lune.

ÉCOSYSTÈME BOULEVERSE

Quoi qu'il en soit, l'arrivée brutale, il y a 214 millions d'années, de ces énormes blocs a certainement bouleversé l'écosystème terrestre, en raison de l'énergie libérée par ces collisions et des effets dévastateurs induits par ces chocs dans l'atmosphère et dans le milieu marin. Plus près de nous, il y a 65 millions d'années, une autre catastrophe de ce type a frappé le Mexique et a sans doute contribué, par ses nuisances, à la disparition des dinosaures. Or le chapelet d'impacts vieux de 214 millions d'années coïncide avec une période marquée par au moins une - sinon plusieurs - extinctions d'espèces.

Entre la fin du Carnien (-220 millions d'années) et le début de l'Hettangien (-205 millions d'années), la faune s'est profondément modifiée. Les paléontologues estiment que 22 % des familles de tétrapodes ont alors disparu. Cet événement a-t-il ouvert la voie au règne des dinosaures sur la Terre et permis l'émergence de la plupart des lignées animales modernes, y compris celle des mammifères ? Certains le pensent, mais d'autres avancent que les astéroïdes n'ont peut-être pas été les seuls responsables de bouleversements dans l'histoire de la vie. Il existe par exemple, en Amérique du Nord, sur la rive ouest de l'Hudson, des traces de gigantesques épanchements de lave volcanique vieux de 200 millions d'années qui forment les falaises basaltiques des *Polsades* et qui auraient pu à l'époque modifier gravement l'écosystème.

Christiane Galus

Des mégalithes évoquant Stonehenge découverts en Égypte

UNE SÉRIE de mégalithes datant du néolithique a été retrouvée par des chercheurs américains, égyptien et polonais sur le site d'un lac asséché situé à 100 km à l'ouest d'Abou Simbel (Égypte). Dans une lettre publiée par *Nature* du 2 avril, les archéologues décrivent des sépultures de bovins, une structure circulaire et des alignements faits de blocs de grès érigés il y a environ sept mille ans. À l'époque, cette zone saharienne était humidifiée par une mousson d'été provenant d'Afrique centrale, encourageant l'installation de pasteurs nomades autour de lacs temporaires. La découverte la plus étonnante est un cercle de quatre mètres de diamètre, constitué notamment de pierres levées semblant indiquer deux axes, nord-sud et ouest-est. Ce dernier correspond, à un degré près, à la ligne de visée pointant vers le Soleil levant lors du solstice d'été. Les auteurs de l'étude suggèrent que ces mégalithes, comme pour des sites plus récents tels que celui de Stonehenge en Angleterre, avaient une fonction astronomique, et pouvaient notamment marquer rituellement l'entrée dans la saison des pluies.

DÉPÊCHES

■ **ARCHÉOLOGIE** : une tombe de plus de mille ans a été découverte en plein centre de Pékin, lors des travaux d'élargissement d'une avenue, a rapporté, jeudi 2 avril, le quotidien *Pékin Soir*. Composée d'un tunnel et d'une chambre mortuaire, cette tombe date de la dynastie des Tang (618-907). À l'époque, cette partie de la capitale chinoise était située en dehors des murs de la ville. - (AFP)

■ **ESPACE** : les deux cosmonautes russes de la station Mir ont effectué une sortie de six heures dans l'espace, mercredi 1^{er} avril. Faute de temps, les deux hommes n'ont pu achever leur mission, consistant à réparer un panneau solaire endommagé lors d'une collision entre le complexe orbital et un cargo de ravitaillement, le 25 juin 1997. Quatre autres sorties sont prévues dans les prochaines semaines.

Votre sens des affaires doit être inné. En effet, l'ABR, le double Airbag⁽¹⁾, la climatisation⁽²⁾, le détecteur de pluie⁽³⁾ et l'anti-démarrage codé sont acquis.



PEUGEOT 605 À PARTIR DE 135 000 F TTC*

* Prix spécial pour une 605 - 2.0i, essence, A.M. 98 au lieu de 160 000 F TTC (tarif conseillé au 15.01.98). Offre spéciale valable du 1^{er} avril au 30 juin 1998 dans le Réseau Peugeot affichant l'opération. (1) Coussins gonflables de sécurité. (2) Réfrigération régulée avec filtre à pollen. (3) Essuie-vitre avant automatique à détecteur de pluie. Modèle présenté : 605 - 2.0i, essence, A.M. 98 avec les options peinture métallisée et toit ouvrant.

605
PEUGEOT

PEUGEOT, POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUJOURS UN PLAISIR.

Innover dans la maison, pour qui et pourquoi

La société change plus vite que le mobilier. Faire bouger l'environnement quotidien est inscrit au programme du VIA, qui vient de décerner ses labels pour 1998

A QUOI SERT le VIA ? Agent de liaison entre l'industrie du meuble et les créateurs, foyer d'encouragement, vitrine et stimulant, cette institution originale dans un pays fort de sa tradition de qualité mais toujours un peu réticent devant le changement, le VIA (association pour la Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) est resté fidèle, depuis sa naissance en 1979, à sa mission : promouvoir et encourager la création de mobilier contemporain français.

Le futur est encore jeune

C'est toujours la même chose avec l'an 2000... Un numéro magique qui fera vivre l'homme dans une bulle, une soucoupe, sous terre ou sous la mer. A Londres, une exposition (Earls Court, jusqu'au 13 avril) met en scène le « *logis idéal* » (Ideal Home). Projet lauréat, une maison sur pilotis qui ressemble à une bulle (Oyster House, de Nigel Coates). Remake du futurisme années 1960, la coquille protège la famille et s'ouvre vers un paysage et un avenir que l'on devine radieux. A Bologne, jusqu'au 7 avril, le Salon Futurshow fait l'inventaire d'un foyer surbranché, avec jeux virtuels, écrans géants, caméras intégrées et sonorisation sensurround (à 360 degrés).

En France, on réfléchit. Premier jalon, une série d'Hypothèses pour des futurs probables, ouvrage kaléidoscopique qui promène le lecteur d'utopies proches en réalités lointaines, du corps à l'habitat, dans un monde où l'explosion de la communication d'assouvit pas l'invincible désir de relations authentiques.

★ Et si on remettait les compteurs à zéro ? de Sophie Tasma-Anargyros et Gérard Loeb, sous la direction de Gérard Laizé, Editions de l'imprimeur, 208 pages, 195 F.

Définie dans les années 80 - en plein mouvement de renouveau de la forme et de l'expression du mobilier -, cette tâche a d'abord consisté à participer à une dynamique générale en permettant à de nombreux designers d'œuvrer pour le secteur du meuble.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Si la notion de création est acquise et reconnue, elle reste coupée de la réalité du marché, qu'elle soit, comme l'admettent les responsables du VIA, économique (chiffre d'affaires), sociologique (intérêt culturel), consumériste (faible pourcentage dans la consommation des ménages), technologique (industrie peu innovante) et ethnologique (décalage entre l'évolution des mœurs de vie, les nouveaux moyens technologiques et l'accompagnement mobilier). « Dans les années

80, le design s'est assimilé à l'art. Le souci de fonctionnalité s'est évaporé. Or, lorsqu'on marginalise un secteur, on le rend inaccessible intellectuellement et économiquement », souligne Gérard Laizé, directeur du VIA depuis 1995. Dès son arrivée, il a souhaité mener une réflexion plus large, en amont de la création proprement dite. Ouvrir de nouveaux champs de recherche afin de permettre à l'homme de vivre mieux.

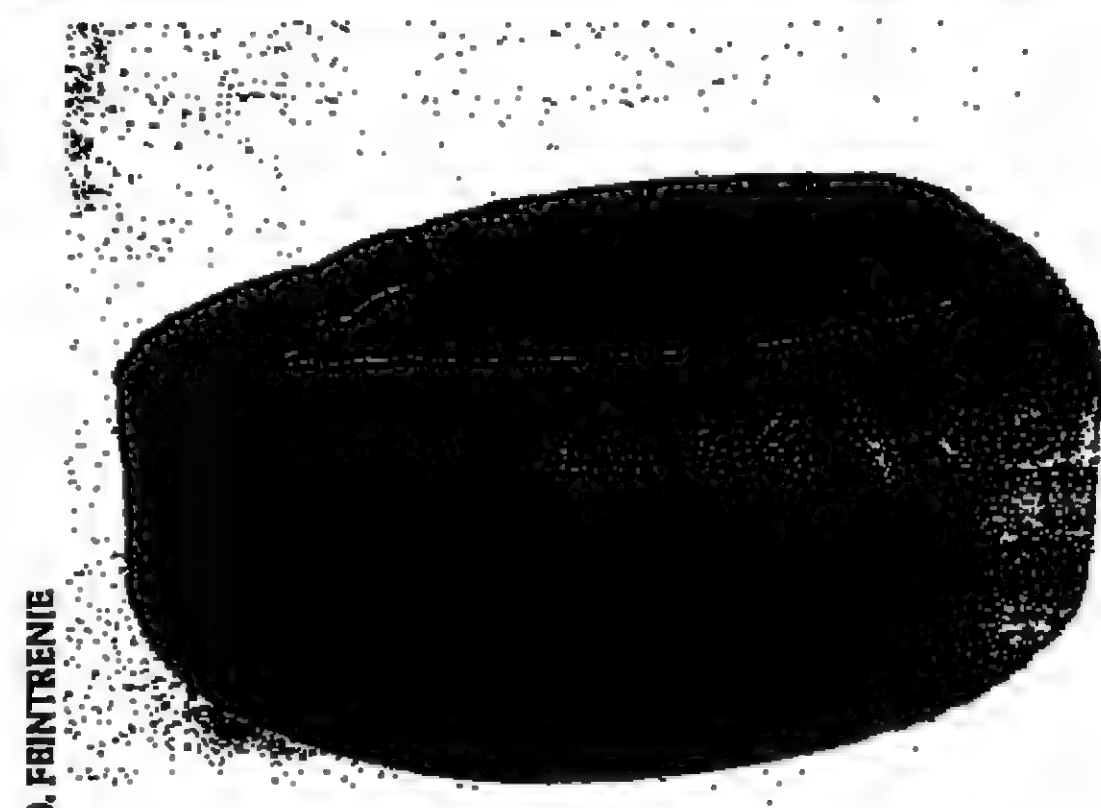
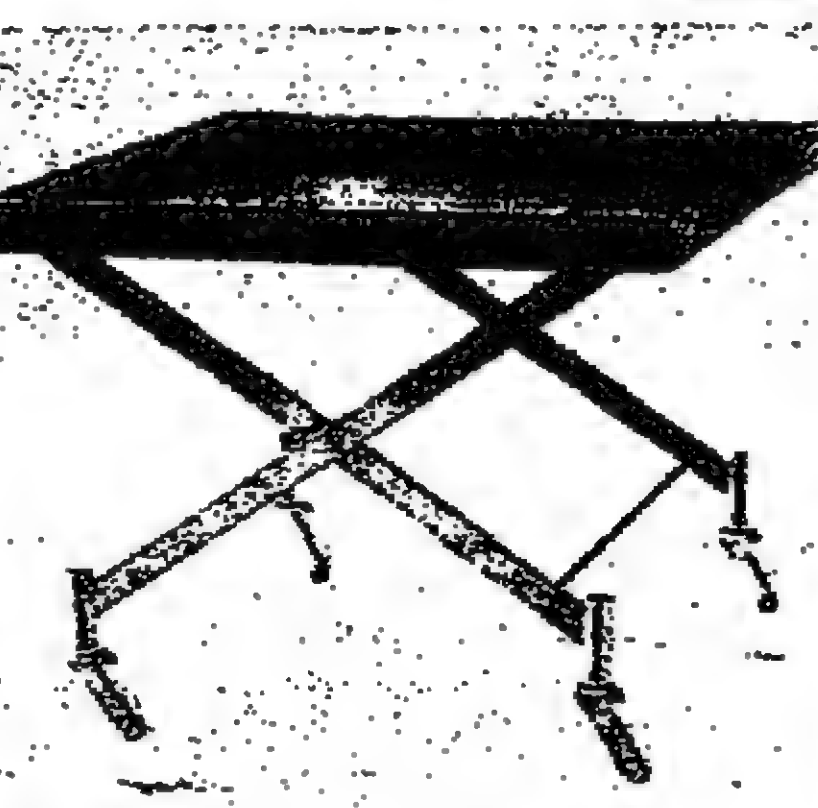
Pour agir dans ce sens, il estime indispensable de prendre en compte l'évolution des mœurs et des modes de vie. « Beaucoup de designers, malgré les apparences, ne se préoccupent pas réellement des facteurs de mutation de la société pour influencer leur geste créatif. Celui-ci pourtant doit aller vers le besoin de l'homme », constate Gérard Laizé, qui accompagne toujours son discours d'exemples. Malgré la présence désormais croissante des ordinateurs dans les foyers, rien n'a réellement été fait pour les poser. Les sièges n'ont pas pris en compte l'évolution de la morphologie de l'homme. Le canapé est une solution moyenne pour des individus qui ne sont pas moyens. »

LA FAMILLE RECOMPOSÉE

Selon le directeur du VIA, créer, c'est d'abord se mettre en phase avec la vie quotidienne, ses contraintes et ses différentes configurations.

« Créer un environnement, c'est aujourd'hui prendre en compte la famille recomposée. Un couple peut avoir, la semaine, deux enfants et le week-end quatre ou cinq. Or, cinq enfants dans une pièce à vivre en excluent les parents, qui se réfugient dans leur chambre. Ces derniers finissent par désirer améliorer cette pièce qui va devenir une sorte de boudoir, avec des fauteuils, une bibliothèque et un lit à baldaquin, l'article qui se vend le mieux actuellement parce qu'il offre un espace de rêve. » Pour encourager cet état d'esprit, le VIA a commencé un travail de prospective en s'entourant de grands noms du design, de l'architecture, de l'industrie, de la distribution mais aussi de la philosophie, de la sociologie, de la mode, de la communication... Colloques et publications devraient rendre compte de ces recherches.

Les jeunes créateurs capables de présenter des projets intéressants se font nombreux. Sur mille cinq cents dossiers reçus par an, l'association n'en retient que trente dont elle financera les prototypes. Face à cette vague déferlante, le VIA se veut de plus en



VIAO, PEINTURE

plus sélectif. C'est pourquoi l'association s'est fixée trois objectifs pour délimiter le choix : la pertinence de la proposition créative, la prise en compte d'une logique fonctionnelle et l'évolution comportementale de l'humain, le principe de construction de l'objet (dont le but est d'être industrialisé et diffusé).

Le comité VIA sélectionne également chaque année un ou plusieurs créateurs confirmés et les invite à traiter un sujet libre. Cette action appelée Carte blanche, que finance l'association, permet à des projets nécessitant une recherche technolo-

gique ou formelle particulière de voir le jour. Là aussi, Gérard Laizé tente de faire évoluer cette opération, jusque-là ouverte et libre, en invitant les créateurs à s'intéresser à des secteurs qui ne soient pas encore couverts. « En 2000, il y aura deux mille cinq cents centennaires. En 2015, 50 % des foyers français auront plus de cinquante ans. Il est important d'offrir à cette population des sièges confortables où il est facile de s'asseoir et d'où il est aisé de s'extraire. Actuellement, deux grosses sociétés font un tabac, Everstyl et Stressless, qui proposent des fauteuils inclinables à commande électrique. Qu'on ne

me dise pas qu'il n'y a pas de marché et, surtout, pas la place pour des produits esthétiquement plus agréables ! Eh bien, les designers boudent ce conseil », se désole le directeur du VIA.

AFFAIRE DE PÉDAGOGIE

Dans son souci d'agir dans la transversalité et de créer des synergies entre les différents secteurs, le VIA développe depuis trois ans un département conseil qui encourage les entreprises à intégrer dans leur processus global la démarche de création.

Le VIA s'attache à casser une logique, installée depuis les an-

La sélection pour 1998 : chaise « Cheap Chic » de Philippe Starck pour XO ; pots « Botanic » de Roman Bouroullec pour China ; desserte « Roller » de Pascal Mourgue pour China ; pouf « Glup » de Sophie Langer pour Roset.



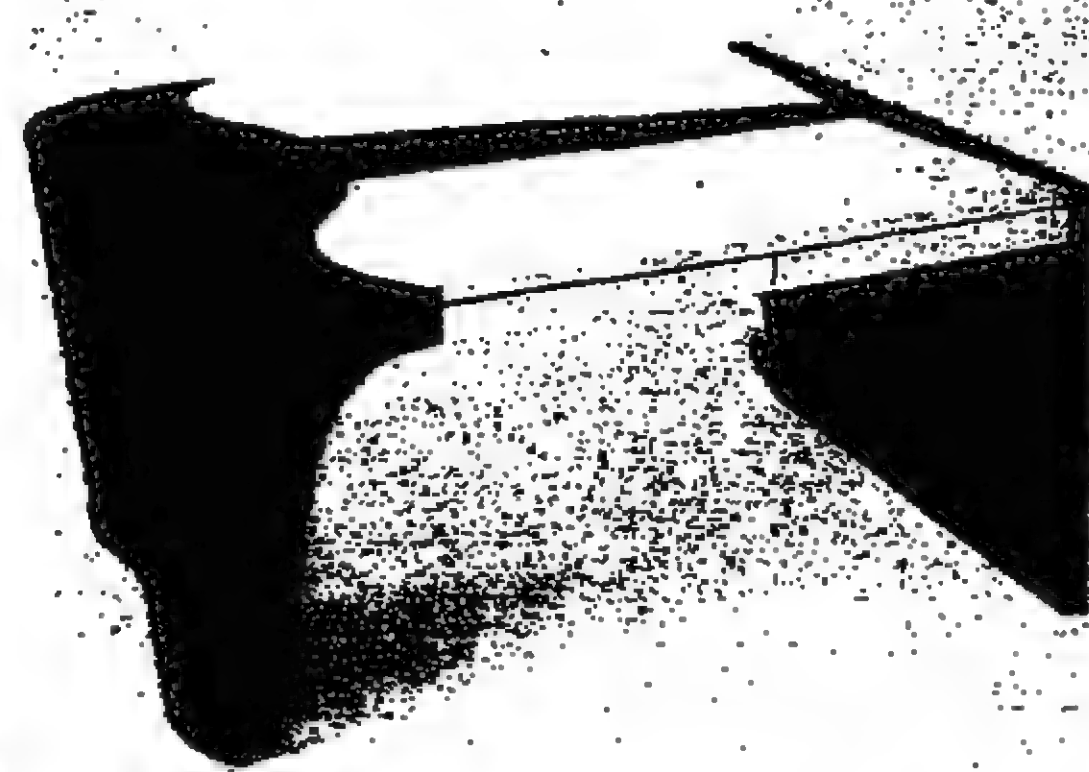
nées 70-80, qui consiste à présenter les meubles « design » coupés de l'environnement dans lequel ils pourraient prendre place. Non pas élément indépendant mais partie d'un ensemble, le mobilier de création doit, comme un vêtement, être présenté avec d'autres choses. Le mélange des genres, l'agencement des meubles et des objets est affaire de pédagogie. Chacun, à tous les niveaux, doit y contribuer. C'est cette démarche qu'encourage le VIA.

Parallèlement à toutes ces actions - révélateur de talents, élément de liaison entre les différents secteurs -, le VIA cherche aussi à promouvoir et à valoriser l'image créative et innovante des industries françaises de l'ameublement dans l'Hexagone et à l'étranger. C'est dans ce sens que l'association organise des événements au sein des Salons de Paris, Milan, Cologne, Tokyo, conçoit des expositions thématiques itinérantes dans les musées et les galeries.

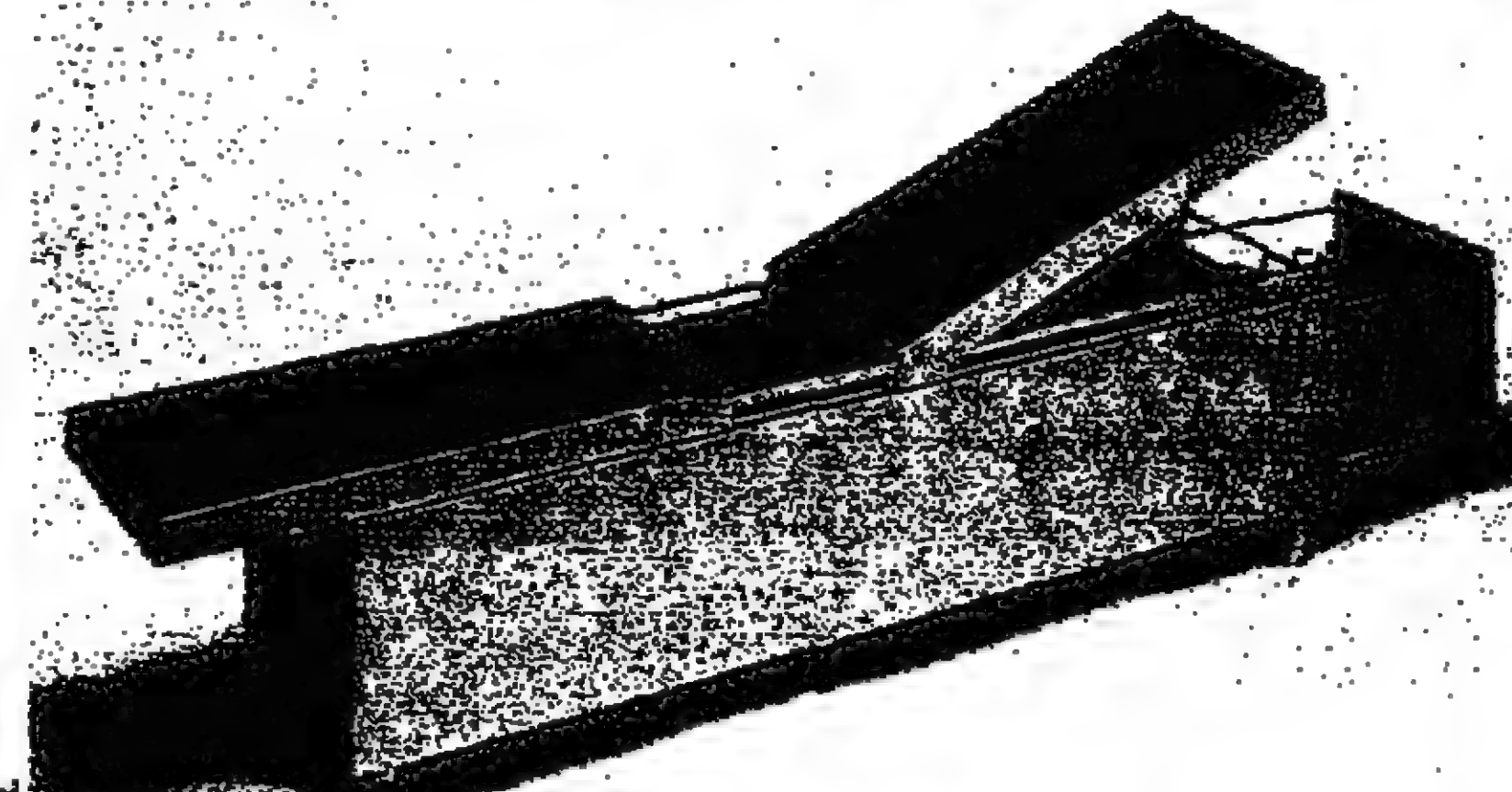
Dans cette mission de promotion des entreprises, le VIA procède aussi, tous les ans, à une sélection de produits innovants auxquels est remis un label. Cette opération vise surtout, en leur attribuant ce signe de reconnaissance, à mettre en avant des fabricants ou des éditeurs dignes d'intérêt dans le domaine de la création. En accueillant sept à dix événements par an dans sa galerie, à Paris, le VIA offre un espace vitrine à la création. C'est là que seront présentés, du 4 au 19 avril, les labels VIA 1998.

Véronique Cauhapé

★ Espace VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), 29-35, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 01-46-28-11-11. Télécopie : 01-46-28-13-13. Adresse internet : <http://www.via.org>.



Bureau de Sylvain Dubuisson pour Fourmure.



Coffre « Big Box » de Christophe Pillet pour Ecart.

Pour marcher comme sur un nuage.



PARIS 22, rue de la Paix tél. 01 47 71 83 12 • LYON tél. 04 72 00 28 48
MARSEILLE tél. 04 91 55 04 98 • TOULOUSE tél. 05 61 23 65 04

Les labels, marques d'encouragement à la création

ON POURRAIT dire qu'un label récompense un créateur et distingue un fabricant ou un éditeur. Ce signe de reconnaissance, attribué aux produits jugés les plus représentatifs de la création française, scelle volontairement ce duo et rend hommage aux industriels. Pour des sociétés qui souvent faisaient essentiellement de la copie d'ancien, proposer un produit original, de surcroît labellisé VIA, encourage une politique d'ouverture sur la création qui ne peut que la rendre plus accessible au public.

Citadell et Richard Houët, Domeau & Peres et Michael Young, Atoca et Peres et Michael Young, International et Christophe Pillet, Roset et Sophie Langer et Pierre Bourguenec... sont quelques-uns des couples de l'année 1998. Lorsqu'ils sont déjà reconnus, ce sont les créateurs qui élisent, le plus souvent, leur éditeur ou leur fabricant. Sinon, c'est l'inverse. La rencontre pour un premier projet débouche souvent sur une association

durable. Il en va ainsi de Xo et Philippe Starck, dont la collaboration dure depuis quinze ans, d'Ecart et Christophe Pillet, qui précise : « Ma relation avec les éditeurs débouche souvent sur des amitiés. Ce sont des discussions que j'ai avec un éditeur qu'émergent des idées. »

L'éditeur ou le fabricant peuvent donner aux créateurs des directives ou un cahier des charges précis. Ecart définit le profil d'un produit (principe, matériau, objectif de prix), discute ensuite avec son bureau d'étude intégré ou avec le designer extérieur. Chez Domeau & Peres, à partir d'un cahier des charges, la création est ouverte. « On demande aux designers de créer, et nous, nous faisons. Ils n'ont de contraintes que d'utiliser des matériaux souples. Tout nous intéresse, car nous ne sommes pas gênés par une logique de grande société », note Bruno Domeau.

Chez Roset-Cinna, en revanche, la création s'inscrit dans une logique de groupe. Cette enseigne

s'entoure de créatifs dans les domaines du stylisme, de l'architecture, de la couture (Castelbajac). « Nous nous voulons progressistes, c'est-à-dire tournés vers l'avenir, en proposant des produits qui vont vers plus de confort, plus de fonctionnalité. Notre volonté étant d'être bons sur les différents secteurs du marketing luxe », explique Michel Roset, directeur général, qui, pour les accessoires, la décoration, les petits meubles, « fait son marché » afin de trouver des créateurs.

FRÉMISSSEMENTS FRANÇAIS

Pour l'ameublement plus lourd, Roset fait appel à des créatifs « plus fournisseurs », tels que Mourgue, Maly, Pagnon et Pélissier... Pour cette société, le label VIA entraîne une présence médiatique importante des produits, une action concrète par rapport à un environnement théorique. Surtout, comme le souligne Michel Roset, « il permet de séparer le bon grain de l'ivraie ». Il n'empêche, les industriels ex-

portent la plus grande partie de leur production. La France, contrairement à l'Allemagne ou la Hollande sans cesse citées, reste un pays réticent au renouvellement de son ameublement. La charge affective que projettent les Français sur leur environnement quotidien reste tenace. Question de culture, d'héritage, de frilosité historique, de faiblesse économique... les raisons ne manquent pas pour expliquer le phénomène.

Mais créateurs et industriels ne désespèrent pas, qui sentent un léger frémissement du marché. Les mentalités changent, les actions pédagogiques menées par les organismes de soutien à la création semblent commencer à porter leurs fruits. « Nous sommes avant tout des marchands », remarque Gérard Miale, le directeur de XO. Des signes qui laissent effectivement penser que le design n'est plus seulement affaire de musée.

V. Ca.

صكنا من الامل

صوتنا من الداخل

Du vent près de la Manche

LE TEMPS restera agité sur la France: les passages pluvieux seront fréquents, samedi, accompagnés de vent fort dans les régions de l'ouest et du nord. Le Languedoc et le Roussillon seront en revanche épargnés.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - Journée maussade, avec un ciel très nuageux, de fréquentes averse, et un fort vent de sud-ouest. Il fera environ 13 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Journée médiocre, avec des nuages abondants, qui donneront de fréquentes averse, et des rafales de vent entre 80 et 100 km/h. En Ile-de-France, dans les Ardennes et le Centre, quelques éclaircies en début de matinée. Il fera de 12 à 14 degrés.

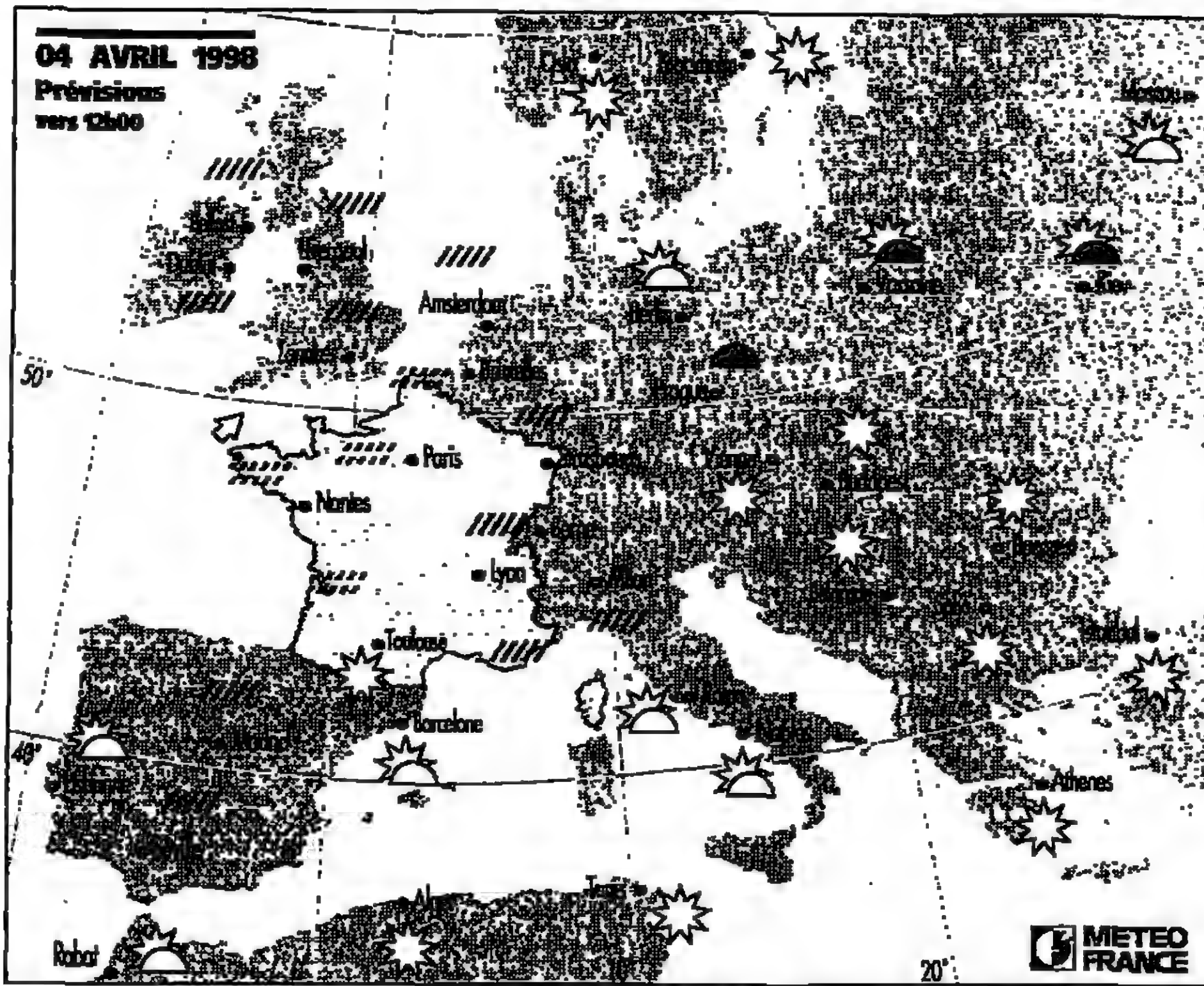
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Champagne, Lorraine et Bourgogne, après de belles apparitions du soleil en début de matinée, éclaircies et passages nuageux alter-

neront accompagnés d'averses et de rafales de vent jusqu'à 80 km/h. En Alsace et Franche-Comté, matinée grise et pluvieuse, puis amélioration relative. Il fera de 13 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - En Poitou-Charentes, averse fréquente parfois accompagnée de tonnerre et de rafales de vent jusqu'à 80 km/h. Dans le Sud-Ouest, plus d'éclaircies que de nuages. Il fera de 15 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Dans le Limousin et en Auvergne, éclaircies et nuages, avec parfois une averse. En Rhône-Alpes, temps gris et pluvieux jusqu'à la mi-journée; lente amélioration ensuite; neige au-dessus de 2100 m. Il fera de 14 à 18 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En Languedoc-Roussillon et en Corse, bonne présence du soleil. Ailleurs, des nuages et un peu de pluie jusqu'en mi-journée, amélioration ensuite. Il fera de 19 à 21 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 04 AVRIL 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; * : neige.

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/14 P |
|-----------------------|---------|---------|
| ALGER | 10/20 N | 8/12 P |
| ANGERS | 9/19 N | 11/17 C |
| ARLES | 9/18 N | 8/14 P |
| BORDEAUX | 7/14 P | 9/17 S |
| BREST | 8/12 P | 9/11 P |
| CAEN | 8/11 P | 9/13 P |
| CLERMONT-F. | 8/13 P | 9/11 P |
| CLERMONT-F. | 5/14 N | 8/12 P |
| DIJON | 3/14 P | 8/16 S |
| GRENOBLE | 9/20 C | 8/14 P |
| LILLE | 8/12 P | 9/11 P |
| LIMOGES | 6/13 P | 8/12 P |
| LYON | 9/17 P | 8/12 P |
| MARSEILLE | 15/20 C | 8/12 P |

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/14 P |
|-----------------------|---------|---------|
| ALGER | 10/20 N | 8/12 P |
| ANGERS | 9/19 N | 11/17 C |
| ARLES | 9/18 N | 8/14 P |
| BORDEAUX | 7/14 P | 9/17 S |
| BREST | 8/12 P | 9/11 P |
| CAEN | 8/11 P | 9/13 P |
| CLERMONT-F. | 8/13 P | 9/11 P |
| CLERMONT-F. | 5/14 N | 8/12 P |
| DIJON | 3/14 P | 8/16 S |
| GRENOBLE | 9/20 C | 8/14 P |
| LILLE | 8/12 P | 9/11 P |
| LIMOGES | 6/13 P | 8/12 P |
| LYON | 9/17 P | 8/12 P |
| MARSEILLE | 15/20 C | 8/12 P |

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/14 P |
|-----------------------|---------|---------|
| ALGER | 10/20 N | 8/12 P |
| ANGERS | 9/19 N | 11/17 C |
| ARLES | 9/18 N | 8/14 P |
| BORDEAUX | 7/14 P | 9/17 S |
| BREST | 8/12 P | 9/11 P |
| CAEN | 8/11 P | 9/13 P |
| CLERMONT-F. | 8/13 P | 9/11 P |
| CLERMONT-F. | 5/14 N | 8/12 P |
| DIJON | 3/14 P | 8/16 S |
| GRENOBLE | 9/20 C | 8/14 P |
| LILLE | 8/12 P | 9/11 P |
| LIMOGES | 6/13 P | 8/12 P |
| LYON | 9/17 P | 8/12 P |
| MARSEILLE | 15/20 C | 8/12 P |

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/14 P |
|-----------------------|---------|---------|
| ALGER | 10/20 N | 8/12 P |
| ANGERS | 9/19 N | 11/17 C |
| ARLES | 9/18 N | 8/14 P |
| BORDEAUX | 7/14 P | 9/17 S |
| BREST | 8/12 P | 9/11 P |
| CAEN | 8/11 P | 9/13 P |
| CLERMONT-F. | 8/13 P | 9/11 P |
| CLERMONT-F. | 5/14 N | 8/12 P |
| DIJON | 3/14 P | 8/16 S |
| GRENOBLE | 9/20 C | 8/14 P |
| LILLE | 8/12 P | 9/11 P |
| LIMOGES | 6/13 P | 8/12 P |
| LYON | 9/17 P | 8/12 P |
| MARSEILLE | 15/20 C | 8/12 P |

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/14 P |
|-----------------------|---------|---------|
| ALGER | 10/20 N | 8/12 P |
| ANGERS | 9/19 N | 11/17 C |
| ARLES | 9/18 N | 8/14 P |
| BORDEAUX | 7/14 P | 9/17 S |
| BREST | 8/12 P | 9/11 P |
| CAEN | 8/11 P | 9/13 P |
| CLERMONT-F. | 8/13 P | 9/11 P |
| CLERMONT-F. | 5/14 N | 8/12 P |
| DIJON | 3/14 P | 8/16 S |
| GRENOBLE | 9/20 C | 8/14 P |
| LILLE | 8/12 P | 9/11 P |
| LIMOGES | 6/13 P | 8/12 P |
| LYON | 9/17 P | 8/12 P |
| MARSEILLE | 15/20 C | 8/12 P |

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/14 P |
|-----------------------|---------|---------|
| ALGER | 10/20 N | 8/12 P |
| ANGERS | 9/19 N | 11/17 C |
| ARLES | 9/18 N | 8/14 P |
| BORDEAUX | 7/14 P | 9/17 S |
| BREST | 8/12 P | 9/11 P |
| CAEN | 8/11 P | 9/13 P |
| CLERMONT-F. | 8/13 P | 9/11 P |
| CLERMONT-F. | 5/14 N | 8/12 P |
| DIJON | 3/14 P | 8/16 S |
| GRENOBLE | 9/20 C | 8/14 P |
| LILLE | 8/12 P | 9/11 P |
| LIMOGES | 6/13 P | 8/12 P |
| LYON | 9/17 P | 8/12 P |
| MARSEILLE | 15/20 C | 8/12 P |

Situation le 3 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 5 avril à 0 heure TU

SPORTS D'HIVER

Le ski de randonnée

DÉCOUVRIR la montagne au naturel demande des efforts. Loin des remontées-pentes et autres transports collectifs, il faut faire sa trace à la montagne pour mériter une descente inédite sur des pentes immaculées. Pour les puristes, l'ascension à peaux de phoque est le plaisir essentiel du ski de randonnée, et la glisse en liberté une simple récompense.

Cette version ascétique permet de s'échapper des domaines skiables aménagés et promet un bonheur que beaucoup découvrent ou redécouvrent (100 000 adeptes en France) grâce à une pratique moins sportive et un matériel mieux adapté.

On part d'abord en compagnie d'un guide de haute montagne pour une excursion à la journée, à son rythme. On apprend le sens de l'orientation et la nivologie (le risque d'avalanche est omniprésent). On prouve aussi qu'on est capable d'effectuer un virage en conversion dans une pente raide et de se dépatiner dans une neige médiocre.

Avec un certain acquis, une bonne forme physique, un niveau technique et une expérience du terrain, on peut s'engager pour un raid

de plusieurs jours en groupe. Une balade qui comporte des étapes courtes, ponctuées de soirées en refuge. Le ski de randonnée se pratique désormais de manière plus confortable, parce que l'équipement est devenu plus fiable et plus léger.

En dix ans, le poids des skis a été réduit de moitié: on parle ainsi de modèles *light*! Des fabricants proposent une gamme conciliant la «portance» en neige profonde, l'accroche, la «conduite» facile, l'aisance à la montée (moins de 2,5 kg la paire) et le meilleur compromis entre rigidité à la descente et souplesse à la montée. Les traditionnelles peaux de phoque sont depuis longtemps remplacées par des peluches synthétiques et en laine mohair. Collées sous la semelle des skis, elles servent d'anti-recul à la montée.

Sachant que la panoplie complète coûte entre 3 500 et 5 000 F à l'achat, mais qu'il vaut mieux louer son matériel pour débiter, il reste à profiter de la période la plus propice. Les mois d'avril et de mai offrent souvent une neige durcie en profondeur et juste ramollie en surface, autrement dit idéale.

Philippe Bardiau

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 2 avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffuse aussi ces renseignements sur son site internet: <http://www.skifrance.fr>. Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe d'Huez: 61-260; Alpe du Grand-Serre: n. c.; Auris-en-Oisans: 05-50; Autrans: 20-60; Chamrousse: 20-50; Le Collet d'Allevard: 00-70; Les Deux-Alpes: 30-280; Lans-en-Vercors: 00-00; Méaudre: n. c.; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 00-00; Les Sept-Laux: n. c.; Villard-de-Lans: 30-90.

HAUTE-SOVIÈRE
Avoriaz: 10-125; Les Carroz-d'Arâches: 05-200; Chamonix: 20-189; Châtel: 10-90; La Chusaz: 00-140; Combloux: 10-95; Les Contamines-Montjoie: 00-160; Flaine: 30-190; Les Gets: 00-50;

Le Grand-Bornand: 40-90; Les Houches: 20-60; Megève: 00-70; Morillon: 00-200; Morzine-Avoriaz: 05-130; Praz-de-Lys-Sommand: 15-80; Praz-de-Arly: N-C; Saint-Gervais: 20-65; Samoëns: n. c.; Thollon-les-Memises: n. c.

SAVOIE
Les Allions: 00-109; Les Arcs: 25-190; Arêches-Beaufort: 00-140; Aussois: 15-35; Bonneval-sur-Arc: 50-120; Bessans: 20-25; Le Corbier: N-C; Courchevel: 10-118; La Tania: 07-122; Crest-Voland-Cohennoz: 15-45; Flumet: n. c.; Les Karellis: 15-110; Les Menuires: 30-115; Saint-Martin-Belleville: 15-110; Méribel: 30-110; La Norma: 00-80; Notre-Dame-de-Bellecombe: 05-100; La Plagne: 101-230; La Rosière: 1850-45-150; Saint-François-Longchamp: 30-90; Les Saisies: n. c.; Tignes: 92-200; La Toussuire: 20-40; Val-Cenis: 05-80; Val-Frjus: 05-100; Val d'Isère: 65-185; Valloire: 20-120; Valmeinier: 10-110; Valmorel: 40-140; Val-Thorens: 80-200.

ALPES-DU-SUD
Auron: 40-80; Beuil-les-Landes: n. c.; Isola 2000: 75-105; Montgenèvre: 50-110; Orcières-

Merlette: 35-135; Les Orres: 50-150; Pra-Loup: 15-90; Puy-Saint-Vincent: 30-130; Risoul 1850: 30-90; Le Sauze-Super-Sauze: 10-80; Serre-Chevalier: 20-170; Superdévoluy: 20-160; Valberg: n. c.; Val d'Allos/Le Seignus: 20-80; Val d'Allos/La Foux: 70-105; Vars: 30-90.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes: n. c.; Cauterets-Lys: 40-120; Font-Romeu: N-C; Gourette: 00-70; Luz-Ardiden: 20-40; La Mongie: 15-50; Plau Engaly: 10-110; Saint-Lary-Soulan: n. c.; Luchon-Superbagneres: n. c.

AUVERGNE
Le Mont-Dore: 00-70; Besse/Super-Besse: 00-40; Super-Lioran: 20-50.

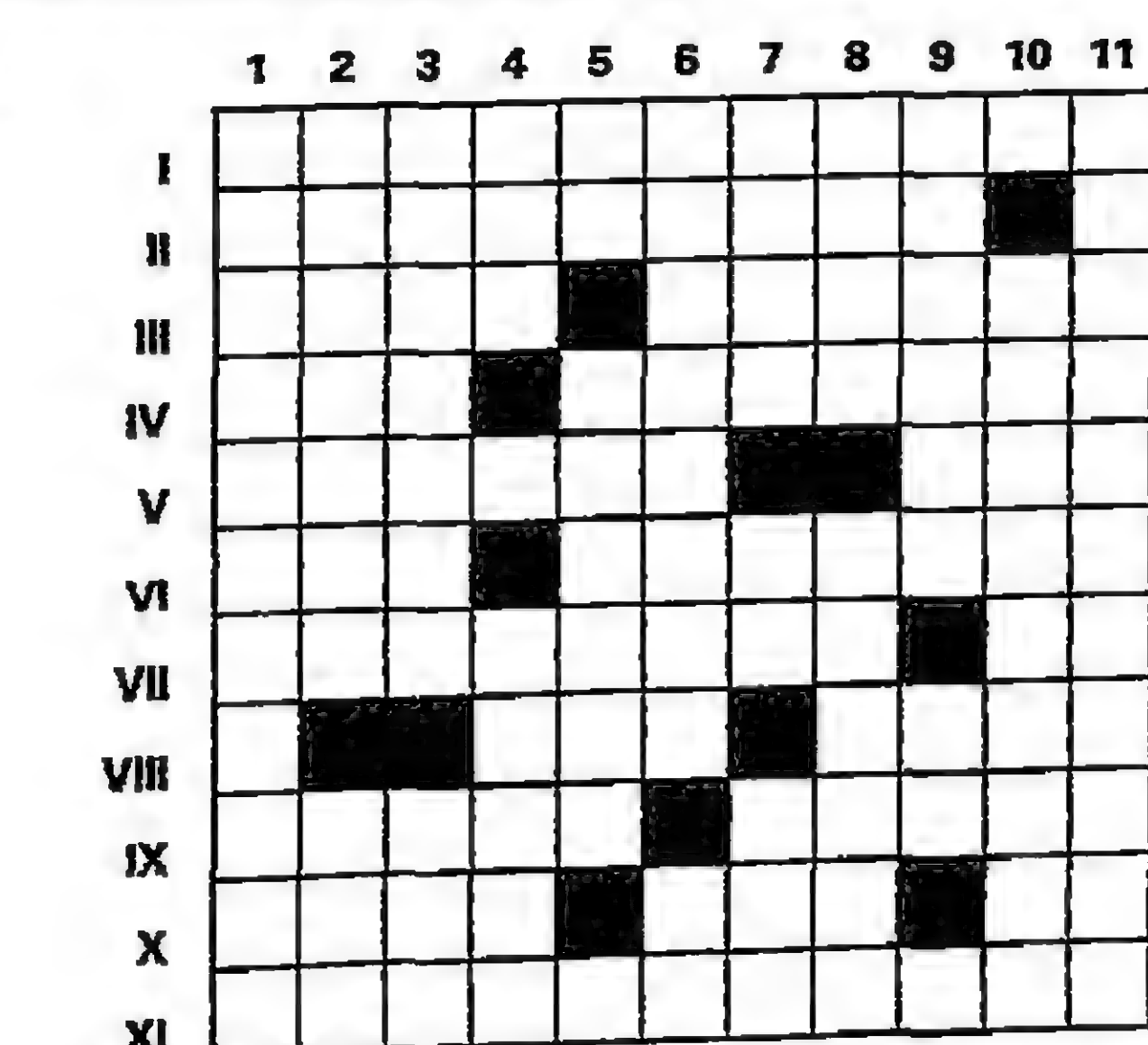
JURA
Métabief: n. c.; Mijoux-Lelex-la-Faulx: 00-40; Les Rousses: 00-40.

VOSGES
Le Bonhomme: n. c.; La Bresse-Hohneck: 00-00; Gérardmer: n. c.; Saint-Maurice-sur-Moselle: n. c.; Ventron: n. c.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98081

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Efficace, il fait fuir. - II. Sergent hier, militant aujourd'hui. - III. Prépare le bâtiment. Déforma. - IV. Parle au nord. Supprime des bourgeois. - V. Qui vole à la demande. Ne présente plus d'intérêt. - VI. Chantée chez les Grecs anciens. Considérée avec plaisir. - VII. Petits dans leur genre. Démonstratif. - VIII. Retourné deux fois. Met cartes sur table. - IX. Bien étonnée. Incapable de marcher droit et pourtant il le fait. - X. Avoir orval.

Semi-consonne. Pris en connaissance. - XI. Compromettre son entourage.

VERTICALEMENT

1. Avec lui, on travaille mieux. - 2. Le temps d'instruire le militaire. La moitié d'un clerc. - 3. Ornaments de paons et de papillons. Coule à Ténos. - 4. Ruminant disparu. Tend la main. - 5. Remarque. Chant sacré. - 6. Qui évite les extrêmes. Double au bout de sa ficelle. - 7. Lumière de la ville. Le manganèse. Le

seul endroit où l'on voudrait être pendu. - 8. Homme fort et forte tête. Ruminant pyréen. - 9. Fougère ou feu. Bonnes œuvres des enfants de Baden-Powell. - 10. Qui gardera son intégrité. - 11. Ses écrits ne présentent pas beaucoup d'intérêt.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98080

HORIZONTALEMENT

I. Récidiviste. - II. Acaride. - III. Do. Eleveuse. - IV. Is. Aba. Lin. - V. Oie. Tendit. - VI. Renforts. Bu. - VII. Er. Lige. DCA. - VIII. Vêtr. Saoul. - IX. Eres. INRI. - X. Bot. Ans. Et. - XI. Licencieuse.

VERTICALEMENT

1. Radioné. - 2. Écolière. LI. - 3. Ça. Sen. Teoc (cote). - 4. fre. Flite. - 5. Dilatoire. - 6. Iceberg. Sac. - 7. Vivantes. NI. - 8. Ide. DS. Aise. - 9. Seule. Don. - 10. Sinécures. - 11. Eventualité.

Le Monde est édité par SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0959-2057

Imprimerie du Monde 12, rue de Valenciennes 95002 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-38-00 - Fax : 01-42-17-38-26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Lancement d'un club de jeunes

DÉVELOPPER l'esprit de collection - en particulier celui de la collection de timbres - chez les jeunes de huit à quinze ans: tel est le pari lancé par l'Association pour le développement de la philatélie (ADP), à l'origine de la création du club Koalec en partenariat avec La Poste, la Fédération française des associations philatéliques (FFAP) et le groupe Timbropresse.

En y adhérant, les jeunes reçoivent du petit matériel philatélique, des timbres et les adresses de correspondants, membres de la FFAP, auprès desquels ils peuvent recueillir des conseils pour commencer une collection. Le club dispose d'un magazine bimestriel vendu sur abonnement, Koalec, qui traite de thèmes à la mode dans les cours d'écoles - et des objets de collections qu'ils suscitent. On retrouve ainsi, au fil des 52 pages des deux premiers numéros de Koalec, des sujets sur le football, les 2 be 3

ou les Spice Girls, La Guerre des étoiles. La philatélie n'est évidemment pas absente avec l'Aéropostale, l'Égypte ou l'année du Tigre, abondamment illustrés à l'aide de timbres ou grâce à une page méthodologique et des rencontres de jeunes collectionneurs. Koalec répondra-t-il à l'attente des plus jeunes et ne prend-il pas un risque en misant sur les phénomènes de mode? Koalec s'ajoute aux titres de la

presse philatélique existants: L'Echo de la timbrologie, Le Monde des philatélistes, Timbroscope, Timbroloirs, Atouts timbres, La Philatélie française (le mensuel édité par la FFAP) et Philinfo (édité par le Service national des timbres-poste).

P. J.

Koalec, 21, boulevard Montmartre, 75008 Paris Cedex 02. Prix de l'abonnement d'un an: 118 F.

EN FILIGRANE

■ Courrier polaire. Une base temporaire dénommée Bornéo sera installée sur la banquise pour servir de soutien logistique à une expédition qui doit se rendre au pôle Nord géographique courant avril. Un bureau de poste fonctionnera quelques heures afin d'oblitérer des enveloppes éditées pour la circonstance (souvenirs philatéliques: François Bergez, Parallèle 90, 1, rue de La Barre, 71000 Mâcon).

■ Ventes. La maison Behr (Paris, tél.: 01-42-97-42-62) diffuse un très beau catalogue de vente à prix nets avec des pièces de prestige du monde entier: France, sept 1 F vermillon; Côte des Somalis, n° 20 et 21, 25 et 50 F,

feuilles de 13 intacts; Nouvelle-Calédonie, feuille de 50 Triguérat; bloc de neuf du « Penny black »; Suisse, Colombe de Bâle et 4 r de Zürich.

La vente sur offres Fourcaut (Le Vésinet, tél.: 01-39-76-01-07) clôturée le 14 avril comprend plus de 4 000 lots dont un 0,80 F Marianne de Béquet non émis (prix de départ 13 500 F).

■ Voyage en ambulant ferroviaire. Deux wagons postaux du Musée postal des anciens ambulants de Toulouse seront incorporés dans un train spécial vapeur de Toulouse à Limoges, le dimanche 26 avril. Inscriptions: Musée postal des anciens ambulants, 70, rue Pierre-Cazeneuve, 31200 Toulouse (tél. et fax: 05-61-13-44-46).

MUSIQUES DU MONDE Longtemps contenu par l'idéologie officielle soviétique, le patrimoine musical des jeunes nations nées du démantèlement de l'URSS se déploie

désormais sans entraves et s'offre à profusion au public occidental. **● DÉCOUVERTE** en France en 1996, la chanteuse Matlube Dababayeva participe à la vivacité des musiques

traditionnelles de l'Ouzbékistan. **● ALORS** que les enregistrements et les concerts de musiciens d'Asie centrale se multiplient, Soudabeh Kia, conseillère artistique au Théâtre de la

Ville, plaide pour le maintien d'un bon niveau de programmation dans les salles pour éviter de saturer le public. **● AU TADJIKISTAN**, le chanteur Davlatmand voit poindre les premiers

signes d'une éclaircie durable dans son pays après quatre années de guerre civile et tente de ranimer les traditions culturelles de sa région « pour que les gens n'oublient pas ».

La longue marche des chants traditionnels d'Asie centrale

Le Festival de l'Imaginaire programme pendant deux jours, à Aubervilliers, des musiciens turkmènes, azerbaïdjanais et ouzbeks avant de se clore sur l'ensemble de Matlube Dababayeva

TACHKENT (OUBÉKISTAN)

de notre envoyé spécial

Difficile de le rater, tant les lieux éclairés au cœur de la nuit sont rares dans le centre de Tachkent. Situé à quelques mètres de l'un des plus grands hôtels de la ville, c'est un kiosque grillagé, avec un minuscule guichet. On vient y louer des cassettes vidéo, au contenu plus ou moins avouable, et s'approvisionner en cassettes audio. « Uniquement de la musique moderne », prévient le vendeur, celle des vedettes du moment, comme Namozova ou Yuldiz Usmanova, qui fut déclarée *persona non grata* en 1997 par l'Etat ouzbek après ses propos critiques envers le régime et dut s'exiler en Occident. Le noctambule épris de musique traditionnelle ouzbèke devra donc attendre le lendemain matin. Il arpentera alors les allées du Chorsu Bazar, l'un des plus grands marchés en plein air de la ville, se faufilant entre les fumées des chachiks, brochettes de viandes grillées, avant de découvrir enfin un étal lui offrant ce qu'il recherche.

L'Ouzbékistan possède des traditions musicales d'une richesse extrême, mais ce n'est certainement pas dans sa capitale, la plus grande agglomération de l'Asie centrale (environ deux millions et demi d'habitants), que celles-ci

peuvent s'épanouir, écrasées par le béton soviétique et les enseignes de Daewoo ou de Coca-Cola. D'autant que la majorité de la jeunesse (60 % de la population a moins de seize ans) a tendance à boudier ses traditions, à l'instar de Khilola, dix-neuf ans, serveuse dans une cafétéria : « Cela ne m'intéresse pas. Mes parents n'ont pas de cassettes, et de toute façon, quand ils rentrent du travail, ils sont bien trop fatigués pour écouter ce genre de trucs ».

« Toute la vie de l'être humain est résumée dans le "maqâm", les beaux, comme les mauvais jours »

Ici, comme dans tant d'autres pays, la musique traditionnelle a peu de chances de s'ancrer dans les habitudes du milieu urbain. Même si sa branche classique est particulièrement choyée par l'Orchestre de la radio nationale ouzbèke, fondé en 1958, dans le but d'entretenir la flamme. Cet ensemble donne régulièrement des concerts, mais il ne faut pas compter assister à l'une de ses répétitions. Même armé d'un accord apparemment en bonne et due forme, on se fait refouler. Personne ne pénètre dans l'enceinte de la radio, forteresse bien gardée, comme tous les bâtiments publics de la ville.

Agée de quarante-trois ans, la chanteuse d'origine tadjike (elle chante également en ouzbek) Matlube Dababayeva, découverte en France en 1996, répète tous les jours avec l'Orchestre de la radio. Elle maîtrise parfaitement les subtilités raffinées du *shashmaqâm* (six *maqâm*, en persan ; le *maqâm* étant à la fois un mode et une suite musicale). Musique savante tadjike et ouzbèke, dont la codification remonte au XVIII^e siècle, le *shashmaqâm* est issu de la culture arabo-persane qui se développa dans les cours princières de Samarkand, Boukhara, Khiva et Kokand. « C'est très difficile, raconte Matlube Dababayeva, de pratiquer le chant classique. Si j'y parviens, je le dois d'abord à Dieu,



La chanteuse Matlube Dababayeva et son musicien Abdinabi Ziyayev.

puis à un long apprentissage auprès de mes maîtres, Aref Khan Hatimov et Turgun Alimatov ».

A soixante-seize ans, Turgun Alimatov compte parmi les derniers grands représentants de la musique savante d'Ouzbékistan. Musicien très respecté, il dit d'abord avoir appris les luths *dutar*, *tanbur*, *sato* et la vièle *ghijak* avec son père, puis en compagnie

de maîtres, avant de préciser que son « meilleur professeur » reste son oreille. La reconnaissance dont il jouit aujourd'hui a été longue à venir. Quand, dans les années 50, Moscou s'est mis en tête d'entendre l'interprétation de la musique traditionnelle en Ouzbékistan, Turgun Alimatov a dû se retrancher dans les mariages pour continuer à perfectionner son art.

Matlube Dababayeva, elle aussi, a fait ses classes dans les fêtes de mariage, avant d'entrer à l'université, puis au conservatoire. Au cours des célébrations familiales et religieuses, elle s'est initiée à la musique populaire, en accompagnant sa mère. « Nous chantions également dans les champs de coton où j'allais travailler l'après-midi, après l'école. » Si aujourd'hui

Kazakhstan. Sans compter que les vols aériens y sont souvent annulés pour des raisons climatiques. De plus, avec la crise intérieure qui agite le pays, les routes ne sont pas toujours très sûres. Enfin, la plupart du temps, les musiciens n'ont pas les moyens d'avancer l'argent nécessaire pour les passages.

2 On assiste depuis quelques années à une prolifération d'enregistrements et de concerts consacrés à cette région. Faut-il se réjouir d'une telle abondance ? Pour l'instant, ça va encore, mais il faut rester prudent, ne pas tomber dans un phénomène de mode. Il convient de maintenir à tout prix un bon niveau de programmation dans les salles, éviter de saturer le public avec des artistes de moindre qualité, conti-

nuer à présenter la fine fleur de l'Asie centrale.

3 Certains musiciens sont venus plusieurs fois en France. Cela signifie-t-il que l'essentiel aurait déjà été présenté ?

Il y a encore énormément de choses à découvrir. De grandes figures, des musiques, des chants, des danses du Kazakhstan, de Kirghizie restent toujours à montrer. Le Tadjikistan notamment reste peu connu, alors que c'est un pays d'une culture extrêmement riche. De grands maîtres de musique savante et populaire y vivent. Certains sont absolument magnifiques, mais, hélas, ils sont très âgés. Il faut absolument que l'on puisse les écouter ici avant qu'ils ne disparaissent.

Propos recueillis par Patrick Labesse

Discographie sélective

● Azerbaïdjan : Le Tar de Malik Mursurov. 1 CD Buda Records/Adès.

Anthologie du Mugam d'Azerbaïdjan (vol. 7) : Djanali Akberov, Trio Khân Shushinski. 1 double CD Inédit/Aurvidis.

Anthologie du Mugam d'Azerbaïdjan : Gandab Gulieva. 1 CD Inédit/Aurvidis.

Alim Qasimov, The legendary Art of Mugham. 1 CD Network/Harmonia Mundi.

● Ouzbékistan : Matlube, la Turquoise de Samarkand. 1 CD Long Distance/Arcade.

Ouzbékistan, Mondjât Yulchieva. 1 CD Ocora/Harmonia Mundi.

Ouzbékistan, musique du Khorezm. 1 CD Unesco/Aurvidis.

Ouzbékistan, Turgun Alimatov. 1 CD Ocora/Harmonia Mundi.

● Tadjikistan : Davlatmand : Musiques savantes et populaires du Tadjikistan. 1 CD Inédit/Aurvidis.

● Turkménistan : La Musique des bakhshi. 1 CD VDE-Gallo/Aurvidis.

TROIS QUESTIONS À...

SODABEH KIA

1 Conseillère artistique au Théâtre de la Ville, vous effectuez régulièrement des voyages en Asie centrale pour y rencontrer des musiciens et des chanteurs avant de les programmer. Est-ce une zone géographique avec laquelle il est particulièrement difficile de travailler ?

Cela dépend. En Ouzbékistan, par exemple, il n'y a pas trop de problèmes maintenant. En revanche, au Tadjikistan, les choses ne sont pas aussi simples. C'est une contrée où il n'existe pratiquement pas de relations avec l'extérieur, en dehors de Moscou, Machad (en Iran), Dubaï et le

Davlatmand, serviteur optimiste des répertoires tadjiks

« TOUT VA TRÈS BIEN au Tadjikistan maintenant. Il faut venir nous voir. » Le dernier affrontement armé entre opposants tadjiks islamistes et forces de l'ordre, qui fit plusieurs dizaines de morts à l'est de la capitale, Douchanbé, il y a seulement quelques jours, Davlatmand l'oublie presque, tellement il veut croire à la paix. Cette promesse par la signature d'un accord de cessez-le-feu en juin 1997 entre l'opposition islamiste-démocrate et les partisans du président Emomali Rakhmonov. Après quatre années d'une guerre civile qui déchira le pays, le chanteur reste d'une irréductible sérénité. Ce conflit intérieur a déjà fait des dizaines de milliers de victimes, mais lui a la chance de ne déplorer aucune perte dans sa famille. Au plus fort des troubles, il cultivait sa terre, réfugié au cœur de son village, situé à 1 800 mètres d'altitude, suffisamment à l'écart des turbulences.

Parmi les nombreux intellectuels ayant un temps choisi l'exil, beaucoup sont déjà revenus, telle la poétesse Gul Chereh. Pour Davlatmand, les premiers signes d'une éclaircie durable sont là désormais. Le théâtre musical qu'il créa voilà une dizaine d'années à Kouloub, au sud du pays, dans la région où il est né en 1950, a enfin

repris ses activités après une très longue interruption. Avec un personnel allégié - une quinzaine de personnes au lieu des quatre-vingts chanteurs, musiciens et danseurs qu'il comptait avant l'indépendance en 1991. « Mais, maintenant, on choisit les meilleurs. » Davlatmand, sait ce qu'optimisme veut dire.

Comme il n'est plus question d'attendre une quelconque subvention du gouvernement dont les caisses ont d'autres priorités que le secteur culturel, ce sont les recettes des spectacles qui permettent de vivre. Chichement, évidemment, même si les billets d'entrée restent chers par rapport au niveau de vie - le salaire mensuel minimum au Tadjikistan est le plus faible de toute la Communauté des Etats indépendants (CEI). Avec cette troupe, Davlatmand monte des spectacles autour des traditions culturelles de sa région, « pour que les gens n'oublient pas ». Il aime et veut défendre par-dessus tout la culture ancestrale de son pays. Un pays dont il a parcouru toutes les régions méridionales pour y collecter des musiques, des mélodies, transmises oralement depuis des générations. Un patrimoine ancestral caché au fond des campagnes, soigneusement entretenu par la population, qui a

pu ainsi résister au laminage de la présence russe. Cette culture authentique et vigoureuse prend sa source et se perpétue dans les villages disséminés à travers la rudesse des montagnes.

FÊTES ET MARIAGES

Davlatmand a suivi pendant cinq ans les cours du conservatoire ouvert par les Russes dans les années 20 à Douchanbé ; il n'ignore rien du *shashmaqâm*, tradition modale persane dans laquelle s'inscrit la musique savante du Tadjikistan, ni d'aucun des grands poètes classiques, tels Roumi (XIII^e siècle), son favori, ou Hâfêz (XIV^e siècle), qu'il interprète de sa voix ample, avec une conviction enflammée. Mais Davlatmand se sent également profondément lié à la musique populaire. Le *falak* notamment, genre vocal très prisé dans le sud du Tadjikistan, tout comme le *gôrôgli*, chanson épique. « La musique populaire est l'essence de la musique savante, affirme-t-il. Quand un musicien ou un chanteur possède une vraie connaissance de celle-ci, c'est beaucoup plus facile pour lui de faire de la musique savante et aussi de composer. En fait, malgré ce qu'on pourrait penser, le folklore sera toujours plus ardu que le classique à maîtriser et à interpréter. »

Depuis le jour où son père lui a remis son instrument, une vièle à pic *ghijak*, faite d'une boîte de conserve décorée et d'un long manche sur lequel sont tendues quatre cordes frottées avec un archet, Davlatmand se considère comme investi d'une mission. Descendant d'une longue lignée de musiciens, il doit à son tour perpétuer la culture de son peuple, en s'accompagnant à la vièle mais également aux luths *setar* et *doutar*. « C'est à partir de ce jour-là que tout a vraiment commencé pour moi, à Daghistan, le petit village de montagne où je suis né. » Le passage de témoin qui allait sceller son destin s'est déroulé au cours d'un des nombreux mariages rythmant la vie des campagnes. Des fêtes que n'importe quel musicien se doit de fréquenter assidûment. « car on y apprend vraiment la musique populaire ». Et puis, il faut tout de même le reconnaître, ces manifestations sont beaucoup plus lucratives que les concerts. avoue Davlatmand en souriant. « Mais ça, c'est la vie ! »

P. La.

* Davlatmand, musiques savantes et populaires du Tadjikistan, le 4 avril, à 17 heures, Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^e Châtelet. 95 F.

DICK RIVERS
au Casino de Paris

24, 25 et 26 avril 1998

PREMIÈRE PARTIE MICHEL FRANÇOISE

RESERVATIONS AU 01 49 99 99 99 • AGENCES : FNAC, VIRGIN, PRADIS, ELLEN, GALERIES LAFAYETTE

HORAIRE : 20H30 LES 24 & 25 AVRIL ET 19H LE 26 AVRIL

FONDS DE SOUTIEN D'ARTISTES

intervenants pour le Musée de Paris

سیدان الامل

La collection « Musica non grata » rassemble des œuvres mises à l'index par le régime soviétique

Ces monographies témoignent d'un certain relâchement esthétique

« Musica non grata » se donne pour mission de révéler des partitions mises à l'index par le régime soviétique, comme la collection « Musique

dégénérée » l'a fait pour celles interdites par le III^e Reich. D'intérêt très inégal, les premières monographies ainsi réalisées témoignent surtout, à

une exception près, du relâchement esthétique qui tenait lieu de résistance de l'autre côté du mur.

Constituées de gravures appartenant à l'ancien label soviétique Melodiya, la collection « Musica non grata » rassemble des œuvres qui ont « en commun d'avoir transcendé le poids d'une souffrance politique et sociale et d'avoir livré des paraboles musicales sans concession et d'une vérité éternelle ». Elle aspire donc à révéler des partitions mises à l'index par le régime soviétique, comme la collection « Entartete Musik » (« Musique dégénérée », Decca) l'a récemment fait pour celles interdites par le III^e Reich. D'intérêt très inégal, les premières monographies conçues dans cette perspective témoignent surtout, à une exception près, du relâchement esthétique qui tenait lieu de résistance derrière le mur et qui, sous nos cieux moins sombres, connaît aujourd'hui un grand succès commercial.

Ainsi en va-t-il du Géorgien Guivi Kantcheli (né en 1935) qui, avec l'estonien Arvo Part et le Polonais Henryk Gorecki, possède le don d'évoquer les foules fâchées avec la musique contemporaine. Nées de motivations sincèrement humanitaires, les œuvres de Kantcheli patagent dans un pathos flasque et glauque. Elles traînent comme un boulet le naïf symbolisme de l'ombre et de la lumière et se perdent dans le vide (de matière et de technique) compris entre la vanité de sursauts monumentaux et la

mièvrerie de signes d'abattement. Dédicé « à la mémoire des enfants victimes de la guerre », *Clair Chagrin* utilise les voix de jeunes garçons avec une insupportable préciosité et les oppose à un orchestre violemment boursoufflé. Produit d'un terme délayage, *Pleuré par le vent* irrite encore plus par sa religiosité kitsch.

Pour Valentin Silvestrov (né en 1935), le terme « kitsch » est à entendre dans « un sens élégiaque et non ironique ». Avertissement inutile. Ses pages de *Musique kitsch* pour piano passent pour un ersatz de Schumann, Grieg et Chopin où l'habileté de l'imitation apparaît plus nettement qu'une quelconque dimension expressive.

MYSTICISME GRANDILOQUENT

Plus intéressant, son *Quatuor n° 1* semble présenter l'atonalité comme l'ombre inséparable de la tonalité. Il y règne un climat délétère, rappelant celui du *Concerto « à la mémoire d'un ange »* d'Alban Berg, mais qui, par manque de maîtrise des états intermédiaires, ne tient pas la distance. La 5^e Symphonie s'inscrit dans « la coda » de l'histoire de la musique. Ses bornes semblent fournies par Gustav Mahler (activité torrillante charriant quantité de repères) et par Alban Berg (sublimation conceptuelle des références). Elle n'évite pas, hélas, les poncifs du symbolisme sonore

de la chute et s'apparente à une terminable succession de vagues plus ou moins hétérogènes.

Le portrait de Sofia Goubaidouline (née en 1931) illustre le mysticisme grandiloquent de la créatrice tatar, révélée à l'Occident par Gidon Kremer. La cantate *Roubayal* multiplie les effets d'atmosphère (zébures de cymbales, nébuleuse de cordes façon Ligeti) au coup par coup. *Detto II* semble encore plus écrit au fil de la plume et accuse la dimension disparate du style de Goubaidouline. Très suggestifs, le septuor de percussions *Misterioso* et le *Concerto pour basson* savent flatter l'oreille, mais ne parviennent pas à satisfaire l'écoute.

La monographie de Galina Oustvolskaïa (née en 1919) — servie, comme celle des autres compositeurs de « Musica non grata », par des interprètes qui sont souvent aussi les créateurs et dédicataires des œuvres — ne présente pas simplement l'intérêt de pallier un manque discographique. Elle offre une saisissante synthèse de l'art méconnu d'une personnalité originale. Le *Concerto pour piano* de 1946 — qui évoque en surface Chostakovitch, mais Bartok en profondeur — fait mine d'épouser la tradition classique, mais ne cesse de la violenter, brutalement ou insidieusement. La musique d'Oustvolskaïa trouve sa force motrice dans le principe du refus. Refus entre

autres de la directionnalité et du développement. Alternant l'insistance et l'insinuation, l'*Octuor* (peut-être son chef-d'œuvre) de 1950 donne l'impression de tourner en rond, mais exerce une pression de plus en plus insoutenable. La 3^e Sonate pour piano comme le *Grand Duo* pour piano et violoncelle sont caractéristiques de la neutralité de débit adoptée sur le tard par Oustvolskaïa. Elle en use après chaque tentative d'engagement extrême comme d'un refuge où il fait bon se recomposer un visage de sphinx.

Pierre Gervasoni

★ Guivi Kantcheli : *Clair Chagrin*. Pleuré par le vent. 1 CD Melodiya 74321 49958 2 distribué par BMG.
★ Valentin Silvestrov : *Musique kitsch pour piano* (extraits). *Quatuor à cordes n° 1*. *Symphonie n° 5*. 1 CD Melodiya 74321 49959 2 distribué par BMG.
★ Sofia Goubaidouline : *Roubayal*. *Detto II pour violoncelle et ensemble de chambre*. *Misterioso*. *Concerto pour basson et cordes graves*. 1 CD Melodiya 74321 49957 2 distribué par BMG.
★ Galina Oustvolskaïa : *Concerto pour piano, cordes et timbales*. *Octuor*. *Sonate n° 3 pour piano*. *Grand duo pour violoncelle et piano*. 1 CD Melodiya 74321 49956 2 distribué par BMG.

SÉLECTION DISQUES

SALOMONE ROSSI

Les Deux Ames de Salomon
Ensemble Daedalus, Roberto Festa
Personnage fascinant, Salomone Rossi (1570-1630) est un musicien non seulement pris entre deux époques, celle de l'ancienne polyphonie héritée de la Renaissance, et celle de la nouvelle musique, la monodie accompagnée, mais pris aussi entre deux cultures, la culture juive et la culture chrétienne. Engagé à la cour des Gonzaga à Mantoue, celui que l'on surnommait L'Hebreo livra une somme de madrigaux absolument superbe, des *canzonette* et de la musique instrumentale ; parallèlement, il tenta de réformer le chant synagogal et produisit une musique polyphonique simple, mais extrêmement touchante. Son recueil *Ha-Shirim asher li-Shlomo* (1622) contient trente-trois pièces de trois à huit voix destinées à la liturgie juive. Roberto Festa, musicien subtil et inspiré, est le concepteur de ce disque hors des sentiers battus. La musique est bouleversante, le grain des voix absolument magnifique. Et il régit sur ce disque un indicible climat poétique.
Renard Machart
★ 1 CD Accent ACC 96119 D.

JOAN CABANILLES

Batalles, Tientos et Passacalles
Hespèrien Hespèrien XX, Jordi Savall
Considéré comme le plus grand organiste espagnol du XVII^e siècle, le Valencien Joan Cabanilles (1644-1712), s'il voyagea en France et en Italie, sut préserver l'esthétique hé-

ritée de ses grands devanciers, sans sacrifier aux modes formelles nouvelles, sinon dans son art de la variation. Mais, là encore, le traitement est spécifique, moins soucieux d'expérimentation que de jeux harmoniques et acoustiques, d'une poésie gracieuse et réservée. D'une constante liberté, l'ingénieuse et convaincante lecture de cette anthologie rend justice au sens aigu de la couleur instrumentale et du contraste des timbres (*Batalles*) d'un maître dont la palette n'a jamais été aussi bien servie.
Philippe-Jean Catinchi
★ 1 CD Allia Vox AV 9801

LA BANDA Traditional Italian Banda Banda and Jazz

En Italie, ces orchestres, ces fanfares avec cuivres, flûtes, anches, quelques tambours, s'appellent bandas, à la Nouvelle-Orléans brass bands, ils existent dans le sud-ouest de la France, en Espagne, ailleurs, pour rythmer les moments du quotidien — procession mortuaire, fête au village, sortie de l'église... On y apprend à jouer ensemble, à faire sien un répertoire. Parfois, la mémoire se fait aventure. Ainsi la banda de la ville de Ruvo di Puglia, dirigée par Michele di Puppo, qui présente d'abord ses racines que sont les airs de l'opéra italien, désacralisés (*La Giana, Nissun Dorma, E lucevan le stelle, Largo al Factotum*...) et qui a confié son grand souffle à des compositeurs du jazz (Michel Godard et Jean-

Louis Matinier — exemplaire à l'accordéon —, Willem Breuker, Bruno Tommaso...). Les thèmes sont alors plus longs, parfois abstraits, mais conservent une clarté, une ampleur sonore qu'Ellington ou Gil Evans auraient adorées. A cet égard, l'arrangement de thèmes de Nino Rota par Tommaso est une merveille de finesse où le temps en suspens a des airs d'éternité. Sylvain Sidler
★ 2 CD Enja ENJ 9326 22. Distribué par Harmonia Mundi.

MORCHEEBA

Big Calm

Mieux que certains alchimistes trip hop, Morcheeba triture les sons sans sacrifier ses chansons. Un premier album, *Who Can You Trust?*, s'était distingué en aérant de souplesse et d'harmonies les climats orageux du genre. Au point que l'ancien Talking Heads David Byrne avait adoubé le trio, lui proposant de collaborer sur plus de la moitié de son disque *Feelings*. Dans cette même veine, *Big Calm* concilie invention formelle et solidité mélodique. Le brassage impressionniste. De la country à la soul, de l'Inde à la Jamaïque, les frères Godfrey — Paul, auteur, DJ et programmeur ; Ross, compositeur, guitariste et clavier — distillent mille ingrédients. Avec le dub et le hip-hop, les références aux années 60 et 70 se taillent la part du lion. Moins pour le plaisir de recycler une discographie que pour des valeurs paralogues de musicalité et d'émotion. L'importance prise par la guitare, le sitar et le pedal steel de Ross, l'influence de Nick Drake, de Neil Young, du blues et du rock psychédélique prouvent que ces Britan-

niques se préoccupent autant d'un artisanat à l'ancienne que d'expériences futuristes. Et la malice de la chanteuse Skye Edwards irradie les textes sombres de Paul Godfrey d'un halo apaisant.

Stéphane Davet

★ 1 CD Indochina 3984-22244-2. Distribué par WEA.

RICHARD GOTAINER

Tendance Banane

Le titre annonce la couleur : on est là pour rire, faire des gags et des blagues en cascade. Entre les poètes, les chanteurs engagés et les fous chantants, depuis son intrusion dans la chanson au début des années 80, Richard Gotainer a choisi son camp. Même si le chanteur humoriste glisse ici un bain de poésie (*Hep taxi* ! suivez ce papillon, dédiée à Charles Trenet) et affiche sans équivoque sa fibre école (*Paris tu pue*). Faut rigoler, cultiver la légèreté, ne surtout pas prendre les choses trop au sérieux. Avec dans la voix des accents de sale gosse prêt à faire un mauvais tour, Gotainer a du swing dans les idées. Il vante les mérites des commerces de quartier (*Commerçants du faubourg*), écrit des chansons qui plairont aussi aux petits loupiots (*La Planète des animaux*, *Babou dit dadiou*), propose une alternative à *Petit Papa Noël* (*C'est ce soir Noël*). L'ensemble s'écoute avec plaisir, malgré *Une petite perle* froissant le mauvais goût, et des arrangements musicaux (la plupart signés par son complice, Claude Engel) manquant parfois de sève et de pétillant. Patrick Labrosse
★ 1 CD Flarensch 3027052/ Arcade.

SORTIR

PARIS

Lettres d'Algérie
Rassemblées par Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg et publiées dans *Le Monde* du 18 au 24 novembre 1997, ces *Lettres d'Algérie* sont consacrées au drame algérien. Le metteur en scène Bakl Boumazza fait entendre ces voix d'hommes et de femmes s'adressant à l'ami, au frère, aux cousins... Ces lettres, composées des mots simples de la vie quotidienne, sont une façon pour leurs auteurs, de rêver, de s'affirmer en vie, malgré le poids inévitable de la peur, de la douleur devant la mort d'un proche, de l'angoisse que ravive un nouvel attentat. C'est aussi leur colère que ces témoins parmi d'autres crient dans leurs lettres, et leur désir que cessent l'enfermement et la barbarie.

avec Cécile Bouillot, Azize Kabouche et Anne Loiret. Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris-6^e. M^o Odéon. Du mardi au samedi, à 18 heures. Jusqu'au 18 avril. Tél. : 01-44-41-36-36. 40 F.

Films et jardins
La Vidéotheque de Paris et la direction des parcs, jardins et espaces verts proposent une promenade « en images », au travers de documentaires et fictions ayant pour thème le jardin. Au-delà de la présentation de classiques tels *Meurtre dans un jardin anglais* de Peter Greenaway, *Les Dames du bois de Boulogne* de Robert Bresson, *Blow Up* de Michelangelo Antonioni, *La Femme de l'aviateur* d'Eric Rohmer, *Cité de 5 à 7* d'Agnès Varda... une table ronde « Jardins et images » (le 3), ainsi que deux conférences-projections sont prévues (les 4 et 5).

Vidéotheque de Paris, 2, Grande Galerie, Porte Saint-Eustache, Paris-1^{er}. Les 3, 4 et 5 avril. Tél. : 01-44-76-62-00. 30 F.

Roger Muraro

Roger Muraro se situe dans la lignée des grands pianistes qui ont fait la gloire de l'école française. Interprète privilégié de l'œuvre d'Olivier Messiaen, Roger Muraro s'exprime avec autant de ferveur dans les répertoires classique et romantique.

Beethoven : *Sonate n° 29 op. 106 « Hammerklavier »*. Messiaen : *La Rousserolle égarée* et *Le Livre du Catalogue d'oiseaux*. Liszt : *Sonate en si mineur*. Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^o Termes. Le 3, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 220 F.

Compagnie Black Blanc Beur
Ils étaient les premiers à marier les figures du hip-hop à la danse contemporaine. Faneux Black Blanc Beur, dits les B3, dont les premiers membres sont partis pour fonder d'autres compagnies. On voit rarement la compagnie, créée par Jean Djemad, programmée aux grandes rencontres hip-hop. Bizarre, car ils continuent pourtant leur route, avec Christine Coudun à la chorégraphie. Ils reprennent leur création 1997, *Le Cri d'une nuit d'été*, augmentée de Lambarena, une toute nouvelle pièce.

Le Prisme, centre des Sept-Mares, 78 Elancourt. Les 3 et 4, à 21 heures. Tél. : 01-30-51-46-06. 85 F.

Lo-Fidelity All Stars, Monkey Mafia
Sur les beats orgiaques du courant big beat — mélange jolissif de hip-hop, house et rock —, ces deux groupes construisent des chansons trépidantes. Lo-Fidelity All Stars, particulièrement réactuels avec efficacité la gouaille et les grooves canaille des Happy Mondays.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers. Le 3, à 23 h 55. Tél. : 01-44-92-45-45. 90 F.

GERMANIA 3

Les Spectres du Mort-homme

Müller / Martinelli

Dernière le 11 avril

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Flubber de Les Mayfield (Etats-Unis, 1 h 33). L'Homme au masque de fer de Randall Wallace (Etats-Unis, 2 h 13). Jackie Brown de Quentin Tarantino (Etats-Unis, 2 h 30). Robin des mers de Jean-Pierre Mocky (France, 1 h 20). Zabut de Pasquale Scimeca (Italie, 1 h 28).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615 LEMONDE au tél. : 08-36-58-03-78 (2,23 Fmn).

VERNISSEMENTS

Les Femmes photographes de la nouvelle vision en France, 1920-1940. Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-André, Paris-8^e. M^o Bastille. Tél. : 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 3 avril au 7 juin. 25 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Chicago Symphony Orchestra Mahler : *Symphonie n° 5*. Daniel Barenboim (direction). Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 3, à 20 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 295 F.

Ano Part. Karon Pokajenen. Eglise Saint-Eustache, place Saint-Eustache, Paris 1^{er}. M^o Les Halles. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-44-34-79-82. 90 F et 120 F.

Compagnie IDA-Mark Tompkins. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. 120 F.

Michel Petrucci. Espace Michel-Simon, 36, rue de la Répu-

blique, 93 Noisy-le Grand. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-42-43-56-66. De 120 F à 150 F.

Hans Koch. Hassé Poulson, Lotta Anker. Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-42-67-25-91. De 40 F à 80 F.

Thugs. La Cité, 46, rue de Mareil, 78 Saint-Germain-en-Laye. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-39-73-30-13. 60 F.

Elisa Point. Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-43-29-86-51. 60 F et 80 F.

RESERVATIONS

Carolyn Carlson. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. Du 14 au 19 avril. Tél. : 01-42-74-22-77. 100 F et 160 F.

Brigitte Fontaine. Batadan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. Les 17 et 18 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-55-22. 132 F.

Compey Segundo. Olympiades, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. Les 23 et 24 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 175 F à 230 F.

DERNIERS JOURS

5 avril : 50 ans, 50 photographes. Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 01-44-55-57-50. De 11 heures à 18 heures. 20 F.

J'étais dans ma maison et j'attendais que la pluie vienne de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Stanislas Nordey. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée : 1 h 50. 50 F.

Jean-Claude Fall met en scène un « Œdipe » revisité par le stoïcisme

ŒDIPE, de Sénèque. Mise en scène : Jean-Claude Fall. Avec Antoine Mathieu, Laurence Roy, Malik Faroun, Gabriel Monnet, Sophie Semin, Mario Hanot, Robert Florent, Eric Chante-lauze, Jean-Claude Fall. LA FILATURE, 20, allée Nathan-Katz, Mulhouse. Tél. : 03-89-36-28-28. Durée : 2 heures. Vendredi 3 avril à 20 h 30 ; samedi 4 à 19 h 30.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial
L'*Œdipe* de Sénèque avait été présenté il y a vingt ans au Festival d'automne par Jean-Marie Patte, en regard de l'*Œdipe* roi de Sophocle. Une découverte, qui le demeure ici grâce au travail exceptionnel de Florence Dupont (traductrice d'un *Théâtre complet* de Sénèque dans la

collection « Le spectateur français », à l'imprimerie nationale). « Revisité par la philosophie stoïcienne », selon le metteur en scène Jean-Claude Fall, l'*Œdipe* du philosophe latin est un héros tragique, qui « annule la destinée qui lui a été fixée par les dieux ». Un individu, sujet de l'histoire, affirmant tout haut se connaître mieux que n'y parviendra jamais Zeus. Un homme qui médite, ne cesse de s'analyser et avoue : « Je suis tombé dans un piège ». Souverain moderne, définitivement, assouffé de vérité jusque dans sa propre négation : « La liberté de parole / Menace les monarchies / La liberté du silence / Est encore plus dangereuse pour un roi et son autorité ».

Pour sa première création à Montpellier depuis qu'il a pris la direction du Théâtre des Treize-

Vents, Jean-Claude Fall a choisi le cadre particulièrement adéquat de l'Opéra-Comédie. La lumière se lève sur un lit-cage (une cage-lit) de fer, qui est aussi une sorte de transpolino où Œdipe se relaxe après les exercices que l'on imagine. L'objet est sous d'énormes projecteurs, qui ont le bec noir, gourmand, de charognards au chevet d'agonisants. Jean-Claude Fall ne se trompe pas. Il éclaire bien le cœur de la pièce. Car nous sommes dans un monde où l'inceste avec la mère est autrement plus grave que le meurtre du père. La peste qui ravage la cité va envahir lentement la scène. Nous assisterons en direct « au combat du Malheur et du Bonheur ».

La mise en scène de Jean-Claude Fall est celle d'un esprit analytique. En chef d'orchestre, il s'est réservé le Chœur. Mélange de professeur et de pope, en robe et redingote, pra-

tiquant à l'occasion la danse indienne de *pow-wow*, s'enveloppant d'une belle idée de rideau-ciel, il ne chante pas, il explique, sans craindre la redondance du geste. La distribution rassemble des solistes brillants, avec une tendance marquée au jeu individuel. Tirsias (Gabriel Monnet), en gourou, fait montre d'un bagout à tomber par terre ; Mantô (Sophie Semin) est une chamane sévèrement allumée ; Créon (Malik Faroun), en costard-cravate, semble piétiner en attendant le moment où il va pouvoir s'élaner en tournoyant. Le seul qui pourrait unir ses efforts démis, Œdipe (Antoine Mathieu), s'est renfermé dans une position fœtale, intouchable, hors d'atteinte et hors d'émotion. Sec. Chez lui, « la mort a tué les larmes ».

Jean-Louis Perrier

EN VUE

■ La télévision calmerait les poudres, selon les scientifiques du Roslin Institute, qui, chaque jour, diffusent des images à des gallinacés. « Dès qu'on allume la télé, elles accourent et restent à regarder », observe Bryan Jones, chercheur du célèbre laboratoire d'Edinburgh, où la brebis Dolly a été clonée.

■ Mercredi 1^{er} avril, Paula Jones, déboutée de sa plainte contre Bill Clinton pour harcèlement sexuel, venait à peine de déclarer : « Je suis complètement soufflée », qu'à Dakar, le président des Etats-Unis en chemise, un cigare aux lèvres, esquissait un pas de danse et jouait du tam-tam dans sa chambre d'hôtel.

■ Les paysans crétois de la région d'Héraklion demandent l'intervention des autorités pour mettre fin à l'action « criminelle » des Albanais, Polonais et Bulgares, immigrés sans ressources, qui se livrent à la « chasse abusive » de l'escargot, richesse de l'île.

■ Le service d'espionnage allemand (BND), cherchant la « confirmation d'une seconde source », vient d'acheter pour la somme de 65 000 deutschemarks (environ 227 000 francs) des informations provenant de ses propres archives, à l'un de ses agents Hans Helmut Deller.

■ La Maison d'enchères historiques de Berlin vend au plus offrant des tenues rayées des camps nazis, « portant des traces d'usage », mises à prix à 250 deutschemarks (835 francs environ) l'unité.

■ Le pape Pie XII se serait abstenu de dénoncer le nazisme pour ne pas « aggraver les souffrances de la communauté juive », révèle, jeudi 2 avril, *Civiltà cattolica*, publication jésuite.

■ Récemment, les carabinieri ont reconstruit à la frontière une Albanaise en situation irrégulière en Italie, qui, après avoir dû reporter, par manque d'argent, ses noces avec un étudiant d'imperia, se prostituait en robe de mariée dans un hôtel de Bordighera.

■ Récemment, un élève de quatorze ans, du collège de Millersville dans le Maryland, proposa 100 dollars (600 francs environ) à un camarade pour tuer le premier de la classe qui, à son avis, parlait trop. L'autre refusa net, mais profita de l'absence pour lui demander 500 dollars, en échange de son silence.

■ Grâce au signalement, fourni par un flûtier, d'un petit amateur de fruits qui répondait au sobriquet de « Trognon de pomme », les policiers de Tours, remontant la filière, ont pu cuisiner, pendant une semaine, dix-sept garçons, de cinq à dix-neuf ans, soupçonnés d'avoir pénétré par une bouche d'aération dans une crèche, au mois de mars, et de s'être fait cuire des pommes sur des plaques chauffantes.

Christian Colombani

Le rachat de Rolls-Royce par les Allemands

La presse d'outre-Rhin se réjouit de voir la reine d'Angleterre rouler désormais dans une BMW, mais s'inquiète pour l'avenir de l'industrie automobile nationale

« LA REINE VA ROULER prochainement dans une voiture allemande et Emily, le célèbre emblème allié des nobles carrosses, sera construit à l'avenir avec de l'argent allemand. » Comme toute la presse allemande, le *General Anzeiger* de Bonn se réjouit du rachat par BMW des célèbres voitures britanniques Rolls-Royce. Un dessin montre la reine Elizabeth entrant dans une Rolls, dont le capot est entièrement recouvert par l'emblème de BMW. L'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* reproduit avec une certaine jubilation un extrait du journal britannique *Sun*, accusant BMW d'avoir capturé Rover, puis Rolls-Royce. Le *Sun* s'interroge : « BMW n'a pas pu nous

prendre pendant la guerre... Pourquoi les laisser faire maintenant ? », faisant allusion aux moteurs d'avions BMW qui équipaient la Luftwaffe pendant la deuxième guerre mondiale.

Après la fierté nationale, viennent les interrogations. « A part la célèbre marque, les Britanniques n'ont pas grand-chose à offrir pour l'instant : les chaînes de production sont vieillies et la gamme des modèles doit être aussi être renouvelée. En plus du prix d'achat de 1 milliard de marks, l'acheteur devra faire des investissements supplémentaires considérables, environ du même montant », s'inquiète le quotidien conservateur *Die Welt*. « Celui qui possède une Rolls



reste souvent en plan », constate le quotidien de gauche *Tageszeitung*, rappelant qu'en 1983 la Rolls du couple princier Charles et Diana avait eu une panne d'allumage en Nouvelle-Zélande, les obligeant à changer de véhicule lors d'une averse. Surtout, crime suprême pour le quotidien, fidèle soutien des Verts, les Rolls ne sont pas écolo-

giques et consomment trop. Le débat était aussi intérieur : c'est l'Allemagne bavaroise, patrie de BMW, qui a gagné contre l'Allemagne du Nord de Volkswagen, candidat malheureux au rachat de Rolls-Royce. « Les analystes ont appris avec soulagement la décision contre Volkswagen. Rolls-Royce, estiment-ils, ne va pas avec Volkswagen et aurait été un investissement beaucoup trop cher pour la firme de Wolfsburg », note le quotidien économique *Handelsblott*.

Les éditorialistes ont étendu le débat à la compétitivité de l'Allemagne et de son industrie. « Le constructeur automobile BMW transfère son argent en Angleterre et achète Rolls-Royce. Bizarrement, personne ne gémit en

Allemagne parce qu'un investissement de 1 milliard se fait à l'étranger. Tout le monde se réjouit car une entreprise allemande forte annexe un joyau de l'industrie britannique », remarque l'hebdomadaire *Die Zeit*, qui juge que les sociaux-démocrates allemands, s'ils arrivent au pouvoir, « devraient, comme le management de BMW, s'intéresser à l'Angleterre » pour rendre l'Europe compétitive.

PAS DE QUOI JUBILER

Pour la *Süddeutsche Zeitung*, le rachat de la firme anglaise « symbolise la renaissance spectaculaire de l'industrie automobile allemande après les bouleversements de la dernière récession », mais il n'y a pas lieu de jubiler. « Le rachat de Rolls-Royce montre de nouveau qu'il n'y a pas de place pour une production nationale des automobiles. Les entreprises doivent de plus en plus délocaliser leur production à l'étranger », explique le quotidien. « Les automobiles sont des produits d'importation, comme beaucoup de ceux sur lesquels s'est fondé le miracle économique allemand », analyse le journal municipal.

« Les emplois de demain doivent venir d'autres branches - dans le secteur des services, où l'Allemagne est en retard à cause de son marché sur-réglementé. Ils doivent venir des petites entreprises innovantes et des nouveaux marchés. Et comme il y a trop peu de ces entreprises, l'Allemagne a un problème - en dépit de tous les succès de son industrie automobile », conclut la *Süddeutsche Zeitung*.

Arnaud Leparmentier

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Il y a, dans l'histoire inachevée du procès Papon, plusieurs motifs de fierté légitime. La France appartient désormais, nul ne peut plus cette fois-ci le nier, au tout petit groupe des grandes nations démocratiques qui osent regarder leur passé en face, pages noires comme pages glorieuses, à la manière des Etats-Unis vis-à-vis de la guerre du Vietnam, de la Grande-Bretagne devant certains épisodes de son histoire impériale, à l'effort de l'Allemagne démocrate d'aujourd'hui vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Tout ceci se différencie avantageusement de puissances nations comme la Russie, la Chine ou le Japon, qui préfèrent les mythes et les tabous à la réalité.

THE TIMES

■ Le procès de Maurice Papon pour crimes contre l'humanité, le plus long de la France d'après-guerre, a confirmé la grande difficulté qu'il y a à établir la vérité plus de cinquante ans après un événement. Les souvenirs peuvent être imprécis, le degré d'intention contesté, et il est facile pour la défense d'expliquer qu'un individu est « injustement sacrifié » pour expliquer les crimes d'un régime. Le verdict ne satisfait pas de nombreux survivants de l'Holocauste, y compris les parents de ceux dont ce zélé serviteur de Vichy a aidé à organiser la déportation. Mais il justifie l'ensemble de ce procès controversé. La peine, dix ans, semble dérisoire pour des crimes contre l'humanité, mais quelle que soit

la monstruosité du crime commis par M. Papon, il aurait été erroné de mettre ce dernier sur le même plan qu'Eichmann, comme un des acteurs majeurs de la « solution finale » hitlérienne.

DIE WELT

Jochen Hehn

■ Ce procès est historique parce qu'il a été celui de la personne de l'accusé Maurice Papon, condamné pour complicité de crimes contre l'humanité, il ne laisse aucun autre choix à la France que de réviser son histoire. (...) Les nombreux témoins entendus, les débats à l'intérieur et en dehors du palais de justice de Bordeaux, ont contribué à ce qu'une époque malheureuse de l'histoire de France qui, sans le régime nazi allemand, aurait été

tout autre, soit passée au crible avec une intensité impossible jusqu'alors. Le procès va donc pousser à réécrire les livres d'histoire.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Jörg Althoff

■ La sentence signifie-t-elle aussi dix ans pour le régime de Vichy ? Devant le tribunal de Bordeaux, les historiens se sont gardés de prononcer des jugements. Papon est condamné ; d'un point de vue historique, la procédure continue. Elle ne peut se conclure ni par un jugement de Salomon ni par une décision consensuelle. Mais même sur le plan strictement juridique, la peine n'est pas l'essentiel. C'est le procès lui-même qui était important.

www.poy.org

Une visite de la galerie du concours de photojournalisme « Pictures of the Year », par l'image et par le son

EN PLEINE deuxième guerre mondiale, Cliff Edom, professeur de photojournalisme à l'université du Missouri, créa le prix « Pictures of the Year » (images de l'année), afin de récompenser les meilleures photos d'actualité publiées par la presse américaine. Au fil des ans, le concours n'a cessé de prendre de l'importance, au point que cette année le jury de la cinquante-cinquième édition a dû se pencher sur près de 29 000 clichés. Malgré tout, les organisateurs ont tenu à maintenir la tradition consistant à inviter le public à assister aux délibérations. Et, désormais, par le biais d'Internet, l'invitation s'étend aux amateurs du monde entier.

Tout d'abord, la galerie virtuelle du site Web de « Pictures of the Year » expose une large sélection des photos lauréates, classées en trois grands groupes : journaux, magazines et, pour la première fois cette année, multimédia (meilleure utilisation d'une photo dans un CD-ROM et sur un site Web). Mais, en plus de l'image, les concepteurs du site se servent du



son : à mesure qu'ils parcourent l'exposition, les internautes peuvent aussi, s'ils le désirent, écouter les commentaires des juges enregistrés lors des séances de discussion, et disponibles sous forme de fichiers sonores. Ainsi, tout en regardant la photo réalisée

en février 1997 par Santiago Lyon, qui montre le lynchage d'un policier lors d'une émeute en Albanie, on peut entendre les jurés expliquer qu'ils l'ont primé car elle a été prise à un « moment incroyable », qu'elle est remarquablement bien cadrée, et que son

intensité met en lumière l'inhumanité du drame albanais.

Le site propose également l'enregistrement du débat public de quatre-vingt-dix minutes qui a clos la semaine de délibérations. Les jurés, une dizaine d'enseignants, de journalistes et de photographes, y parlent des principes et des valeurs qui ont guidé leurs choix, et produisent des conseils à l'intention des photoreporters amateurs. Deux autres enregistrements, plus brefs, portent sur les « manipulations numériques » rendues possibles par les nouveaux logiciels de traitement de l'image, qui ne font pas l'unanimité. Enfin, quelques séquences vidéo illustrent la difficulté de visionner 29 000 photos : on y voit les juges, loupe à la main, examiner des panneaux lumineux fixés au mur, où sont accrochées d'innombrables diapositives. Le site, encore en chantier, va être étoffé dans les semaines à venir avec les photos des lauréats de la catégorie magazines.

Michel Arseneault

SUR LA TOILE

ARTISTES HANDICAPÉS

■ L'Association internationale des artistes peignant de la bouche et du pied (AAPBD) a ouvert sur Internet un cybergalerie ainsi qu'un forum de discussion, afin d'offrir un nouveau lieu d'exposition et de rencontre pour les artistes-peintres handicapés ayant perdu l'usage de leurs mains. www.amfpa.com

SITE OLYMPIQUE EN FRANÇAIS

■ A la suite de la signature de la convention entre la France et le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Sydney (Socog) sur le maintien du français comme langue officielle des Jeux - au côté de l'anglais -, le site web olympique va être doté d'une version française. www.sydnet.olympic.org

LIBAN-ISRAËL

■ Un groupe de Libanais, récemment libérés après de longs séjours dans des prisons israéliennes, a ouvert un site web afin d'informer l'opinion mondiale sur les conditions de détention des deux cents Libanais encore détenus en Israël et dans la zone occupée du Sud Liban. - (AFP) www.nalidip.org.lb

Abonnez vous au Monde

Recevez Le Monde chez vous et profitez d'une offre spéciale :

48 numéros GRATUITS

Faites vos comptes :

Vous achetez Le Monde chaque jour 7,50, soit au bout d'un an : 2 340. Avec l'abonnement vous ne payez que 1 980, soit :
• une économie de 360.
• un prix au numéro de 6,34.

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1 980 F ☐ 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

* Prix de vente au numéro (hors en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit : ☐ F 601 MC 003

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

| TARIFS HORS FRANCE | | | |
|--------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|------------|
| | Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse | Autres pays de l'Union européenne | USA-CANADA |
| 1 AN | 2 180 F | 2 980 F | 3 500 F |
| 3 mois | 566 F | 790 F | 950 F |

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Ledoux - 93048 Chantilly Cedex

Danielle et l'autre fantôme

par Alain Rollat

UN AUTRE fantôme, sorti des archives, hantait, jeudi soir, les écrans de télévision. Le spectre d'un autre Papon. L'image en noir et blanc d'un autre fonctionnaire qu'on ne verra peut-être plus jamais à l'heure des actualités. L'ombre de René Bousquet, secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy, interlocuteur privilégié de la police allemande sous l'Occupation, organisateur des rafles antijuives, pourvoyeur des camps de la mort, assassiné en 1993 avant sa comparution pour la même complicité de crimes contre l'humanité. On le revoyait en tournage de propagande. Scène de plein air : Bousquet en pardessus, feutre gris, col en fourrure, sourire mondain, passant en revue, sous bonne escorte, un détachement de policiers français bien alignés. Scène d'intérieur : Bousquet en costume, sous portrait d'Hitler, incliné respectueusement, avec poignée de main, de-

vant l'occupant galonné. Au même moment, sur Canal Plus, Guillaume Durand recevait Danielle Mitterrand. Elle parlait d'insouciance. Il la confronta, gêné, au souvenir de ce fantôme. La question était légitime. Comment avait-elle pu, au lendemain de la guerre, côtoyer ce spectre ? Comment, elle, si révoltée, si résistante, si fraternelle, si juste, si libre, avait-elle pu s'accommoder de cette présence épidémique dans la part d'ombre de son mari ? Cette question renvoyait à celle qu'Elle Wiesel, Prix Nobel de la paix, posait naguère à François Mitterrand : « René Bousquet a failli à l'humanité et à l'honneur. Pourquoi lui faire crédit d'une humanité dont il était exempt ? » Guillaume Durand n'eut pas le temps de la formuler. Elle s'insurgea à l'énoncé du nom, qu'elle balaya d'un revers de la main : « C'est du prurit ! Il n'y a pas d'affaire Bousquet. » Elle préférait par-

ler du « meilleur » plutôt que du « pire », se projeter dans le futur plutôt que de « remuer » ce passé. Il respecta son refus. Et il eut raison de ne pas insister.

Des leçons en tout genre tirées au soir de la condamnation de Maurice Papon, celle que Danielle Mitterrand tenait à léguer à la génération d'Internet se situe, en effet, dans la catégorie des plus décalées mais des plus utiles. Son message tient en une conception de l'humanité qui a le mérite de la simplicité malgré son manichéisme : accepter la moindre autorité, c'est se soumettre ; se laisser subjuguer, par un président, une idéologie ou un tampion administratif, c'est s'enchaîner. Il n'y a donc que deux types d'individus : le soumis et l'insoumis, le formaté et le hors format. Les Papon-Bousquet seront toujours du premier type, les Taté Danielle du second. Pourvu que l'avenir appartienne aux informatables !...

صلى الله عليه وسلم

سورة الاحقاف

RADIO-TÉLÉVISION

VENREDI 3 AVRIL

LE MONDE / SAMEDI 4 AVRIL 1998 / 31

FILMS DE LA SOIRÉE

| | | |
|---|--|---|
| 21.00 Gueule d'amour ■ ■ ■ Jean Grémillon (France, 1997, N, 90 min). Cinéma 1 | 23.45 Le Dernier Milliardaire ■ ■ ■ René Clair (France, 1994, N, 90 min). RTL 9 | 0.35 Les Criminels ■ ■ ■ Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1960, N, v.o., 90 min). France 2 |
| 22.45 City Hall ■ ■ ■ Harold Becker (Grande-Bretagne-États-Unis, 1993, 104 min). Canal + | 23.50 Le Journal du séducteur ■ ■ ■ Danièle Dubroux (France, 1995, 100 min). Cinéma 2 | 0.55 Les Bonnes Femmes ■ ■ ■ Claude Chabrol (France, 1960, N, 90 min). Cinéma 1 |
| 23.20 Joies matrimoniales ■ ■ ■ Alfred Hitchcock (États-Unis, 1941, N, v.o., 95 min). Cinéma 1 | 23.55 Le Ballon blanc ■ ■ ■ Jafar Panahi (Iran, 1995, v.o., 85 min). Arte | 2.15 La Bible de néon ■ ■ ■ Terence Davies (Grande-Bretagne-États-Unis, 1994, v.o., 90 min). Canal + |

GUIDE TÉLÉVISION

| | | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|---|
| MAGAZINES 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec Louise Attaque, Arnaud Vivant, Luc Patrick Poirer d'Arce. Canal + 19.00 Le Magazine de l'Histoire. Avec Stéphane Khémis, François Lebrun, Jean-Marie Colombani. Histoire 19.00 Rive droite. rive gauche. Best of. Paris Première 20.00 20h Paris Première. Paris Première 20.05 C'est la vie ! Je suis timide mais je me soigne. TFR 20.50 Thalassa. Les Hommes du carreau. France 3 21.00 De l'actualité à l'Histoire. Les Nuits aux États-Unis. Yves Saint Laurent. Histoire 21.55 Faut pas rêver. Italie : Vendanges vue sur mer. France : Le voyage du caméléon. Madagascar : La rue vers le ciel. Invité : Jean-Claude Casadesu. France 3 23.00 Bouillon de culture. Plateau d'anniversaire. Invités : William Boyd, Fabrice Luchini, Massin, Erik Orsenna, Jacqueline De Romilly, Maylene Desbordes. France 2 23.10 Sans aucun doute. Les droits des homosexuels. Invité : Dee Dee Bridgewater. TF 1 23.25 Les Dossiers de l'Histoire. Chine jeune, Chine bleue [2/2] : La République populaire de Chine, 1949-1996. France 3 0.30 Captain Café. Invités : Louis Bertignac, Demis Frey, Wolkstein, Axel Renard. France 3 | DOCUMENTAIRES 19.20 Enquêtes médico-légales. [5/13]. Graines de preuve. Planète 19.45 Watergate. [1/5]. Planète 20.00 Cités et merveilles. Madras. TFR 20.20 Les Grands Interprètes. Georges Cléroux. Muzik | SPORTS EN DIRECT 20.20 Rangoun. Odysée 20.35 Chronique paysanne en Gruyère. [1/2]. Planète 21.00 Jean Poirer : un prince sans rire. Paris Première 22.05 L'Envol du rhinocéros. Odysée 22.10 Grand format. Renault, l'automobile de France. Arte 22.15 Trois secondes d'éternité. Chronique de réanimation. Planète 22.30 Virtuose. Mitsuko Uchida, Mozart au Japon. Mezzo 23.00 Les Camps du silence. Histoire 23.05 Arctique. L'ultime frontière. [1/3]. Odysée 23.10 Le Palais idéal du facteur Cheval. rêve d'un pionnier. Planète 23.20 Rock Stories : The Yardbirds. Canal Jimmy 23.35 Les Révolutionnaires du Tchad. Planète 0.35 Femmes à Pékin. TFR 1.00 Femmes de Somalie. TFR | DANSE 20.30 Soirée William Forsythe, danseur et chorégraphe. Solo. From a Classical Position. Blue Yellow. Mezzo 19.45 Georges Cléroux. Muzik 21.00 Soirée Friedrich Gulda et Chick Corea. Muzik 22.55 La Dame de pique. Dir. Andrew Davis. Paris Première | MUSIQUE 20.35 Flamenco. [1/2]. Le style pur de Triana. Planète 20.35 Un été aux îles Malouines. TFR 20.45 L'Aventure humaine. Des Indiens dans la ville. Arte 20.50 Arctique. L'ultime frontière. [1/3]. Odysée 21.10 Le Prince de Galles. Odysée 21.35 Enquêtes médico-légales. [5/13]. Graines de preuve. Planète 22.00 Watergate. [1/5]. Planète 22.40 Sounds of the Cities. [1 et 2/2]. Londres. Paris Première 22.45 Le Plus Grand Ripou d'Amérique. France 3 22.50 Chronique paysanne en Gruyère. [1/2]. Planète 23.00 Yeludi Menabhin. [2/2]. Le violon du siècle. Histoire 23.00 Antonio Vivaldi par Pier-Luigi Pizzi. Mezzo 23.35 Le Music Planet. Welcome to Portishead. Arte 23.40 Entre désert et océan. Planète 0.00 Une fille contre la Mafia. TFR | SPORTS EN DIRECT 13.00 VTT Coupe du monde de descente. à Steinfisch (A.F. 5). Eurosport 14.00 Rugby. Super 12. Wellington Hurricanes - Coastal Sharks. Canal + 15.00 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. Angleterre - Irlande. France 2 20.05 Football. Coupe de la Ligue. Finale. Bordeaux - Paris-SG, au Stade de France, à Saint-Denis. France 3 20.30 Roller Indoor de Bercy. Paris Première 4.15 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix du Japon. Eurosport | MUSIQUE 18.00 Vaclav Neumann dirige Fucci, Dvorak et Janacek. Muzik 18.30 Roméo et Juliette. de Berlioz. Mezzo 20.30 Antonio Vivaldi par Pier-Luigi Pizzi. Oratorio funèbre. Mezzo 22.00 Le Château de Barbe-Bleue. Mise en scène de Leslie Megahey. Dir. Adam Fischer. Muzik 23.40 Hilliard Ensemble : Deo Gratias de Ockeghem. Muzik |
|--|--|---|---|---|---|---|

FILMS DU JOUR

| | | |
|---|---|--|
| 13.10 Barfly ■ ■ ■ Barbet Schroeder (États-Unis, 1987, 95 min). Cinéma 1 | 23.00 Pokerdétail ■ ■ ■ Tobe Hooper (États-Unis, 1992, 115 min). Cinéma 1 | 0.45 La Mère du marié ■ ■ ■ Mitchell Leisen (États-Unis, 1951, 100 min). Cinéma 1 |
| 17.05 Joies matrimoniales ■ ■ ■ Alfred Hitchcock (États-Unis, 1941, N, 95 min). Cinéma 1 | 23.15 Le Criminel ■ ■ ■ Orson Welles (États-Unis, 1945, N, v.o., 90 min). Cinéma 1 | 2.05 La Source ■ ■ ■ Ingmar Bergman (Suède, 1959, N, v.o., 90 min). Cinéma 1 |
| 17.35 Ombre et lumière ■ ■ ■ Henri Calef (France, 1950, N, 85 min). Cinéma 1 | 0.30 Adieu ma belle ■ ■ ■ Edward Dmytryk (États-Unis, 1944, N, v.o., 95 min). Cinéma 1 | 4.10 Gueule d'amour ■ ■ ■ Jean Grémillon (France, 1997, N, 90 min). Cinéma 1 |

GUIDE TÉLÉVISION

| | | | | |
|---|--|--|--|---|
| DÉBATS 12.10 et 16.10 Le Monde des idées. Avec Daniel Bessis et Henri Weber. LCI 0.00 Spécial procès Papon. Histoire | MAGAZINES 13.45 Les Documents de Savoir plus. Pas si fous que ça. France 2 14.05 Au nom de la loi. Poupées russes, l'adaptation d'enfants russes. RTBF 1 14.30 Le Magazine de l'Histoire. Avec Stéphane Khémis, François Lebrun, Jean-Marie Colombani. Histoire 18.30 Les Dossiers de l'Histoire. Sam Glancina. Canal + 19.00 TV +. Canal + 19.00 20h Paris Première. Paris Première 19.00 L'Invité de Cajou. MC Solaar et Bambi Cruz. Canal J 19.25 Histoire parallèle. Des élections à l'Algérie. 1948-1992. Avec Hocine Ali-Ahmed. Arte 20.00 Thalassa. Escalade en Afrique du Sud. TV 5 20.45 Le Magazine de l'Histoire. Avec Moni Orosi, Guillaume de Salazar, Denis Roche, Gérard Unger. Histoire 20.45 Le Club. Marie-Josée Nat. Cinéma 1 21.40 Metropolis. Littérature en Roumanie. Svetlana et Igor Kopytanskiy. Arte 21.50 Courts au 13. Spécial Cognac. 13e Rue 22.45 Du fer dans les épinards. Ces chiens qui font la loi. France 2 0.15 Musique et Cie. Une chic fille : celle de madame Angot... France 3 | DOCUMENTAIRES 18.00 Fortune de mer. [1/2]. Pêcheur à la moule. La Cinquième 18.05 Jean Poirer : un prince sans rire. Paris Première 18.20 La Route de la soif. On a marché sur la dune. TFR 19.00 Anastasia Romanov ou Anna Anderson. Odysée 19.30 Femmes, elles font bouger le monde. Histoire 19.45 Autour du monde en 80 jours. [1/2]. le défi. Planète 19.55 Robert Van Gulik : sous le charme de l'Orient. Odysée 20.00 L'Age d'or du piano. Muzik | DOCUMENTATION DES SYMBOLES : ■ Signalé dans « Le Monde » ■ Télévision-Radio-Multimédia ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ Chef-d'œuvre ou classiques ■ Monde public chaque semaine, dans son supplément, sauf dimanche-lundi, les programmes complètes de la radio et - accompagnés du code showview - ceux de la télévision incluant une sélection des programmes du câble et du satellite. ■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants. | LES CODES DU CSA : O Accord parental souhaitable A Accord parental indispensable ou interdiction aux moins de 12 ans P Public adulte I Interdit aux moins de 16 ans ■ Monde public chaque semaine, dans son supplément, sauf dimanche-lundi, les programmes complètes de la radio et - accompagnés du code showview - ceux de la télévision incluant une sélection des programmes du câble et du satellite. ■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants. |
|---|--|--|--|---|

NOTRE CHOIX

● 21.00 Cinéma 2

Le Confessionnal

A Québec, en 1952, pendant le tournage de *La Loi du silence*, d'Alfred Hitchcock, Rachel, jeune domestique au presbytère, se confesse. Enceinte à seize ans, elle doit se taire. En 1989, un homme revient de Chine pour enterrer son père. Il retrouve son frère d'adoption, fils naturel de Rachel. Ils recherchent ensemble le père inconnu. Premier film de Robert Lapage, un metteur en scène de théâtre qui sait particulièrement utiliser l'espace cinématographique. Secret dissimulé et quête d'identité, époques enchevêtrées... Une bonne surprise - J. S.

● 23.10 Planète

Le Palais idéal du facteur Cheval

Un jour, dans un rêve qui restera gravé dans sa mémoire, Ferdinand Cheval, facteur à Hauterives, dans la Drôme, voit un palais. Ce « rêve d'un pionnier », il va le réaliser des années plus tard, avec des pierres aux formes étranges et des cailloux trouvés au cours de ses tournées quotidiennes (une trentaine de kilomètres), qu'il empile en petits tas et qu'il vient récupérer une fois son travail fini. De 1879 à 1912, Ferdinand Cheval construit pierre par pierre un bâtiment fantastique d'un kilomètre sur 26, qui sera classé monument historique par André Malraux. Dans *Le Palais idéal du facteur Cheval*, Denis Sauvage éclaire cet extraordinaire mélange de fables et d'inspirations. Fontaines, grottes, galeries, minarets, clochers, belvédère, temple de la nature, tombeau égyptien ou hindou... Le palais est multiple comme le sont les reminiscences, antiques, baroques ou exotiques du facteur - Th.-M. D.

★ Rediff. : samedi 4 à 7 h 40, dimanche 5 à 21 h 30.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 **Le Bédouin.**
19.50 et 20.50 **Météo.**
20.00 **Journal.** L'image du jour.
20.55 **Plein les yeux.**
23.10 **Sans aucun doute.** Les droits des homosexuels.
1.05 **Yanni.** Concert.

FRANCE 2

19.20 **1000 enfants vers l'an 2000.**
19.25 **C'est l'heure.**
19.50 **Au nom du sport.**
19.55 et 20.50 **Météo.**
20.00 **Journal.**
20.40 **Image du jour :** rugby.
20.45 **A cheval.**
20.55 **Pont route.**
21.00 **Enquêtes en série.**
21.50 **Le 101 :** Vol à l'arraché.
21.55 **Disparus :** Neda.
23.00 **Bouillon de culture.** Plateau d'anniversaire.
0.15 **Journal.** Météo.
0.30 **Présentation du Ciné-club.**
0.35 **Les Criminels** ■ ■ ■
Film A. Joseph Losey (v.o.).

FRANCE 3

18.20 **Questions pour un champion.**
18.50 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information.** Météo.
20.05 **Fa si la chanter.**
20.35 **Tout le sport.**
20.45 **Consonnes.**
20.50 **Thalassa.** Les Hommes du carreau.
21.55 **Faut pas rêver.**
23.00 **Météo.** Soir 3.
23.25 **Les Dossiers de l'Histoire.** Chine jeune, Chine bleue [2/2] : La République populaire de Chine, 1949-1996.
0.20 **Libre court.** Le premier qui parle.
0.30 **Captain Café.**
1.30 **Musique graffiti.** Spécial Tchickovski.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs.**
20.30 ► **Allons au cinéma.**
21.00 **Dangerous alliance.** Film. Andrew Fleming.
22.35 **Flash infos.**

LA CINQUIÈME/ARTE

22.45 City Hall

Film. Harold Becker.
0.30 **Attention ! On va s'énervier.** Film. Marcello Fondato (v.o.).

ARTE

19.00 **Tracks.** Spécial dub.
19.30 **7 1/2.** Trône : la dernière foire.
20.00 **Brut.**
20.30 **8 1/2.** Journal.
20.45 **Alibi mortel.** Téléfilm. Hartmut Griesmayr.
22.10 ► **Grand format.** Renaut, l'automobile de France.
23.55 **Le Ballon blanc** ■ ■ ■
Film. Jafar Panahi (v.o.).
1.20 **Le Dessous des cartes.**
1.30 **Entre femme et loup.** [3/3].

M 6

19.00 **Lois et Clark.**
19.50 et 1.10 **Rallye.**
19.54 **Le Six Minutes.**
20.10 **Plus vite que la musique.**
20.40 **Décochage info.** Les Produits stars.
20.50 **Portrait dans la nuit.** Téléfilm. O. Jack Sholder.
22.35 **Au-delà du réel.** L'aventure continue. o.
23.30 **De parents inconnus.** Téléfilm. O. Sheldon Larry.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora.** Jean Courtin (Le Chômeur du Bout-du-monde).
21.00 **Black and blue.** Dave Tough, un dur des plus subtils.
22.10 **Pédagogie du X.** Forges de Tannet Doris.
23.00 **Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert franco-allemand.** Œuvres de Clinka, Tchaïkovski, Nielsen.
22.30 **Musique plurielle.** Œuvres de Boyeld, Pevini.
23.07 **Jazz-club.**

RADIO-CLASSIQUE

20.40 **Les Soirées.** Diderot et la musique. Œuvres de Rameau, Tartini, Pergolèse, Haess, C.P.E. Bach, J.C. Bach, Philidor.
22.35 **Les Soirées.** (suite). Œuvres de Schubert.

NOTRE CHOIX

● 0.05 Canal +

« A coups sûrs »

Pédagogie du X

CINQ JEUNES réalisateurs de

qualité signent cinq petits films

posés (entre 1,30 minute et 6 minutes), diffusés sur Canal Plus,

le premier samedi du mois vers minuit, entre « Le Journal du hard »

et le film X. Premier épisode de cette série intitulée « A coups sûrs »,

Le Ramoneur des Lilas, signé Cédric Klapisch. Suivront, les

mois suivants, *Good Boys Use Condoms*, de Stelce Hadzihalovic,

Exercice de Steel, de Marc Caro, *Norme française*, de Jacques Audiard,

et *Sodoma*, de Gaspar Noé. Il ne s'agit pas d'une vocation particulière de ces cinéastes pour le

genre, mais d'une opération du secrétariat d'État à la santé afin de

faire la pédagogie du préservatif auprès des hommes et des

femmes multipartenaires. Cette opération a été déclenchée à la

suite du rapport d'Alain Giami, psychosociologue à l'Inserm,

« Pornographie et prévention du VIH », qui concluait que l'usage

du préservatif était peu répandu dans le milieu du X, où il est jugé

anti-éthique, et que, lorsqu'il apparaît, il est utilisé à mauvais

escient.

Le Comité français d'éducation pour la santé a donc fait appel à l'agence Euro-RSCG pour « érotiser » l'emploi de la capote dans ce

milieu à risque, et en montrer le bon usage, notamment au moment du changement de

partenaire ou autres mises en scène. Le lien idéal pour faire passer le message

était « Le Journal du hard », rendez-vous des amateurs. La direction de la chaîne cryptée a

accepté, à la condition qu'il soit fait appel à des jeunes cinéastes « remarqués », afin de les confronter

« à un genre marginal et parfois mal perçu ». Le cahier des charges imposait à chacun la description

d'un certain nombre de situations scabreuses nécessitant l'usage du

préservatif. Pour le reste, ils étaient libres du choix du scénario.

L'expérience était nouvelle pour la bande des cinq. « C'est une partie

très importante de la vie quotidienne que je n'avais jamais eu l'occasion de filmer, explique Lucile

Hadzihalovic, réalisatrice de courts métrages. *Il me semble sain*

que les images d'actes sexuels soient plus répandues. *Il me semble utile*

aussi de banaliser et de « normaliser » le geste de mettre des capotes. »

Jacques Buob

Marques

par Pierre Georges

ILS l'avaient annoncé. Ils l'ont fait. Après un intense remue-ménages et une succession d'opérations de filtrage, la Générale des eaux va changer d'enseigne. Ainsi que le révèle *Libération* ce matin, le groupe s'est trouvé un joli nom tout beau, tout nouveau, fort bien né et promis à une compréhension universelle: Vivendi.

L'accouchement fut délicat. Il prit un an. 5 400 noms furent proposés, soustraits, testés par un cabinet spécialisé. C'est qu'il s'agissait de ne point se tromper, de tout vérifier, de voir par exemple si telle proposition d'enseigne traduite en telle langue n'aboutissait pas à un contresens fâcheux ou ne comportait pas une résonance injurieuse.

Il fallait surtout trouver un nom qui sonnait agréablement à la grande oreille globale, un nom mondialisé, signifiant tout et ne signifiant rien, un nom suffisamment passe-partout pour faire le tour du monde en peu de jours, et cependant un nom porteur. Bref, ils parvinrent à 400 et, par éliminations successives, par tri patronymique comme il en est de lentes, Vivendi vint assurer son triomphe sur l'empire des eaux, des ondes et de quelques autres choses.

Vivendi, comme *modus vivendi*, parlera à tout le monde et ne fâchera personne. Vivendi, rapporte *Libération*, dans l'esprit de ses parrains et parents, évoquera « la source, la chaleur, l'osmose, l'avenir ». Il sera ce bon petit géant qui ne demande qu'à croître et embellir, qu'à courir le vaste monde et à le conquérir. Vivendi est vivant. Et, dans la foulée, il lui a été offert, pour son baptême, un logo à la mesure de son appétit, un magnifique logo avec, en lettres capitales, son nom, bien sûr, et, voletant au-

dessus, quatre oiseaux stylisés, quatre « V » comme Vivendi. Ou comme victoire, bien sûr.

Viva Vivendi! Ou Vivat. Ou Vive. Ce petit à l'espéranto du commerce, comme ses tuteurs la bosse des comptes. Plus délicat est le sort fait actuellement à deux institutions bien françaises, pour ainsi dire patrimoniales, inscrites à l'inventaire des biens de famille et *impedimenta*: Opinel et Laguiole.

Un esprit vulgaire, à l'énoncé de ces deux noms, n'en retiendrait que la résonance utilitaire: deux marques de couteaux simplement. Alors qu'il s'agit, hors l'utilisation regrettable qui put en être faite ici et là à l'occasion de meurtres ruraux, de deux objets bienfaiteurs de l'humanisme français et irremplaçables en l'art de vivre national.

Or voici que ces deux marques, à tout point de vue irréprochables, viennent bien involontairement de se mettre dans un mauvais cas. Opinel et Laguiole avaient acheté et obtenu le droit d'être parmi les objets portant le logo de la prochaine Coupe du monde de football. Une opération de promotion parmi d'autres. Puisque le monde venait à la France, Opinel et Laguiole laient au monde.

Hélas! Le football étant ce qu'il est, et les supporters, notamment britanniques, ce qu'ils sont, la FIFA et l'ISL, organisme chargé du marketing, viennent de s'apercevoir, mais un peu tard, qu'il ne serait peut-être pas raisonnable de vendre des couteaux à l'entrée des stades. Donc ils ont rompu, unilatéralement et pour ainsi dire à coups de canif, le contrat signé avec Opinel et Laguiole. On en est là, à cette atteinte majeure au moral des couteillers honnêtes dans un monde de violence.

La révolte d'Alain Dugrand, « nègre » de Mgr Gaillot

« LE NÈGRE » et romancier Alain Dugrand vient de répliquer aux accusations de Mgr Jacques Gaillot, dont il écrit clandestinement le dernier livre, *La Dernière Tentation du diable* (éd. n°1). L'évêque avait déclaré, après la révélation du plagiat dont il a été accusé: « Quelqu'un a abusé de ma confiance. » Dans le quotidien *Libération* du 2 avril, M. Dugrand répond: « Le "nègre" se rebelle et proteste au nom de la corporation: ça suffit! »

Accusé de contrefaçon envers l'universitaire lyonnais Paul Ariès (publié chez Gallias), Mgr Gaillot avait aussitôt reconnu la faute, décidé sans hésiter de retirer son livre de la vente et plaidé la bonne foi. Mais il s'était disculpé de façon singulière: en dénonçant sans le nommer un « documentaliste » qui l'avait piégé, ce qui équivalait à reconnaître l'existence de son existence (*Le Monde* du 26 février). Puis en l'accusant nommément, dans *Libération* du 23 mars: « Au milieu 1997, l'éditeur me présente un nouveau documentaliste, le premier étant tombé malade. Il s'agit d'Alain Dugrand (...). Je ne comprends pas comment on peut recopier des chapitres entiers. C'est le mystère d'un plagiat... »

Du coup, le « nègre » bondit de sa boîte. Selon lui, le livre de

Mgr Gaillot n'est pas conforme à la copie définitive qu'il lui avait remise. Non seulement il aurait été « coupé, remodelé, augmenté d'un chapitre inédit », mais les références explicites à Paul Ariès (un article paru dans la revue *Gallias*) auraient été amputées au profit de citations sans guillemets. « C'est le destin du travailleur au noir, conclut Alain Dugrand: désormais qualifié de "documentaliste" en novlangue, le « nègre » est le dindon de la farce, exclu du contrôle de la substance finale de son labeur tâcheron. Le vilain que l'on bat comme à Guignol, en fin de comédie. Mais je ne suis pas Gaillot. »

Mgr Gaillot, interrogé par *Le Monde*, dit sa « surprise » qu'Alain Dugrand n'ait pas son plagiat comme il l'aurait fait devant lui. Il reconnaît « n'avoir pas retouché les vingt-sept pages incriminées ». Quant à Alain Dugrand, c'était la première fois qu'il se livrait à « ce genre de travail ». On ne l'y reprendra plus. Pour lui, « les us et coutumes du milieu comprennent des règles non écrites. Gaillot, qui fut homme d'Eglise, aurait dû le comprendre. Non seulement il accuse son « nègre », mais en le dévoilant, il brise un tabou. »

Marion Van Renterghem

DÉPÊCHES

■ NOUVELLE-CALÉDONIE: le premier ministre a reçu, jeudi 2 avril dans la soirée, la délégation du FLNKS, qui l'a assuré de sa volonté de poursuivre la négociation sur la base de l'accord trouvé le 29 mars à Nouméa (*Le Monde* du 3 avril). Lionel Jospin a pu ainsi convaincre le député (RPR) Jacques Lafleur d'envoyer une délégation à Paris, laquelle devrait être à pied d'œuvre dès le lundi 6 avril.

■ JUSTICE: la cour d'assises du Rhône a condamné, mercredi 1^{er} avril, à 15 ans de réclusion criminelle Kamel Sémahe, un SDF accusé d'avoir tué, le 16 janvier 1996, à Vaulx-en-Velin (Rhône), dans la banlieue de Lyon, un marginal qui lui devait la somme de 200 francs, correspondant à une vente de haschisch.

■ RUSSIE: Andreï Klimentiev, un homme d'affaires douteux qui avait été élu maire de Nijni Novgorod le 29 mars, a été mis en prison, jeudi 2 avril, accusé de détournement de fonds. Son élection a été invalidée pour cause d'irrégularités lors de sa campagne électorale. M. Klimentiev est un ancien détenu de droit commun, dont l'ascension politique a été perçue comme le signe d'une banalisation en Russie du phénomène « mafieux » en politique (*Le Monde* du 2 avril). - (APR)

Tirage du Monde daté vendredi 3 avril: 589 187 exemplaires

M. Jospin apporte son soutien à M. Chevènement sur la régularisation des sans-papiers

Dominique Voynet déplore les « expressions malheureuses » du ministre de l'intérieur

DÈS LE DÉBUT de la réunion des ministres, jeudi 2 avril à Matignon, Lionel Jospin a souhaité, avant d'évoquer la réforme de la justice, un tour de table sur le dossier des sans-papiers. Pour le premier ministre, il s'agissait, selon un participant, de « vérifier que tous les ministres étaient d'accord sur le respect des critères ». M. Jospin a mis en cause ceux qui veulent « disqualifier » l'action du gouvernement, parlant d'une politique d'immigration « d'équilibre et de fermeté », basée sur le « respect de la dignité de la personne humaine ».

L'échange a permis de vérifier que, sur les finalités de cette politique qui passe par un examen individuel des dossiers de demande de régularisation - que l'administration prolongera, pour environ 2 % des dossiers, au-delà du 30 avril, jusqu'au 15 mai -, il y avait un accord. Pour autant, un échange assez vif a opposé M. Chevènement à Dominique Voynet, ministre de l'environnement. M^{me} Voynet s'est déclarée prête à affirmer sa solidarité mais,

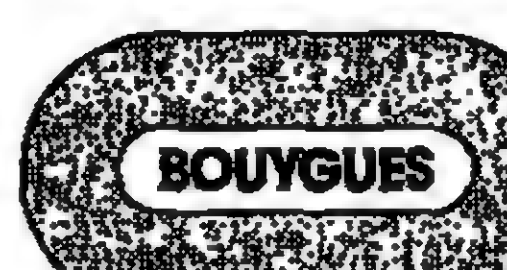
se référant à la réaction de Noël Mamère aux propos du ministre de l'intérieur au sujet de l'action de groupes trotskistes d'origine britannique ayant tenté d'empêcher des reconductions à la frontière, elle a évoqué des « expressions malheureuses ». Elle a aussi souligné que la solidarité ne soit pas « à sens unique », rappelant sa solitude lors des récentes manifestations de chômeurs. Comme M. Chevènement dénonçait des groupes « marxistes-léninistes internationalistes », il s'est attiré des réflexions mi-ironiques mi-sévères sur le thème « on ne peut pas dénoncer ça ». « En tant que ministre, nous n'avons pas le droit à la colère », a souligné Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME.

Le premier ministre a rappelé qu'il n'y aura pas de « régularisation générale » des sans-papiers. « C'est une politique d'équilibre à laquelle je tiens essentiellement. Je ne bougerai pas de cette position », a affirmé M. Jospin, selon un ministre. « Il a été très net, très ferme et très solidaire de Jean-Pierre Chevènement », explique un autre participant, en mettant en cause « les petits groupes qui jouent la politique du pire ». Mais M. Jospin a aussi donné l'impression aux participants qu'il souhaitait que l'expression du ministre de l'intérieur soit plus mesurée, qu'elle tienne compte « des différentes sensibilités » et qu'un effort accru d'explication soit fait, lui-même étant prêt à s'en expliquer avec les groupes de la majorité.

Les déclarations de M. Chevènement n'ont pas fait cesser les manifestations à l'aéroport de Roissy pour empêcher des reconduites à la frontière. Le ministre de l'intérieur a expérimenté, jeudi, une nouvelle stratégie juridique dissuasive pour contrer le refus opposé par neuf passagers du vol Air Afrique Paris-Bamako, de voyager avec trois Maliens reconduits à la frontière et sept policiers chargés de les escorter. Ayant refusé de s'asseoir au moment du décollage et invectivé les policiers, ces neuf personnes ont été interpellées tandis que l'avion était évacué.

Une fois le calme revenu, le vol a pu avoir lieu et les trois sans-papiers ont été éloignés vers Bamako avec deux heures de retard. Les neuf passagers rebelles ont été placés en garde à vue pour outrage, rébellion et complicité d'aide au séjour irrégulier. Le parquet de Bobigny a finalement ordonné leur remise en liberté dans la soirée, en tenant compte du fait qu'il s'agissait de personnes domiciliées hors de France et que leur non-départ constituait déjà une sanction. C'est pourtant bien en direction des passagers qui se solidarisent des étrangers reconduits que le ministère de l'intérieur compte désormais orienter la répression, si de tels événements venaient à se renouveler. Dans certains cas, les délits de « complicité de refus d'embarquement » et d'« entrave à circulation d'aéronef », jamais employés dans ces circonstances, pourraient être brandis. Il resterait alors à convaincre les magistrats de leur validité et de leur exacte adaptation aux faits constatés.

Philippe Bernard et Michel Noblecourt



Résultat d'exploitation 1997: + 51 %

Le Conseil d'Administration, réuni le 31 mars 1998, sous la présidence de Martin Bouygues, a examiné les comptes de l'exercice 1997 et les perspectives 1998.

| | |
|--|--------------|
| Activité 1997: | 91,9 MdF |
| + 11 % | |
| Bénéfice net: | 755 MF |
| Dividende par action: | 25,50 F |
| Mise en paiement du dividende à partir du: | 6 juillet 98 |
| Relations actionnaires: | |
| Michel Madec | |
| 01 30 60 35 72 | |
| mond@challengertel.bouygues.fr | |

RÉSULTATS 1997
Le bénéfice net total 1997 s'élève à 1 490 millions de francs. Le bénéfice net (part du Groupe) atteint 755 millions de francs. Ces résultats ne sont pas directement comparables aux éléments correspondants de 1996, respectivement 1 276 millions de francs et 654 millions de francs, en raison de l'incidence des nouvelles méthodes comptables et du changement de mode de consolidation de Saur.

Le résultat d'exploitation ressort à 2 549 millions de francs. A méthodes comptables et mode de consolidation de Saur comparables à 1996, il atteint 1 673 millions de francs en augmentation de + 51 % sur 1996, malgré l'augmentation des charges liées au développement des Télécommunications.

Comme indiqué à l'occasion de la publication des comptes au 30 juin 1997, Bouygues a décidé d'appliquer dès 1997 la méthode « à l'avancement » pour déterminer les résultats des contrats à long terme dans le STP. L'incidence de ce changement de méthode sur le bénéfice net consolidé (part du Groupe) est de + 204 millions de F.

L'acquisition de Cise et sa fusion avec Saur ont conduit à consolider en 1997 le nouveau groupe Saur-Cise par intégration globale, alors que, en 1996, Saur était consolidée par mise en équivalence. Ce changement de mode de consolidation n'a, naturellement, pas d'incidence sur le bénéfice net consolidé (part du Groupe).

TELECOMMUNICATIONS
La perte comptable de Bouygues Telecom a diminué le bénéfice net consolidé (part du Groupe) de 300 millions de francs en 1997 contre 134 millions de francs en 1996.

La perte comptable d'Infomobile (Radiomessagerie Kibby) a diminué le bénéfice net consolidé (part du Groupe) de 175 millions de francs en 1997 contre 92 millions de francs en 1996.

Enfin, un profit de 623 millions de francs, déjà constaté dans les comptes au 30 juin 1997, est lié à la prise de participation de STET dans BOT, société holding qui contrôle Bouygues Telecom. Un profit de même nature avait été pris en compte en 1996 à hauteur de 260 millions de francs.

CONSEQUENCES DE LA CRISE ASIATIQUE
Bouygues est fortement implanté dans la zone Asie-Pacifique avec 5 milliards d'activité prévue en 1998. Les contrats les plus importants sont réalisés dans des pays dont la situation financière reste satisfaisante: Hong-Kong, Singapour et l'Australie.

La crise ouverte en 1997 a touché cinq pays de cette zone Asie-Pacifique: Corée du Sud, Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande. Le chiffre d'affaires réalisé par Bouygues dans ces pays s'est élevé à 1,2 milliard de francs en 1997 et devrait être limité à 0,9 milliard de francs en 1998, dont la moitié pour des clients publics.

En 1997, aucune perte de change n'a été subie et seulement deux opérations ont été arrêtées en accord avec les clients qui ont payé les dépenses engagées.

A ce jour, le groupe Bouygues n'a pas de position de change significative en Extrême-Orient et les risques spécifiques sur les chantiers en cours ont été provisionnés conformément aux méthodes comptables du Groupe. Le total des provisions pour risques et des provisions pour dépréciation d'actifs relatives aux activités dans cette région s'élève à 183 millions de francs. En conséquence, il a été décidé de ne pas enregistrer de provision pour risques à caractère général pour les activités du Groupe dans cette zone.

PERSPECTIVES DE L'ACTIVITE EN 1998

| (milliards de francs) | 1996 | 1997 | % 97/96 | 1998 prévisions |
|-----------------------------|-------------|-------------|---------------|-----------------|
| CONSTRUCTION | | | | |
| France | 39,3 | 37,6 | - 4 % | 36,8 |
| International | 21,3 | 26,6 | + 24 % | 28,5 |
| SERVICES | | | | |
| Gestion de services publics | 9,1 | 13,6 | + 50 % | 14,2 |
| Communications | 9,6 | 10,1 | + 7 % | 10,4 |
| Télécommunications | 0,3 | 1,5 | + 4 % | 4,4 |
| AUTRES ACTIVITES | | | | |
| | 18,9 | 25,2 | + 28 % | 29,0 |
| TOTAL | 82,6 | 91,9 | + 11 % | 94,5 |
| dont international | 26,6 | 32,9 | + 23 % | 32,5 |

L'activité 1997 s'élève à 91,9 milliards de francs, en augmentation de 11 % sur celle de 1996, dont 4 % dus à l'intégration de Cise.

L'activité prévisionnelle 1998 atteint 94,5 milliards de francs, en augmentation de 3 % sur 1997.

Construction
L'activité en France poursuit son recul. Toutefois le volume de prises de commandes a cessé de diminuer et devrait s'améliorer en 1998 par rapport à 1997. A l'international, la conjoncture reste favorable.

Services
L'intégration des sociétés Saur et Cise est achevée. Le développement de cette nouvelle entité devrait se poursuivre en 1998 avec une croissance prévue de + 4 %.

Le chiffre d'affaires de TFI a dépassé pour la première fois 10 milliards de francs, en progression de 6,5 %. L'offre de programmes et de services numériques TPS a clôturé sa première année d'exploitation avec 350 000 abonnés au satellite et près de 38 000 souscripteurs à ses chaînes câblées sur les réseaux câblés.

DIVIDENDE: 25,50 F PAR ACTION

Le Conseil a arrêté les comptes de Bouygues, société-mère. Le bénéfice net s'élève à 219 millions de francs.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 10 juin 1998, de verser un dividende global de 25,50 F. par action et par certificat d'investissement, y compris l'avoir fiscal de 8,50 F.

Ce dividende est égal à celui distribué au titre de l'exercice 1996. Son paiement sera effectué à compter du 6 juillet 1998.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

| (millions de francs) | 1996 | 1997 | Méthode à l'avancement | Intégration Saur-Cise | 1997 |
|-------------------------------|--------|--------|------------------------|-----------------------|--------|
| Chiffre d'affaires (3) | 73 272 | 77 858 | (289) | 13 484 | 91 973 |
| Résultat d'exploitation | 1 105 | 1 673 | 215 | 601 | 2 549 |
| Résultat exceptionnel | 1 139 | 382 | | 139 | 521 |
| Impôt sur les bénéfices (558) | (558) | (722) | (8) | (182) | (809) |
| Bénéfice net total | 1 276 | 1 333 | 204 | 130 | 1 490 |
| Bénéfice net (part du Groupe) | 654 | 681 | 204 | 0 | 755 |

(1) Mise en équivalence de Saur et méthode « à l'avancement »
(2) Intégration globale de Saur et méthode « à l'avancement »
(3) Chiffre d'affaires: Saur réalise en 1996 et à 100 % en 1997 Bouygues Telecom à 36,57 % en 1996 et à 33,78 % en 1997
Rapport Activité Totale: Saur et Bouygues Telecom à 100 %

BILAN CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

| (millions de francs) | 31 décembre 1996 publié | 31 décembre 1997 | Méthode à l'avancement | Intégration Saur-Cise | 31 décembre 1997 publié (2) |
|-----------------------------|-------------------------|------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| ACTIF | | | | | |
| Actif immobilisé | 17 604 | 20 893 | | 8 358 | 29 251 |
| Stocks et en-cours | 20 433 | 18 392 | (7 202) | 312 | 39 502 |
| Actifs courants | 25 404 | 27 584 | 1 072 | 5 448 | 54 728 |
| Trésorerie | 8 503 | 8 237 | | 501 | 8 738 |
| PASSIF | | | | | |
| Capitaux propres | 10 541 | 11 839 | 204 | 429 | 12 472 |
| Provisions | 7 179 | 7 921 | 68 | 2 104 | 10 091 |
| Dettes financières | 5 855 | 9 172 | | 3 103 | 12 275 |
| Passifs courants | 48 161 | 43 499 | (6 400) | 8 641 | 45 778 |
| Solides courants de banques | 528 | 648 | | 330 | 986 |
| TOTAL | 72 244 | 73 078 | (6 130) | 14 617 | 81 563 |

سكوت الامل

Terres d'Espagne



CHRISTOPHER PILLITZ/NETWORK/RAPO

Le flamenco : une danse en rouge et noir pour un pays sang et or

Olé !

Flamenco et torero, corrida et movida, Real et Barça, Dali et Picasso, Carmen et le Cid, Costa Brava et paradors, sombreros et mantilles, paella et sangria. L'Espagne, c'est tout cela mais bien plus encore à en juger par ces « Terres d'Espagne » qui montrent que ce pays, si proche et apparemment si familier, reste, pour beaucoup de Français, une *terra incognita* (l'Estrémadure, vous connaissez ?) à découvrir ou à revisiter. Avec un œil neuf. Un pays à vivre autant qu'à voir. De Madrid à Santiago, de Ségovie à Bilbao, de Minorque à Lanzarote. A cheval ou avec Don Quichotte, triste figure au royaume des « fiestas ». Olé !

■ Catalogne : Gaudi n'était pas seul

Comme Vienne ou Prague, Barcelone fut une capitale à part entière de l'art nouveau, qui, au tournant du siècle, vit une poignée d'architectes iconoclastes faire onduler toute la ville. p. II

Gérone ou le ghetto ressuscité. Recroquevillée au pied de la cathédrale, altière et triomphante, l'envers de la cité : un quartier d'ombres, de porches, de ruelles et d'escaliers qui s'enfuient on ne sait où. p. II

■ Culture : terre de fêtes

Trois fiestas par heure, en moyenne, pour un seul pays. De quoi donner le vertige ! Et matière à un inventaire des grandes fêtes et à une sélection des carnavaux les plus spectaculaires. p. III

■ Galice : la belle érudite

Du bonheur d'habiter et d'étudier à Saint-Jacques-de-Compostelle, une ville si bien préservée qu'on ne serait pas surpris d'y croiser l'un de ces veilleurs de nuit qui, au siècle dernier, annonçaient l'heure et la météo. p. IV

■ Castille et León : le jardin de la marquise

Perchée sur un promontoire imprenable, Ségovie, la ville-symbole de la puissance castillane, coule des jours heureux dans une douce léthargie. p. V

La Madone et le rail. Face à la menace que le tracé du futur TGV Madrid-Valladolid fait peser sur la Vierge de la Montagne, une superbe madone en bois du XIII^e siècle, les défenseurs du patrimoine se mobilisent. p. V

■ Madrid : l'insatiable

Le charme de la capitale tient moins à sa beauté qu'à sa personnalité. Une ville à vivre, pas à regarder. Pour y découvrir plus qu'un art de vivre : une rage de vivre. p. VI

■ Estrémadure : Caceres ou « la serenidad »

A l'écart des routes touristiques, entre Portugal, Castille et Andalousie, une ville aux charmes secrets à découvrir à l'heure du paseo. p. VII

Le berceau des conquistadores. Séparée de l'Océan par plusieurs centaines de kilomètres, l'Estrémadure n'en a pas moins vu naître la plupart des conquistadores qui s'en allèrent coloniser le Nouveau Monde. p. VII

■ Baléares : l'île confidentielle

Tandis que Majorque misait tout sur le tourisme, Minorque, la deuxième île de l'archipel, s'est retranchée sur son quant-à-soi. Pour le bonheur des visiteurs en quête d'inedit. p. VIII

Les chevaux qui dansent. Minorque voue à ses coursiers noirs un culte ancestral et en fait notamment les vedettes des fêtes de la Sant Joan, fin juin, à Ciutadella. p. VIII

■ Andalousie : la légende blanche

Fier, léger comme l'air, familier de la mort qu'il affronte depuis des générations dans l'arène, il a du geste et du panache, le cheval andalou, miroir des hommes qui le façonnèrent comme une œuvre d'art. p. IX

■ Castille : un tour dans la Mancha

La double silhouette de Don Quichotte et de Sancho Pança hante toujours les collines hérissées des moulins à vent que le Chevalier à la triste figure prit un jour pour une armée de géants. Un itinéraire mythique jalonné, aujourd'hui, de statues du héros et de boutiques de souvenirs. p. X

■ Canaries : l'île noire

Depuis qu'elle s'est propulsée à la surface de l'Océan, il y a vingt millions d'années, Lanzarote continue de mijoter à feu doux sur son socle de magma en fusion. Question : comment les hommes ont-ils réussi à y survivre ? p. XI

■ Pays basque : table d'hôte

La cuisine, comme la langue, signe l'identité d'un peuple. La cuisine basque est à l'image de ce pays fermé par la géographie mais ouvert au passage et à l'accueil. p. XII

Gaudi n'était pas seul

Comme Vienne ou Prague, Barcelone fut une capitale à part entière de l'art nouveau

■ **REPÈRES.** Une forte personnalité vaut à la Catalogne (31 930 km²) un statut de communauté autonome avec sa propre langue, le catalan, égal du castillan.

■ **BARCELONE.** Réputée la plus cosmopolite, la plus à la mode et la plus avant-gardiste d'Espagne, la ville a fait peau neuve à l'occasion des J.O. de 1992, grâce à des architectes et des artistes du monde entier mobilisés pour lui redonner une façade sur la mer et des plages à proximité du centre. La vieille ville revêt également et poursuit discrètement la restauration du « Quartier gothique » autour de la cathédrale et de l'église de Santa Maria del Mar, proche du Musée Picasso, abrité dans un ravissant palais. Pour l'amateur d'art, le festin se poursuivra à la Fondation Miró, sur la colline de Montjuïc (bonne vue sur la ville), au Musée national d'art de Catalogne (première collection mondiale d'art roman), à la Fondation Antoni Tapies (la collection la plus complète des œuvres de l'artiste catalan), à la Fondation Thyssen et au tout nouveau Musée d'art contemporain qui dresse son audacieuse architecture au cœur de la vieille ville. Dans un autre registre, le « Pueblo Espanol », reconstitution, pour l'Expo de 1929, des plus belles places et rues d'Espagne.

■ **LA COSTA BRAVA.** Elle offre davantage que ses stations balnéaires réputées (San Feliu, Tossa del Mar, Lloret de Mar) et ses ports à la mode (Cadaques). Il n'est qu'à suivre la route du Bas Ampurdan (Baix Empordà) et ses villages médiévaux, les ruines gréco-romaines d'Ampurias (un des grands sites archéologiques du pays) et, surtout, la ville de Gérone avec sa cathédrale (tapisserie de la Création), ses bains arabes, l'église romane de San Pere de Galligants et son quartier juif (lire encadré ci-contre).

■ **LA COSTA DORADA.** Au sud de Barcelone, elle affiche Salou (la plus importante station), Sitges (artistique et mondaine), Cambrils (port de pêche) et Port Aventura, un parc de divertissement de 115 hectares. Sans oublier une route des monastères (hauts lieux cisterciens) et une route romaine via l'ancienne ville impériale de Tarraco (l'actuelle Tarragone), dont le patrimoine, romain et médiéval, est exceptionnel. A signaler, un circuit de Clio, en septembre (5 600 F), sur les « Trésors de la Catalogne romane ».

■ **LE MODERNISME.** A l'origine de l'architecture moderniste (art nouveau) et de la vocation futuriste de la ville, l'entrée en scène, au XIX^e siècle, d'un urbaniste visionnaire, l'édifice Cerda, un Haussmann catalan qui a tracé le plan de la ville moderne où Gaudi et ses contemporains (article ci-contre) essaieront leurs rêves d'architecture « moderniste ». Un parcours Gaudi inclut au moins la Sagrada Família (immense église encore inachevée), la Pedrera (immeuble phare du « modernisme »), le parc Güell, ses pavillons et ses musées. Nouveau : une route du modernisme qui permet de visiter une cinquantaine de bâtiments avec un billet unique (48 F) valable 9 jours.

■ **LES PYRÉNÉES.** De la Navarre à la Catalogne via l'Aragon, une région prisée des chasseurs (huit réserves de chasse au gros gibier), des pêcheurs, des randonneurs et surtout des adeptes du canyoning, qui se retrouvent notamment dans la sierra de Guara avec, par exemple, l'Explorator et Terres d'aventure.

■ **LA ROUTE DALL.** Au Teatre Museu Dali de Figueras s'ajoutent, pour se familiariser avec l'univers de l'artiste surréaliste, deux autres « lieux de mémoire » : la Maison-Musée Salvador Dali, à Port Lligat, près de Cadaques, et la Casa-Museu Castell Gala-Dali (château de Pubol), à La Pera.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

L'avenue porte le nom de Gaudi. Normal : dessinés par le maître en personne, les réverbères-candélabres encadrent une belle perspective sur ce qu'il considérait comme son chef-d'œuvre, la Sagrada Família. Cars de touristes et camions pèle-mêle au pied des tours-clochers : le chantier bat son plein et s'est accommodé, avec le temps, des groupes de visiteurs qui se succèdent sur le site. Par-delà la mort de l'architecte et malgré l'opposition des intellectuels de la ville, la construction du « temple épiroïque » se poursuit, au rythme des dons des Catalans. A présent, demi-tour. Pour découvrir Barcelone : un embouteillage monstre sur une avenue, des bars qui, imperturbables, déploient leurs fauteuils en alu sur les trottoirs, et, tout au bout, une ambulance qui s'engouffre dans un bâtiment moins altier, certes, que le temple de Gaudi, mais tout aussi étrange. En s'approchant, on découvre que l'hôpital de la Santa Creu i Sant Pau est constitué de plusieurs pavillons qui jouent à cache-cache entre les pins et dont les coupelles en écaille couronnent des colonnades de brique et de pierre. Entre les fresques et les sculptures, des vitraux aux fenêtres filtrent la lumière.

Ce pendant monumental de la Sagrada Família est, lui aussi, une œuvre capitale de l'art nouveau. Il est signé d'un aîné de Gaudi, Lluís Domènech i Montaner, qui y travailla jusqu'à sa mort, en 1923. Le premier, mystique, se proposait de rendre la foi aux Catalans en liant la pierre ; le second, juste en face, entendait édifier un hôpital-jardin au cœur de la cité. L'un et l'autre se sont, à quelques centaines de mètres de distance, abandonnés aux mêmes tourbillons de matières et de formes.

TOURNANT DE SIÈCLE

Sur le paseo de Gracia, l'effet est encore plus frappant. Arrêt devant la fameuse « pomme de la discorde ». Un beau jeu de mots : la pomme, dans l'Eixample (la partie tramée de Barcelone, construite au XIX^e siècle), c'est aussi une manière de désigner un pâté de maisons, un bloc. Tout un bloc où les trois architectes les plus à la mode ont, côte à côte, rivalisé d'extravagance. Gaudi, Montaner et Puig i Cadafalch. A qui ferait le mieux onduler les façades, à qui composerait les décors les plus fous ou trouverait les plus beaux fers forgés.

On l'aura compris : il ne suffit pas de s'arrêter devant le manteau de pierre de la Pedrera, souple comme une peau, puis de monter au parc Güell, pour comprendre la fièvre qui saisit Barcelone à l'aube de notre siècle. Gaudi, oui, est peut-être le plus génial, celui qui pousse l'esthétique du moment jusqu'à ses extrêmes limites, jusqu'à remettre même en question

l'art de construire au fil à plomb. Mais Gaudi n'est pas seul. Il est un parmi d'autres.

Au tournant du siècle, c'est en effet toute la ville qui passe de la droite à la gauche, mélange les disciplines, croit au progrès et fossilise les fleurs en de somptueux décors. Il faut bien mettre un peu de fantaisie dans la trame urbaine orthogonale et stricte que Cerda a tracée au cordeau, au-delà des anciens remparts. Il y a pourtant des contestations. Les tenants du néo-classicisme n'ont jamais désarmé, bientôt relayés par les défenseurs du noucentisme, une école qui, face à ce grand déferlement d'idées venues d'Europe du Nord, prône l'ordre, la rigueur et le retour à la tradition méditerranéenne.



La logeuse de la Pedrera

néenne. Eugeni d'Ors et, dans une certaine mesure, Maillol, sont issus de cette réaction.

Mais cette poignée de résistants devra se résigner. Le levain est dans la pâte, et toute la ville se boursouffle. Pèle-mêle, on voit donc fleurir de multiples témoignages de cette véritable révolution : un arc de triomphe, des filatures, des maisons de notables, des garages, des usines à gaz, des théâtres, des arènes, des bancs publics habillés de mosaïques ou, tout simplement, des commerces, surtout des pharmacies et des boulangeries, dont le nom s'écrit en lettres dorées. Le modernisme s'applique à tout et, s'il convient aux riches qui lui offrent leurs villas ventrues, vraies demeures de contes de fées semées sur les hauteurs de Vallvidrera et du Tibidabo, il gagne aussi les quartiers les plus modestes.

Encore ne voit-on dans les rues que la partie visible du mouvement. Celle qui, à travers l'architecture, a marqué l'espace public. Mais c'est au Musée d'art moderne, dans le parc de la Ciudadella — que détestaient les Catalans, parce qu'il fut longtemps le bastion du pouvoir de Madrid —, que l'on prend la mesure de tout le reste. Des intérieurs de notables



Le parc Güell

qui se parent de fauteuils galbés et de miroirs oblongs ; des peintres qui se lancent à corps perdu dans un symbolisme maniéré, façon Séurat ou Caillebotte. Les maîtres de l'époque se nomment Ramon Casas, Santiago Rusignol et surtout Isidre Nonell, le peintre des Gitans, le plus émouvant de tous.

Ils ont leur repaire, leur Chat Noir à eux. En retrait des ramblas, dans le Barrio Chino, Els Quatre Gats est né de l'association de quatre d'entre eux : Santiago Rusignol, Miquel Utrillo, Pere Romeó et Ramon Casas. Aujourd'hui patiné par des générations de fumeurs, tapissée de caricatures et voué presque exclusivement au pèlerinage touristique, le bâtiment, qui tient du patio andalou et du bar à



Gérone ou le ghetto ressuscité

CE N'EST PAS RIEN, la cathédrale de Gérone ! On ne voit qu'elle. Elle prend ses aises, au sommet d'une butte, couronnant les toits rouges de la ville. Une nef de vingt-trois mètres de large ! On ne fit jamais aussi large en Europe. Sans compter la façade baroque et les calices en or de son trésor... A côté, se dressent le palais des évêques, quelques couvents et des églises romanes. A l'intérieur de ses anciennes murailles, la Gérone chrétienne est altière et triomphante. En contrebas, tout contre, il y a l'autre ville. Une ville d'ombres, de porches, de ruelles et d'escaliers qui s'enfuient on ne sait où. Le Call, comme on désigne en catalan le quartier juif, c'est l'envers de la cité, son intimité.

Il y a dix ans, c'était encore un ghetto. Un ghetto sans juifs. Et pour cause : les rois catholiques les avaient expulsés de la ville, comme de toute l'Espagne, en 1492. Il avait fallu partir ou abjurer, et les maisons avaient vite été occupées par les « bourgeois » de l'époque. Au fil des siècles, ces rues étroites s'étaient sérieusement dégradées. Certaines avaient même été murées. Le soir, on évitait de passer par le « carrer de la Força », l'ancienne voie royale, la via Augusta des Romains.

Un ghetto donc, comme on en trouvait souvent, à l'époque, au cœur des plus belles villes d'Europe. A grand renfort de réhabilitation, Gérone s'est réconciliée avec son passé. Les élus ont compris que la profonde originalité de la ville était là, dans ces maisons toutes de guingois, recroquevillées au pied de la cathédrale. Certes, les initiés savaient depuis longtemps que la cabale de Gérone avait été brillante et que l'un de ses philosophes, Bonastur de Porta, avait illuminé, au XIII^e siècle, tout le monde juif. Mais beaucoup de Géronais

ignoraient tout de leurs racines. Et les touristes passaient sans s'arrêter. Impardonnable. Ils manquaient en effet l'un des plus beaux quartiers médiévaux de la couronne d'Aragon. La présence des juifs à Gérone se perd dans la nuit des temps. Mais l'existence du Call proprement dit, dans la partie inférieure de l'enceinte urbaine, est attestée dans un document du XII^e siècle. A cette époque, il constitue une ville dans la ville, bientôt fermé par une porte. Le Call de Gérone ne relève alors que de la juridiction royale, ignore les notables locaux, compte jusqu'à trois synagogues et abrite jusqu'à 7 % de la population totale de la cité. Ses habitants, parfois grands argentiers, plus souvent humbles artisans ou commerçants drapiers, en sortent peu.

En général, ils vivent en bonne intelligence avec les chrétiens. Mais de temps en temps, les relations entre les communautés s'enflamment. Des rixes éclatent, des calomnies se répandent et l'on cite volontiers, ici, l'histoire de ce Josep Astruc qui se dévoua pour sauver un criminel... chrétien. Ce dernier s'était retrouvé au pied de la potence pour avoir tué un juif. Josep se présenta au gouverneur et demanda sa grâce en échange de sa propre conversion. Il fut baptisé le jour même.

De ces cinq cents ans d'histoire commune ne restent longtemps que des fantômes et des ruines. Aujourd'hui, à l'empilement même de l'une des synagogues, une association, soutenue par la municipalité, a installé un centre de recherche, une bibliothèque hébraïque et un musée. Objectif : refaire de Gérone un centre vivant, et rayonnant, de la culture juive.

J.-L. A.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90 ; Minitel : 3615 Iberia), qui propose six vols quotidiens d'Orly-Ouest, Air France (tél. : 0-800-802-802) et Nouvelles Frontières (un vol hebdomadaire de Paris ; tél. : 0-803-33-33-33). De province, avec Regional Airlines (tél. : 02-40-13-52-00) et Air Nortrum (tél. : 04-23-21-34-70). En train de nuit, avec le Talgo (Iberia) : tél. : 01-48-01-97-80. En autocar, avec Euro-lines (tél. : 01-49-72-51-51). En voiture, via l'autoroute (1 173 km de Paris).

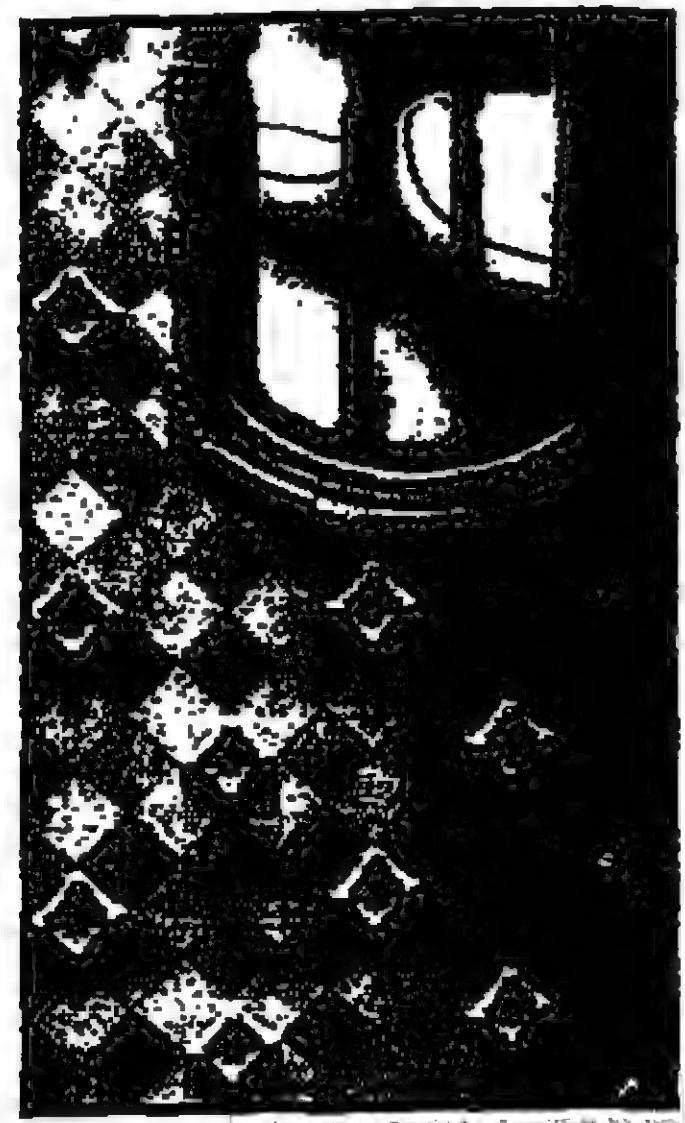
■ **AVEC QUI ?** De nombreux voyagistes proposent des séjours à Barcelone. Consulter la brochure *España* (guide 1998), diffusée par l'Office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris ; tél. : 01-45-03-82-50).

■ **HÔTELS.** Pour son décor moderniste, l'Hotel de Espana (carrer de Sant Pau 9-11 ; tél. : 318-17-58). L'architecture est de Lluís Domènech i Montaner, les peintures sont signées Ramon Casas, et la cheminée en albâtre est du sculpteur Arnau. Un petit bijou, à condition de ne pas être obsédé par le confort. Environ 350 F la chambre double, petit déjeuner compris. Dans la région de Gérone, le Mas de Torrent (1723 Torrent ; tél. : 00-34-72-30-32-92), un Relais et Châteaux avec vue sur l'Empordan, une petite Toscane espagnole.

■ **SAVEURS.** Pour son ambiance moderniste, Casa Leopoldo (San Rafael 24 ; tél. : 441-30-14), dans le Barrio Chino. Mandiargues y a écrit La

homage, avec un optimisme que seule enterrera la guerre civile, à l'industrie d'une ville en pleine expansion, cette industrie qui hisse un artisan, ferronnier ou céramiste, au niveau d'un producteur d'objets de série, désormais consommables par tous.

C'est enfin, et surtout, construire l'imaginaire d'un pays qui ose enfin s'affirmer. Sans doute n'est-ce pas un hasard si l'acte de naissance du modernisme barcelonais remonte à l'Exposition universelle de 1888. A l'intérieur de l'enceinte, les visiteurs découvrent un étrange bâtiment de brique et d'acier, le Café dels Tres Dragons, transformé, depuis, en Musée de zoologie. Muntaner vient, avec cette réalisation, de



Détail de la Pedrera

trouver son style et de faire exposer un genre aux yeux du grand public.

On sait aussi combien cette exposition fut importante dans l'affirmation de l'identité catalane. Il s'agissait en effet de démontrer au monde entier que Barcelone n'avait peut-être pas le pouvoir politique, mais qu'elle était, en revanche, le moteur de l'économie espagnole, son avant-poste industriel et culturel. On était alors en pleine « Renaixença » (du nom d'une revue d'avant-garde), et les poètes ne se gênaient plus pour célébrer, en catalan, la grandeur de leur nation. Les architectes non plus. Ainsi, Domènech i Montaner, président de l'Unió catalanista, allait être élu au Cortès. Quant à Puig i Cadafalch, il devait être l'un des fondateurs de la Lliga regionalista, avant de devenir un éphémère président de la Mancomunitat, cet embryon de gouvernement catalan qui vit le jour au lendemain de la première guerre mondiale.

Dans cette ville, l'art n'est jamais loin de la démonstration politique. C'est sans doute pourquoi, aujourd'hui, Barcelone aime tant son patrimoine moderniste.

Jean-Louis André

Marge. Azulejos et cuisine catalane généreuse. Environ 150 F. Egalement, les 7 Portes (paseo de Isabel II ; tél. : 319-29-50), le Lipp barcelonais avec des plaques de cuivre indiquant les places préférées des artistes (Miró, Dalí, etc.) qui ont fréquenté le lieu. La cuisine (excellente) est au-dessus de la moyenne des brasseries. Environ 250 F.

■ **LIRE.** L'Art nouveau en Catalogne, de François Loyer (éditions Evergreen). *Barcelone baroque et moderne. L'exubérance catalane* (Autrement). La *Ville des prodiges*, de Eduardo Mendoza : un roman épique, au temps de l'Exposition universelle de 1888. *Doce paseos por la historia de Barcelona* (éditions Foncación de la Caixa), en espagnol ou en anglais, avec une promenade autour du modernisme. En français, *17 promenades dans Barcelone* (Casterman) et *Barcelone la Catalane*, de Jean-Louis André (Le Chêne).

■ **STINFORMER.** A partir du 22 avril, la nouvelle Maison de la Catalogne ouvre ses portes au 4-5-8, cour du Commerce-Saint-André, 75006 Paris (accès par le 130, boulevard Saint-Germain) ; tél. : 00-34-72-30-32-92, un Relais et Châteaux avec vue sur l'Empordan, une petite Toscane espagnole.

■ **SAVEURS.** Pour son ambiance moderniste, Casa Leopoldo (San Rafael 24 ; tél. : 441-30-14), dans le Barrio Chino. Mandiargues y a écrit La

سكيا من الامل

Terre de fêtes

Trois « fiestas » par heure, en moyenne. De quoi donner le vertige !

Il faut se rendre à l'évidence : difficile de trouver en Europe un pays où les fêtes soient plus nombreuses et plus variées qu'en Espagne. On n'en voit pas non plus qui ait su conserver aussi vivantes, aussi curieusement bien intégrées au rythme contraignant de la vie contemporaine, ses traditions les plus anciennes, voire les plus bizarres.

Dresser un catalogue aussi exhaustif que possible des fêtes traditionnelles de ce pays, tel fut l'exercice auquel se livra, il y a quelques années, l'hebdomadaire madrilène *Cambio*. Pour constater que les manifestations de ce type dépasseraient certainement les 25 000 par an, étant entendu que les 8 032 municipalités recensées — celles qui ont rang de « villas » — ne se contentaient évidemment pas d'une seule fête. Trois « fiestas » par heure, en moyenne, pour un seul pays, voilà de quoi donner le vertige !

Certes, la plupart, sans doute, n'offrent qu'un intérêt local. On observe néanmoins que loin de s'étioler au fil du temps, les fêtes ancestrales conservent une belle vigueur et que s'y ajoutent, constamment, de nouvelles inventions. De sérieux sociologues, tels Julio Caro Baroja ou Enrique Gil Calvo, soulignent que la fête, en Espagne, représente un substitut très ancien à l'action, qu'elle exprime « une capacité de travail condensée (faute de mieux) en énergie de loisir ». Et il est vrai que l'Espagne, en déficit d'activité depuis le Siècle d'Or et, bien plus encore, après l'invasion napoléonienne, n'a eu que trop tendance à se replier sur la richesse poétique de son « folklore », pour s'en tenir à un terme facile mais fortement réducteur. Le « folklore », en effet, est-ce rien d'autre qu'une représentation ancienne et démodée sur laquelle s'attendrit notre modernité ?

Rien à voir, donc, avec la fête espagnole. Ici, les rites les plus anciens, tel celui du combat des « Mores et des Chrétiens », célébré à Alcoy et dans toute la région du Levant, y sont perpétués non pas dans une représentation figée, répétitive et cérémonieuse mais dans une dynamique qui, chaque année, fait une place à l'invention et laisse s'exprimer l'éclosion spontanée de la fête. Il n'est aussi qu'à observer comment nos voisins d'outre-Pyrénées savent, avec presque rien (une ou deux guitares, des voix bien ajustées, un sens instinctif de la musique et ce qu'il faut de « tapas » et de vin), vous organiser une soirée mémorable. Le vrai secret de la fête espagnole est là : dans ce génie propre, dans cette grâce vitale si



Cartagena, 1981

tonique et qui ne s'explique pas. Cela dit, on n'en finit pas d'explorer toutes les extravagances de certaines coutumes locales remontant, souvent, à la plus ancienne tradition paléenne sanctifiée par l'Eglise. Pour le plus grand malheur des animaux qui, parfois, en font les frais : coqs d'Albalá, en Estrémadure, décapités par d'habiles cavaliers, ou ânes chargés de tous les péchés du village et maltraités comme tels. Quant au surréalisme religieux, il atteint, à l'occasion, des sommets avec, par exemple, à Las Nieves, en Galice, la procession des cerceaux où prennent place, en action de grâce, les malades de l'année que la mort a épargnés. Dans un registre plus aimable (cela se passe à El Castillo, dans la province de Burgos), un bouffon, le « colacho », doit sauter par-dessus les nouveau-nés du village afin d'assurer leur prospérité. A Zamarramala, un village proche de Ségovie, ce sont les femmes que l'on honore une fois l'an en remettant à deux « alcadesas » tous les pouvoirs sur la communauté. Quelques échantillons, parmi d'autres, d'un pittoresque national aux multiples facettes.

Le feu et le bruit sont également des divinités auxquelles l'Espagne rend volontiers un culte fervent.

Ainsi, Calanda, le village aragonais de la famille Buñuel, est aussi celui des tambours insulaires et les virtuoses locaux de la grosse caisse y réalisent des prouesses qui laissent leurs mains ensanglantées et maltraitent quelque peu le tympan des spectateurs.

GERBES PÉTARDANTES

Bruit et feu se conjuguent également pour métonymiser la fête en une tonitruante et fulgurante pyrotechnie. Tel est le cas des « Fallas » de Valence. Pour la San José, en pleine mi-carême, la capitale du Levant brûle, en fin de semaine, les effigies monumentales de carton-pâte que ses artisans, regroupés en confréries, auront mis un an à construire aux carrefours de la vieille ville. Toute la satire d'une année, avec ses figures caricaturales, chefs-d'œuvre d'ingéniosité et d'humour, s'envole ainsi en gerbes pétaradantes le temps d'un plaisir aussi bref qu'extrême. Comme partout en Espagne, la gratuité du geste en souligne la beauté, noble salut à la vie éphémère !

Rien de comptable dans cette posture, rien de « petit bourgeois ». Même si les retombées touristiques de ces fêtes multiséculaires sont, désormais, prises en compte et bienvenues, elles ne pèsent pour rien dans la balance du plaisir. Avec ou sans témoins étrangers, ces rendez-vous traditionnels ont toujours vibré de la même émotion intérieure. Dans un monde de plus en plus standardisé, où le spectacle programmé (le « festival », le « son et lumière », la reconstruction historique), est devenue la pâture habituelle des touristes, cette particularité hispanique, presque une exception, renferme un premier secret. Ici, il n'y a aucune différence entre acteurs et spectateurs. Les Espagnols ont toujours trouvé en eux-mêmes assez de ressources pour s'offrir des fêtes qui se suffisaient de leur propre représentation.

Les « fiestas » de Séville et de Pampelune (pour ne citer que les plus célèbres dans un pays qui en compte autant que de villes et de villages), les « semaines saintes » qui, dans toute l'Espagne, perpétuent, à la lueur dramatique des torches, des allégeances à tel ou tel Vierge ou Christ de paroisse, les processions fleuries de la Fête-Dieu, jamais plus belles qu'à Tolède, les pèlerinages (« romerías ») comme celui du Rocío, vrais scénarios ambulants, les « verbenas » madrilènes, si charmantes avec leurs couronnes de lampions tressées, comme au temps de Goya, à San Isidro-le-Laboureur et à la Vierge de la Palombe, autant de fêtes fortes qui ponctuent le calendrier de repères vitaux.

Chaque région d'Espagne a sans doute les siens propres, chacune marque ses « fiestas » locales de son tempérament particulier. Ainsi, la Catalogne et les Canaries n'ont jamais vraiment inscrit les

« toros » dans leur tradition festive. Le déploiement aristocratique et cavalier des grandes « ferias » andalouses ne se confond pas davantage avec l'allégresse plus rustique des « Sanfermines » de Pampelune, si chères à Hemingway, que « sevillanas » et « danses flamencas » ne ressemblent aux « jotas ». Tout comme le subtil « fino » de Jerez ne grise pas de la même manière que le « rouge » de Navarre ou le « chacoli » du Pays basque et la où l'on va aux arènes comme à la messe — à Séville par exemple —, ailleurs, on s'y presse en bandes turbulentes, encore toutes excitées d'avoir couru le matin devant les fauves lâchés dans les rues pour l'« encierro ».

Pourtant, quel que soit l'endroit où se célèbre la fête, préside partout un sens aigu de l'esthétique, un souci d'élégance qui reste encore la marque du peuple espagnol, et ce à tous les niveaux de la société. Les ivrognes sont ainsi quasiment absents du tableau et quand il arrive que des bagarres éclatent, elles sont, le plus souvent, le fait d'étrangers au pays. Lorsqu'on se sait soi-même sujet et objet de fête, on se regarde faire, on se veut beau et digne jusqu'au cœur de la galeté la plus spontanée. On participe, c'est vrai, à une sorte de liturgie grave et heureuse de la fête, sans distance ni inutiles débordements. On appelle ça « le naturel ». Cette grâce vive et joyeuse, cette générosité amicale, les Espagnols l'ont reçue en partage. C'est un don très ancien qui contrebalance l'excès de fierté ombrageuse dont on les accuse souvent.

LES VIERGES DE PRINTEMPS

Restons néanmoins objectifs : si la façon de « faire la fête » tient au génie propre du peuple espagnol, la fête, en Espagne, repose encore sur deux solides piliers qui assurent sa permanence : la religiosité populaire et la tauromachie. L'une et l'autre rythment si bien les bonheurs saisonniers du pays, elles s'insèrent si intimement, comme des respirations heureuses, dans le calendrier d'une année ordinaire, que même les non-croyants ou ceux qui ne vont jamais voir une corrida, restent imprégnés de ce souffle qui fait passer sur leur vie quotidienne un moment d'exception. Sans ces opéras liturgiques à ciel ouvert que sont les processions pascales, ces pèlerinages champêtres qui célèbrent des Vierges de printemps aux noms de jeunes filles, ces corridas traditionnelles qui, dans chaque localité honorant son saint patron, constituent l'événement, qu'en serait-il des fêtes superbes de l'Espagne ? Que resterait-il même de la délicate spécificité du bonheur espagnol ?

Admettons que certains lui restent étrangers, voire franchement hostiles. En Espagne aussi ces traditions furent jadis condamnées au nom d'une singulière imitative et normalisante de l'idée de

■ **CARNAVALS.** Explosion de joie avant l'ouverture du carême, ils anticipent la fin de l'hiver et reflètent la culture populaire. Leur date, fin février-début mars, est fonction de celle de Pâques, antérieure en tout cas au mercredi des Cendres.

■ **ANDALOUSIE.** Le carnaval de Cadix, l'un des plus brillants d'Espagne, dure 8 jours et comporte une cavalcade. L'esprit caustique du caractère andalou s'y exprime à travers des concours de chansons tournant en dérision les travers contemporains et épinglant politiciens et célébrités du moment.

■ **CANARIES.** Le carnaval de Santa Cruz de Tenerife est l'un des plus importants d'Europe. Il commence par l'élection d'une reine, dure une semaine, s'enivre de danses, de musique, de défilés en costumes extravagants et connaît son apogée le mardi gras. Le lendemain, mercredi des Cendres, « enterrement » d'une gigantesque sardine.

■ **CASTILLE ET LÉON.** Pour le carnaval de Ciudad Rodrigo (Salamance) des volontaires affrontent de jeunes taureaux dans l'arène. Suivent des bals populaires et toutes sortes d'attractions dans une atmosphère survoltée.

■ **CATALOGNE.** A Sitges (Barcelone), la fête commence le 19 mars avec l'arrivée du Carnestoltes, le roi du carnaval qui prononce un discours dans lequel il se moque de la mairie et des personnalités les plus en vue de la ville. Pour ce faire, on élit chaque année un homme dont le nom est tenu secret. Au carnaval de Soissona (Leida), il y a des « géants », une procession de carrosses, des danses, une élection de « miss » et, pour finir, des Carnestoltes, effigies en carton-pâte que l'on brûle dans l'allégresse générale.

■ **ESPAGNE VERTE.** Deux jours, deux défilés costumés pour le carnaval de Santoña, en Cantabrie, le premier réservé aux enfants, le second ouvert à tout le monde. Un prix récompense le plus beau déguisement. Le carnaval de Saint-Sébastien, qui remonte à 1814, se donne chaque année un thème différent afin de renouveler les déguisements.

■ **ESTRÉMADURE.** Au carnaval de Villanueva de la Vera, célèbre pour ses monuments, le « Péro Palo », effigie d'un bandit humilié, est malmené par la foule au son des roulements de tambour : défilé, rituel de jugement et mise à mort.

Philippe Nourry

Carnet des réjouissances

■ **ANDALOUSIE.** A Séville, la Semaine sainte, suivie de la Feria. A Jerez de la Frontera, près de Cadix, la foire du cheval, avec ses défilés de cavaliers et d'attelages (du 10 au 17 mai). A Cordoue, la « fête des patios » (du 4 au 17 mai). A Almonte, à une heure de Séville, le pèlerinage en l'honneur de la Vierge du Rocio (du 30 mai au 1^{er} juin).

■ **ARAGON.** Saragosse danse la jota pour la fête de la Virgen del Pilar (le 12 octobre). Dans la province de Teruel, « Las Tamboradas », les battements du tambour, marquent la mort du Christ (Semaine sainte).

■ **BALÉARES.** A Ciudadella (Minorque), pour la Saint-Jean, cavaliers et montures exécutent des figures du Moyen Age (le 24 juin).

■ **CANARIES.** Pour la Fête-Dieu, le 11 juin, tapis de fleurs dans les rues de la Orotava (Tenerife) et, le 15 août, Romeria de la Virgen de la Candelaria, patronne de l'île.

■ **CASTILLE ET LÉON.** A Valladolid, spectaculaire procession du Vendredi Saint. A Castille de Murcia (Burgos), « El Colacho », le dimanche après la Fête-Dieu. A Zamarramala, près de Ségovie, pour la Sainte Agathe, deux femmes, maître d'un jour, brûlent l'effigie d'un homme (le dimanche proche du 5 février).

■ **CASTILLE-LA MANCHE.** A Tolède, la Fête-Dieu, l'une des plus célèbres processions d'Espagne (le 14 juin). A Almonacid del Marquesado (Ciencia), « La Endiablada », où des démons escortent les effigies de la Vierge de la Chandelure (2-3 février).

■ **CATALOGNE.** Dans la province de Tarragone, à partir du 30 août, les « Castellers », un jeune garçon esca-

lade des châteaux humains. Pour la Saint-Georges, patron de la Catalogne, les amoureux échangent une rose et un livre, en souvenir de Cervantes, mort ce même jour, en 1616 (le 23 avril) et, pour la Saint-Jean, le 24 juin, feux d'artifice.

■ **ESPAGNE VERTE.** A Oia, près de Pontevedra, la « Rapa das Bestas », marquage des chevaux sauvages (6-8 juillet). A Santiago de Compostela, le 25 juillet, une semaine de fêtes et un feu d'artifice le 24 au soir en l'honneur de saint Jacques.

■ **ESTRÉMADURE.** A Navahurre-de-Peña, près de Badajoz, feux de joie pour l'« Encarnación » (16 janvier) et à Jarandilla de la Vera, pour « Los Escobazos » (7 décembre).

■ **MADRID.** Le 2 mai, les Madrilènes célèbrent le soulèvement contre les troupes napoléoniennes par quatre jours chômés et, le 15, portent les castigos, leur costume traditionnel, en l'honneur de San Isidro, leur saint patron.

■ **MURCIE ET VALENCE.** Valence, pour la Saint-Joseph, le 19 mars, brûle des caricatures en carton-pâte et, 8 jours avant, pour « la mascleta », donne un concert de pétards devant l'hôtel de ville. A Buñol, près de Valence, « la Tomatina », une bataille de tomates (dernier mercredi d'août). A Alcoy, près d'Alicante, reconstitution d'affrontement entre Maures et chrétiens (22-24 avril).

■ **PYRÉNÉES.** A Pampelune, « Los San Fermín », popularisée par Hemingway : festivités, bals populaires et lâcher de taureaux (6-14 juillet). A Haro (Rioja), la « Romeria de San Felices de Bilibio », une bataille de tomates, vêtus de blanc, s'aspergent de vin (24-29 juin). A Anguiano (Rioja), « la danza de los Zancos », danse tournoyante sur des échasses, dans une rue perdue (22-23 juillet et dernier samedi de septembre).

Le voyage
culturel
en Espagne

a un nom...

Clio

Clio
34, rue du Louvre - 75001 PARIS
Tél. 01 53 68 82 82 - Fax 01 53 68 82 80
120 rue de la Harpe - 75005 PARIS - Tél. 01 53 53 53 53

■ **REPÈRES.** Des rias (abers) aux cimes altières des pics de l'Europe en passant par forêts, lacs et vignobles, un séduisant cocktail joliment baptisé « Espagne verte » conjugue les multiples facettes du littoral atlantique et de l'arrière-pays.

■ **GALICE.** Terme du chemin de Saint-Jacques, pèlerinage européen par excellence, elle connaît au Moyen Âge un rayonnement comparable à celui de Rome. Outre Saint-Jacques-de-Compostelle (lire reportage ci-contre), elle se distingue par un littoral découpé, au sud, en quatre estuaires profonds et sinueux (les Rias Gallegas, réputées pour leurs fruits de mer) ponctués d'innombrables îles. A signaler un beau circuit « Galice romane » chez Donatello et un combiné Madrid/Galice chez Voyageurs en Espagne.

■ **ASTURIÉS.** Siège, des siècles durant, du royaume chrétien le plus impliqué dans la lutte contre la présence musulmane dans le sud, cette région montagneuse porte encore avec fierté son titre de principauté. Oviedo, la capitale, s'enorgueillit d'un chapelet d'églises de style préroman.

■ **CANTABRIE.** En vitrine, la préhistoire de la péninsule ibérique avec, notamment, les célèbres peintures rupestres des grottes d'Altamira, proches du charmant village de Santillana del Mar. A Santander, son élégante capitale, cloître de la cathédrale gothique et plage du Sardinero. Fin juillet, la ville organise un Festival International (musique, danse et théâtre). A deux pas, Santillana del Mar possède une impressionnante collégiale romane, invitation à découvrir les monastères de San Martín de Turieno et Santo Toribio de Liébana. La côte, ou Costa verde, est ponctuée de villages de pêcheurs.

■ **PICOS DE EUROPA.** Les Asturies et la Cantabrie se partagent la plus grande réserve naturelle d'Europe, majestueux massif où, dans les vallées, s'épanouissent des artisans de qualité. Les forêts de feuillus, sanctuaire des derniers ours bruns d'Espagne, les rivières ainsi que les glaciers, lacs et gorges profondes en font le paradis du randonneur également séduit par la Réserve biologique de Muniellos et les parcs naturels de Covadonga et Somiedo.

■ **PARADORS.** Ces magnifiques demeures historiques (85 disséminées dans la péninsule) font les plus beaux hôtels. D'autant que l'entreprise d'Etat qui les gère semble avoir à cœur de les maintenir dans la splendeur de leur origine. Dans la Manche, le parador de Cuencas est installé dans un ancien couvent du XVI^e siècle, face aux « cascos colgados » (maisons suspendues). A Almagro, l'hôtel, un ancien couvent franciscain, possède quatorze cours intérieures. Celui de Manzanares se veut plus rustique et fonctionnel. En Galice, celui de Compostelle, magnifiquement préservé, est sans doute l'un des plus beaux mais aussi l'un des plus chers (environ 1315 F la nuit) avec celui de Grenade (1430 F environ). Aussi faut-il profiter des tarifs spéciaux parmi lesquels le « livret 5 nuits », chacune à 460 F environ, dans 5 paradors de son choix. Dans celui de Santiago, deux coupons par nuit sont nécessaires. Cette offre est valable jusqu'au 31 octobre, quelques jours de fête exceptés. Signalez encore le « spécial 2 nuits » (moins 20 % sur le prix de la chambre, le petit déjeuner et le repas à partir de 2 nuits consécutives, en demi-pension) et la réduction de 35 % accordée aux plus de soixante ans sur le prix de la chambre double avec petit déjeuner. Renseignements au numéro vert 0800-503-777.

■ **GUIDE.** Consulter également *Hôtels et maisons d'hôtes de charme en Espagne 1998* (Rivages) qui présente, commentaire à l'appui, 240 adresses d'hôtels, paradors, posadas (auberges) et casas rurales (maisons d'hôtes) de la péninsule. Ibérique, Îles Baléares incluses.

SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE

Si c'était une musique, ce serait la comenuse. Un minéral, le gruit. Une atmosphère, la pluie. Un moment du jour, la nuit. Une terre, cette direz-vous, mais encore ? Une couleur, le gris, mais aussi le vert, sans aucun doute. Un style, le baroque. Une fleur, le camélia. Une profession, étudiant. Un emblème, la coquille, évidemment. Et un saint ? Jacques, l'apôtre martyr. Et l'étoile qui permit de découvrir son tombeau dans le « champ de l'étoile », « campus stellae », Compostelle.

Cette ville éblouissante apparaît d'abord comme une fantaisie climatique, un caprice de la nature. Sur cette terre de soleil qu'est l'Espagne, rocalieuse, sèche et assoiffée d'eau, imaginez une oasis verte, sillonnée de rivières poissonneuses, balayée de ciels changeants qui déversent des ondées fines, légères, avec des bancs de brume et des coups de vent, une île ibérique en somme, peuplée de monuments en granit sculpté et moussu comme des calvaires bretons. Et, flottant là-dessus, au lieu du claquement impérieux des castagnettes, les sonorités stridentes, guillerettes et alégresques, un peu époumonées, de la gaita, la comenuse celte. Oui, c'est cela, Saint-Jacques.

Son cœur est une place nommée Obradoiro, « œuvre d'or ». L'expression, si juste car elle associe recherche métaphysique, conception symbolique et perfection formelle, désigne-t-elle la cathédrale, la place ou la « ville-monument », édifiée à l'intérieur de remparts invisibles mais bien présents ? Les trois sont plausibles.

La plaza do Obradoiro, la place de l'œuvre d'or, l'une des plus belles et des plus vastes d'Europe, dégage une belle harmonie. Sur-tout, elle est vide, un vide qui fait toute la différence car il permet la



distance et la comparaison. La richesse architecturale s'y épanouit : la cathédrale est baroque ; le palais Raxoi, siège de la mairie et de la junte régionale, néoclassique ; le collège Saint-Jérôme, qui abrite le rectorat, Renaissance, et l'hôpital des Rois-Catholiques, aujourd'hui hôtel de luxe, gothique tardif.

LES HERBES FOLLES

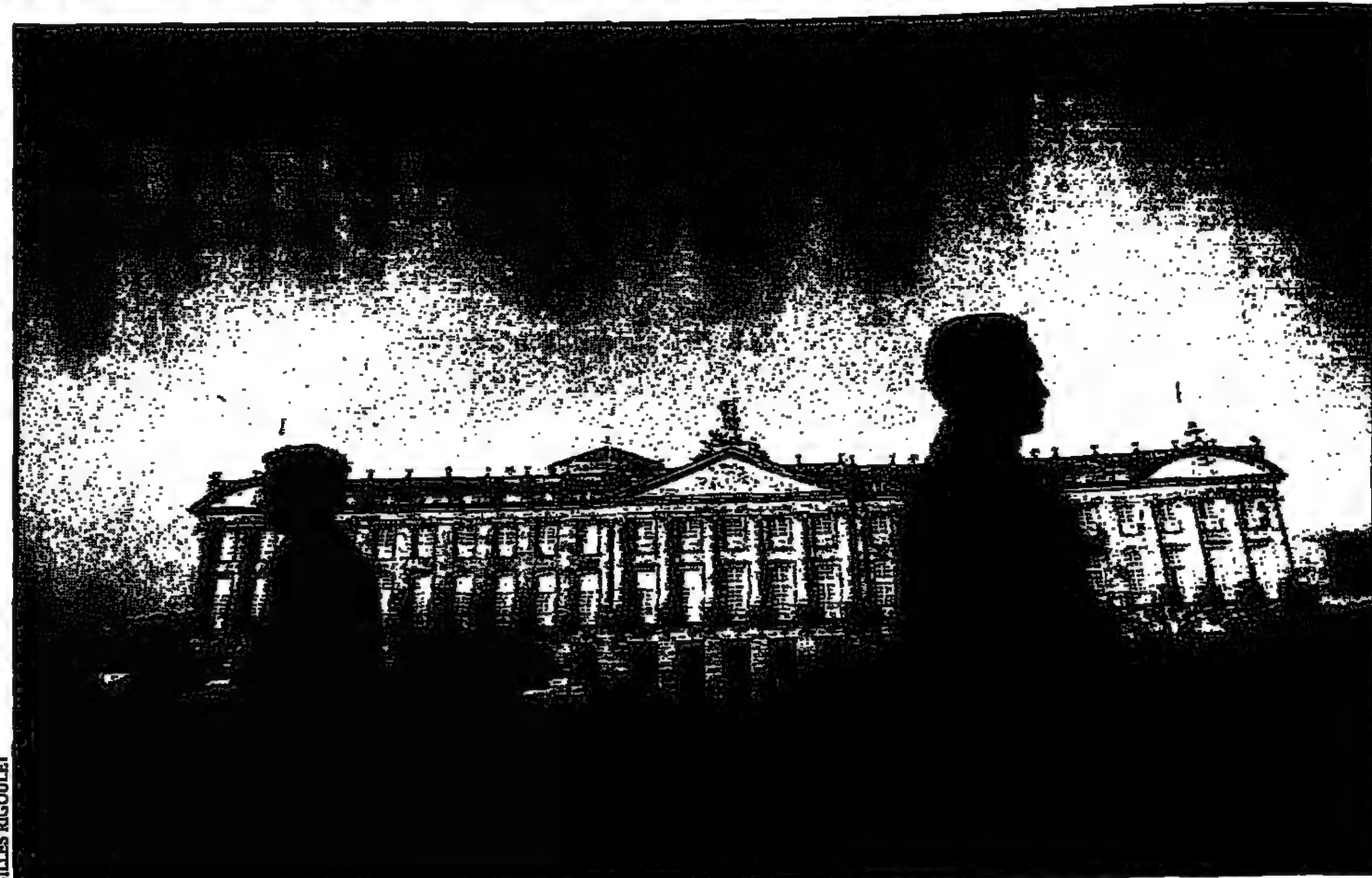
On le voit dans la lumière, vive, ciselante, le miracle de Compostelle, c'est la pierre : vivante, rongée, herbeuse, grise bien sûr mais aussi ocre, moutarde et même vert-de-gris, comme les coupes d'Europe centrale. Pierre féconde car tout ce qui y vit provient de ses noces avec l'eau. Ce miracle, on le contemple partout, et d'abord sur les murs de cette cathédrale, prolifique et tout entière sculptée, dont les quatre entrées – une à chaque point cardinal – sont autant de vitrages.

Au nord, la façade d'Azabacheria, la première que voit le pèlerin, est la plus poétique – voyez les herbes folles. Celle de l'ouest, sous l'égide d'un saint Jacques débou-naire, la plus familière. Celle de l'est, la plus monumentale. Celle de l'ouest, la plus contemplative, la plus ancienne aussi. Et la façade principale, si connue, à l'est, la plus monumentale.

Attiré par les camélias d'une placette dont on cherche en vain le nom, on s'approche. Là, sous les frondaisons vertes aux fleurs blanches un peu pourries par la pluie, on aperçoit, au-delà d'un porche, une cour plantée d'azalées et de rhododendrons. Entrer et se laisser éblouir. Ce cloître, c'est celui du collège Santiago Alfeo, l'établissement fondateur de l'université.

Il fut créé par l'archevêque Alonso III de Fonseca – un mécène humaniste – pour accueillir les étudiants des arts les plus démunis.

Du bonheur d'habiter et d'étudier dans une ville admirablement préservée



Le palais Raxoi, sur la place de l'œuvre d'or.

D'où son nom de collège des Artistes. On l'appelait aussi, par dérision, le collège « pain et sardine », en raison de la pénurie qui y régnait et de l'austère discipline imposée aux résidents.

Le recteur actuel, Dario Villanueva, souligne « le prestige de l'université d'après une étude de 1997, Santiago est au même rang que Salamanca, après Madrid et Barcelone] et l'expérience vitale que signifie être étudiant dans une ville comme Saint-Jacques. Ils étudient beaucoup, tout en menant une vie bohème. Plus tard, ils s'en souviennent comme d'une période exceptionnelle dans leur vie ».

An XVI^e siècle, il y avait douze élèves au collège Saint-Jérôme. Vingt-quatre au XVII^e. Au début du XX^e, l'université dans son ensemble comptait un millier d'étudiants. Ils sont 34 000 aujourd'hui, dont 65 % de filles, admises à partir de 1910. Les deux journaux locaux, *El Correo Gallego*, en espagnol, et *O Correo Galego*, en galicien, qui appartiennent à la même entreprise de presse, consacrent tous les deux, le mercredi, un cahier de 12 pages à l'université.

Brais, vingt-quatre ans, sourit, doux, longs cheveux noués, étudiant en sciences politiques, est un fin observateur des mœurs locales. Il constate que ses condisciples de gauche ont, comme lui, investi la ville ancienne, belle mais sans confort, et les étudiants de droite, la ville moderne. Une typologie aux ramifications nombreuses. Si vous croisez un étudiant portant chaussettes de montagne, jeans, pullover 100 % laine, voire le foulard palestinien, adepte de l'esthétique grunge, végétarien sans fanatisme (« on mange du chorizo, c'est dans notre culture », fumant discrètement du hash et buvant de la bière, présumez qu'il est de

gauche et vote BNG (Bloc Nationaliste Gallego), parti qui prône « l'indépendance économique et politique, tout en sachant que l'indépendance territoriale est utopique ». L'intelligence et les étudiants appartiennent à cette mouvance.

L'étudiant de gauche est un as-tiche. Il partage un appartement à plusieurs, rogne sur le chauffage, dort sur un matelas à même le sol et mange chez lui. Il aime passionnément la vieille ville, où est concentrée l'activité culturelle, et n'en sort pas sans nécessité. Il apprécie sa qualité de vie : ni industrie polluante, ni circulation, ni affichage intempestif. Aussi, constate-t-il, « les gens sont très satisfait du maire (de gauche). On vote pour sa personne, pas pour son parti. Sa fonction primordiale est de restaurer Santiago pour en faire une ville habitée ».

On avait envie de voir l'objet de tant d'estime, l'homme qui a si bien compris son fief. Xerardo Estévez, maire de Compostelle depuis quatorze ans, a le pas pressé

de l'homme d'action qui vit pleinement chaque seconde. Cet architecte considère comme sa tâche principale « la transformation urbanistique d'une ville historique ». Il a décidé, il y a dix ans environ, d'interdire la circulation automobile dans la partie ancienne – ce qui ne s'est pas fait sans grincements de dents – et veille à l'équilibre entre habitants, commerces et banques. Il confirme le clivage étudiant gauche-droite : « *Pod esser, puod esser* », « ce n'est pas faux », opine-t-il, amusé. Et lui, où habite-t-il ? « Entre les deux ».

CHANTER LES HEURES

Grâce à lui, la cité a été préservée. L'usure des siècles tempère l'austérité du granit et confère une subtilité, douceur à la pierre qui chante, respire et s'épanouit sous la pluie. Plus douce encore à la lueur des réverbères. On ne serait pas surpris de voir apparaître un de ces vieillards de nuit, hallebarde à la main, qui, au siècle dernier, frappaient le sol et chantaient les heures, intercalant dans l'annonce,

au gré de leur humeur, des informations météorologiques : « *Ave Maria Purísima, onze heures et nuages !* »

Compostelle ou la jubilation esthétique. « Il y a deux villes en Espagne : Santiago et Salamanca. Les autres sont des camps », écrit Camilo José Cela. Alejandro Pérez Lugín, décrivant la vie étudiante à Santiago il y a cent ans, évoque « la sympathie intime, la cordialité expansive, seigneuriale et charmante que la ville de notre jeunesse garde sous ses apparences austères ». Et Gabriel García Márquez : « *J'ai toujours cru, et je continue à croire, qu'il n'y a pas au monde une place plus belle que celle de Sienne. La seule qui m'en ait fait douter est celle de Santiago de Compostela, à cause de son équilibre et de son air juvénile, qui empêche de penser à son âge véritable, mais qui semble avoir été construite la veille par quelqu'un qui aurait perdu le sentiment du temps.* »

Danielle Tramard

Un hospice royal

L'HOSPITAL dos Reis Católicos, si on l'écrit en galicien, devait être « capable de fournir un service convenable à l'homme pieux, au malade et au riche qui venaient dans la ville ». Ainsi le voulaient les Rois Catholiques, Isabelle I^{re} de Castille et Ferdinand II d'Aragon. Les deux souverains, après avoir repris Grenade aux Maures, en 1492, décident d'investir une partie de leur butin de guerre dans la construction du nouvel hospice de Compostelle. Combien d'artisans et d'artistes ne furent-ils pas enrôlés dans la conception des cloîtres et fontaines, des escaliers en pierre, des plafonds à caissons, des balcons, gargouilles, statues, autels et colonnes, mais aussi des rampes en fer forgé et autres ferronneries de ce vaste bâtiment qui ne compte pas moins de quatre cloîtres, une chapelle et une façade délicatement ouvragée ?

L'hôpital royal accueillait ses premiers hôtes en 1509, après dix ans de travaux. C'était le plus beau, le plus grand et le plus moderne des établissements qui jalonnaient le chemin de Saint-Jacques. Tout y était minutieusement réglé. En été, on changeait les draps chaque semaine, en hiver, toutes les deux semaines, et la paille des lits tous les six mois. Appréciation d'un pèlerin d'Europe centrale : « C'est un magnifique et somptueux ouvrage de pierre, doté de grands moyens et de fonds toujours disponibles. Il a sa propre pharmacie, ses médecins, ses chirurgiens, et sans nul doute, rivalise avec les principaux hôpitaux de la Chrétienté. »

C'est en ce lieu, merveilleusement préservé, que le pèlerin d'aujourd'hui est invité à faire étape.

D. T.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** Vols quotidiens Paris-Madrid. Madrid-Santiago avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), à partir de 2 478 F A/R taxes incluses.

■ **REPÈRES.** S'accorder un long week-end à Santiago, le temps de voir et de respirer la ville ancienne, infiniment séduisante, surtout hors saison, et qui figure au Patrimoine mondial de l'humanité. Emporter parapluie ou imperméable car il pleut beaucoup. Cela dit, le climat change rapidement, le soleil chassant la pluie et vice versa. Le rythme de vie est décalé par rapport au nôtre. Les étudiants sortent le jeudi soir, très tard, leur week-end commençant le vendredi après-midi. La fête de saint Jacques, le 25 juillet, clôt une semaine de festivités. Le 24 au soir, un feu d'artifice embrase la cathédrale.

■ **ÉTAPES.** L'hôtel de los Reyes Católicos, sans hésiter (voir ci-contre). L'Ostal San Francisco (tél. : 00-34-81-57-25-64), hélic « rénové » (marbre, cuivre...). A partir de 300 F environ la chambre. In-tacts, le cloître et le réfectoire des moines, impressionnant, où l'on sert le poulpe au déjeuner du vendredi.

■ **CUISINE.** Le poisson abonde dans la mer et les rivières, les produits de la terre sont proches. C'est dire que la cuisine galicienne, préparée à partir de produits locaux, est délicieuse. Plus les plats sont simplement apprêtés, meilleurs ils sont. Ainsi du *pulpo a feira*, poulpe, cuit au coque-bouillon, assaisonné d'huile d'olive et de paprika et servi avec des pommes de terre bouillies. Un régal, de même que le potage galicien, sorte de soupe au chou rélevée de chorizo. Les « portions » sont servies au centre de la table et les convives partagent. Le soir, vient l'heure de « tapear », d'aller boire du Ribeiro, un vin rouge local, en dégustant des « tapas », notamment les boquerones, filets de poisson cru mariné dans l'ail et le vinaigre. Gastronomie galicienne chez Toni Vicenta (tél. : 59-41-00), au restaurant de l'hôtel (tél. : 58-22-00) et chez Alameda (tél. : 58-66-57). Prix en rapport. Fromages locaux à La Casa de los Quesos (Bautzados, 10). Douceurs au monastère de San Pelayo.

■ **HAUTS LIEUX ESTUDIANTINS.** Sélectionnés par Brais, la plupart dans la vieille ville. Jazz : la Borriquita de Ballem (San Polo, 22) et Dado-Dado (Alfredo Branas, 19), l'un et l'autre excellents. Folk : Casa das Crechas (Via Sacra, 3), un endroit véritablement « charismatique », la meilleure

adresse de Santiago. Pub : Modus Vivendi (Praza Feboos), du caractère (une ancienne écurie), très électrique (de l'opéra à la musique électronique) et Bravillo parle français, El Paraiso Perdido (Antealtaras, 3). Punk : Bar-Tolo, pour les moins de vingt ans. Cafés : Café Tremola (rue Xelmires 16), théis indiens, infusions d'herbes du Népal, gâteaux, sympathique mais enfumé, Johan Aires, très tranquille, et Zascandil. Tapas : rues do Franco et Nova, en particulier El Gato Negro, le plus ancien, El 42 et La Bodega de San Roque (San Roque, 13). Discothèques : dans la vieille ville, Factoria, Ruta 66, Numero K, Nao Berlin et, dans la nouvelle, Castig, Perez & Perez, Duplex et Black, ces dernières pour étudiants chics (chamisse Lacoste et chaussures anglaises...).

Restaurants courts (très bons et peu chers) : au déjeuner, Entreruas et A Tulla, sur une placette et, le soir, la Casa de Xantar (rue de San Pedro, 16), où nous avons apprécié une excellente cuisine, dans un cadre simple et chaleureux (Marie, l'une des cuisinières, parle français), la Bodega de San Roque (San Roque, 13) et Casa Loureiro (rue Loureiro, 16). Pour les jours de dèche, Casa Manolo (menu à 20 F environ).

■ **GUIDES.** Le Guide Bleu et le guide *Voir Espagne* (Hachette) ont de bonnes introductions mais sont un peu faibles ou incomplets en ce qui concerne les monuments de la ville. Se reporter aux brochures de l'Office de tourisme, notamment « Promenades à Santiago de Compostela ». Pour les étudiants, le *Routard Espagne* (Hachette), succinct.

■ **LECTURES.** *Gallaecia Fulget* (1495-1995), *Cinq siècles d'histoire universitaire*, ouvrage monumental publié par l'université de Santiago (tél. : 34-81-58-14-55, secrétariat) pour son cinquième centenaire et traduit en trois langues dont le français (614 p., 200 F). Deux romans illustrent la vie étudiante à Santiago à la fin du siècle dernier, *La Casa de la Troya*, d'Alejandro Pérez Lugín, et *Pascual Lopez*, autobiographie d'un étudiant de Medicina, d'Emilia Pardo Bazan. *Le Pèlerin de Compostelle*, de Paulo Coelho (éditions Anne Carrière), relate une véritable expérience initiatique. *Les Chemins de Compostelle en terre de France*, de Patrick Huchet, photos Yvon Boëlle (éditions Ouest-France), retrace également la naissance du pèlerinage.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office espagnol du tourisme, 43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-07-82-50.

سكنى من الامل

Le jardin de la marquise

Perchée sur un promontoire imprenable, la ville-symbole de la puissance castillane reste plongée dans la léthargie

SÉGOVIE

de notre envoyée spéciale
Il en avait vu d'autres, le « Colosse », dans ses traversées de l'Europe. Et pourtant cette austérité, cette solitude de la Vieille-Castille, « cette campagne (qui) présente, à l'instant même où l'on y entre, l'aspect d'un désert... », le frappèrent. A la lecture des *Impressions de voyage* rassemblées par Alexandre Dumas, lors d'une expédition qui le conduisait de Burgos à Madrid, on se dit que le panorama déroulé à perte de vue, du haut de la sierra de Guadarrama, n'a guère changé depuis cent cinquante ans.

Voilà le centre de l'Espagne. Battu par les vents, glaciale l'hiver, brûlant l'été, qui garde ses crêtes emmêlées tout au long de l'année. Un climat qui a forgé l'âme d'un *Don Quichotte*, chevalier errant, comme celle d'un saint Jean de la Croix, poète et réformateur. Pays de mirage, où la forteresse élevée contre les Maures se confond avec la couleur du sable. Pays aride, coupé de ravins, dont s'accroissent les moutons et brebis peu gourmands et dont les troupeaux fournissaient la laine, autrefois expédiée en Flandres, qui a fait la richesse des Grands d'Espagne.

On a grimpé la sierra de Guadarrama, en sens inverse de monsieur Dumas, laissant Madrid au sud-ouest. Le moteur de la petite cylindre, chauffé par l'effort, a tenu bon. La route en épingle à cheveux monte raide dans l'ombre des pins géants, pour franchir le col de Navacerrada, à 1860 m, puis bascule sur le versant nord, plus vert, plus sauvage encore. C'est là, à mi-pente, dans les bois, que Philippe V de Bourbon, petit-fils de Louis XIV, fit construire la Granja, le Versailles castillan. Il avait voulu recréer pour sa villégiature d'été un palais lui rappelant celui de son enfance.

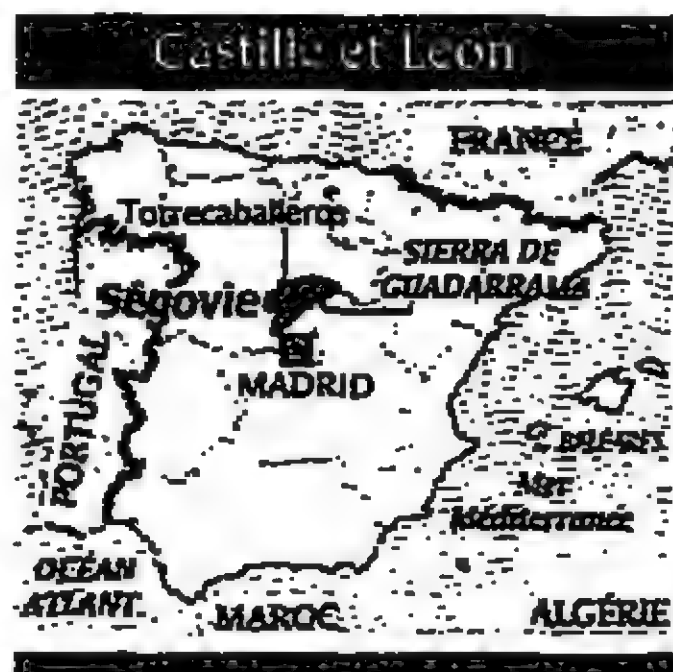
BOUQUETS DE PINS

D'un coup, l'émeraude sombre s'interrompt. L'ocre du plateau de Castille saute aux yeux, nu de toute végétation, hormis quelques bouquets de pins marquant le sol de leur sceau noir. Les villages se confondent avec la couleur de la terre. Il faut aborder Ségovie par cette petite route qui descend de la Granja vers Torrecaballeros pour comprendre l'histoire. Ce hameau, textuellement « Tour des chevaliers », rassemble les *fincas* ou ranchos qui ont nourri, aux XVI-XVIII^e, la fortune des grandes familles ségoviennes. Notamment celle des Lozoya, dont le nom, attaché à ce fameux val de Lozoya, fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre – ce site remarquable, recensé au titre des espaces européens préservés, est menacé par le tracé du futur train à grande vitesse.

Les ranchos, où étaient rassemblés quelque vingt mille moutons pour être tondus, sont aujourd'hui

consacrés à la gastronomie. Au rancho de la Algueta, les *esqueles*, granges démesurées où la bête courait avant d'être rasée, servent de salles de mariage. Un millier de couverts y sont dressés chaque fin de semaine par Javier Giraldez, brillant avocat madrilène, apparenté aux Lozoya, qui revient au pays comme l'un des chefs de file du renouveau local. Les Madrilènes passent volontiers la sierra pour le week-end. On les régalerait pour les retenir. Et dans leur sillage, les touristes. La réputation fait le client.

La ville la plus photogénique d'Espagne surgit au détour d'une courbe. D'elle, on ne voit que la cathédrale, posée sur un belvédère imprenable. A la manière d'une cigogne qui a bâti un nid démesuré, sans se soucier de l'ampleur du perchoir, celle-ci règne sur un promontoire, creusé de toutes parts de ravins, au fond desquels coulent deux rivières. L'eau est là pour nourrir la végétation qui lèche les flancs du vaisseau sacré, procurant ainsi aux échassiers, qui ont ici leurs habitudes, les matériaux de construction adéquats. Les cigognes, puisqu'il s'agit d'elles, occupent, par groupes de deux ou trois, le moindre clocher. Et les clochers sont innombrables sous l'aile de la cathédrale. Pas moins d'une vingtaine d'églises romanes et presque autant de monastères dont les tourelles car-



rées (le clocher roman de San Esteban mesure 53 m) font si bien l'affaire des volatiles qu'ils sont là à temps complet. Au grand dam de Sœur Catalina, l'une des douze clarisses de San Antonio del Real, qui ne peut réparer son toit. La cathédrale, l'une des plus vastes d'Espagne avec celle de Séville, est le symbole du pouvoir castillan et de sa ferveur. Isabelle la catholique fut, en 1474, proclamée reine de Castille à Ségovie, dans une modeste chapelle. En 1522, la Reconquête est largement bouclée, on le fait savoir à des milles à la ronde en construisant un édifice gothique démesuré, qui débordait largement sur l'ancien quartier juif.

« En fait, on était tous des familles juives converties », lance, comme une boutade, Rodrigo Penabaz, l'un des dix frères Penabaz, dont la grand-mère était une petite-fille

Lozoya. « Nos aïeux vivaient du commerce de la laine et des draps. Les nobles ne pouvaient exercer leur profession que s'ils prouvaient qu'ils n'étaient pas juifs. » La scène se déroule plaza Mayor. Le solarium des Ségoviens déploie ses tons pastel à l'ombre de la cathédrale. L'homme en tweed avait donné rendez-vous à la Concha, petit-nom de la Concepción, restaurant réputé pour ses fraises et ses tartes au fromage. On y croise à toute heure du jour le notable, le paysan, le commerçant et l'étudiant. Interrogé sur les secrets de sa ville qui ne livre rien au badaud, hormis la beauté de ses nefs, il répond : « Allez voir la marquise, ma cousine. »

LE COMMERCE DU DRAP

Bâti sur le rempart, en première ligne contre les Maures, le palais, neuf fois centenaire, a le portail roman d'une église. Étroit patio à colonnade. Escalier à double révolution. Vaste salon aux recoins encombrés. « On n'a rien touché, ni même restauré », affirme Domènica Contreras Lopez de Ayala, marquise de Lozoya. Cheveux bouclés taillés très court, pantalon à carreaux et lainage camel, l'héritière en titre justifie avec fierté ce décor plein de vie où chaque console, tableau, candélabre, papier peint, a conservé sa place d'origine. « On a toujours été d'accord pour qu'un seul membre garde la maison, pré-

Cathédrale de la plaza Mayor

cise-t-elle. Ma famille vit ici depuis le X^e siècle, elle a servi les rois de Trastámara, au Bas Moyen Âge, puis la dynastie autrichienne et les Bourbons. Les uns suivant la cour jusqu'en Amérique, les autres vivant de la laine. Les racines sont toujours restées ici. »

Au XIX^e siècle, avec la ruine du commerce du drap, les forces vives désertent Ségovie. Le père de la marquise relève le défi à Madrid. Académicien, poète, romancier, homme de théâtre, il préside l'Institut d'Espagne. Dominique Contreras choisit de rester. « Madame au jardin », plaisante-t-elle, avec un regard attendri pour le noyer de sa grand-mère, avant d'entrer dans la chapelle familiale, où repose le gisant du ministre de l'économie d'Henri IV de Castille. « Un juif, dit-elle, qui a épousé une Contreras ». Lucie, sa fille, qui enseigne l'histoire politique, reprendra la maison. « Il faut accepter de travailler pour sa ville de façon désintéressée. On respire la religion, c'est presque impossible de ne pas la vivre. Le profil de la ville est un chant divin. »

La clé est là. Baignée de sainteté et maintenue à l'écart de la modernité par sa situation géographique, Ségovie coule de beaux jours dans une douce léthargie. Et il n'est pas sûr que le train rapide, attendu par certains, y change grand-chose.

Florence Evin

Carnet de route

■ ACCÈS. A une heure trente de Madrid par la Sierra de Guadarrama. S'arrêter à la Granja, villégiature de Philippe V : à voir (de préférence en semaine) pour ses tapisseries des Flandres rapportées par Charles Quint et ses fameuses fontaines monumentales.

■ HÔTELS. Pour sa vue imprenable, le Parador, avec piscine et jardin (500 F la chambre double, tél. : 921-44-37-37). Voiture indispensable, la clé est de l'autre côté du ravin. En ville : l'infante Isabel, Plaza Mayor, face à la cathédrale (300 F, tél. : 921-44-31-05). Los Linares, accroché aux remparts (300 F, tél. : 921-46-04-75). A Sotosalbos, l'Hostal de Buen Amo, décoration raffinée (tél. : 921-40-30-20, environ 300 F) ; le restaurant sert un excellent agneau grillé.

■ RESTAURANTS. Deux tables de renom. Ségovie tient à sa réputation de ville gastronomique. Cándido, à l'ombre de l'aqueduc romain, dans une auberge de 1786 : le fameux cochon de lait grillé (environ 150 F, tél. : 921-42-59-11). Duque, maison fondée en 1895, calle Cervantes. Cuisine inventive qui sort des plats traditionnels, peu digests : œuf 100 sauce aux truffes et soufflet aux écrevisses (environ 150 F, tél. : 921-46-24-87).

■ BARS À TAPAS. Sur la Plaza Mayor et dans les rues voisines. Les meilleures sont celles de José María : tartines maison, *jubugo* (jambon cru), tripes, fromage, poivrons, etc.

■ LECTURE. Le *Manuscrit trouvé à Saragosse*, de Jean Potocki (José Corti, nouvelle édition intégrale) : roman policier, conte fantastique et philosophique. De Paris à Cadix, d'Alexandre Dumas (Éditions François Bourin).

■ REPÈRES. Berceau de la langue espagnole, pays des Ibères et de la Reconquête, la Castille et le León s'enorgueillissent d'un patrimoine architectural exceptionnel reconnu par l'Unesco, qui a inscrit plusieurs de leurs sites au patrimoine mondial.

■ AVILA. Avec ses remparts (12 mètres de haut) flanqués de tours de granit, c'est l'un des plus beaux spécimens de l'architecture militaire du Moyen Âge. Une cathédrale mi-église mi-forteresse. La basilique San Vicente et le monastère Santo Tomas, ancienne résidence d'été des Rois Catholiques. Et deux musées consacrés à sainte Thérèse.

■ BURGOS. La cathédrale, apogée de l'art gothique, renferme les sépultures du Cid Campeador et de son épouse. La chartreuse de Miraflores et le monastère de Las Huelgas, dont la famille royale de Castille fera un lieu de retraite ainsi que son panthéon.

■ LEÓN. Une cathédrale gothique qui évoque celles de Reims et d'Amiens. Très beaux vitraux. Pour l'art roman, la basilique Saint-Isidore et son panthéon royal. Le monastère San Marcos, ancienne commanderie de Saint-Jacques, avec une façade considérée comme un des chefs-d'œuvre de la Renaissance, est aujourd'hui un des plus beaux parados (hôtels de luxe) d'Espagne.

■ PALENCIA. Belle cathédrale gothique et nombreuses églises dont celle de San Miguel, où a été célébré le mariage du Cid et de Chimène. Le Palacio de la Diputación abrite les collections du musée archéologique.

■ SALAMANQUE. La Plaza Mayor se revendique la plus belle place baroque d'Espagne. La Casa de las Conchas, une superbe demeure fin XV^e, ornée de coquilles de pèlerins avec, en face, le séminaire. Dans l'église, un maître-autel de style churrigueresque. La Nouvelle Cathédrale marie gothique, renaissance et baroque. La Vieille Cathédrale, elle, marque la transition entre roman et gothique. L'université, la plus ancienne de la péninsule, s'ouvre par un splendide portail de style plateresque, style également à l'honneur dans le Patio des Ecoles. Dans les environs, Alba de Tormes où le corps de sainte Thérèse d'Avila est conservé dans l'église du couvent des carmélites. Le château de Buen Amor a été transformé en palais par l'archevêché de Tolède.

■ SÉGOVIE. Érigé au temps de Trajan, au I^{er} siècle, l'aqueduc romain (815 mètres de long, 28,5 mètres de haut, deux étages et 128 arches) est l'un des monuments de l'Antiquité les plus imposants et les mieux conservés d'Europe. Dans les environs, Coca, majestueux château féodal.

■ SORIA. Des paysages mélancoliques et l'atmosphère médiévale de la vieille ville ont séduit les poètes tel Antonio Machado. Nombreuses églises romanes, une cathédrale gothique et le palais des comtes de Gomara. Dans les environs, Medinaceli, l'antique Oclis, appelée aussi « Cité du ciel » par les musulmans.

■ VALLADOLID. Outre la cathédrale et son musée, la place Saint-Paul et le palais royal, un ensemble d'églises, de couvents et de monastères, le musée d'art religieux présente une exceptionnelle collection de sculptures polychromes. Dans les environs, Medina del Campo, Olmedo (bel ensemble d'art mudéjar), les châteaux de Penafiel et de Simancas, les couvents de Tordesillas.

■ ZAMORA. Ville d'origine arabe, immortalisée par le poème de Mio Cid, elle fut, au Moyen Âge, un des foyers d'art roman les plus actifs de la péninsule. Magnifique collection de tapisseries flamandes au musée de la cathédrale.

La Madone et le rail

Pablo Sainz Casado, le curé de Saint-Michel, ne décolère pas. Sous la tignasse blanche, le visage s'enflamme et le verbe s'accroît. C'est qu'il en a à la tête toute chavirée, le brave homme, de cette histoire de TGV (AVE en espagnol), dont on prédit l'arrivée et qui menace la Vierge de la Montagne. Il faut parler vrai. Cette Madone à l'enfant Jésus, en bois mordu, une « taille d'origine » d'un mètre cinquante de haut en parfait état de conservation, sculptée au XIII^e siècle, est d'une impressionnante beauté.

Joues roses par la froidure d'un petit matin à 1200 m d'altitude sur le plateau de Castille. Yeux noirs, très vifs, qui ont l'air d'interroger le pauvre pêcheur. Lèvres peintes, prêtes à s'entrouvrir pour lui souffler un mot. Elle est là, l'air gourmand et naïf, dans la nef blanche à la chaux, tendant du bout des doigts une belle pomme rouge. Faut-il céder à la tentation ? Son fils, un petit bonhomme, bien droit dans le creux de ses bras, qui a l'air plus dégourdi que son âge, reste indifférent à la scène. Les proportions sont quelque peu maladroites, mais l'expression surprend dans sa véracité.

Cette affaire de rail assombrir le bouillant curé. Le tracé du futur train à grande vitesse Madrid-Valladolid, qui devrait enfin désenclaver Ségovie, passerait à quelque 100 mètres de Saint-Michel, en contrebas du village de Sotosalbos. Pablo Sainz se désole : « En cinq ou six ans, les vibrations auront raison de l'église, affirme-t-il. L'espère que les pèlerons sauront un scandale à la mesure de celui qui fut décentré à Ségovie contre le passage des voitures sous l'aqueduc romain. » Dans la capitale provinciale, les défenseurs du patrimoine viennent

tout juste d'avoir gain de cause. Le 2 mars, l'*Adelantado de Segovia*, le quotidien local, était l'événement en première page et annonçait la suppression effective et totale du trafic, sous la monumentale structure en pierres de taille inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco.

L'histoire s'avère plus compliquée à Sotosalbos, hameau de quatre-vingt-dix âmes, situé à 19 km de Ségovie, dont l'église romane, pur jus, ne bénéficie pas, elle, de la protection de l'Unesco. C'est pourtant une chapelle-modèle, parmi les mieux conservées de toute la province de Castille-León. Tour carrée trappue en guise de clocher. Atrium en pierres dorées, à doubles colonnades, avec des personnages grotesques, animaux maîns et fleurs entrelacées figurant le bien et le mal. Dualité que le Moyen Âge osait encore représenter. Forces contraires inhérentes à l'équilibre de toute chose. Situé plein sud, en prolongement du portail d'entrée, cet atrium procurait l'ombre et la fraîcheur aux paysans qui tenaient là les réunions du village.

Cette simplicité dans l'harmonie, qui touche l'âme, avait su retenir l'archiprêtre de Hita, auteur, en 1330, du *Livre du Bon Amour*, le monument littéraire de l'Espagne médiévale. « L'esprit joyeux et festif de Juan Ruiz (l'archiprêtre de Hita), écrit le curé, Pablo Sainz Casado (Primeras crónicas de Sotosalbos), les constantes de l'amour, de l'amitié, de la joie, de l'érotisme, du bon plaisir et de la tristesse, son humanisme transcendant » qui nourrissent l'ouvrage, s'accordaient sans aucun doute avec l'atmosphère presque familière qui règne dans la chapelle. L'œuvre de cet ecclésiastique, qui demeura quelque temps à Sotosalbos, est,

résume Lucien Castella, dans le Guide Bleu Espagne, un « hymne à la liberté, à la femme et au sourire. [Son] humour cinglant lui permit de traiter de façon impitoyable les excès de la société de son temps. Passant d'une inspiration morale à la peinture d'un sensualisme débridé. »

A l'époque, la bourgade, qui avait le statut de ville, comptait plus de mille cinq cents habitants. Aujourd'hui, l'odeur du feu de bois meuble les venelles vides. Nombre de maisons ont été rachetées par des Madrilènes qui viennent y passer le week-end. « Il y aurait encore quatre cents têtes de bétail en liberté pour la viande, et une vingtaine de laitières, confie un paysan. Les jeunes désertent, ils préfèrent toucher un salaire et vivre dans un appartement. » La reconversion des villages de la Vieille Castille passe par le tourisme. Pedraza, à l'instar de Pérouges en France ou de San Gimignano en Italie, cités médiévales intactes, a gagné son pari. Trop bien. Avec ses cent trente habitants, le hameau en nid d'aigle, verrouillé de remparts, face à la Sierra de Guadarrama, avec des ruelles qui tournent autour du clocher roman, et son château où furent retenus prisonniers les deux fils de François I^{er}, reçoit quelque cent vingt mille touristes chaque année. Il a conservé sa beauté, mais a perdu son âme. Ses boutiques d'artisanat, au touche à touche, vendent toute la bimbeloterie dont raffole le citadin lorsqu'il veut se croire en ville comme à la campagne. La parodie est parfaite. On a envie de tout acheter. Mais une fois les badauds partis, Pedraza, ville-musée, se meurt.

FL E.

L'insatiable

Une ville à vivre, pas à regarder. Plus qu'un art de vivre, une rage de vivre

■ **REPÈRES.** Modeste bourg fortifié au centre du plateau castillan, Madrid n'accéda au rang de capitale qu'au XVI^e siècle, par la volonté de Philippe II, dont les successeurs allaient compléter l'ensemble architectural qui forme le cœur de la vieille ville, le « Madrid des Habsbourg ». S'y ajoutèrent ensuite le « Madrid des Bourbons », au XVIII^e, puis celui des urbanistes qui se succéderont aux XIX^e et XX^e siècles. Aujourd'hui, Madrid célèbre le culte de l'art de vivre (article ci-contre), ainsi qu'en témoigne l'intensité de sa vie nocturne.

■ **VISITE.** Dans le vieux Madrid, la Plaza Mayor, la Plaza de la Villa (place piétonne médiévale où se dresse l'hôtel de ville) et la Puerta del Sol, place la plus populaire et la plus animée de la ville. Grandiose demeure du XVIII^e, le Palacio Real abrite de nombreuses œuvres d'art et une collection de carrosses. A voir également, les monastères de Las Descalzas Reales (art religieux) et de La Encarnación (salle des reliques).

■ **MUSÉES.** Dans un périmètre réduit, une exceptionnelle concentration de chefs-d'œuvre est offerte aux amateurs d'art. Le Museo del Prado, l'une des plus belles pinacothèques du monde, fait la part belle à la peinture espagnole (El Greco, Velázquez, Ribera, Zurbarán, Murillo et Goya), mais également aux maîtres flamands (Jérôme Bosch, Brueghel ou Van Dyck) et italiens (Titien, Tintoret, Raphaël, Botticelli). Dans l'élégant palais de Villahermosa, le Museo Thyssen-Bornemisza (un musée à dimension humaine) expose la collection privée du baron Thyssen, des primitifs italiens et flamands à Picasso en passant par Titien, Goya et Van Gogh. Installé dans un ancien hôpital du XVIII^e, le Centre d'art Reina Sofia abrite une collection permanente d'art contemporain (dont le célèbre *Guernica* de Picasso) et présentera, en juin, une exposition dédiée à Federico García Lorca. Moins fréquentés mais non moins séduisants, l'Académie royale de San Fernando (riche collection de Goya), le Musée Cerralbo (la vie aristocratique au siècle dernier), le Musée romantique (instruments de musique du XVIII^e), la maison du peintre impressionniste Sorolla (délicieux patio), le Musée de l'armée (des armes dont l'épée du Cid), le Musée archéologique (reconstitution des grottes préhistoriques d'Altamira), le Musée naval (souvenirs de la bataille de Lépante), la Manufacture royale de tapisserie et un très étonnant Musée du livre, niché dans la Bibliothèque nationale. On peut aussi tenter sa chance en écrivant à la duchesse d'Albe, qui ouvre parfois certaines pièces de son élégant palais de Liria.

■ **AGENDA.** A partir du 15 mai, la Feria de San Isidro voit se succéder pèlerinage, kermesses et une trentaine de corridos et novilladas à la Monumental.

■ **EL ESCORIAL.** Dans la Sierra de Guadarrama, un austère et magnifique palais-monastère, œuvre de Juan de Herrera, l'architecte le plus doué de la Renaissance espagnole. Autre résidence royale, mais d'agrément celle-ci, Aranjuez, édifiée au XVIII^e siècle, est entourée d'un magnifique parc s'étendant au bord du Tage.

■ **PHILIPPE II.** Monarque secret, le fils de Charles Quint est entouré d'une légende noire qui occulte son long règne (1556-1598) et son rôle de bâtisseur. La célébration du quatrième centenaire de sa mort devrait permettre de rectifier cette image. Du 30 mai au 20 octobre, l'Escorial lui consacre une exposition, tandis que le Prado fera de même d'octobre 1998 à janvier 1999. Quant au palais d'Aranjuez, il mettra, jusqu'au 30 juin, l'accent sur ses jardins.

MADRID

de notre correspondante

Il en est qu'un simple coucher de soleil sur les immeubles de verre de la Castellana, l'immense avenue qui traverse la ville, émeut jusqu'aux larmes ; d'autres à qui l'odeur des churros, les beignets du petit déjeuner, subliment en madeleines proustiennes, arrache des pensées poétiques ; d'autres enfin, pour qui Madrid (prononcez « Madri »), sa robuste cacophonie architecturale et son insatiable appétit de vivre incarnent, sans discussion possible, l'alpha et l'oméga de l'Espagne.

Ces deux-là, vous vous en doutez, sont irrésistiblement contagieuses. Car Madrid est un virus. Un virus sans remède, mais dont l'incubation, pernicieuse, mortelle, est particulièrement lente. Après tout, le grand Charles Quint, qui n'en était pas à un coucher de soleil près, n'avait rien compris, lorsque devant l'insistance de son fils Philippe II à vouloir ériger ce minuscule bourg de Castille en capitale, en 1561, il lança, dédaigneux : « Mon fils, si tu veux faire croître tes royaumes, emmène ta cour à Lisbonne, face à l'océan. Si tu te contentes de ce que tu as déjà, laisse-la où elle est. Mais si tu veux amoindrir tes terres et ton pouvoir, alors va à Madrid ! »

Capitale « forcée », provinciale, ville aux revanches sophistiquées, Madrid, c'est vrai, n'est pas immédiatement donnée. Et son charme tient moins, sans doute, à sa beauté, qu'à sa personnalité, paradoxale et difficile à percevoir. Soit, mais où la chercher ? Dans l'incroyable foisonnement de ses avenues où le modern style flirte avec le plâtre, le baroque échevelé ou la nudité la plus crue du béton ? Dans le souvenir de ses splendeurs passées, sous les arcades hautes de la Plaza Mayor, le vieux cœur de la cité, où les touristes ont remplacé tour à tour les habitants ? A moins que ce ne soit dans la richesse de ses musées ou dans l'élégante verdure de ses parcs, antidote inespéré contre une canicule qui assure, sans faillir, « trois mois d'enfer » chaque année ?

MANGER ET BOIRE

Certes, la fragile roseaie du jardin du Retiro est unique, le Musée Thyssen-Bornemisza une splendeur et, tirée par ses lions de marbre, dans un jaillissement d'écume, Cybèle est souveraine sur sa fontaine. Mais le charme de Madrid est décidément ailleurs. Alors, sans plus vous poser de questions, pourquoi ne pas vous laisser prendre à cette mise en scène permanente que la ville organise d'elle-même ? Vous aurez trouvé : Madrid est une ville à vivre, pas à regarder. Un *modus vivendi* qui exclut totalement le sommeil, autant le savoir. Et c'est là un des mystères de la vie à « Madrid ». Sol y *sombra*, nuit et jour, travail et plaisir, tout n'est qu'une infinie continuité. Et ce sont les mêmes avec qui vous aurez pris une dernière *copa*, aux premières lueurs du jour, après le spectacle ou au terme d'un dîner qui commence rarement avant 22 heures, qui vous appelleront, frais et dispos, le matin, à 8 heures, au bureau.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, Madrid est desservi plusieurs fois par jour en vols directs par Air France Europe (tél. : 0-802-802-802) et Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), de Paris et de province avec, entre autres, Regional Airlines (tél. : 02-40-13-52-00). Vols notés à prix attractifs, notamment chez les spécialistes de la destination. Pour ceux qui aiment les trains de nuit, le Talgo, qui relie Paris-Austerlitz à Madrid, est un vrai plaisir. En wagon-lit double, très confortable, on bénéficie d'un prix « couple » très intéressant, la deuxième personne payant environ moitié prix. Compter environ 3 500 F A/R pour deux personnes. En quittant Paris, on peut dîner au wagon-restaurant (nappes et serveur en veste blanche) et prendre son petit déjeuner (offert par la compagnie) en admirant le lever du soleil sur la sierra. Juste avant d'arriver à Madrid. Renseignements au 08-35-35-35-35 et auprès d'Iberia (tél. : 01-48-01-97-80) qui propose également des forfaits incluant une nuit d'hôtel à Madrid.

■ **ARGENT.** Inutile de s'encombrer de pesetas dans la mesure où on peut en obtenir avec sa Carte bleue dans les distributeurs de billets disséminés dans la ville. Localement, le taux de change n'est pas plus élevé.

Mais commençons par le commencement : la cérémonie du *café con leche*, ce café au lait, avec ou sans churros, servi de préférence dans un verre, que la plupart des bars dispensent avec générosité, jusqu'à des heures avancées de la matinée. Ce mélange onctueux est déjà un condensé de la cité. Une occasion pour passer sur une des places – pourquoi pas celle d'Orteiga, face au Palais – taillées autoritairement dans l'étoffe des villes, quartiers par un Joseph Bonaparte que les Madrilènes, par dérision, avaient baptisé « Pepe des placettes ». Plus tard, au déjeuner (mais pas avant 14 heures), vous comprendrez aussi, en hésitant devant les grillades d'un *asador*, le poule au paprika d'un restaurant galicien, les infimes combinaisons de riz d'un établissement valencien ou les subtilités basques et catalanes que Madrid a reçues, malgré Charles Quint et les querelles de l'Histoire, à être la capitale d'un pays qu'elle incarne pleinement. Madrid, comme l'écrivait Antonio Machado, « c'est le tourbillon de l'Espagne, le bris-à-lames des provinces ». Elle réussira même, l'hyppocrisie capitale, à devenir le premier port sec d'Espagne, le lieu où l'on déguste le meilleur poisson, débarqué de toutes les côtes de la péninsule.

Alors quoi, ce serait cela le grand secret de Madrid : manger, boire et encore manger ? Un peu de patience, s'il vous plaît : si apprécier la capitale, c'est, avant tout, survivre à ses rythmes compliqués, un peu d'« endurance » s'imposait. Mais reprenons : oubliez l'après-midi, ce

n'est qu'une parenthèse. D'ailleurs, presque tout est fermé, surtout l'été. Mieux vaut, quand vient le soir, être prêt. Car alors tout s'accélère : de tournée de bars à tapas, ces amuse-gueules très goûteux, à base de charcuteries savoureuses et de fruits de mer, en tournée de bars de *copas*, de *tablas* de flamenco, en boîtes de nuit débridées, le choix, ici, est infini pour célébrer la nuit. C'est le moment où la ville se libère, desserre son corset de voies rapides et d'avenues solennelles, pour cesser de jouer les grandes capitales européennes et devenir, enfin, elle-même, avec ses blessures et ses envies.

Exhibitionniste et outragéusement maquillé au néon, elle joue les belles de nuit à Calao, ce « Piccadilly espagnol », ouvert sur la Gran Vía, dont les immeubles classés sont les petits cousins de Broadway. On oublie alors le béton, les trottoirs parfois douteux, les avenues trop chic ou trop embouteillées. Comme pour célébrer Dieu sait quel rituel étrange et très ancien, les Madrilènes, les jeunes



deux grands classiques, le café Gijón, où flottent de nombreux souvenirs littéraires, et le café de Oriente qui propose un menu séduisant à l'heure du déjeuner. Ceux qui aiment les oiseaux apprécieront particulièrement le second ou *Benito*, un moineau qui y a élu domicile, voletant au-dessus des tables. Pour les cocktails, El Museo Chicote, aujourd'hui réhabilité après avoir été un Q.G. des nuits franquistes et le Geographic Club, dans un décor de globe-trotter à l'anglaise. L'été, pour passer à une terrasse et si on ne craint pas la foule des touristes, opter pour la place Santa Ana ou aller boire un verre à El Pabellón del Espejo, un kiosque art nouveau. Enfin, pour un bon chocolat, bien épaissi, à l'espagnole, la Chocolatería San Gines.

■ **ESCAPADES.** Quelques adresses, à l'extérieur de la ville. A Tolède (70 km, accessible en train depuis la gare d'Atocha), aller boire un verre sur la terrasse du *parador* (voir extraordinaire) et manger au restaurant de l'hôtel Cardinal (jardin en été). A Chinchón (45 km de Madrid), la ville de l'ail et de l'anisette, loger au *Parador* (petit et charmant, avec un joli patio) et manger dans un restaurant de la Plaza Mayor, à condition d'être sur les antiques balcons de bois qui dominent la place. A Aranjuez (à 40 km de Madrid) goûter aux spécialités locales (fraises et asperges) au

restaurant El Molino de Aranjuez. A San Ildefonso-La Granja (77 km de Madrid), se régaler d'haricots et de cochon de lait. Sachez enfin que l'on peut se rendre en train à l'Escorial (56 km de Madrid, départs d'Atocha et Chamartín).

■ **SORTIR.** Pour le flamenco, le Corral de la Morería et Casa Patas ; on peut dîner dans les deux, mais, attention, le spectacle ne commence souvent que vers minuit. Pour une dégustation de vins, le bar des Cien Vinos et Carpe Diem, où boire est une bonne action, une partie de la recette étant versée aux ONG. Un café-théâtre, pour les amateurs de García Lorca, Candilejas. Une ambiance madrilène avec musiques *habaneras* et tangos : las noches del Cuple de Olga Ramos. Pour une ambiance Felliniano-simodardesque : le club discothèque 69.

■ **GOURMANDISE.** Le Fauchon madrilène, Lhardy, confectionne d'excellents tourons tout comme deux autres lieux de perdición, les pâtisseries Casa Mira et El Riojano.

■ **LIRE.** Madrid, Séville (Editions Autrement), l'Alber à Retour Madrid (Gallimard) et le Guide Bleu Madrid (Hachette).

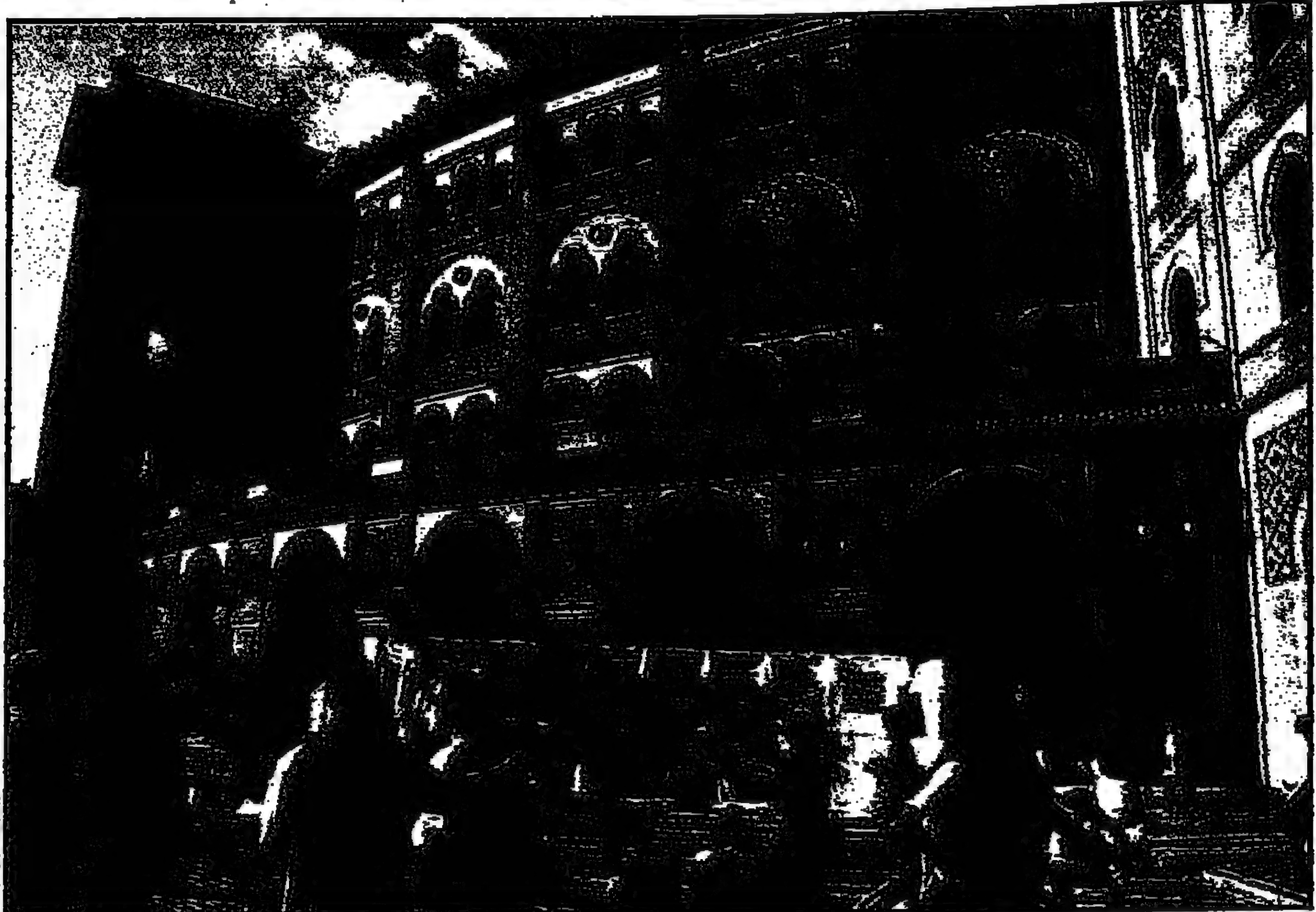
vraiment à sa place et rien vraiment déplacé : « une ville sans mémoire, ni oubli », dit la tradition. Il y a place pour l'aficionado de toros qui frémit aux abords de la « Monumental », les arènes de la ville sur la prestigieuse Plaza de Toros de Las Ventas ; place pour le supporter du club de football du Real de Madrid qui, dans des lieux pour initiés, échange fébrilement sa collection de maillots trempés de sueur ; place encore pour le pénitent, en transe mystique, du Christ de Medinaceli ou pour la plus outrancière des *drag queens* tournant son talon dans un immense écart de rière. A l'image de la jeune démocratie espagnole, Madrid, dans sa vie privée, est une immense leçon de tolérance et de générosité. Et il n'est pas rare de voir les gens manifester massivement, Plaza Mayor, pour que le gouvernement aide le tiers-monde ou soutienne les ONG.

Avec des airs gauliques

La ville n'est pas très belle ? Quelle importance ! Elle exsude une vitalité presque sensuelle et sa fascination vient de sa propre énergie. Est-ce dû à cet air, si pur, qui descend de la sierra ? A moins que ce ne soit l'angoisse d'un « *caur imobile* » ? Madrid sécrète une mesure où même la vulgarité, cultivée comme le signe d'une bonne santé, n'est qu'un piment supplémentaire. Et à la mesure de ses fêtes (une par quartier), répond celle de sa musique, où la composante latine rappelle qu'elle fut « capitale des deux mondes ».

Dernier paradoxe, enfin : un des grands bonheurs de Madrid, c'est de la quitter. La sierra de Guadarrama est là, toute proche, qui fait souvent l'économie d'une banlieue. Et de Alcalá de Henares, l'intellectuelle où naquit Cervantès, à Chinchón, la médiévale, l'âme de la ville, chevillée à la sierra, se lit avec sérénité. La rigueur tourmentée du château-monastère de l'Escorial, le défi lancé au ciel par les collines de Tolède et le mystère des parcs naturels de la sierra qui, en hiver, avec leurs rochers moussus, prennent des airs gauliques, expliquent, avec éloquence, les rudesses et les pudibonderies hautes de Madrid. Et pourquoi lui en reste encore quelques rugosités, comme les saveurs lourdes de son *cocido*, le plat national à base de pois chiches, de porc et de saucisses épicées. Une rudesse tempérée par les fleurs fragiles des jardins de la Granja, ou le vol irréel des cigognes de Guadalupe. Et c'est en voyant s'abîmer un couchant abrupt et violent sur cet incroyable mirage de marbre qu'est le palais d'Aranjuez, que l'on comprend enfin, dans un premier frémissement, toute la puissance du « virus » madrilène. Mais il est trop tard : le mal est sans remède.

Marie-Claude Decamps



La Plaza de Toros de Las Ventas

صلى الله عليه وسلم

Caceres ou « la serenidad »

Une ville aux charmes secrets à découvrir à l'heure du « paseo »

CACERES

de notre envoyé spécial
Située au sud-ouest de la péninsule ibérique, bordée par les sierras de Gredos au nord, et Morena au sud, prise en tenaille entre Portugal, Castille et Andalousie, l'Estrémadure est l'une des plus belles régions naturelles d'Espagne et, paradoxalement (mais le climat, austère, y est sans doute pour quelque chose), l'une des plus négligées par le visiteur étranger. A tort ! Les paysages y sont grandioses, les villages pittoresques et les villes, à l'instar de Caceres, superbes.

Déclarée monument national dès 1930, classée par l'Unesco au patrimoine de l'humanité, en 1985, Caceres est incontestablement l'une des cités les plus attachantes d'Espagne et le lieu de séjour idéal pour qui entend découvrir l'Estrémadure. Occupé par les Celtes, le site fut organisé et mis en valeur par les Romains, sensibles aux qualités stratégiques de cette colline dominant la plaine. Quelques siècles plus tard, et s'inspirant de leurs prédécesseurs, les Arabes allaient donner son véritable essor à la ville en la dotant d'une enceinte de remparts et en l'ouvrant au commerce.

L'HEURE DU LOUP

Quasi était née, qui deviendra Caceres en tombant dans l'escarcelle d'Alphonse IX de Léon et de Galice, en 1229. Capitale provinciale, cette ville particulièrement dynamique et commerçante, compte aujourd'hui plus de quatre vingt-mille habitants. Mais c'est surtout pour le Barrio monumental, le vieux quartier, le cœur historique, que les visiteurs du monde entier s'attardent dans ses ruelles. Une fois franchi l'arco de la Estrella, que l'on atteint par un large escalier de pierre partant de la Plaza Mayor, s'ouvre devant vous une longue suite de rues, venelles et places, bordées de palais, églises et maisons nobles composant l'un des plus étonnants ensembles de constructions élevées entre les XV^e et XVIII^e siècles.

La plupart des guides ordonnent leur découverte du Barrio en fonction de critères architecturaux et historiques, certes indispensables à la compréhension de la cité, mais insuffisants pour en révéler les charmes secrets. Ceux-ci ne se livrent qu'au hasard de flâneries vagabondes, vingt fois recommencées aux heures prescrites par un protocole tacite auquel aucun amoureux de l'Espagne ne saurait déroger. Sans doute l'heure idéale du paseo – la promenade – est-elle celle de la nuit, qui va de dix-neuf heures à la nuit profonde. C'est effectivement le moment où la cité semble s'éveiller, selon un rite qui veut qu'après les heures chaudes, parfois très chaudes, du jour cha-



Des venelles, des places, bordées d'églises et de palais

cun, en de longs et lents allers et retours rythmés par la parole, reprenne possession de son bien, c'est-à-dire de ces rues qui dévalent vers la Plaza Mayor.

Moment également propice aux révélations de la pierre, jamais en effet les blasons ornant les façades nobles, les fenêtres à meneaux et les portes à sculptures plate-

ciennes, chaque année, lors de la nuit de jeudi saint, la cérémonie des *empalao* est un pénitent qui doit parcourir le chemin de croix du village, bras en croix, attaché par des cordes à un poteau de bois. Torse et pieds nus, vêtu d'un jupon blanc, visage dissimulé sous un voile de tulle maintenu par une couronne d'épines, chargé de chaînes et d'instruments de la passion, il va, de station en station, s'agenouillant à chacune d'elles, accompagné de quelques proches.

Tout amoureux de Caceres a forcément la tentation de consacrer ses coups de cœur, d'établir un classement, de chanter les louanges de tel ou tel palais, maison ou église. Pour finalement y renoncer. Bien sûr, les *Golfines de Abajo*, où résident les Rois Catholiques en marche vers la Reconquête, mériteraient d'être cités, au même titre que le palais de Moctezuma, petit fils d'une prin-

cesse aztèque, la Casa de los Caballos, qui abrite le musée d'art contemporain, sans oublier le palais des Cigüenas et la très curieuse citerne almohade, située sous la Casa de la Veleta, passionnant musée provincial. Mais pourquoi, dans un ensemble d'une telle importance, où chaque rue, chaque place, rivalise avec ses voisines, s'ingénierait-on à mesurer la beauté au trébuchet ?

LE GÉNIE DU LIEU

D'autant que nul ne peut dire qu'une fois passé l'éblouissement de la découverte le vrai génie du lieu ne réside dans cette colline où, depuis vingt-cinq siècles, des hommes, parfois venus de très loin, troquent leur rêve nomade contre ce qui ressemble, à s'y méprendre, à cette *serenidad* dont nous parlera si bien ce poète de rencontre, qui se revendiquait de Machado. C'est la raison pour laquelle, à Caceres plus qu'ailleurs, il est recommandé de préférer au répertoire établi la rencontre buissonnière, l'étonnement de la ma-raude, l'invite d'un patio ouvert sur un restaurant où on dégustera, accompagné d'un rouge corsé d'Estrémadure, une perdrix à l'étouffée ou de l'agneau grillé à l'ail.

Seconde cité monumentale du Vieux Continent, Caceres ne saurait – comme c'est malheureusement trop souvent le cas pour le tourisme organisé – se contenter d'une visite conduite au pas de charge, aux heures les plus ingrates de la journée et l'œil distrait par les boutiques. Hermétique à toute précipitation, la cité – peut-être plus belle de nuit que de jour – ne se livre pleinement qu'à ceux qui accordent du temps au temps, autrement dit aux amoureux fervents et aux voyageurs authentiques.



Trêve de finasseries : un séjour à Caceres se mérite. Deux ou trois jours – ou plus – sont donc nécessaires pour s'appréhender, comme il convient, des lieux et de la vie qui y va. Un séjour qui, bien entendu, ne se conçoit que dans le Barrio monumental. Difficile, en effet, de comprendre le paradis quand on se trouve au purgatoire !

Jean-Claude Bourriès

Les pénitents de Valverde de la Vera

A L'EXTRÊME nord-est de l'Estrémadure, les vallées du Jerte et de la Vera offrent de remarquables paysages où se succèdent gorges profondes et espaces cultivés en escaliers. Au printemps, des foules considérables sillonnent ces vallées à l'occasion de la floraison de milliers d'arbres fruitiers, des cerisiers surtout, qui illuminent la montagne. A Valverde de la Vera, un très beau village perché en diable, ce ne sont pas les arbres qui justifient le déplacement mais, chaque année, lors de la nuit de jeudi saint, la cérémonie des *empalao* est un pénitent qui doit parcourir le chemin de croix du village, bras en croix, attaché par des cordes à un poteau de bois. Torse et pieds nus, vêtu d'un jupon blanc, visage dissimulé sous un voile de tulle maintenu par une couronne d'épines, chargé de chaînes et d'instruments de la passion, il va, de station en station, s'agenouillant à chacune d'elles, accompagné de quelques proches.

Cérémonie initiatique, rituel de passage ou d'appartenance à une communauté (*empalao* est obligatoirement un homme), acte de foi ou manifestation paléenne ? Selon les historiens, cette tradition remonterait au XVI^e siècle et aurait été autorisée dans toute l'Espagne par Charles-Quint. Toujours est-il qu'il n'y a guère qu'à Valverde de la Vera qu'elle perdure et attire, chaque année, une foule étonnamment silencieuse et respectueuse du drame qui s'y joue. Commencée sur les coups de minuit, la cérémonie doit s'achever avant le premier chant du coq. L'*empalao* regagne alors son domicile, où son déshabillage est effectué, comme le fut l'habillage, par des proches et selon des règles précises. Deux ou trois jours seront nécessaires pour effacer la trace des cordes. Une semaine pour oublier les douleurs.

J.-C. B.

Le berceau des conquistadores

Région terrienne et agricole, l'Estrémadure a fourni, durant plus d'un demi-siècle, les gros des bataillons de conquistadores qui s'en allèrent coloniser une part importante du continent sud-américain. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce pays, séparé de l'océan par plusieurs centaines de kilomètres. Si les raisons de l'engagement sur ces lourds galions puisent leurs racines dans la misère que tous voulaient fuir, il ne semble pas que celle-ci fut, en Estrémadure, plus terrible que dans les autres régions d'Espagne. Pourtant, la plupart des capitaines qui allaient se tailler un empire au fil de l'épée étaient originaires de ces rudes plateaux : Hernan Cortés, les quatre frères Pizarro, les cinq Alvarado, Juan de Garay, Hernando Soto, Vasco Nunez, Pedro de Valdivia, Sebastian de Nalcazar, etc. Qui étaient ces hommes ? Pour quelques authentiques *hidalgos*, pas mal de petits nobles désargentés, dont certains avaient combattu en Italie, et, pour le reste, des paysans, des domestiques et des ouvriers agricoles, illettrés et brutaux. Seul dominait le commun, la pauvreté, dont il fallait s'éloigner à n'importe quel prix. Pour eux, ce fut celui de l'exil et de l'aventure. Avec, pour la plupart, au bout de la route, une mort violente sans avoir touché la moindre parcelle d'or.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** De Madrid, un réseau autoroutier récent et gratuit relie l'Estrémadure, en moins de deux heures.

■ **SAISONS.** Le printemps et l'automne sont les périodes les plus agréables. L'été est très chaud et l'hiver ne manque pas de charme.

■ **AVEC QUI ?** Pour un voyage « à la carte », on consultera les brochures de Donatello, Frantour, Iberica, Iberail, Marsane, Mundicor et Tourisme chez l'habitant. Pour un circuit, on s'adressera également à Cartour, Dunois Voyages, Fremont, Joubert Voyages, Routes du Monde, Sera Voyages Soitour et Le Monde et son histoire. A no-

ter encore, pour les locations de maisons, Interhome, et pour les randonnées équestres, Equitour.

■ **ÉTAPES.** Dans la mesure du possible, passer au moins une ou deux nuits à Caceres afin de pouvoir apprécier la vie du Barrio, à toutes les heures du jour et de la nuit. Privilégier l'hébergement dans ce quartier. Notamment, dans l'ancien palais du Comendador, le *palacio de Caceres*, situé au cœur du Barrio ; une vraie petite merveille. En prime, une table remarquable où la cuisine traditionnelle d'Estrémadure est à l'honneur. L'Hôtel Mella Caceres est également abrité dans un ancien palais du XVII^e siècle.

■ **DANS LES ENVIRONS.** Trujillo, ville natale de Francisco Pizarro. La statue équestre du célèbre conquistador do-

mine la très belle Plaza Mayor, entourée d'arcades et de palais, dont celui de la Conquista, construit par Hernando Pizarro, et celui de Piedras Albas. A Guadalupe se trouve le plus célèbre monastère d'Espagne. On y vénère la Vierge Noire. Dans la chapelle de San Jeronimo et sa sacristie, quelques très belles toiles de Zurbaran. Superbe cloître mudéjar. Quant au *palacio* (Marqués de la Romana, 10), le palais du XV^e qui l'abrite mérite une visite. Plasencia est une ville pleine de charme avec ses vieilles rues, sa très belle cathédrale et, dans les environs, le décor sauvage de la vallée de la Vera, où il est recommandé de visiter le monastère de Yuste, ultime retraite de Charles-Quint.

Merida, une des villes les plus importantes de l'Hispanie romaine, ainsi qu'en témoigne un important patri-

moine, dont un imposant théâtre antique (en juillet, s'y déroule un festival international de théâtre classique), un amphithéâtre, un cirque romain, des thermes et deux aqueducs ainsi qu'un des plus riches musées d'art romain au monde et un musée archéologique.

■ **NATURE.** La vallée du Jerte, ou « vallée de la jouissance », se parcourt au printemps, quand les cerisiers en fleurs y déploient un tapis blanc qui vire au rouge, en juin, avant la récolte.

■ **A LIRE.** Indispensable pour qui veut comprendre et aimer l'Espagne, l'irremplaçable *Histoire des Espagnols*, de Bartolomé Bennassar (Éditions Robert Laffont, collection « Bouquins »). L'Espagne occulte, de Cristina Garcia Riera, ouvrage culte de l'un des plus importants photographes contemporains, et, sans doute, le plus beau travail réalisé sur l'Espagne profonde,

entre les années 1975 et 1988. Conteur, poète et romancier, Miguel Delibes est un écrivain qui éclaire au plus juste les rouages de la société rurale espagnole. A lire en priorité, *Les Saints-Innocents*, *Dame en rouge sur fond gris*, *Le Un-cu* et, surtout, *Les Rats* (tous publiés aux Éditions Verdier). Quant à l'auteur de ce reportage, Jean-Claude Bourriès, il a écrit plusieurs ouvrages, dont *Le Grand Chemin de Compostelle* (Payot).

■ **SE RENSEIGNER.** Auprès de l'office espagnol du tourisme (43, rue De-camps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-82-50), qui diffuse des brochures sur la région, la liste des hébergements et des informations sur les réceptifs locaux, les monuments, les musées et l'artisanat. Sur place, auprès de l'office du tourisme, Plaza Mayor.

■ **REPÈRES.** Dans cette colonne, un survol de deux des régions non couvertes par les reportages réalisés dans le cadre de ce supplément.

■ **MURCIE.** Tour à tour carthaginoise, romaine et musulmane, la Murcie, aujourd'hui active et moderne, possède un littoral de plages fréquentées par des millions de touristes car l'été, ici, semble ne jamais finir. Les plaines côtières, irriguées par le système des *huertas*, datant des Maures, forment un immense jardin où croissent en abondance fruits, légumes, oranges et palmiers. Dans l'arrière-pays, la ville éponyme, universitaire, fut fondée au IX^e siècle par les Maures. Au nombre de ses monuments, une cathédrale à façade baroque et un club privé, le Casino de Murcie, dont le patio maure est inspiré des appartements royaux de l'Alhambra.

■ **CARTHAGÈNE.** Les Carthaginois, qui l'ont fondée en 221 avant J.-C., lui ont donné son nom. Elle reste le port le plus important de la région tout en ayant conservé un quartier ancien. Ne pas manquer le Musée Sabinio et ses sculptures en bois polychromes du XVIII^e siècle et le Musée d'archéologie sous-marine, qui possède une collection d'amphores antiques.

■ **LORCA.** La plaine qui entoure la troisième ville de Murcie est une oasis en zone aride. Sur la place d'Espagne, dans le quartier ancien, beaux édifices baroques.

■ **COSTA CALIDA.** Calanques, stations balnéaires très populaires, plus calmes au sud.

■ **COMMUNAUTÉ VALENCIENNE.** Les provinces de Castellon, de Valence et d'Alicante en font partie. Des plages de sable fin, surpeuplées en été, des orangeaies et, dans l'arrière-pays, l'arc montagneux des sierras valenciennes, entaillé de gorges sauvages, semé de phénix et de grottes préhistoriques ornées de peintures rupestres.

■ **ALICANTE.** C'est une villégiature au bord d'une baie. Une promenade bordée de palmiers longe le port de plaisance. Dignes d'intérêt, l'hôtel de ville baroque et la Casa de la Asegurada, XVII^e, abritant une collection d'art moderne qui compte des œuvres de Miro, Dalí et Picasso.

■ **COSTA BLANCA.** Sur 150 km, la Costa Blanca, ainsi nommée en raison de la qualité de sa lumière, voit se succéder de belles plages coupées de falaises et de criques. L'ambiance est plus paisible que sur la Costa Brava.

■ **COSTA DEL AZAHAR.** On la surnomme « la côte de la fleur d'orange » en raison des plantations d'agrumes. Ports de pêche au nord et stations balnéaires au sud.

■ **ELCHE.** La plus belle palmeraie d'Europe (quelque 600 000 arbres dont certains ont plus de 300 ans), entoure cette ville-oasis.

■ **SAGONTE.** En 219 avant Jésus-Christ, elle provoqua, en résistant à Hannibal, la deuxième guerre punique. Dans son théâtre romain, on donne aujourd'hui des concerts. Un immense *castello* s'étend sur la hantise.

■ **VALENCE.** La troisième ville d'Espagne, par-delà sa ceinture industrielle, débordée de vie, d'embarras et de charme. Le vieux quartier d'El Carmen et le centre-ville se trouvent sur la rive droite du río Turia. Au nombre de ses plus beaux édifices, la Lonja de la seda, l'ancienne Bourse de la soie, pur gothique flamboyant, la basilique de Nuestra Señora de los Desamparados, un sanctuaire baroque dont l'autel est en or, et la cathédrale, qui peut s'enorgueillir de trois portails différents, respectivement roman, gothique et baroque. Devant l'un d'eux, chaque semaine, le jeudi à midi, un tribunal unique au monde tranche les litiges liés au partage des eaux d'irrigation du système des *huertas*. Signalons en outre le marché central, l'un des plus beaux d'Europe avec ses mille étals et, parmi ses nombreux musées, celui des beaux-arts (El Greco, Velázquez, Goya), le Musée de la céramique et le Musée d'art contemporain.

■ **L'ARCHIPEL.** Situées à environ 240 km au large de Valence, les îles Baléares (Majorque, Minorque, Ibiza, Formentera et Cabrera) sont, depuis des années, et grâce à une infrastructure hôtelière très développée, l'une des principales destinations touristiques du pays. Avec, pour ce lieu souvent injustement réduit au statut d'« usine à bronzes » de l'Europe du Nord, un atout de taille : chaque île de l'archipel a une personnalité bien marquée et des séductions cachées pour qui sait y sortir des plages battues et explorer l'arrière-pays.

■ **FORMENTERA.** Deux îlots reliés par une langue de sable, des marais salants, des plages sauvages, des moulins à vent et une capitale miniature, San Francisco Javier, résumant cette île de 115 km².

■ **IBIZA.** Avec ses maisons aux murs recouverts de chaux vive, ses toits en terrasses, ses ruelles tortueuses et sa vie nocturne, l'« île blanche » (572 km²) évoque une île grecque, voire l'Afrique du Nord, si l'on en juge par le quartier de Sa Penya, aux allures de médina. La principale ville (nommée également Ibiza) se serre autour d'une cathédrale gothique et d'une église baroque. On y trouve deux musées, l'un archéologique, l'autre consacré à l'art contemporain. Dans l'île, des églises blanches (San Agustín et San José), un village perché (San Miquel), des pinèdes (Es Cubells), des plantations d'oliviers et d'orangers (autour de Portinatx), une belle plage (Cala San Vicente) et 4 000 tombes excavées dans une oliveraie, à Puig des Molins.

■ **MAJORQUE.** La plus grande (3 640 km²) et la plus spectaculaire, avec ses chaînes de montagnes (le Puig Mayor culmine à 1 445 m), ses vallées fertiles à la végétation exubérante, ses côtes, escarpées et sauvages à l'ouest et au nord, creusées de grottes spectaculaires à l'est (de Cala Ratjada à Porto Cristo) et échantonnées de crues de sable fin entre Cala d'Or, Porto Petro et Cala Mondragó. Deux routes spectaculaires. Celle, en corniche, le long de la côte ouest, d'Andraitx à Soller via Balmalfar et Valldemosa, où se trouve la chartreuse où séjourneront George Sand et Chopin, dont la mémoire est célébrée chaque année, dans le cadre d'un festival musical réputé. Et une route de montagne, de Soller à Pollensa, qui serpente dans un décor époustouflant de jardins suspendus dominant la mer. Quant à Palma de Majorque, la capitale, elle offre aux visiteurs ses palais, sa cathédrale gothique, son château médiéval, ses patios et ses rues ombragées.

■ **MINORQUE.** Seconde île de l'archipel (670 km²), Minorque et ses vertes prairies entourées de murs de pierres sèches se donne des allures d'Irlande méditerranéenne (lire reportage ci-contre). L'île est également très prisée des archéologues, qui y ont recensé plusieurs centaines de monuments mégalithiques, dont certains remontent à l'époque mycénienne. A Mahon, la capitale, les orgues de l'église Santa-Maria sont réputées, de même que le Théâtre principal et sa saison d'opéra. A Ciutadella, les rues à arcades sont particulièrement animées en juin, lors des fêtes équestres de la Saint-Jean, où cavaliers en bicorne et redingote noirs montent des chevaux noirs harnachés de broderies chatoyantes.

■ **SPORTS.** Les golfeurs sont choyés : 13 parcours dans l'archipel, dont 10 à Majorque, 2 à Ibiza et 1 à Minorque. Également à l'honneur, la voile (60 ports), les sports nautiques, la plongée, la pêche sportive et la randonnée pédestre, notamment à Majorque, dans la Sierra de Tramuntana (consulter les brochures d'Alilbert, de la Balaguera, de Club Aventura, de Montagne Evasion, de Nomade, de l'UCPA et de Zig Zag).

MINORQUE

de notre envoyé spécial

Tout est étonnant dans cette île : ses mégalithes quatre fois millénaires, ses étalons noirs qui galopent autour des fermes blanches et dansent dans les fêtes, cet air d'Irlande en Méditerranée, ces deux cités rivales, Mahon et Ciutadella, dont on ne soupçonnait pas l'animation, le charme et la beauté... Mais le plus curieux, à dire vrai, c'est l'ignorance dans laquelle, nous autres Français, tenons encore jusqu'au nom de Minorque. Et Dieu sait pourtant si nos compatriotes connaissent les Baléares.

Mais Minorque, non ! C'est pourtant la seconde île de l'archipel, la plus proche de nos côtes et celle à laquelle devrions nous attacher le plus de souvenirs. Car nous l'avons bel et bien occupée, deux fois même, au cours du XVIII^e siècle, après avoir expulsé l'Anglais de cette base de première importance qu'il avait conquise à notre allié, le roi Bourbon d'Espagne. La première fois, ce fut de 1756 à 1763. Le galant duc de Richelieu, aussi amateur de bonne chère que de belles chairs, et par ailleurs excellent homme de guerre, en rapporta même la recette de la sauce mahonnaise, devenue « mayonnaise ». Cette origine a beau être contestée par certains gastro-étymologistes, Camillo José Cela, l'éminent Nobel espagnol de littérature, ne souffre pas qu'on la mette en doute.

Autre témoignage tangible de la présence française à Minorque, la petite ville de San Lluís. Toute blanche, elle étend, à deux lieues au sud de Mahon, son dalmien de chaux vive où se dressent une église dédiée au saint roi de France et à son successeur, quinzième du nom, et, en face, l'obélisque commémorant sa fondation par le marquis de Frémeur et le comte de Lamignon. Mais rien encore ne rappelle que San Lluís fut aussi le berceau de la famille Sintes, qui, implantée en Algérie, engendra un de nos plus grands écrivains, Albert Camus. On l'aura aussi oublié : ce sont des Minorquins qui fondèrent Fort-de-l'Eau, ce faubourg d'Alger dont une avenue de Mahon, dominant le port, perpétue le souvenir.

Entre l'île et l'Algérie, une histoire complexe s'était en effet nouée tout au long du XIX^e siècle. Louées par la France à l'Espagne pour les besoins de la conquête, les majestueuses installations fortifiées de l'avant-port de Mahon servirent de base sanitaire arrière à nos soldats blessés, et lorsqu'une famine ravagea l'île, au milieu du siècle, les Minorquins trouvèrent bien normal de chercher fortune dans cette nouvelle colonie européenne. Ils y émigrèrent en force, mais peu de ces « pieds-noirs » sont revenus dans leur première patrie après l'indépendance.

Parce qu'elle fut plus durablement dominée par la Grande-Bretagne (de 1708 à 1802) et devint, par la suite, un fief touristique presque exclusif de leurs ressortissants, Minorque s'est ainsi effacée de notre géographie mentale tout en se taillant, dans l'orbite espagnole et même dans celle des Baléares, une place un peu à part. L'extraordinaire appareil de défense qui protégeait la rade de Mahon dit, à lui seul, l'importance que put revêtir un tel site pour la maîtrise de la Méditerranée occidentale. Les Espagnols y avaient édifié, dès 1554, le castillo de San Felipe, fleuron de leur architecture maritime, rasé en 1785 par le trait de plume d'un traité. En 1840 encore, ils engloutirent une fortune pour



El jaleo de San Joan, Ciutadella, 1980

lui donner un successeur, toujours debout mais inutile, sur le rocher avancé de la Mola. Ruines militaires et lazarets à l'abandon parsèment les flots de cette baie profonde et sinueuse sur laquelle veille, comme une sentinelle, la belle maison géorgienne qui, dit-on (mais rien n'est moins sûr), abrita les amours de Nelson et de Lady Hamilton. C'est ici, à Mahon, que l'empreinte anglaise fut la plus forte.

Ne l'exagérons pas trop cependant : elle est surtout cantonnée ici, à Mahon. De ce grand port regardant vers le large, qui est aussi une jolie ville compacte ramassée sur son promontoire, les gouvernements anglais firent leur capitale. Ils entendaient ainsi punir de leur résistance à l'occupation l'aristocratie et le clergé de l'île, qui, retranchés dans leur fief de Ciutadella, à l'autre bout de l'île, leur tenaient la dragée haute. D'un côté, Mahon la blanche, très XVIII^e siècle, industrieuse, commerçante, libre-penseuse (voire un peu franc-maçonne et légèrement puritaine), adepte du five o'clock tea, des intérieurs biens cités, des fenêtres à guillemette et des loquets de porte à l'anglaise. De l'autre, Ciutadella, couleur de pain brûlé, regorgeant de palais et d'églises Renaissance, adonnée sans complexe aux jouis-

sances catholiques de la vie via ses bars à tapas et ses fêtes débridées de la Saint-Jean. Belle opposition thématique même si, avec le temps, elle s'atténue sans pour autant se perdre. Ces deux villes, presque d'égale importance (20 000 habitants chacune peu ou prou), également charmantes et d'un intérêt architectural exceptionnel, se regardent encore d'un œil assez méfiant, ce qui stimule l'émulation de leurs activités intellectuelles et enrichit Minorque de leurs différences bien affichées.

Un autre trait caractérise la singularité du cas minorquin, ce côté à part que l'île doit à son histoire et qui conditionne encore son développement touristique. Durant toute la guerre civile, Minorque, contrairement à Majorque et à Ibiza, resta républicaine, le mouvement insurrectionnel y ayant échoué et les « nationalistes » renonçant à l'envahir. Les liens particuliers qu'entretenait cette île avec Barcelone sont-ils une survivance de cette époque ? Le fait est qu'elle se sent apparemment plus près de la métropole catalane que de Palma, sa capitale régionale. Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui de bon ton de prétendre que Minorque fut punie de son attitude passée par le régime du Caudillo lorsque l'Espagne des années 60 se

mit à vendre à l'étranger son soleil et ses plages. A quoi s'ajoute aussi une économie locale qui fut toujours beaucoup plus équilibrée que celle de sa grande sœur majorquine. Alors que Majorque misait tout son avenir sur le tourisme, Minorque, elle, pouvait se retrancher sur son traditionnel quant-à-soi, en accord, au demeurant, avec celui de ses grands propriétaires, peu enclins à voir leur île envahie par des hordes d'étrangers.

TURBULENTES VULGARITÉS

A partir des années 70, Minorque n'a pu éviter de céder à un tourisme d'été encadré par des voyageurs britanniques ou allemands quelques larges enclaves de ses côtes, non sans réussir à se préserver, mieux que ses voisines, d'un bétonnage massif. Les plus belles criques restent privées – quoique accessibles à qui veut s'en donner la peine –, propriétés de vieilles familles insulaires ou barcelonaises, qui y ont, depuis longtemps, leur chasse gardée. Si l'on ne parle guère de Minorque, c'est que cette île attire précisément des habitués épris de simplicité et de discrétion, à mille lieux des turbulentes vulgarités de la jet set.

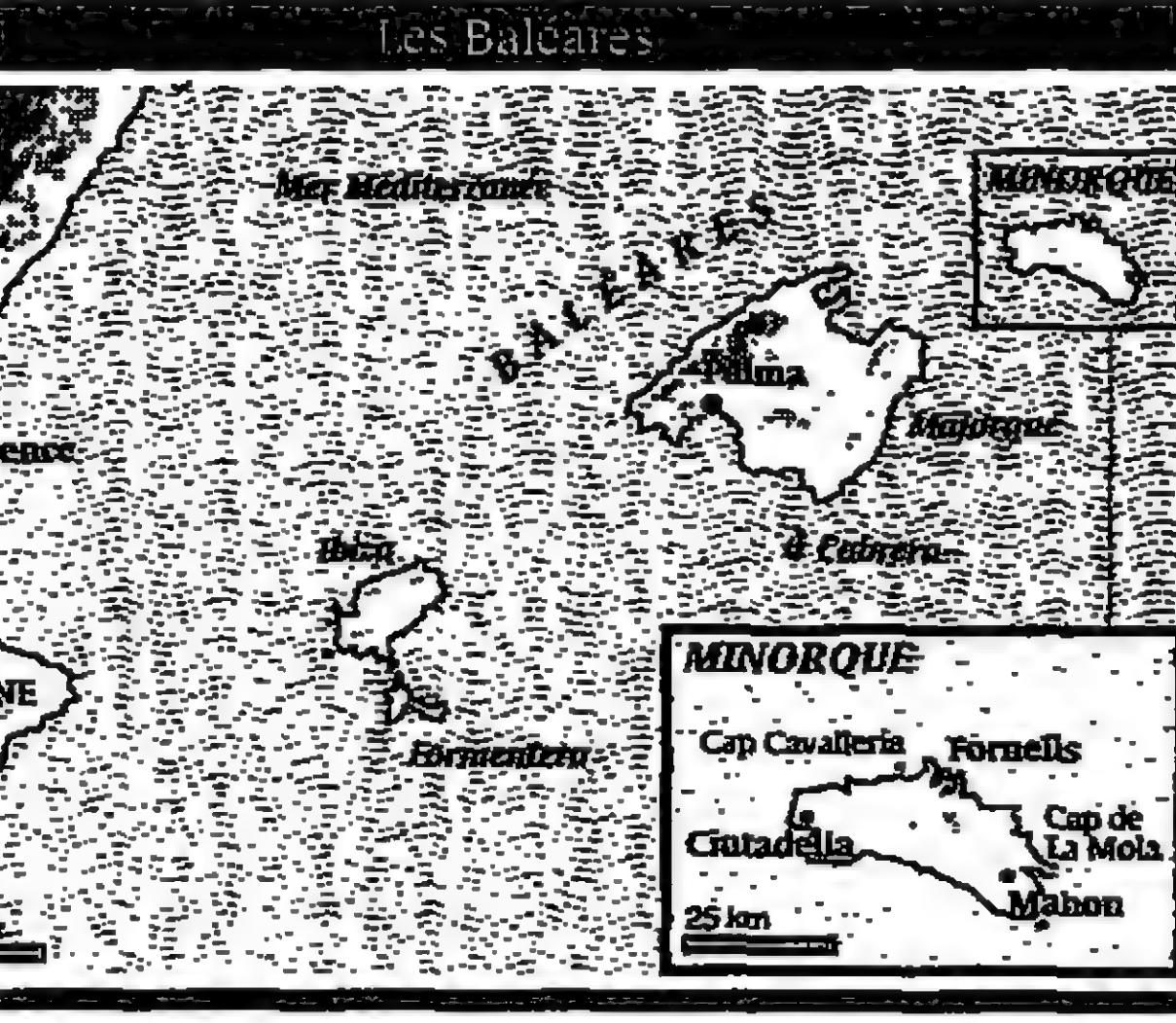
Ici, comme en Bretagne, on aime rester entre soi, dans un anonymat de bon ton. Les artistes, écrivains, peintres ou musiciens qui y séjournent ne font pas davantage parler d'eux et vantent encore moins les charmes de leur retraite. Mais, Espagnols ou étrangers, ils alimentent la vie intellectuelle de l'île, assistent aux nombreux concerts et même, à Mahon, à la saison d'opéra. Car cette île, curieusement, s'est forgée une forte tradition musicale et lyrique. En revanche – rançon d'un préjugé qui tient le tourisme à distance, ne le considérant, au mieux, que comme un mal nécessaire –, l'hôtellerie, inexistante avant guerre (contrairement à celle de Majorque) et brusquement surgie dans les pires années de la spéculation immobilière, en est restée au stade de ces casernes de semi-luxe préremplies par les tour-opérateurs de Londres ou de Francfort. L'éventail des

choix est donc fort étroit, surtout pour qui prétend débarquer sur une plage, l'été, en voyageur indépendant, rebelle aux funestes habitudes alimentaires imposées par cette clientèle septentrionale. Un jour ou l'autre, Minorque devra inventer son tourisme de charme.

Cela viendra, sans aucun doute. Une île à la fois si civilisée et si peu encombrée mérite bien quelques sympathiques auberges dignes de tant d'espaces préservés. La côte nord est sauvage, déchiquetée, battue par la tramontane, plus que bretonne au cap Cavalleria, qui évoque la pointe du Raz. Ce qui n'empêche pas d'abriter de charmants ports, comme Fornells, où le petit voilier du roi vient souvent mouiller entre deux courses en mer. Au sud, toute la douceur méditerranéenne se rassemble dans une succession de calas tapissées de sable doré, serties d'yeuses, de myrtes et de pins maritimes. Au centre, dans un paysage de prairies vallonnées où galopent des chevaux de jais, paissent moutons, vaches hollandaises et même, c'est la mode, quelques troupeaux d'austres. Tout un réseau de champs cloisonnés par des murs de pierres sèches, admirablement ajustés, qui dessinent un labyrinthe étrange et primitif, en accord avec les *taulas*, *talayots*, *navetas* qui, partout, rappellent que cette île fut habitée par nos plus lointains ancêtres.

Minorque n'a pas la beauté majestueuse que de hautes montagnes, de vastes horizons, une nature plus exubérante confèrent à Majorque. Elle ne sent pas l'Afrique comme Ibiza. Elle se situe au cœur d'une géographie indécise et troublante où, selon les saisons, le vent qui caresse les pierres lève des rêves gais ou couleur d'émotion mais où la douceur du sud, l'animation des villages et des villes ramène vite à l'univers latin. Il en résulte un charme particulier d'entre deux mondes. Mais ne le dites pas trop haut... Ces paradis sont si fragiles !

Philippe Nourry



Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion avec Iberia via Barcelone : environ 2 000 F pour un Paris-Mahon (Mao en catalan). En bateau, de Barcelone : compter 3 335 F pour trois adultes et une voiture. Electrotour Melia Voyages, tél. : 01-42-61-56-56. Mahon est aussi relié quotidiennement à Palma de Majorque. Sur place, une cinquantaine de kilomètres séparent Mahon de Ciutadella. Louer une voiture peut être judicieux.

■ **AVEC QUI ?** Arts & Vie, Croisotour, Iberail, Multicolor, Starter ainsi que Nouvelles Frontières, en vol.

■ **ÉTAPES.** A Mahon, le Port Mahon (prix élevés) avec vue sur le port. A Es Castell (l'avant-port), l'Hotel del Almarrant (prix moyens) et le Rocamar (prix

réduits), sur les quais. A Ciutadella, la Patricia (moderne, prix moyens) et le Ciutadella (prix réduits) dans la vieille ville. Sur la plage de Santo Tomas, au sud, l'Hotel Santo Tomas (prix élevés) est l'un des rares à accepter les clients de passage. Entre Sant Lluís et la plage, l'Hotel Rinioli, une résidence de charme (prix élevés). A Alcúfar, village de pêcheurs, l'Hotel Xuroy.

■ **SAVEURS.** A Mahon, sur le port, Club Marítimo, Roma, Marivent, Casa Manolo, Gregal. A Es Castell, Rocamar et Espena. A Ciutadella, Café Balsa (tapas sur le port). A Fornells, Es Pla, sur le port, Es Cranc et Can Miquel. A Mercadal, Can'Aguadet. A Migjorn Gran, S'Engolidora (avec chambres).

■ **VOIR.** A Ciutadella : cathédrale, palais et églises de la vieille ville, ainsi que sa rue à arcades. A Mahon, l'ensemble urbain, son marché, ses églises,

le port d'Es Castell et ses quais, les îles avec l'ancien Lazaret, les ruines du château de San Felipe. Un tour de la baie s'impose. Dans le centre, les principaux monuments mégalithiques et le sanctuaire de la vierge du Toro, point culminant de l'île.

■ **ACHETER.** L'artisanat local est varié et de bon goût. Le gin de Mahon (fabrique Xorquer), très parfumé, et les fromages artisanaux, réputés.

■ **LIRE.** Le meilleur guide est en espagnol : *Guia de Menorca* (El País-Aguilar). A défaut, les Guides bleus et Evasion (Hachette) et le Guide vert Espagne (Michelin).

■ **S'INFORMER.** A l'Office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-02-50), dont le magazine *España* a consacré son n° 5 aux Baléares.

Quand les chevaux dansent

Pas davantage que Majorque ou la proche Catalogne, Minorque n'est « taurine », mais elle voue à sa belle race de chevaux noirs un culte ancestral. Harnachés de broderies chatoyantes, montés par leurs cavaliers, eux aussi tout de noir vêtus tels des alguazils, avec leur redingote et leur bicorne de polytechniciens, ils sont les vedettes de toutes les fêtes traditionnelles de l'île, à commencer par celles de la Saint-Jean (Saint Joan), les 23 et 24 juin, à Ciutadella. Dans les rues ensablées et jonchées de coquilles de noix seffes, excités par la foule qui se presse contre leurs poitrails, ils effectuent cabrades et ruades au rythme des fanfares. Aux cavaliers des deux sexes – les amazones sont nombreuses dans cette cavalcade – à prouver alors leur maîtrise et l'élégance de leur assiette ! La fête ne va pas toujours sans accident, d'autant que la « pomada » – mélange de gin local, hérité des Anglais et de limonade citronnée – pousse parfois à l'extrême l'audace des piétons. Entouré d'un cérémonial de haute tenue et agrémenté de divers tournois, le spectacle est de ceux qui laissent une forte impression. pittoresque et spontanéité y donnant toujours la main à l'esthétique la plus pure.

سكيا في الامم

La légende blanche

Fier, léger comme l'air, familier de la mort qu'il affronte dans l'arène : le cheval andalou

JEREZ DE LA FRONTERA

de notre envoyé spécial

Tout à coup, on chuchote. Le grand-père a fait taire d'un geste sec les gamins qui jouaient à côté de la carrière. Manuel, le fils, s'est bécoté sur la tête et la bête s'est soumise, nuque arquée et crins en bataille, pur modèle de Vélazquez. Six ans. C'est encore un jeune cheval mais il connaît déjà la messe par cœur : appuyers, pirouettes, changements de pied et même quelques pas de piaffer. Tout cela en l'honneur d'un Français qui passait par là et qui s'est mis en tête de ramener dans ses bagages un « pure race espagnol ». Et pas n'importe lequel. Celui-ci est né près de Jerez, une petite ville à une trentaine de kilomètres de la mer. Le berceau de la race.

Cent cinquante mille francs. C'est cher. Bien trop cher pour son budget, et le Français le dit. Alors, on se quitte. Mais ici, peu importe. Manuel selle un autre cheval, puis un autre, qui n'est même pas à vendre. Juste pour le plaisir. Le plaisir et l'orgueil d'avoir façonné, jour après jour, ces masses blanches toutes en muscles qui font des ronds parfaits dans le sable, sous trois amandiers avec, pour fond de scène, le désert.

Le cheval andalou, c'est le miroir des hommes de ce pays. Lisez Miguel Angel de Cardenas, un éleveur poète. Extrait : « Nous sommes prisonniers de notre passé. Nous vivons la vie et la mort, la joie et la tristesse avec plus d'intensité que les autres peuples. Cette façon de préférer l'esthétique à l'efficacité nous a permis de transmettre à nos chevaux une part de notre sentiment de la vie. » Écoutez ceux qui vous disent qu'il est fier, léger comme l'air, qu'il ne bronche pas devant le danger. Familier de la mort, qu'il affronte depuis des générations dans l'arène, il a du geste et du panache. Avec lui, vous tenez la légende d'un peuple.

FORCER LES MÉTISSAGES

Bien sûr, il y a la part de nature. Juste ce qu'il faut d'herbe, dans ces plaines rases, pour forcer les chevaux à marcher pour se nourrir, et donc à se muscler. Un soleil de plomb, certes, mais adouci par deux mers, Méditerranée et Atlantique. Une frontière mouvante (le nom complet de Jerez est d'ailleurs Jerez de la Frontera), entre l'Europe et le monde arabe, qui dut forcer, chez les chevaux comme chez les humains, les mélanges. Tout cela fit très vite la réputation des chevaux d'Andalousie, salués, dès l'Antiquité, par



Le cheval andalou, miroir des hommes de ce pays

Xénophon. Mais ce sont surtout les hommes qui firent ce cheval. Comme une œuvre d'art. Une poignée de moines chartreux qui, à Séville comme à Jerez, décidèrent à la fin du quinzième siècle de se lancer dans l'élevage.

On ne visite pas leur couvent, à cinq kilomètres de Jerez, mais on s'avance dans le patio, sur les dalles de pierre bordées d'orangers et de palmiers. Il règne devant le portail baroque, rongé par le vent, le plus parfait silence. Les chevaux ne sont plus qu'un souvenir : Napoléon a forcé les moines à fuir, laissant le cheptel à vau-l'eau. Il a fallu des générations de passionnés pour le reconstituer, ailleurs, dans un haras ultramoderne (« Herrería del Bocado »), propriété de la nation. On reconnaît ses chevaux au fer qui marque leur flanc : un mors surmonté d'un « C ». Le signe des aristocrates.

Car sans doute les chartreux avaient-ils flairé l'aubaine : les chevaux se vendaient bien, à l'époque, et ils se contentaient des terres les plus riches. Mais il n'empêche. Durant près de quatre siècles, ils furent des puristes. Au point que le cheval andalou, d'où qu'il vienne, est parfois baptisé, aujourd'hui, le *Cartujano*, du nom de ce monastère, la « Cartuja ». Trois cents têtes à la grande époque, pas plus, mais qui furent l'étendard de la race.

Une race qui a vite gagné tout l'Occident. On retrouve du sang andalou dans les *Criollos* d'Amérique du Sud comme dans le *Draught Horse* irlandais. Ce cheval a toujours été le caprice des rois, à commencer par les Habsbourg

qui, à travers le *Lipizzan* employé par l'Ecole espagnole d'équitation de Vienne, saluent sa grâce et sa force. En 1747, la maison du duc de Bragance achète à son tour plusieurs centaines de juments qui se rendent à l'origine du fameux *Alter Real* portugais.

« Mais attention, souligne Benito Marin, qui termine actuellement un livre sur l'histoire équestre de Jerez, ce cheval était alors différent de celui qu'on connaît aujourd'hui : il était plus grand et plus costaud. » Car en Andalousie même, on devait toujours aller l'utiliser à l'agriculture, quitte à accepter les croisements permettant d'obtenir des montures rustiques. Le cheval servait à la fois à la guerre, à la parade et aux travaux des champs. Il tirait des charrettes et transportait prosaïquement du bois. Ce qui n'empêchait pas de le boucher. Les jours de fête, de lui passer un harzard garni d'argent et de fleurs, et d'exhiber, devant les belles, cette précieuse fortune.

Mais si l'accord de l'Andalousie avec sa monture est aujourd'hui si parfait, c'est qu'il a été scellé, de génération en génération, devant

le danger, c'est-à-dire les taureaux. Quand il n'est que gardien de troupeau, l'homme s'en va trier les bêtes ou les conduire d'une pâture à l'autre. Ces gestes quotidiens, que l'on aperçoit encore, parfois, dans le lointain d'une *fincas*, sont à l'origine de la *doma vaquera*, une compétition qui exige du cheval une soumission et une habileté parfaite. Puis vient, pour les seigneurs, le temps de la danse parfaite, celle qui ne pardonne pas la moindre erreur. Le temps de la *plaza de toros*.

UNE ÉCOLE ROYALE

Tout naturellement, c'est donc un *rejonador* (toréador à cheval) qui, dans les années 70, a rendu hommage au cheval andalou. Seigneur, Alvaro Domecq l'est à double titre. D'abord parce qu'il appartient à la grande famille de la région, dont le palais trône à l'entrée de la ville. Mais surtout parce qu'il a acquis ses lettres de noblesse de haute lutte, sur le sable des arènes. Éleveur de taureaux et de chevaux, installé dans sa *fincas* de 700 hectares, Alvaro Domecq a donc commencé par monter un

spectacle à Jerez, sous un modeste chapiteau. Le succès fut tel que le gouvernement s'en mêla et lui trouva un château, attribué à l'architecte Garnier, agrandi de quelques manèges et écuries. En 1987, Juan Carlos accorda sa caution définitive. L'homme était désormais à la tête d'une Ecole royale andalouse d'art équestre, dont il assura la direction technique jusqu'à ces deux dernières années.

Cette académie qui rivalise avec celle de Vienne ou de Saumur intègre toute la culture équestre du pays. Elle rend hommage à la *doma vaquera* et compose de superbes carrousels d'attelage. Mais on y voit aussi des démonstrations de haute école. Ce sont les mêmes qu'ailleurs et pourtant pas tout à fait les mêmes. Tout semble ici plus léger, plus facile. Ignacio Rambla, l'actuel directeur technique, sélectionné aux Jeux olympiques d'Atlanta, feint de s'étonner lorsqu'on lui demande pourquoi. Il dit que les techniques sont les mêmes. Ce doit être le cheval qui fait la différence.

Jean-Louis André

■ **REPÈRES.** Terre de soleil, l'Andalousie offre une rare diversité de paysages, des sommets enneigés de la sierra Nevada à un littoral (800 km) méditerranéen (stations balnéaires), mais aussi atlantique (encore très préservé), en passant par des sierras arides ponctuées de villages blancs, d'interminables champs d'orangers et vingt-deux parcs naturels, dont celui du Coto de Doñana. A parcourir au printemps, quand la campagne se grise de couleurs et que l'Andalousie quitte la Semaine Sainte pour célébrer la *corrida*.

■ **CULTURE.** Mosquées, palais et jardins évoquent la longue présence arabe. Parmi les joyaux de l'art hispano-musulman, citons l'ancienne mosquée, l'Alcazar et le jardin botanique de Cordoue, l'Alcazar mauresque et les jardins de l'Alhambra et du Generalife, à Grenade, ceux de l'Alcazar et du parc Maria Luisa à Séville, les parcs de Cadix et d'Almería, et autour de Malaga, l'Hacienda de la Concepcion, celle du Retiro et l'Hacienda de la Consola. Côté musées, celui des Beaux-Arts (avec, du 8 octobre au 9 décembre, une grande rétrospective de l'œuvre du peintre Zurbarán) et les Musées archéologique et des arts et coutumes populaires, à Séville, le Musée d'art hispano-musulman de l'Alhambra de Grenade et le Musée des beaux-arts de Cadix. Sans oublier de petits musées locaux thématiques tels ceux des Bandits à Ronda, des Horloges à Jerez ou des Chapelets à Arco. Quant à la tauromachie, elle a aussi ses musées : à Cordoue, Puerto de Santa Maria, Antequera, Ronda et Séville. A voir également la Casa Museo Manuel de Falla à Grenade et la maison de Federico García Lorca à Puentevaqueros (Grenade).

■ **INSOLITES.** Le désert de Tabernas, dans l'arrière-pays d'Almería : la zone la plus aride d'Europe occidentale. Le site d'El Torcal, près d'Antequera : un paysage érodé aux formes étranges. La Garganta del Chorro, accessible de la Costa del Sol : une étroite gorge où coule le Guadalquivir. Et la vallée du Rio Tinto (Huelva) aux paysages rougeoyants et fantastiques.

■ **SPORTS.** La région de Tarifa est une des Meccas de la planche à voile tandis que la Costa del Sol offre une exceptionnelle concentration de golfs (48) programmés notamment par le Club Med, Golfissimo, Golf Européen Travel, Greens du Monde et Gallia.



Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), jusqu'à Jerez, via Madrid à partir de 2 513 F A/R.

■ **QUAND ?** Tous les ans, Jerez vit à l'heure de la Feria du cheval qui se tiendra, cette année, du 10 au 17 mai. Au programme : concours, animations et parades en costume.

■ **AVEC QUI ?** Cheval d'Aventure programme deux randonnées. La première, du 1^{er} au 10 mai (9 700 F, de Paris, 8 jours à cheval), à travers les provinces de Grenade et d'Almería. La seconde, du 8 au 16 août (8 850 F, 7 jours à cheval), dans la sierra Nevada, depuis Grenade. Renseignements : Anne Ménage, Mas du Pommier, 07590 Cellier-du-Luc, tél. : 04-66-46-62-73. Consulter également l'UCPA (tél. : 01-43-36-05-20). Sur place, une bonne adresse : Evento SL, à Jerez (tél. : 956-16-80-63). Journaliste et écrivain, Benito Marin propose des circuits à cheval de 1 à 10 jours en Andalousie.

■ **À VOIR.** L'Ecole royale andalouse d'art équestre, à Jerez (tél. : 956-31-11-11). Un spectacle tous les jeudis à midi. Les autres jours, on peut assister aux entraînements qui ont lieu de 11 h à 13 h. A Cartuja, à 5 km de Jerez, le monastère où une poignée de moines chartreux décidèrent, à la fin du XV^e siècle,

de se lancer dans l'élevage des chevaux andalous. A visiter, tous les samedis matin à 11 h (1 500 pesetas), le haras ultramoderne où sont élevés les descendants des fameux *Cartujanos* considérés comme patrimoine génétique. Renseignements : Herrería del Bocado, Finca Fuente del Suero (tél. : 956-16-28-09). Autre attraction, le domaine d'Alvaro Domecq. Accueil des groupes uniquement. Possibilité de visiter la finca et d'assister au travail des chevaux et des taureaux. Renseignements : Torrestrella, avenida Duque de Abrantes 40 (tél. : 756-30-41-68).

■ **ACHETER UN CHEVAL.** Yeguada Cardenas, Santa Florentina 20, Ecija (tél. : 954-83-10-62), un des éleveurs les plus prestigieux. Et la Ganadería El Cabello de Arcos, Finca El Tesarilla, à Arcos de la Frontera (tél. : 956-23-14-40). Le propriétaire est un ancien de l'Ecole royale.

■ **S'ÉQUIPER.** Chez Arcab (tél. : 956-32-41-00), en face de l'Ecole royale. Les selles sont fabriquées à Séville. Elles sont de deux types : *doma vaquera* et espagnole (plus légère). Compter 5 000 F. Également, chez Duarte, Larcera 15, à Jerez (tél. : 956-34-27-51). Une vieille maison spécialisée dans la selle de *doma vaquera*. Cousue main, elle coûte environ 10 000 F.

■ **S'INFORMER.** auprès de l'Office du tourisme espagnol qui diffuse notamment les Guides du tourisme équestre en Espagne et en Andalousie.

3615 Reductour
Les vacances en direct

EN FRANCE VOS VACANCES MOINS CHÈRES JUSQU'À 20 %

EN RÉSERVANT EN DIRECT, SUR MINITEL ET INTERNET, JUSQU'À 8 MOIS À L'AVANCE

www.reductour.fr

VACANCES EN ESPAGNE
Costa Dorada - Azahar-Blanca
Villas avec ou sans piscine privée. Bord Méditerranéenne

STAR MED
Tél. : 05 61 54 39 77
Fax : 05 62 16 29 98

L'ESPAGNE EN PARADORS et hôtels de charme
avec MARSANS INTERNATIONAL
Tél. 01-53-34-40-01
ou dans les agences de voyage

Circuit Avion + Voiture + Paradors
A partir de 5 250 F

GRUPO IBERIA
OFFICE ESPAGNOL DU TOURISME
AUTOUR DU MONDE

VOUS FONT DÉCOUVRIR LES PLUS BEAUX GOLFS D'ESPAGNE

Pour vos séminaires, stages de golf, vacances...
demandez notre brochure
"GOLF AUTOUR DU MONDE" ESPAGNE

GRUPO GALLIA
12, rue Aubert, 75009 Paris
Tél. 01 53 43 36 36
Fax 01 47 42 84 07

NOM : _____
PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____

VOYAGEZ MOINS CHER !
Vols, Séjours, Croisières...
nouvelles offres chaque jour

3617 CONSOLDE
Renseignements publicités : 01.42.17.39.40

GASTRONOMIE
PARIS 17^e
Spécialité espagnole LA MEILLEURE PLAZA GOURMANDE DE LA VILLE (F. Grenade)
Paseo Velázquez
Zaragoza 10, 28014 Madrid
40 ans de renommée internationale
01 43 47 28 97
AMIS, MJS - FLAND

Un tour dans la Mancha

La double silhouette de Don Quichotte et de Sancho Pança hante toujours les collines hérissées de moulins



La Mancha, 1996

■ **REPÈRES.** Hantée par le fantôme de Don Quichotte, héros du roman de Cervantès, la région sud de l'ancien royaume de Castille dépeint sur 80 000 km² d'immenses plaines parsemées de châteaux médiévaux et des célèbres moulins, et sierras (Alcaraz, monts de Tolède, Guadalupe et Cuenca) peuplées de sangliers, de cerfs et de chamois. Un paradis pour les chasseurs et pour les randonneurs, qui consulteront avec profit les brochures de la Compagnie du Sud, d'Equitour, de Terres d'Aventure et de VTR.

■ **NATURE.** Au cœur d'une Espagne asséchée, l'eau a fait des miracles à l'image des lagunes de Ruidera, véritable petite « mer intérieure » parcourue de cascades, ou de la réserve écologique des « Tablas de Daimiel », un parc national rendez-vous des oiseaux migrateurs aquatiques. A signaler également le parc naturel du haut Tage et la source du fleuve Cuervo, à Cuenca, avec ses cascades et l'impressionnante gorge du Beteta.

■ **LA ROUTE DE DON QUICHOTTE.** Objet du reportage ci-contre, elle suit les chemins et villages où Cervantès (sa charge de commissaire au ravitaillement de l'Armada lui fit sillonner la région) a situé les aventures de son héros. D'Alcala de Henares, où on a reconstitué la maison natale de l'écrivain (l'université locale mérite aussi une visite) on se rend à Mota del Cuervo, où, sur des collines surplombant les vignobles qui ont succédé aux champs de blé, se dressent les premiers moulins à vent. On gagne ensuite Campo de Criptana (la plus belle concentration de moulins), El Toboso (village natal de Dulcinée et, dit-on, épargné à ce titre par les troupes napoléoniennes), Argamasilla de Alba (on visite la cellule où Cervantès aurait commencé son chef-d'œuvre), Viso del Marqués (palais du marquis de Santa Cruz), Almagro, Puerto Lapice (l'auvergne de la cérémonie d'adoubement du Chevalier à la triste figure) et Belmonte, avec son enceinte fortifiée et son imposant château fort. Une région à parcourir à sa guise ou dans le cadre d'un circuit organisé. Consulter notamment Arts&Vie, Cartour, Clio, Donatello, Fram, Marsans (Espagne extraordinaire), Mundicolor, Nouvelles Frontières, Routes du monde et Terrien.

■ **TOLÈDE.** Synthèse des cultures musulmane, juive et chrétienne qui y vécurent en bonne harmonie pendant un demi-siècle, victime du mudéjar (art issu de la symbiose de l'islam et de la chrétienté) qui s'y exprime dans palais, églises et couvents ainsi qu'au Musée Taller del Moro, l'ancienne capitale du royaume séduit par les vénérables portes qui y donnent accès, ses musées, ses mosquées recouvertes en églises, ses deux synagogues dressées au cœur d'un très ancien quartier juif (XII^e siècle) et sa cathédrale gothique célèbre pour son retable et ses tableaux de Goya et du Greco, un Greco dont on retrouve la trace à l'église Saint Tomé (Enterrement du Comte Orgaz) et dans la maison-musée (reconstituée) qu'il habita et où sont présentés ses portraits d'apôtres.

■ **CUENCA.** Avec ses ruelles, ses places et ses altères maisons nobles blanchies (XVI^e) suspendues au-dessus des gorges du Júcar et du Huecar qui l'entourent, la cité justifie son entrée sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Un Musée d'art abstrait espagnol (qui, à lui seul, vaut le déplacement) et un Musée diocésain dans les sous-sols du palais épiscopal.

■ **ALMAGRO.** Une grande place aux galeries vitrées où perce l'influence flamande et un théâtre ancien du XVI^e à ciel ouvert, le Corral des Comedias, sont les deux fleurons d'une ville riche de palais, églises et couvents. Pendant trois semaines, en juillet, s'y tient un Festival national de théâtre classique.

EL TOBOSO

de notre envoyé spécial
La première fois que je me suis servi d'un distributeur automatique de billets, alors que l'appareil expulsait la coupure, je ne pus m'empêcher de lui dire « merci ! ». Mon anachronisme me fit sourire et une phrase, entendue je ne sais où, me revint à l'esprit : « Don Quichotte te rattrape au galop botteur de sa Rossinante... » Don Quichotte est le héros anachronique par excellence. Il n'est pas synchronisé avec son époque, il lit le monde à contresens parce qu'il traduit tout en termes de chevalerie. Le comique naît de ce décalage qui s'ensuit. Don Quichotte se bat contre des moulins, des moutons et des outres à vin. La dame de ses pensées – tout chevalier errant en a une – n'est qu'une fille de laboureur et son écuyer, un simple métayer. Le Chevalier à la triste figure, mégalomane galopant, est victime d'un mal étrange qu'il ne saurait nommer puisqu'il en est lui-même le promoteur : le complexe de Don Quichotte.

Don Quichotte de la Mancha est un roman total où se rencontrent l'épopée, le conte fantastique, la pastorale, le vaudeville et même, bien avant la lettre, la bande dessinée. Publié en 1605 et en 1615, pour le deuxième tome, il a été traduit en presque autant de langues que la Bible. Le malais, le tagalog et le latin macaronique figurent au palmarès. Il existe aussi une version « cryptonumérique », c'est-à-dire entièrement codée en chiffres.

LE « CUL DU MONDE »

La Mancha, rase campagne au cœur de l'Espagne, a déjà attiré des millions de curieux qui voulaient y trouver la contrepartie de la fiction. Un circuit fléché signale la « route de Don Quichotte ». L'itinéraire mythique est aujourd'hui jalonné de statues et de boutiques. Bref, voici ma première impression : Cervantès a « quichottisé » la Mancha.

Les gens d'ici, les Manchegos, citent souvent Don Quichotte sans le savoir. Nombre de locutions populaires et de dictons ont transité par Cervantès. Certaines expressions typiques du livre ont été les barreaux politiques et les journalistes les déclinent avec malice. On se sert ici de Don Quichotte comme, chez nous, des fables de La Fontaine. Il est d'ailleurs amusant de voir comment chacun se l'approprie. A Almagro, par exemple, un garagiste me dit : « Le Quichotte, c'est quelqu'un qui se regarde dans un miroir et qui croit qu'il possède la voiture. »

Si Cervantès avait froidement décidé de se moquer des livres de chevalerie, il n'aurait donné qu'une satire parmi d'autres ou une plate parodie. De fait, sa verve est animée en profondeur par l'ironie de soi et un certain dépit : il brûle ce qu'il a aimé. Son portrait-charge est teinté de tendresse. Son héros, has been de naissance, lui ressemble par quelques traits et comment ne pas songer à Cervantès lorsqu'il lui fait dire : « Le libéré, Sancho, est l'un des plus précieux que le ciel ait fait aux hommes ; rien ne saurait l'égaliser, pas même les trésors que renferme la terre ou que la mer recouvre ; pour la liberté, de même que pour l'honneur, on peut et on doit risquer sa vie, et, au contraire, la servitude est le plus grand malheur qui puisse affliger les hommes. »

La double silhouette de Don Quichotte et de Sancho Pança, l'un sur son roussin efflanqué, l'autre

sur son âne, hante les routes rectilignes de la haute plaine bossuée. Terre de vignes naines et d'oliviers. Champs de cardons et de crocus (qui donnent le safran). Quelques chênes verts poussent là où l'eau transpire. L'envoie des coquelicots et, au faite d'une bâtisse, des nids de cigogne. Au temps de Cervantès, la Mancha n'était qu'un hinterland, un lieu de passage ou, pour mieux dire, un

« cul du monde ». Pour moudre le blé noir et domestiquer le vent, les hommes y ont dressé des moulins, dernier cri de la technologie. Le Chevalier à la triste figure, qui était un homme très passif, se prit pour une armée de géants. Il importe peu de savoir si les moulins de la fable sont ceux de Consuegra ou ceux de Campo de Criptana. Inventés au XI^e siècle, importés des Pays-Bas à partir de

la seconde moitié du XVI^e siècle, leurs quatre ailes noires s'orientent selon la direction du vent. Douze « trous souffleurs » – « qui correspondent aux douze vents » – permettent de trouver la position idéale. A Campo de Criptana, les moulins s'appellent *Sardineo, Culebra, Lagarto, Pilon, Burleta Infante, Poyatos, Quimera, Carlan et Inca Garcilaso*. Trois seulement ont conservé leur mécanisme d'origine. Les autres sont des répliques qui abritent une exposition d'outils et d'artisanat, un bureau de tourisme et – plus insolite – un musée sentimental dédié à l'actrice Sara Montiel.

El Toboso, patrie de Dulcinée, la fiancée fantasmagique, est devenue la capitale officielle de la donquichottisme. Les rues sont placardées de citations et la Maison de la culture, qui expose quatre cent cinquante exemplaires du chef-d'œuvre, écrits en trente-quatre langues et paraphés par divers chefs d'État (Hitler, Mussolini, Reagan, Thatcher, Mitterrand...), contient une curiosité extra-littéraire : une copie datée de 1926, entièrement écrite à la main par les détenus de la prison d'Ocaña. Situé en contrebas de l'église, le « palais » de Dulcinée n'a évidemment rien d'authentique. Il s'agit d'une belle demeure du XVII^e siècle transformée en écomusée. Reste que, grâce à Don Quichotte, cette maison est entrée dans l'histoire : au cours de l'occupation napoléonienne, le général Dupont refusa d'incendier le village, car, soucieux de sa postérité, il ne voulait pas porter l'infamie d'avoir saccagé la terre natale de Dulcinée.

Don Quichotte s'invente en se racontant. Habité par son rêve héroïque, il est comme possédé. Les spécialistes insistent sur le réalisme de Cervantès, mais il faut noter que sa précision s'applique à une « transe hypnotique » et que, de ce fait, l'auteur renvoie à une géographie plutôt chaotique. Ainsi, dès la première phrase, somnambulique à souhait, le doute s'installe : « Dans un village de la Mancha, dont je ne veux pas me rappeler le nom, vivait il n'y a

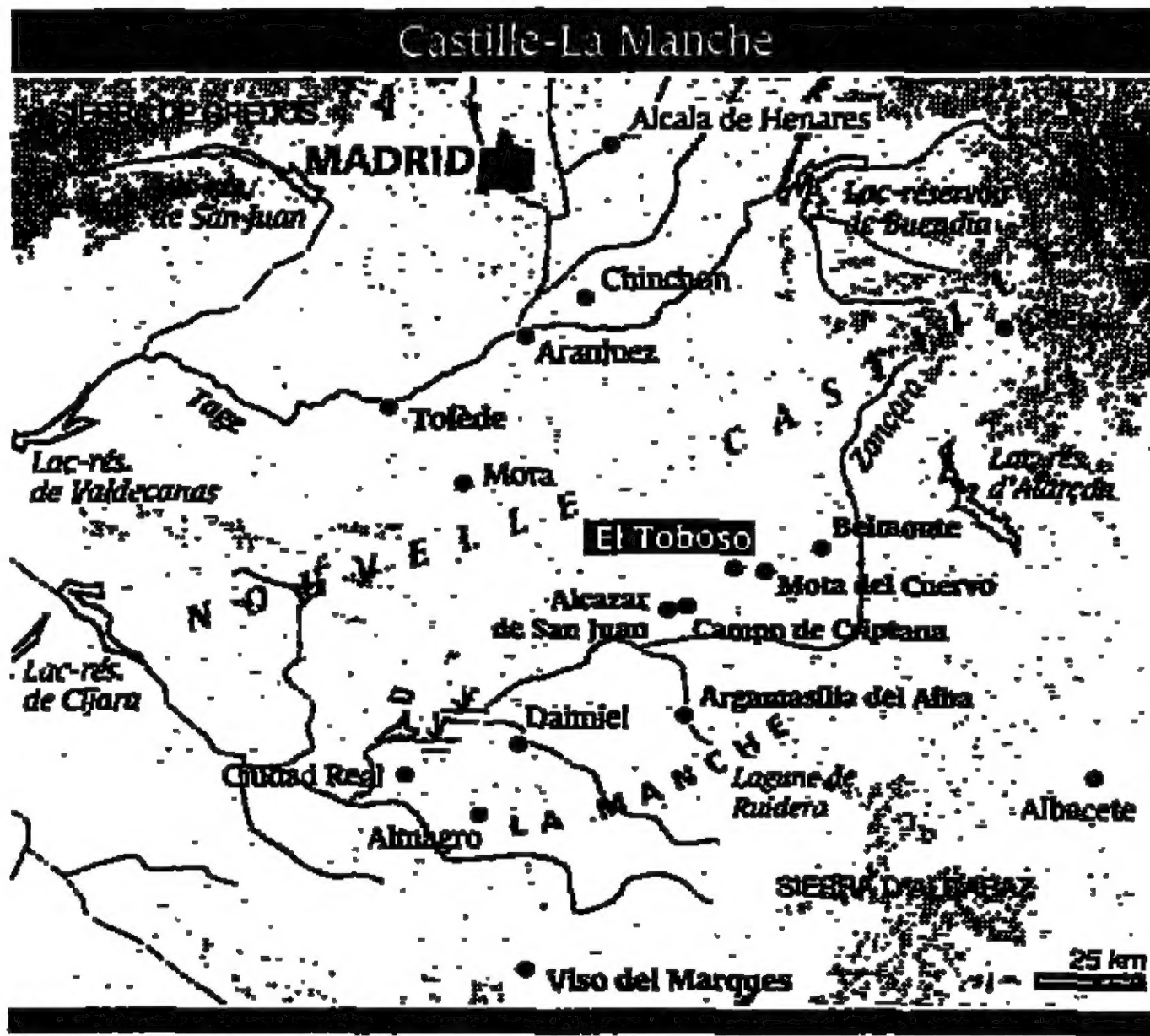
pas longtemps un de ces gentils-hommes avec lance au râtelier, bouclier de cuir à l'ancienne, levrette pour la chasse et rosse éplumée. » Douze villages revendiquent l'honneur d'être celui qui a inspiré Cervantès. Argamasilla de Alba, Mota del Cuervo et Alcaraz de San Juan sont les candidats les plus sérieux. Personne ne saurait dire de bonne foi lequel est le bon. Heureusement, tout n'est pas aussi flou dans le récit. La grotte de Montesinos ou les lagunes de Ruidera, par exemple, ne prêtent pas à discussion. La *venta de Don Quichotte* – où, dit-on, il fut adoubé – mérite l'indulgence : le vin de Valdepeñas rend magnanime.

Chacun s'arrangera donc avec la fiction. Personnellement, porté par la fantaisie cervantine, j'apprécie les à-côtés et les imprévus du voyage. Je me régale à relire le livre dans son cadre supposé. Son allégresse et sa fraîcheur surprennent toujours. Les joyeusetés du pragmatisme Sancho n'ont rien perdu de leur verve. L'armée des seconds rôles et des figurants semble grouiller à chaque lecture. Un sourire flottant court dans la prose de Cervantès. Peu à peu, le monde se dédouble et, gagné par la fiction, je trouve que les visages et les terres d'ici ont couleur de parchemin. La modernité du texte aussi m'apparaît. A bien regarder, celui qui prend ses désirs pour des réalités et qui proclame son droit d'ingérence, a un côté soixant-huitesque.

Au milieu de ma rêverie, je rencontre une coupe de motards gainés de cuir. Ils ont l'œil brillant des errants et prennent des poses à la *Easy Rider*. Leur engin est couvert de poussière. L'un, plus rond que les autres, dégoupille une canette de Coca. Le plus âgé a le regard perdu des *desgrados*. Les autres s'allongent sur leur selle comme des cow-boys au repos. Un retardataire arrive et retire son casque intégral.

Divine surprise : Dulcinée a les cheveux verts et un anneau dans le nez !

Jacques Meunier



Carnet de route

■ **ACCÈS.** A partir de Madrid (en avion avec Air France ou Iberia, ou en train), louer une voiture et mettre le cap sur la Mancha. On peut visiter également Cuenca, à 165 km de la capitale, au nord-est de l'itinéraire « Cervantès ».

■ **AVEC QUI ?** Outre les grands généralistes (Cartour, Donatello, Fram, Iberica, Jet Tours, Marsans, Mundicolor, Nouvelles Frontières, voyageurs en Europe etc.) qui proposent des circuits à la carte (voiture + hôtels), certains voyagistes proposent plus ponctuellement des circuits thématiques à l'instar du Monde et son histoire (82, rue Talbot, 75009 Paris, tél. : 01-45-26-26-77), qui organise des voyages culturels, notamment à Barcelone et son arrière-pays (5 au 11 mai), à

Madrid (1^{er} au 4 octobre) et, du 24 au 27 septembre, « Sur les pas de Don Quichotte » (7 900 F par personne en pension complète, de Paris). A signaler également, un circuit de quatorze jours (de 9 400 F à 9 700 F par personne, tout compris) d'Arto & Vie (tél. : 01-40-43-20-21), de Madrid à Seville via la Mancha.

■ **ÉTAPES.** Pour un séjour limité, la chaîne des Paradores paraît la meilleure solution. (Lire la colonne de la page 4.)

■ **SAVEURS.** La Mancha est réputée pour ses vins (l'almoneda et le valdepeñas) et son fromage de brebis (le manchego). La perdrix à l'étouffée et le gascacho, ainsi que les migas (pain émietté à l'ail et au piment), les *ajos arrieros* et les *cañasos* (à base de morue), les *bizcochos borrachos* et les *bizcochos manchegos* (desserts hautement caloriques), sont les fleurons de sa gastronomie. Le plat préféré de Don Quichotte, duels y

quebrantos, c'est-à-dire « des œufs plus quelque chose »... Rustique et succulent.

■ **LIRE.** Dans sa traduction la plus récente, l'ingénieur Hidalgo Don Quichotte de la Mancha (Le Seuil) ou Don Quichotte I et II (coll. Folio, Gallimard), Cervantès, biographie par Jean Canavaggio (Payot). Pour les érudits, le Dictionnaire des noms de personnages du Don Quichotte de Cervantès, par Dominique Reyre (Éditions hispaniques). Pour tout un chacun, le Guide Bleu Espagne (Hachette) reste une référence en matière d'architecture et d'histoire.

■ **S'INFORMER.** Au près de l'Office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-82-50) dont le magazine España (n° 7) invitait notamment à partir « sur les traces de Don Quichotte ».

سكنا من الامل

L'île noire

Comment les hommes ont-ils réussi à survivre dans cette nature qui ne semble préoccupée que d'elle-même ?

LANZAROTE

de notre envoyée spéciale
Six heures du soir. Un silence de plomb enveloppe Tegüise. Ce nom, qui fut jadis celui d'une princesse locale, sied bien à l'ancienne capitale coloniale de l'île. L'île, c'est Lanzarote, l'une des sept parcelles de terre qui forment l'archipel des Canaries, ancré dans l'Atlantique à 115 kilomètres au large des côtes du Maroc. Au-dessus des toits pointus le clocher en basalte rouge de la cathédrale de la Guadalupe.

Assis sur un banc adossé à une façade blanche incendiée par la lumière du couchant, des hommes sans âge, feutre noir enfoncé jusqu'aux yeux, murmurent entre leurs dents. Sur la grand-place, un chien renifle obstinément le pavé, en quête d'un déchet abandonné par un touriste reparti depuis longtemps vers sa réserve hôtelière, sur le littoral. Il s'éloigne, bredouille.

Pour une fois, les visiteurs, sans doute des Suisses, ont évité de prendre la rue pour poubelle. A dire vrai, Lanzarote est d'une propreté si exemplaire qu'on aurait scrupule à la souiller. Ici, seule la nature s'autorise le plus grand désordre, laissant traîner partout des monceaux de scories, déroulant jusqu'à la mer des champs de lave déchaquetée ou convulsée.

L'île s'est propulsée à la surface des flots, de concert avec sa voisine Fuerteventura, il y a vingt millions d'années. Ce qui en fait les doyennes de l'archipel. Depuis, Lanzarote continue de mijoter à feu doux sur son socle de magma en fusion qui couve dans les profondeurs. De temps à autre : boum ! Le couvercle de la marmite saute. On parle encore aujourd'hui comme si c'était hier du fantastique festival pyrotechnique offert, en 1730, par la région de Timanfaya, au sud-ouest de l'île. La terre s'était alors ouverte en deux et, en l'espace d'une nuit, dans un monstrueux hoquet, un volcan avait jailli au milieu des cultures. L'éruption dura six ans et ne s'arrêta que lorsqu'elle eût vomit trente autres montagnes de feu et englouti onze villages sous des tonnes de lave. Ce fut l'accouchement le plus long de l'histoire de la volcanologie. Trois mille ans plus tôt, le nord de Lanzarote avait vécu un cataclysme similaire. S'il y eut des hommes pour le contempler, ils n'ont rien transmis de leurs impressions. Seul le terrain, fouaillé par ces géantes éruptions, s'est chargé d'en colporter la mémoire.

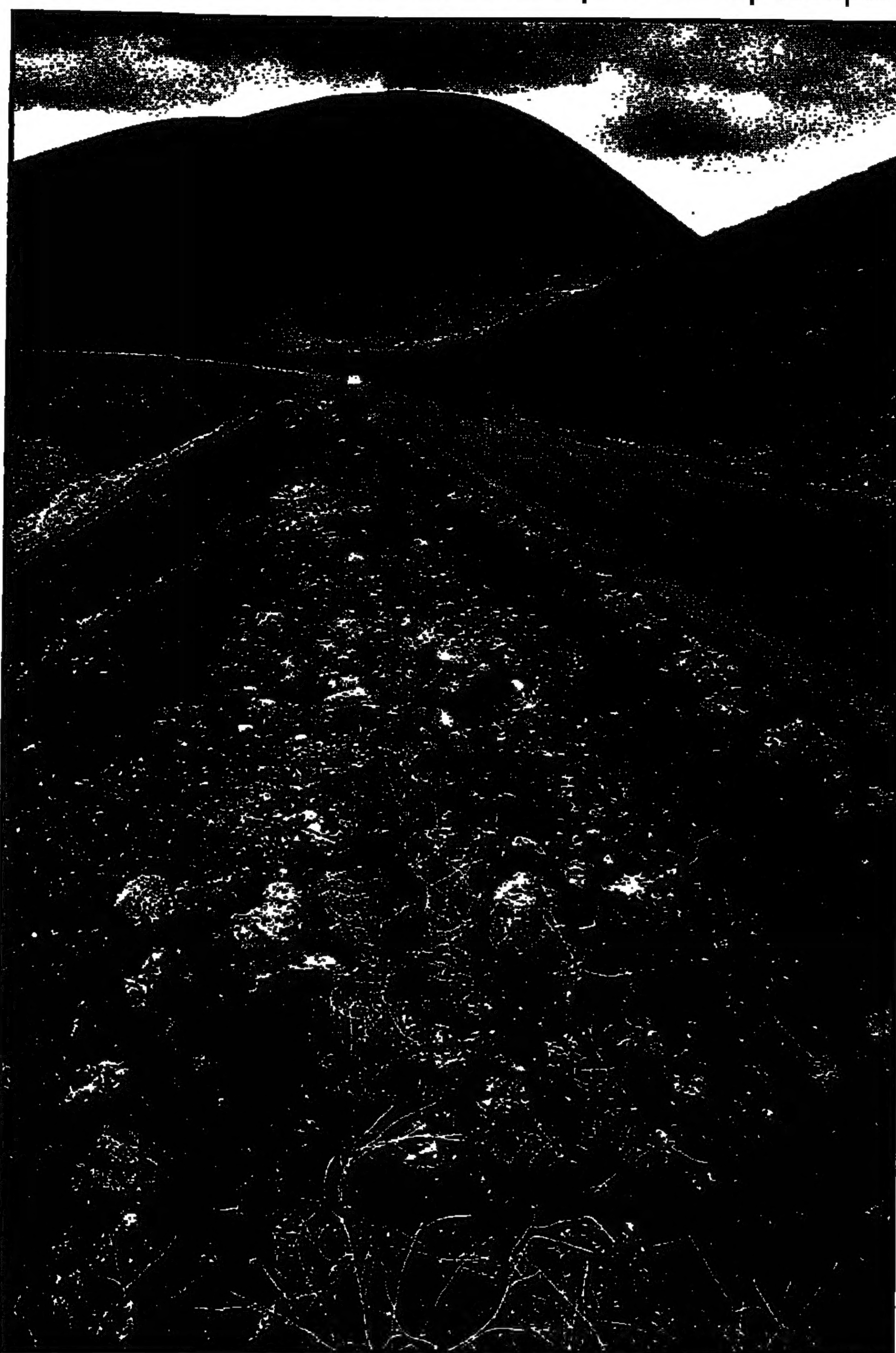
ANIMAL À BOSSE

La chaîne des volcans de Timanfaya (51 kilomètres carrés placés sous haute surveillance et classés parc national en 1974) ressemble à un paysage d'aube du monde. On est ici au milieu de hauts-fourneaux qui se pavent d'une mise en scène noire, fauve et rouge sulfure. Un spectacle brutal, primitif et grandiose vu d'en haut, depuis la terrasse du restaurant El Diablo. Si on les admire d'en bas, derrière la vitre des autocars qui effectuent une boucle de 10 kilomètres à travers cette bouillante vallée, ils sont intimidants.

A l'entrée du parc, des dromadaires attendent la prochaine fournaise de visiteurs. Se serait-on trompé de continent ? En fait, ce troupeau est bien du cru. L'animal à bosse fut importé, voilà deux siècles, du rivage d'en face, afin de servir de bête de trait dans les champs. Le tracteur ayant pris le relais, ils sont désormais réduits au statut des ânes du Champ-de-Mars, la pollution en moins et des horaires réduits en plus. A midi sonnant, sur la pente drue des cônes veloutés de cendres rouges, les méharées prennent fin et la caravane s'en retourne à vide par un sentier tracé dans la lave jusqu'au village d'Uga.

Toute l'île, en réalité, est un vaste parc à volcans. On en dénombre trois cents. Des chauds et d'autres qui, maintenant, sont froids. Encore qu'on ne soit sûr de rien... Peut-être ne dorment-ils que d'un œil.

Reste, une énigme : comment les hommes ont-ils réussi à survivre dans cette nature qui ne semble préoccupée que d'elle-même ? Il s'en est pourtant trouvé d'assez téméraires pour affronter pareille démesure. Les

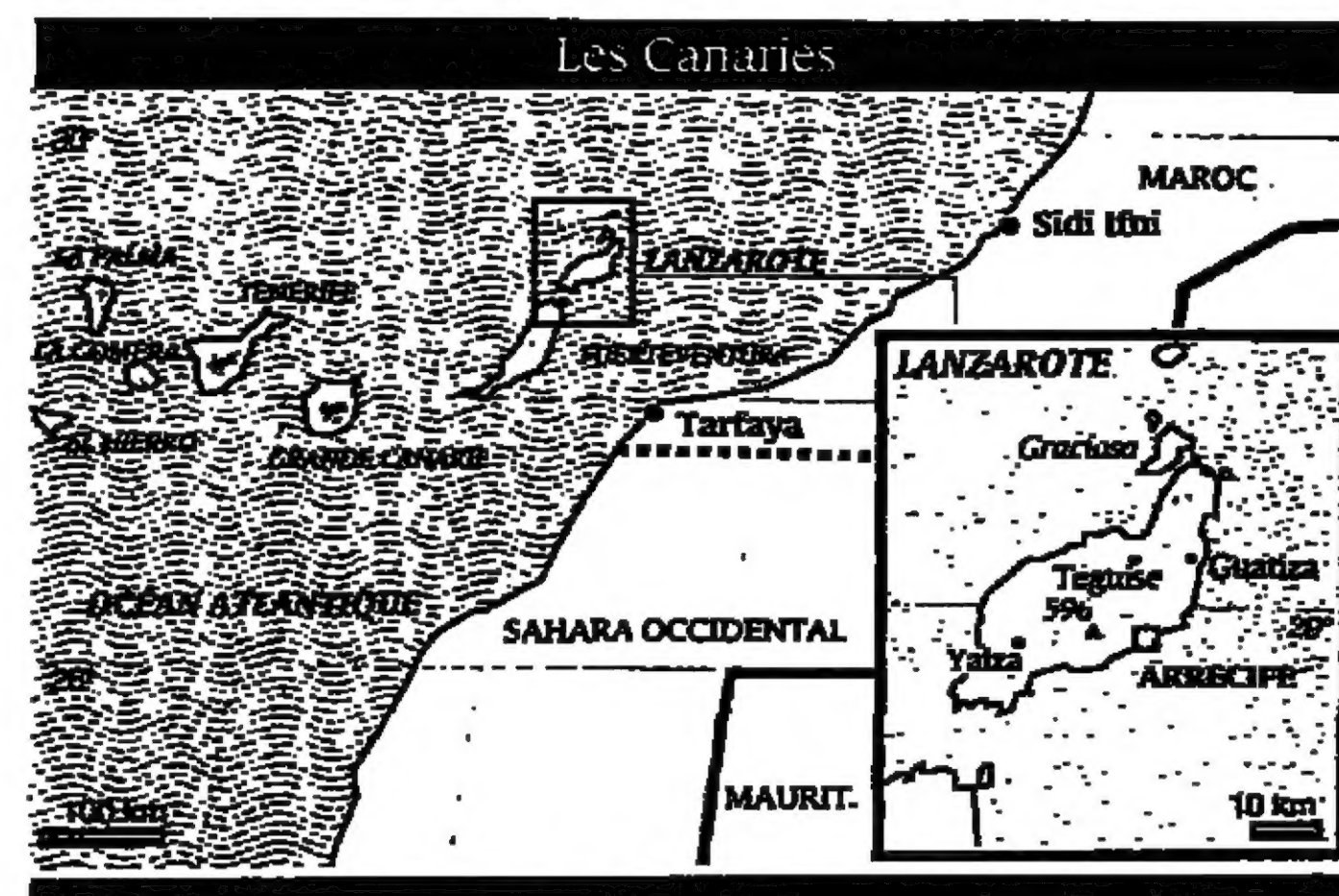


Lanzarote mijote à feu doux sur son socle de magma en fusion

Berbères, d'abord, premiers occupants des lieux, puis les colons normands et espagnols, qui, sous la conduite du sieur Jean de Béthancourt, débarquèrent dans ces îles en 1402. Leurs descendants sont toujours là.

Ce sont les *magos*, les paysans de Lanzarote. On les aperçoit dans les champs, penchés sur leurs cultures, les hommes âgés coiffés du feutre noir, les femmes, d'un chapeau de paille à bords retombants. Secs et sombres comme leur terre, dos tourné à la mer, ignorant les hordes de touristes déballés qui envahissent la côte. Dans la région centrale de la Geria, ce sont eux qui ont planté la vigne, au fond de cuvettes de cendres noires où infusent, au soleil, les raisins de moscatel et de malvoisie. Des vignobles qui escaladent les flancs des collines vérolées de cônes entourés d'un muret circulaire pour abriter les ceps du vent. De loin, on dirait des trous d'obus.

Il est vrai que sur cette terre privée de lacs, de rivières, de nappes phréatiques et avec des pluies qui, parfois, se font attendre des années, l'homme a dû apprendre à ruser avec les éléments. C'est ainsi que la lave, son ennemie, est devenue une alliée imprévue. Le *picon*, la cendre volcanique répandue sur une épaisseur de 30 centimètres à la surface des champs, absorbe l'humidité de l'air pendant la nuit et empêche son évaporation pendant le jour. Cette forte condensation, engendrée par l'océan, c'est l'eau de Lanzarote. Une manne dont profitent toutes les espèces végétales qui occupent ce terrain revêché. Toutes des coriaces. A commencer par les dattiers, qui se sont implantés en colonie serrée autour du bourg d'Haría. D'où le surnom du lieu, la vallée des Dix Mille palmiers. En réalité, ils ne seraient que trois mille cinq cents, mais c'est la seule forêt de l'île. On croise aussi beaucoup d'araucarias, de figuiers rampants, d'euca-



Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), vol quotidien Paris-Arrecife via Madrid à partir de 2 170 F A/R.

■ **CIRCUITS.** Chez Donatello (tél. : 01-44-58-30-81) des séjours (7 nuits) avec vol spécial direct Paris-Lanzarote le samedi. Cinq hôtels au choix, de 4 985 F à 11 090 F en demi-pension. Chez Fram (tél. : 01-40-26-20-00), forfait 7 nuits et 7 repas, à l'hôtel Los Jameos Playa, à Puerto del Carmen, à partir de 4 160 F en chambre double (250 F la demi-pension). Parmi les voyageurs programmant cette destination, citons également Akitours, Arts & Vie, Club Adventure, CroisTour, Eden, Hotelpian, Jet Tours, Look Voyages, Luxair, Marsans, Mundicor, République Tours, Routes du Monde, Starter et Terrier. Se renseigner dans une agence de voyages.

■ **VOIR.** Les huit travaux (ou aménagements) de César Manrique : le musée d'Art contemporain (Castillo San José, à Arrecife), les spectaculaires grottes et tunnels de laves de Jameos de Agua et de la Cueva de los Verdes, le Jardin de cactus (dix mille cactus plantés en terrasses), la Fondation Manrique (sa demeure jusqu'en 1987), le Mirador del Río, le restaurant El Diablo (surplombant les volcans de Timanfaya), et le Monumento al Campesino. Y ajouter le musée des volcans de Timanfaya.

■ **ÉTAPES.** A Puerto del Carmen, le flamboyant Los Jameos Playa, (tél. : 51-17-17). A Costa Tegüise, le Melia Salinas (tél. : 50-00-00) avec jardin tropical intérieur. Dans les terres, deux auberges de charme (15 chambres) : à Yaiza, La Finca de las Salinas (tél. : 83-03-25), style petit palais mauresque (de 360 à 468 F en chambre double) et à San Bartolomé, la Finca de la Florida (tél. : 52-11-24), oasis blanche au milieu des laves (510 F en chambre double et demi-pension).

■ **SAVEURS.** A Yaiza, La Era, une vieille maison au charme rustique. A Haría, la Casa Cura, sur la place du village. A Tegüise, La Cantina, dans le cadre raffiné d'une demeure coloniale. Le Jameos de Agua, une table élégante dans la grotte aménagée par César Manrique. Près de Tegüise, La Casa Monumento al Campesino, autre réalisation de Manrique dans un décor traditionnel. Sur la côte nord, festin de poissons à Arrecife (à La Casa Miguel, un bistrot typique), à La Caleta de Famara (El Risco). Dégustation de vins de Malvoisie et de Moscatel dans les « bodegas » de la Geria, notamment chez Antonio Suarez.

■ **LIRE.** Le Guide Brasil Canarias (Hachette) et le Petit Futé Canaries. L'île aux chimères, de Norman Lewis (Phébus).

■ **S'INFORMER.** A l'Office espagnol du tourisme, 43, rue Decamps, 75016 Paris (tél. : 01-45-03-82-50). Dans le magazine *España* à consacré son numéro 4 aux Canaries.

lyptus, de lauriers roses et blancs, de bougainvillées et d'agaves. Côté extravagance, il y a le drago, une curiosité botanique qui prospère seulement dans cette île. Un arbre archaïque avec des feuilles proches de celles du yucca, plantées drues sur un tronc qui ressemble à un pied d'éléphant. On en trouve un devant l'entrée du Monumento al Campesino, sculpture contemporaine à la gloire du *mago*, œuvre de César Manrique, un artiste visionnaire natif de l'île et mort en 1992.

Si Lanzarote a été épargnée par le béton, c'est à lui qu'elle le doit. Dès 1968, inquiet des conséquences du développement immobilier débridé entraîné par l'essor du tourisme, César Manrique réussit à faire imposer un règlement limitant à quatre étages la hauteur des édifices neufs. Il obtint aussi que toutes les habitations soient chaulées, avec volets et portes peints en vert, dans l'intérieur des terres, et en bleu océan, le long des côtes.

MASQUE DE COSMONAUTE

Le résultat - tous ces villages immaculés posés sur la terre noire - est admirable. De même, César Manrique fit supprimer, au bord des routes, tous les panneaux publicitaires. Mais il fut surtout un architecte et un paysagiste de génie, expert dans l'art d'utiliser toutes les possibilités que lui offrait la nature du terrain pour y intégrer ses créations. Ainsi la maison qu'il s'est construite - un chef-d'œuvre - repose sur cinq colossales bulles de laves réunies entre elles par des corridors souterrains. Au nord de l'île, à Jameos de Agua, il a aménagé un immense amphithéâtre dans un tunnel de lave datant de trois mille ans et incrusté, au sommet d'un promontoire, un étonnant observatoire, le Mirador del Río.

Le rude septentrion porte encore les traces de son éruption trimillénaire. Une terre écorchée, mais déjà peignée de lichens, forêt microscopique d'un tendre vert céladon qui annonce le retour à la vie. On aperçoit, çà et là, des champs clos de murets de lave et plantés de figuiers de barbarie. Ce ne sont pas des friches abandonnées mais des cultures entretenues avec soin. On y choisit cette cactée qui, sur ses larges palettes, donne asile à un locataire de prix : la cochenille. Si l'on écrase cette bestiole entre ses doigts, elle rejette un jus vermillon. Cette teinture naturelle très prisée est utilisée comme colorant alimentaire et pour la fabrication du rouge à lèvres. Lanzarote, qui en est le principal producteur en Europe, en exporte 30 tonnes par an.

La capitale, Arrecife, sent le poisson. Normal : c'est un grand port de pêche. Son réseau de rues étroites ne manquerait pas de charme si l'on n'était pas obligé d'en partager les trottoirs avec la moitié de la population de l'île. Trente mille habitants et presque autant d'automobiles.

A 18 kilomètres de là, au milieu des terres, Tegüise conserve, dans son cœur de pierres, le souvenir du temps où c'était elle, la capitale seigneuriale avant qu'elle ne soit détrônée, en 1852, car trop éloignée de la côte et du trafic portuaire. Depuis, elle s'est repliée dans un silence aristocratique troublé seulement, pendant la journée, par quelques fileurs de passage et, le soir, par une poignée d'audacieux qui s'aventurent hors des complexes touristiques de Puerto del Carmen et de Costa Tegüise pour y dîner au calme dans ses restaurants feutrés. Avec ses grands palais blancs soulignés de volutes de basalte noir et roux, la ville a l'élégance austère et la rigoureuse ordonnance d'un vieux bourg de Castille. A une extrémité de sa grand-place carrée se dresse la cathédrale ; à l'autre, le palais Spinola dont les plafonds saisonnés de blocs de lave dispensent, dans toute la demeure, une agréable fraîcheur.

Heureuse époque où l'on savait parfaitement se passer de la climatisation. Secrète, Tegüise s'adonne beaucoup, dit-on, au spiritisme et à la magie blanche. Sans oublier la noire, ajoutent les mauvaises langues. Il est vrai que les flammes de l'enfer ne sont pas loin.

Marie-Noëlle Hervé

■ **L'ARCHIPEL.** Dans l'Atlantique nord, à 1 500 km des côtes espagnoles, sept îles. Autour de Tenerife, les îles occidentales (La Palma, La Gomera, El Hierro) se drapent de vert. Autour de la Grande Canarie, les îles orientales (Lanzarote, Fuerteventura) flirtent, elles, avec le grand désert saharien. Au total, des « îles fortunées » à plus d'un titre : une destination assez proche (à 4 heures de Paris), un climat idéal toute l'année (on s'y baigne en plein hiver), des prix attractifs, une nature volcanique aux paysages spectaculaires et une végétation luxuriante.

■ **GRANDE CANARIE.** Cette île de 1 532 km² abrite la plus grande ville de l'archipel, Las Palmas, dont le centre historique s'ordonne autour de la cathédrale et de la Casa de Colon, un beau palais du XV^e qui reçut l'amiral et est aujourd'hui dédié aux découvertes. A voir également le village canarien reconstitué dans le parc Doramas, le théâtre Pérez-Galdos et la maison où naquit ce grand romancier espagnol. Beaux paysages autour du pic de Las Nieves (1 950 m). A Maspalomas, plages bordées de dunes.

■ **FUERTEVENTURA.** Située à 100 km des côtes du Sahara, la deuxième île de l'archipel (1 730 km²) possède les plus belles plages des Canaries, notamment celles de Corralejo, de Barlovento et de Sotovero, paradis du wind-surf. A Puerto del Rosario, la capitale, deux belles églises.

■ **LA GOMERA.** A l'écart des flux touristiques, une île de 378 km², entourée de falaises escarpées. Sur la côte nord, des orgues basaltiques. A San Sebastian de la Gomera, la capitale, le fantôme de Christophe Colomb, qui y pria avant son départ, hante l'église de la Parroquia. Principale attraction : le parc national de Garajonay, célèbre pour ses lauriers géants.

■ **EL HIERRO.** La plus petite île (278 km²), mais la plus prisée des amateurs d'exotisme, qui apprécient ses côtes abruptes de lave noire, hérissées de cactus. De Valverde, la capitale, belle vue sur les autres îles occidentales.

■ **LANZAROTE.** Sur 800 km², le rassemblement d'une centaine de cônes volcaniques et de trois cents cratères (lire notre reportage ci-contre). Principale attraction : le parc national de Timanfaya et ses Montagnes de Fen : à vingt centimètres de profondeur, la température peut atteindre 200 °C !

■ **LA PALMA.** Une île de 728 km², où la vigne pousse dans la lave. La capitale, Santa Cruz de la Palma, est un charmant petit port où l'église de San Salvador et le château de Santa Catalina (maquettes de bateaux) méritent une visite ainsi que le parc national de Taburiente, un cratère tapissé de pins et cerné de parois de 800 mètres de haut.

■ **TENERIFE.** La plus vaste de l'archipel (2 000 km²). Plusieurs localités méritent une visite : La capitale, Santa Cruz de Tenerife, vieille ville espagnole et coloniale aux balcons grillagés et aux patios ombragés ; Puerto de la Cruz ; le Lago Martiánez (piscines et canaux artificiels dessinés par César Manrique) ; le Loro Parc (le royaume des perroquets) et le château de San Felipe ; Anaga, une ville universitaire des XVI^e et XVII^e siècles truffée d'églises, de couvents et de palais. Vedette incontestée, l'immense Caldera de Las Canadas (16 km de diamètre) dominée par le pic du Teide, point culminant de l'Espagne avec 3 717 m. On peut grimper au sommet du volcan (4 heures de marche) puis gravir le pic en téléphérique.

■ **CARNAVALS.** Celui de Tenerife s'affirme presque l'égal du carnaval de Rio (lire la colonne de la page 3). Autres carnivals spectaculaires : Puerto de la Cruz, Las Palmas et Maspalomas.

BILBAO. Premier port commercial d'Espagne et cœur d'une importante zone industrielle, Bilbao doit au nouveau et superbe Musée Guggenheim (plus de trois cents œuvres du XX^e siècle appartenant à la fondation new-yorkaise) de figurer désormais parmi les destinations vedettes de la péninsule et de faire ainsi jeu égal avec sa voisine Saint-Sébastien (Donostia).

SAINT-SÉBASTIEN. Outre un site remarquable (la Bahia de la Concha) et une vieille ville pittoresque et chaleureuse, la plus élégante et la plus animée (Festival du cinéma en septembre et Festival international de jazz) des stations balnéaires espagnoles joue la carte de la gastronomie (lire l'article ci-contre), certains des meilleurs restaurants du pays y côtoient les bars à tapas et les chéberies. A voir également, sur l'estuaire de la Bidasoa, Hondarribia (Fontarabie), pour son centre médiéval et son quartier des pêcheurs.

NAVARR. Des Pyrénées à la vallée de l'Ebre, de beaux paysages ruraux et de petites villes anciennes. En vedette, la capitale, Pampelune (ramparts et cathédrale gothique) avec les célèbres San Fermín (corridos, encierros - les taureaux sont lâchés dans les rues - et fêtes nocturnes), en juillet.

RIOJA. Entre Navarre, Pays basque et Castille, une région attachante réputée pour ses vins parmi les meilleurs d'Espagne.

ARAGON. Cette région appartient à l'univers pyrénéen (avec le pic d'Aneto, 3 404 m, point culminant de la chaîne, et le parc national d'Ordesa), même si elle s'étend largement dans la vallée de l'Ebre, sur les rives duquel se dresse sa capitale, Saragosse et sa basilique du Pilar, un des sanctuaires les plus célèbres du monde. La patrie de Goya possède également avec la sop (cathédrale) un superbe édifice du XIV^e marquant roman, modéjor et gothique.

BILBAO

de notre envoyé spécial

La cuisine, comme la langue, signe l'identité d'un peuple. La cuisine basque est à l'image d'un pays de montagnes, de plaines et de la mer, et d'un peuple de bergers, de paysans et de marins. Fermé par la langue, par la géographie et cependant ouvert au passage, au voyage, à l'accueil de la table partagée. Cuisine du produit, le plus souvent élaborée à la maison, cuisine également des auberges de campagne. Cuisine de femmes, cuisine populaire mais aussi cuisine des sociétés gastronomiques (les *txakos* de Bilbao ou les *sociedades* de Saint-Sébastien), d'ancienne tradition.

Voici, paradoxalement, pour commencer le voyage, une zone presque méditerranéenne, celle des régions basques de la Navarre et d'Alava, un vaste triangle délimité par Vitoria et Pampelune, qui suit le cours de l'Ebre pour finir en pointe vers l'Aragon. Une région biotique derrière la barrière climatique constituée par la ligne de crête des hautes montagnes, à cheval sur l'Espagne et la France. Un paysage végétal plus sec, aride, différent. Les sierras calcaires du sud, couvertes de chênes verts, embaumant la lavande et le romarin. Dans les plaines de l'Ebre, le blé, l'orge, la vigne et les oliviers. C'est le pays des villages compacts et isolés. Sur les terres irriguées croissent fruits et légumes.

Vitoria et Pampelune, villes historiques, ont profité de trente ans d'investissements agricoles. Villes de traditions, villes de fêtes, villes de tourisme qui, depuis Hemingway, attirent les *aficionados*, pour la San Fermín. Les campilles, eux, composent parfois la Rioja, région viticole réputée, au Bordelais. Les rios, vins d'assemblage, sont vendus sous les noms des *bodegas* ou caves. La Navarre, elle, produit des vins structurés, tel le *gueibon*

zu ou les vins de la Bodega Piedemonte ainsi que le *claret*, un rosé frais et piquant.

A l'intérieur du Pays basque, au Nord (France) comme au Sud (Espagne), à flancs de montagnes et de collines, au creux de profondes vallées, c'est le domaine enchanté des herbes, des baies et du miel. Le « pays fort bossu », avec ses vastes et austères paysages de monts et de vallées. Les brebis y sont élevées en altitude et les bovins dans les prairies herbeuses du piémont. Des entreprises dynamiques, telle Goshua à Iratzo, ont fait connaître leurs produits laitiers jusqu'en France. Dans les fermes, on fabrique encore le fromage traditionnel : *ard-gana* ou *idiazabal* obtenu à partir du lait cru des brebis, *laba*. Le porc ibérique, élevé en liberté, règne ici dans toute sa splendeur. Et l'on sait que le Pays basque, comme

Table d'hôte

Une cuisine de bergers, de paysans et de marins



Le Musée Guggenheim de Bilbao

des Basques est liée à la mer. Les ports les plus importants se trouvent en Guipuzcoa (Pasajes et Bermeo) et en Biscaye (Ondarroa et Lekeio). La pêche à la baleine était une tradition dans le golfe de Gascogne, et les équipages anglais et hollandais engageaient volontiers des spécialistes locaux pour accéder à un savoir-faire élaboré depuis le XII^e siècle. Vers la fin du XIX^e, la pêche à la sardine puis au thon devaient prendre la relève.

COLIN OU MERLU

Bilbao, austère ville de fer et de l'acier, est la capitale économique de ces régions. Le nouveau Musée Guggenheim, inauguré à l'automne dernier (*Le Monde* des 20 octobre 1997 et 19 mars 1998), en consacre désormais la vocation artistique et culturelle. L'étrange et réjouissant bâtiment de l'Américain Frank Gehry s'affranchit des lois de l'équilibre et de toute symétrie. Volumes éclatés revêtus de pierre agraée, élégant carénage de titane jouant dans la lumière, le chaos s'organise dans l'exubérance autour d'un atrium vitré.

A Bilbao, la figure emblématique est Genaro Pildain. Passionné et séducteur, il affirme que la cuisine basque est affaire de produits autant que d'état d'esprit. Et le démontre avec une modeste crème de baricots rouges, asperges et fèves ou dans les préparations de poissons proposées dans son élégant restaurant, le Guria. La base est classique, le produit impeccable, l'exécution des recettes simplifiée alors que les jeunes chefs de la nouvelle école lui semblent rechercher la complication, sous prétexte de créativité.

Cuisine de la mer, dira-t-on, avec les innombrables recettes locales. Le colin ou merlu est grillé ou en cocotte, en sauce verte, au cidre de Guipuzcoa, au *pil-pil*, avec ail, piment et huile d'olive. Fortifié de farine et passé à l'œuf, il est aussi simplement poêlé. La morue plate et sèche est préparée à la *vizcaina*, revenue puis doucement mijotée dans une purée de pommes. A Bilbao, le temple de la morue est le restaurant Bola Biga. Autre vedette, le thon à la basquaise, doré, mijoté avec tomates et poivrons, que l'on déguste notamment sur le port, à Ondarroa. Fin mars, on prépare les dernières pilbales de la saison, sautées dans l'huile d'olive, assaisonnées d'un trait de piment et de fines gousses d'ail émincées et frites, selon la méthode de Christian Parra, en lisière du Pays basque nord, au bord de l'Adour.

Par le col de Roncevaux, vers Pampelune, c'est la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, pontuée, en Pays basque et en Navarre, de nombreuses haltes et d'autant de chapelles auprès desquelles on se restaurait. Quel plus beau repos culinaire et paysager peut-on souhaiter, avant la longue route aride vers les deux Castille ? Et comment mieux goûter l'accueil et la spiritualité du Pays basque qu'en profitant de sa table d'hôte et de sa légendaire hospitalité ?

Jean-Claude Ribaut

ESPAGNE



VOUS NE SEREZ JAMAIS

SEUL

AIRTEL VEILLE SUR VOUS

A VOTRE ARRIVÉE EN ESPAGNE, CONNECTEZ-VOUS SUR LE RESEAU AIRTEL

COMPOSEZ 1 2 3 RENSEIGNEMENTS GRATUITS EN FRANÇAIS

POUR VOTRE CONFORT

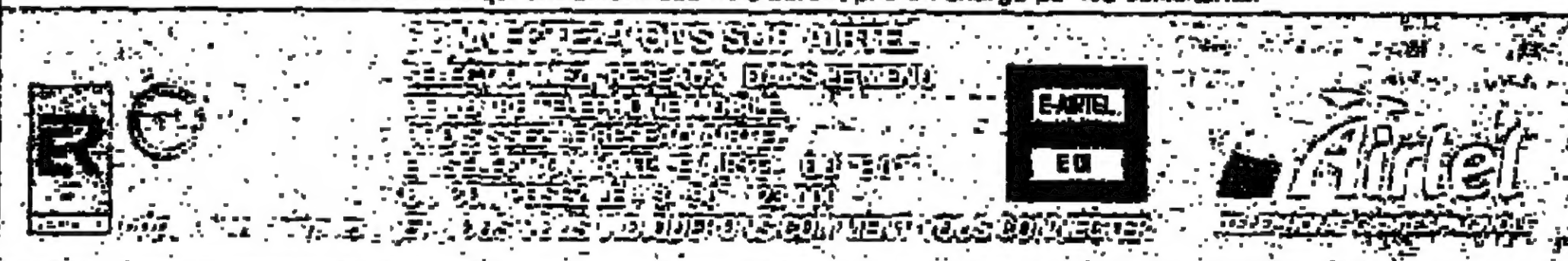
- Horaires et réservations de vols, trains, hôtels, restaurants, etc.
- Service réveille-matin.
- Service météo.
- Cours de devises.
- Traduction simultanée.

POUR VOTRE SECURITE

- Pharmacies de garde.
- Repérage de bagages perdus.
- Secours routier.
- Soins médicaux.
- Information nautique.

...ET PLUS ENCORE.

Les services qui entraînent des frais seront pris en charge par les sollicitants.



A la carte

GURIA. Un fleuron de la gastronomie basque traditionnelle, dirigé avec conviction par Genaro Pildain. La salade de piment piquillo *al alioli*, d'une exceptionnelle douceur, et les quatre préparations de morue sont une merveilleuse initiation à un monde de saveurs puissantes, superbement maîtrisées. Belle cave où s'impose l'Imperial Reserva 1997. Cadre confortable. Accueil très courtois. Bistrot attenant. A Bilbao, Gran Via, 66, tél. : (94) 441-90-13. Fermé le dimanche. Compter 350 F.

BOLA BIGA. C'est le temple, modeste, de la « morue pisciforme », c'est-à-dire de la morue, précisée le patron qui ne manque pas d'humour. Elle est préparée à la *vizcaina*, au pil-pil et à la plancha. A Bilbao, Enrique Eguren, 4, tél. : (94) 443-50-26. Fermé le dimanche. Compter 250 F.

ARZAK. Juan Mari Arzak a su donner ses lettres de noblesse à une cuisine d'inspiration familiale. Sa fille, qui a travaillé avec plusieurs grands chefs français, le seconde aujourd'hui. D'admirables filets de merlu - pêchés à la ligne - en sauce verte avec des palourdes, les jolies assaisonnées au pil-pil, des morilles et langoustines accordées avec une purée de chou-fleur et

d'amande, une morue au jus de piment vert figurent parmi les grands plats de référence. Un modeste chinchard à la vinaigrette d'ognons et à l'huile de chipirons peut également laisser un souvenir durable. A Donostia (Saint-Sébastien), Alto de Miracruz, 21, tél. : (943) 28-55-93. Fermé dimanche soir et lundi. Compter environ 600 F.

AKELLARE. Élegante adresse, avec vue sur mer. C'est la table officielle du festival de cinéma, où se presse une clientèle brillante. Cuisine d'inspiration basque, modernisée : filet d'agneau au cuscous et curry d'abricot sec ; porc à l'aigre-doux et brunissois de légumes. A Donostia (Saint-Sébastien), Paseo Padre Orco-laga, 56, tél. : (943) 21-20-52. Fermé le dimanche soir et lundi. Compter 550 F.

ELKANO. Le meilleur de la pêche locale, poissons et crustacés, est aussitôt acheminé chez Pedro Arregui. Nulles préparations compliquées mais le plaisir de décorquer de magnifiques gambas. En vedette, le cogote de merluza à la brasa. Une des tables préférées de Christian Parra (Auberge de la Galupe), venu en voisin des bords de l'Adour. Cadre marin. Cave à prix modérés. A Getaria, Herrerieta, 2, tél. : (943) 14-06-14. Tous les jours.

MARTIN BERRASATEGUI. L'un des enfants terribles de la cuisine néo-basque « créative », qui regarde aussi au-delà des Pyrénées. Capable de séduire un vieux « pro » comme Christian Constant : « Une technique parfaite, et en plus c'est bon ! », dit de sa cuisine l'ancien chef du Crillon. A signaler, le millefeuille caramélisé d'anguille au foie gras, ciboulette et pomme verte. A Lasarte, Loidi Kalea, 4, tél. : (943) 36-64-71. Fermé dimanche soir et lundi. Compter 400 F.

LIRE. Comer bien en el País Vasco, par Mikel Corcuera (Éditions El País). Le Guide du Pays basque, par Mamen Goyhenetche (La Manufacture). Nations basques (Autrement) avec notamment « Manger basque », par Denise Laroutis, traductrice de Montalban. Les recettes de Carnalio, de Manuel Vasquez Montalban (Bourgeois Éditeur). Le Guide du Routard, Espagne du Nord et du Centre (Hachette).

CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick François assisté de Danielle Tramad
ICONGRAPHIE : Sophie Maléris
CARTOGRAPHIE : Infographie Le Monde

صلى الله عليه وسلم